



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada



Canadian  
Heritage

Patrimoine  
canadien

62B

8120-3

VOL 1

UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -  
ONTARIO  
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -  
ONTARIO  
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8120-3  
VOL 1

000001

62B 8120-3  
VOL 1



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information



# CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

Dated From  
À compter du

1991-10-05

To  
Jusqu'au

1998-09-22

AFFIX TO TOP OF FILE – À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS – NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE – POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

File No. – Dossier n°

8/20-3

Volume

2

**Veillez  
classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

Généralités

000003

Patrimoine Canadien  
Cabinet du Sous-ministre adjoint  
Citoyenneté et Identité canadienne

Canadian Heritage  
Office of the Assistant Deputy Minister  
Citizenship and Canadian Identity

FICHE DE SERVICE - ACTION REQUEST

Date September 22, 1998

Copies: ☐ SMA-ADM ☐ DG CPM - PCM

# Dossier - File # CH98-27163

☐ DG AS - SA ☐ PCSP - CPPS

Transmise à - Referred to Susan Scotti, Hilaire Lemoine

☐ DG OLSP - PALO

Demandeur - Requestor CIADM

☐ Conseil de gestion - Mgt Committee

☐ Autres - Other

Requis pour / Required by

- ☐ Donner Suite  
For action
- ☐ Rédiger une note de service au Ministre  
Prepare memo to Minister
- ☐ Rédiger une note de service au Cabinet du Ministre  
Prepare memo to Office of the Minister
- ☐ Rédiger une note de service au Sous-Ministre  
Prepare memo to Deputy Minister
- ☐ Note de couverture pour signature du SMA  
Covering note for ADM's signature
- ☐ Réponse pour signature du SMA  
Reply for ADM's signature
- ☐ Accusé de réception pour signature de  
Letter of acknowledgement for signature of
- ☐ Réponse directe (prière de nous envoyer copie)  
Direct reply (please send copy to our office)
- ☐ Vos commentaires et/ou avis par écrit s.v.p.  
Written comments and/or recommendations please

- ☐ Voir remarques pour détails  
See remarks for details
- ☐ À discuter avec le SMA  
To discuss with the ADM
- ☐ Voir note du SM ci-jointe  
See DM's note attached
- ☐ Voir note du SMA ci-jointe  
See ADM's note attached
- ☐ Pour approbation  
For approval
- ☐ À votre demande  
At your request
- ☐ Faire circuler  
Please circulate

Répondre en \_\_\_\_\_  
Response in \_\_\_\_\_

REMARQUES / REMARKS:

For your information. Thank you.

IMPORTANT si la présente vous a été envoyée par erreur, prière de la retourner sans tarder au bureau de l'expéditeur.  
IMPORTANT if this Action Request has been directed to you by error, please return to originator's office immediately.



CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO: PK

98/09/13 - 16:18

**COPY**

Docket No.: CH98-27163  
Cross-reference No.: CH98-21914 C  
CH98-20826 C

Document date: 98/09/11  
Date received: 98/09/17  
Due date: 98/10/08  
Campaign code:  
Ack/Acc: N

Program: CIDORC - Dir., Op. & Reg. Coord/Op. & coord. rég.  
Author: Bourgeois, Nicole  
Title/Org.: /  
Subject: Demande une rencontre avec la ministre pour discuter le refus du ministère d'une aide financière pour une contestation judiciaire contre de gouvernement de l'Ontario re: financement de l'éducation en Ontario  
Action: Reply/Réponse

c.c.: JILLIAN THORNE(MO)  
c.c.: SMDBME/CIDCP  
c.c.: CIADM

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Paula - réponse

Comments:

LUCIEM - 98/09/17  
cc to SMDBME per Beverly H.

LUCIEM - 98/09/18  
Copie à CIADM comme recommandé par Paula S.

Approved by:

\_\_\_\_\_  
DG (or designate)

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

\_\_\_\_\_  
ADM/REx D (or designate)

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

\_\_\_\_\_  
DM

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

\_\_\_\_\_  
Minister's Assistant

Date: \_\_\_\_\_

Approved by:

Date: \_\_\_\_\_

Personnelle et confidentielle

Route rurale n° 1  
Maxville (Ontario) K0C 1T0  
Le vendredi 11 septembre 1998

Patrimoine canadien  
OTTAWA (Ontario)  
K1A 0M5

À l'attention de l'honorable Sheila Copps  
Ministre du Patrimoine canadien

Objet : Demande de fonds dans l'affaire Séguin/Bourgeois/Landry

Madame la Ministre,

Au nom de madame Jeannine Séguin, monsieur Jean-Charles Landry et en mon nom personnel, j'accuse réception de la lettre de monsieur Maurice Rioux, chef de cabinet, en date du 5 août dernier.

En premier lieu, je regrette qu'un fonctionnaire réponde à notre demande. Habituellement, ce sont les élus qui répondent aux contribuables.

Au troisième paragraphe de la lettre de monsieur Rioux, on nous informe que votre ministère ne finance pas directement les démarches judiciaires engagées par les organismes ou les particuliers. D'une part, permettez-moi de vous rappeler que le gouvernement de monsieur Maurice Simard a donné 4 millions aux Acadiens pour un journal qui n'a jamais débloqué. Je suis certaine que votre chef de cabinet s'en souvient. D'autre part, ce qui nous surprend, c'est que votre ministère a octroyé directement aux parents francophones de la Colombie-Britannique la somme de 650 000 \$. Nous ne regrettons pas l'argent donné à la Colombie-Britannique, mais nous nous posons de sérieuses questions quant à votre refus de nous avancer 250 000 \$. Y a-t-il un manque de cohérence et de connaissance, ou un manque de logique de la part des hauts-fonctionnaires qui vous conseillent?

Madame la Ministre

-2-

Le 11 septembre 1998

Lorsque nous vous avons rencontrés, nous avons souligné le fait que l'argent reçu pour notre cause avait bel et bien rapporté un succès pour l'obtention du premier volet de notre demande, c'est-à-dire la création de 12 conseils scolaires francophones. Nous avons envoyé des communiqués de presse à tous les hebdomadaires. C'est bien malheureux que Le Droit ne les ait pas publiés.

Le deuxième volet de notre poursuite est l'obtention d'un financement équitable. Au dire de vos fonctionnaires au deuxième paragraphe de la lettre de monsieur Rioux, ce deuxième volet de notre poursuite serait complètement réglé par l'entremise de l'entente spéciale entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario.

J'aimerais vous souligner qu'en 1980, monsieur Serge Joyal, ex-secrétaire d'État, ainsi que madame Huguette Labelle avaient signé avec madame Jeannine Séguin, présidente de la FFHQ, une entente pour la disposition des Fonds de l'éducation en langue française. Toutes les provinces devaient justifier leurs demandes per capita ainsi que les dépenses pour l'éducation en langue française aux niveaux secondaire et élémentaire. Lors de notre rencontre avec vous, nous nous sommes rendues compte que cette entente avait été laissée tombée par les hauts-fonctionnaires et que vous êtes maintenant obligés de reprendre tout le travail fait par des gens qui ont la tâche de conseiller nos élus. Si vous désirez des preuves de cette entente, nous avons des documents à l'appui dans lesquels les bilans de l'éducation en langue française sont évalués.

De plus, je crois qu'il est important de vous signaler que les Francophones vivant dans les grands centres sont très avantagés par rapport aux Francophones vivant en milieu rural. À titre d'exemple, quand la région d'Ottawa a obtenu son conseil scolaire de langue française, c'est en grande partie grâce à l'appui acharné de nombre de Francophones "chevronnés" en province, comme madame Séguin et ses militants. Quand les régions de Cornwall et Sturgeon Falls ont obtenu leurs écoles de langue française, il fut nécessaire de grèver. Un scénario semblable s'est produit lors de la fondation de la Cité collégiale. Trois centres furent mis sur pied : Ottawa, Cornwall et Hawkesbury. Les premiers centres à fermer furent ceux de Cornwall et de Hawkesbury. Contrairement aux étudiants de langue anglaise, mon aîné doit loger à Ottawa

Madame la Ministre

-3-

Le 11 septembre 1998

pour poursuivre ses études en français. Pour ce qui est de l'hôpital Monfort, madame Gisèle Lalonde tente d'obtenir du financement tant de tous les Francophones en province que du gouvernement fédéral. J'admire ce mouvement, mais je m'explique mal qu'on donne tout aux grands centres et qu'on continue de négliger le milieu rural.

Les demandeurs désirent vous rencontrer afin de discuter, car nous avons en main des preuves que le nouveau mode de financement de l'éducation en Ontario demeure inéquitable pour les Francophones. À titre d'exemples :

- le gouvernement de l'Ontario finance, à des conseils de langue anglaise seulement, au delà de 350 000 300 \$ par l'entremise de son "Mitigation Grant" (voir copies en annexe)
- deux de mes enfants fréquentent une école secondaire en milieu rural. À peine huit cours sont offerts au niveau CPO (13e année). Ma cadette ne peut s'inscrire qu'à cinq cours dans toute son année scolaire en raison du petit nombre d'élèves à l'école. Comparativement à son école qui n'offre que huit cours, les autres écoles en milieu rural offrent de 18 à 22 cours au même niveau. Que dire d'une comparaison avec une école de langue anglaise en milieu urbain! Votre entente spéciale ne corrigera pas la situation puisque le gouvernement ontarien refuse de reconnaître les besoins particuliers en milieu rural.
- per capita, le financement pour les Francophones semble avoir diminué par rapport à l'an passé, pour être "éventuellement" rééquilibré au même point grâce aux fonds de votre ministère. On ne peut définitivement pas en conclure que les Francophones reçoivent maintenant un financement équitable!

Ce ne sont là que quelques exemples qui nous motivent à pousser à fond ce deuxième volet, car nous avons l'assurance que les autres provinces en bénéficieront.

Au dernier paragraphe de la lettre de monsieur Rioux, il nous conseille de communiquer avec la Commission nationale des parents francophones pour faire avancer le dossier sur la gestion scolaire. On m'informe que le maximum d'argent que nous pouvons obtenir proviendrait du Programme de contestation, et serait de l'ordre de 5 000 \$.

Naturellement, madame Copps, vous comprendrez que, pour madame Séguin, ex-présidente nationale de la FCFA, recevoir un refus d'un fonctionnaire semble un manque d'intérêt. Par contre, nous comprenons que vous êtes débordés de travail, car nous suivons toutes vos



Madame la Ministre

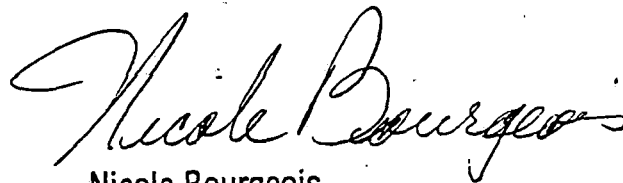
-4-

Le 11 septembre 1998

interventions et nous savons que vous êtes une dame acharnée et tenace au travail. C'est pour ces raisons que nous voulons être à la hauteur de votre ténacité et nous vous demandons de reconsidérer le refus d'aide pour un financement équitable, non seulement pour les grands centres, mais pour tout l'Ontario. Une première tranche de 100 000 \$ nous permettrait au moins d'analyser le nouveau financement en profondeur, modifier notre plaidoirie et vous prouver, noir sur blanc, que le gouvernement ontarien n'a jamais eu l'intention de fournir un financement équitable aux Francophones.

Nous n'allons pas à la presse, car nous croyons que ce dossier doit être poursuivi avec tact, diplomatie et discrétion jusqu'à la victoire finale. À ce moment-là, tous les acteurs, dont vous-même madame la Ministre, seront à la presse canadienne afin que tout le Canada soit au courant de ces démarches. Si une rencontre avec vous est impossible, peut-être pourriez-vous rencontrer le ministre ontarien Noble Villeneuve afin d'obtenir de lui une entente par écrit garantissant un financement équitable pour les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes.

Nous vous remercions à l'avance pour l'intérêt que vous portez à notre revendication de nos droits linguistiques. On peut me rejoindre le jour au 764-2960, et le soir au 527-3486. Veuillez agréer, madame la Ministre, l'expression de nos plus respectueuses salutations.



Nicole Bourgeois  
Responsable du dossier

pièce jointe

cc Jeannine Séguin  
Jean-Charles Landry  
L'honorable Don Boudria  
L'honorable Bob Kilger  
L'honorable Serge Joyal  
L'honorable Jean-Robert Gauthier  
Yves Durocher, adjoint de M. Boudria  
André Richard, avocat

*(Based on MET projections of March 25, 1998)*

## MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99

Mitigation  
adjustment for  
school boards

DSB #	Board Name	1998/99
01	Timmins, Coch., Kap, Hearst, Kirk, Timisk. :DSB #01	0
02	Algoma District School Board	0
03	Sudbury, Espanola, Man. :DSB #03	0
04	Near North District School Board	0
05.1	Keewatin-Patricia District School Board	0
05.2	Rainy River District School Board	(245,482)
06.1	Lakehead District School Board	0
06.2	Superior-Greenstone District School Board	564,323
07	Bluewater District School Board	(2,700,118)
08	Avon Maitland District School Board	(0)
09	Greater Essex County District School Board	3,934,834
10	Lambton Kent District School Board	918,965
11	Thames Valley District School Board	0
12	Toronto District School Board	269,660,762
13	Durham District School Board	0
14	Northumberland, Clarington, Peterborough :DSB #14	0
15	Victoria, Haliburton, Muskoka :DSB #15	0
16	York Region District School Board	4,300,185

## MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99

Mitigation  
adjustment for  
school boards

DSB #	Board Name	1998/99
17	Simcoe County District School Board	0
18	Dufferin, Wellington :DSB #18	0
19	Peel District School Board	21,547,851
20	Halton District School Board	0
21	Hamilton-Wentworth District School Board	0
22	Niagara District School Board	0
23	Grand Erie District School Board	0
24	Waterloo Region District School Board	0
25	Ottawa-Carleton District School Board	44,836,213
26	Lanark, Leeds, SDG, P-R :DSB #26	0
27	Frontenac, Lennox-Addington :DSB #27	2,989,264
28	Renfrew County District School Board	0
29	Hastings and Prince Edward District School Board	(0)
30.1	Northeastern Catholic District School Board	(2,708,574)
30.2	Nipissing-Parry Sound Catholic District School Board	(2,193,088)
31	Huron-Superior Catholic District School Board	0
32	Sudbury Catholic District School Board	(1,714,463)
33.1	Northwest Catholic District School Board	(566,593)

09/09/9803:48 PM

Page

MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99

Mitigation  
 adjustment for  
 school boards

DSB #	Board Name	1998/99
33.2	Kenora Catholic District School Board	0
34.1	Thunder Bay Catholic District School Board	(515,559)
34.2	Superior North Catholic District School Board	(160,195)
35	Bruce-Grey Catholic District School Board	(983,623)
36	Huron-Perth Catholic District School Board	(2,350,665)
37	Windsor-Essex Catholic District School Board	0
38	London Catholic District School Board	(1,190,716)
39	St. Clair Catholic District School Board	0
40	Toronto Catholic District School Board	0
41	Peterborough Victoria Northumberland and Clarington Catholic Dis	(1,133,292)
42	York Catholic District School Board	0
43	Dufferin Peel Catholic District School Board	0
44	Simcoe Muskoka Catholic District School Board	(3,712,794)
45	Durham Catholic District School Board	0
46	Halton Catholic District School Board	(3,635,706)
47	Hamilton-Wentworth Catholic District School Board	0
48	Wellington Catholic District School Board	0
49	Waterloo Catholic District School Board	(6,455,129)

y:\reform\court\mit5yr.wk4



09/09/9803:48 PM

Page

## MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99

Mitigation  
adjustment for  
school boards

DSB #	Board Name	1998/99
50	Niagara Catholic District School Board	(7,032,624)
51	Brant Haldimand Norfolk Catholic District School Board	(2,939,790)
52	Eastern Ontario Catholic District School Board	0
53	Ottawa-Carleton Catholic District School Board	(0)
54	Renfrew County Catholic District School Board	(705,614)
55	Hastings-PrEd,Front-Len :DSB #55	(1,072,719)
56	Kap,Hearst,Coch-Iroq,Horn,KirkLake,Tim,Timmin :DSB #56	(657,493)
57	Chap,Mich,Sud,SaultSM,CenAlg,NorthS,Esp,Man,K :DSB #57	(468,373)
58	Bruce,Grey,Huron,Perth,Win,Ess,Kent,Lam,Lon,M :DSB #58	1,268,903
59	Ott,Carl,Lan,Leeds,Len,Fron,Ren,Pres-Rus,SDG, :DSB #59	0
60.1	Le conseil catholique de district des Grandes Rivières	(2,663,339)
60.2	Nipissing :DSB #60.2	(1,538,081)
61	Mich,SaulteSM,NorthShore,Sudbury,Capleau :DSB #61	(3,316,225)
62	FFRR,Ger,NorthSup,Kenora,Dryden,Lakehead :DSB #62	(494,051)
63	Bruce-Grey,Huron-Perth,Win,Essex,Lon-Mid,Elgi :DSB #63	0
64	Hal,Hma-Wen,Well,Wat,Lin,Welland,Hald-Nor,Bra :DSB #64	0
65	Pres-Rus,SDG :DSB #65	0
66	Ott-Carl,Lan-Leeds-Gren,Ren,Has-PE,Fron-LenAd :DSB #66	0

y:\reform\court\mit5yr.wk4

000013

**Veillez  
classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

*Généralités*

000014

HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO:

PK

13:02

Docket No.: CH98-27163  
Cross-reference No.: CH98-21914 C  
CH98-20826 C

Document date: 98/09/11  
Date received: 98/09/17  
Due date: 98/10/08  
Campaign code:  
Ack/Acc: N

**COPY**

Program: CIDCP - Dir., Cit. Partic/Partic. des citoyens  
Author: Bourgeois, Nicole  
Title/Org.: /  
Subject: Demande une rencontre avec la ministre pour discuter le refus du ministère d'une aide financière pour une contestation judiciaire contre de gouvernement de l'Ontario re: financement de l'éducation en Ontario  
Action: Reply/Réponse

c.c.: JILLIAN THORNE (MO)  
c.c.: SMDBME/CIDCP  
c.c.: CIADM

Forward To: Dir., Cit. Partic/Partic. des citoyens - éléments de réponse, p

Comments:

LUCIEM - 98/09/17  
cc to SMDBME per Beverly H.

LUCIEM - 98/09/18  
Copie à CIADM comme recommandé par Paula S.

Approved by:

\_\_\_\_\_  
DG (or designate)

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

\_\_\_\_\_  
ADM/RExD (or designate)

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

\_\_\_\_\_  
DM

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

\_\_\_\_\_  
Minister's Assistant

Date: \_\_\_\_\_

Approved by:

Date: \_\_\_\_\_

Personnelle et confidentielle

Route rurale n° 1  
Maxville (Ontario) K0C 1T0  
Le vendredi 11 septembre 1998

1998 SEP 17 A 9:13

CH 98.27163

Patrimoine canadien  
OTTAWA (Ontario)  
K1A 0M5

À l'attention de l'honorable Sheila Copps  
Ministre du Patrimoine canadien

Objet : Demande de fonds dans l'affaire Séguin/Bourgeois/Landry

Madame la Ministre,

Au nom de madame Jeannine Séguin, monsieur Jean-Charles Landry et en mon nom personnel, j'accuse réception de la lettre de monsieur Maurice Rioux, chef de cabinet, en date du 5 août dernier.

En premier lieu, je regrette qu'un fonctionnaire réponde à notre demande. Habituellement, ce sont les élus qui répondent aux contribuables.

Au troisième paragraphe de la lettre de monsieur Rioux, on nous informe que votre ministère ne finance pas directement les démarches judiciaires engagées par les organismes ou les particuliers. D'une part, permettez-moi de vous rappeler que le gouvernement de monsieur Maurice Simard a donné 4 millions aux Acadiens pour un journal qui n'a jamais débloqué. Je suis certaine que votre chef de cabinet s'en souvient. D'autre part, ce qui nous surprend, c'est que votre ministère a octroyé directement aux parents francophones de la Colombie-Britannique la somme de 650 000 \$. Nous ne regrettons pas l'argent donné à la Colombie-Britannique, mais nous nous posons de sérieuses questions quant à votre refus de nous avancer 250 000 \$. Y a-t-il un manque de cohérence et de connaissance, ou un manque de logique de la part des hauts-fonctionnaires qui vous conseillent?



Madame la Ministre

-2-

Le 11 septembre 1998

Lorsque nous vous avons rencontrés, nous avons souligné le fait que l'argent reçu pour notre cause avait bel et bien rapporté un succès pour l'obtention du premier volet de notre demande, c'est-à-dire la création de 12 conseils scolaires francophones. Nous avons envoyé des communiqués de presse à tous les hebdomadaires. C'est bien malheureux que *Le Droit* ne les ait pas publiés.

Le deuxième volet de notre poursuite est l'obtention d'un financement équitable. Au dire de vos fonctionnaires au deuxième paragraphe de la lettre de monsieur Rioux, ce deuxième volet de notre poursuite serait complètement réglé par l'entremise de l'entente spéciale entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario.

J'aimerais vous souligner qu'en 1980, monsieur Serge Joyal, ex-secrétaire d'État, ainsi que madame Huguette Labelle avaient signé avec madame Jeannine Séguin, présidente de la FFHQ, une entente pour la disposition des Fonds de l'éducation en langue française. Toutes les provinces devaient justifier leurs demandes per capita ainsi que les dépenses pour l'éducation en langue française aux niveaux secondaire et élémentaire. Lors de notre rencontre avec vous, nous nous sommes rendues compte que cette entente avait été laissée tombée par les hauts-fonctionnaires et que vous êtes maintenant obligés de reprendre tout le travail fait par des gens qui ont la tâche de conseiller nos élus. Si vous désirez des preuves de cette entente, nous avons des documents à l'appui dans lesquels les bilans de l'éducation en langue française sont évalués.

De plus, je crois qu'il est important de vous signaler que les Francophones vivant dans les grands centres sont très avantagés par rapport aux Francophones vivant en milieu rural. À titre d'exemple, quand la région d'Ottawa a obtenu son conseil scolaire de langue française, c'est en grande partie grâce à l'appui acharné de nombre de Francophones "chevronnés" en province, comme madame Séguin et ses militants. Quand les régions de Cornwall et Sturgeon Falls ont obtenu leurs écoles de langue française, il fut nécessaire de grèver. Un scénario semblable s'est produit lors de la fondation de la Cité collégiale. Trois centres furent mis sur pied : Ottawa, Cornwall et Hawkesbury. Les premiers centres à fermer furent ceux de Cornwall et de Hawkesbury. Contrairement aux étudiants de langue anglaise, mon aîné doit loger à Ottawa

Madame la Ministre

-3-

Le 11 septembre 1998

pour poursuivre ses études en français. Pour ce qui est de l'hôpital Monfort, madame Gisèle Lalonde tente d'obtenir du financement tant de tous les Francophones en province que du gouvernement fédéral. J'admire ce mouvement, mais je m'explique mal qu'on donne tout aux grands centres et qu'on continue de négliger le milieu rural.

Les demandeurs désirent vous rencontrer afin de discuter, car nous avons en main des preuves que le nouveau mode de financement de l'éducation en Ontario demeure inéquitable pour les Francophones. À titre d'exemples :

- le gouvernement de l'Ontario finance, à des conseils de langue anglaise seulement, au delà de 350 000 300 \$ par l'entremise de son "Mitigation Grant" (voir copies en annexe)
- deux de mes enfants fréquentent une école secondaire en milieu rural. À peine huit cours sont offerts au niveau CPO (13e année). Ma cadette ne peut s'inscrire qu'à cinq cours dans toute son année scolaire en raison du petit nombre d'élèves à l'école. Comparativement à son école qui n'offre que huit cours, les autres écoles en milieu rural offrent de 18 à 22 cours au même niveau. Que dire d'une comparaison avec une école de langue anglaise en milieu urbain! Votre entente spéciale ne corrigera pas la situation puisque le gouvernement ontarien refuse de reconnaître les besoins particuliers en milieu rural.
- per capita, le financement pour les Francophones semble avoir diminué par rapport à l'an passé, pour être "éventuellement" rééquilibré au même point grâce aux fonds de votre ministère. On ne peut définitivement pas en conclure que les Francophones reçoivent maintenant un financement équitable!

Ce ne sont là que quelques exemples qui nous motivent à pousser à fond ce deuxième volet, car nous avons l'assurance que les autres provinces en bénéficieront.

Au dernier paragraphe de la lettre de monsieur Rioux, il nous conseille de communiquer avec la Commission nationale des parents francophones pour faire avancer le dossier sur la gestion scolaire. On m'informe que le maximum d'argent que nous pouvons obtenir proviendrait du Programme de contestation, et serait de l'ordre de 5 000 \$.

Naturellement, madame Copps, vous comprendrez que, pour madame Séguin, ex-présidente nationale de la FCFA, recevoir un refus d'un fonctionnaire semble un manque d'intérêt. Par contre, nous comprenons que vous êtes débordés de travail, car nous suivons toutes vos

Madame la Ministre

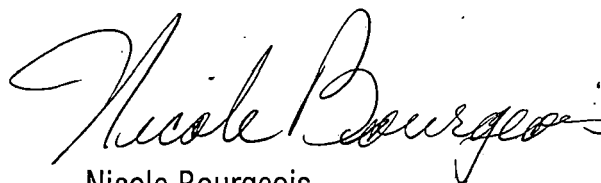
-4-

Le 11 septembre 1998

interventions et nous savons que vous êtes une dame acharnée et tenace au travail. C'est pour ces raisons que nous voulons être à la hauteur de votre ténacité et nous vous demandons de reconsidérer le refus d'aide pour un financement équitable, non seulement pour les grands centres, mais pour tout l'Ontario. Une première tranche de 100 000 \$ nous permettrait au moins d'analyser le nouveau financement en profondeur, modifier notre plaidoirie et vous prouver, noir sur blanc, que le gouvernement ontarien n'a jamais eu l'intention de fournir un financement équitable aux Francophones.

Nous n'allons pas à la presse, car nous croyons que ce dossier doit être poursuivi avec tact, diplomatie et discrétion jusqu'à la victoire finale. À ce moment-là, tous les acteurs, dont vous-même madame la Ministre, seront à la presse canadienne afin que tout le Canada soit au courant de ces démarches. Si une rencontre avec vous est impossible, peut-être pourriez-vous rencontrer le ministre ontarien Noble Villeneuve afin d'obtenir de lui une entente par écrit garantissant un financement équitable pour les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes.

Nous vous remercions à l'avance pour l'intérêt que vous portez à notre revendication de nos droits linguistiques. On peut me rejoindre le jour au 764-2960, et le soir au 527-3486. Veuillez agréer, madame la Ministre, l'expression de nos plus respectueuses salutations.



Nicole Bourgeois  
Responsable du dossier

pièce jointe

cc Jeannine Séguin  
Jean-Charles Landry  
L'honorable Don Boudria ✓  
L'honorable Bob Kilger  
L'honorable Serge Joyal ✓  
L'honorable Jean-Robert Gauthier ✓  
Yves Durocher, adjoint de M. Boudria  
André Richard, avocat

*(Based on MET projections of March 25, 1998)*

MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99		Mitigation adjustment for school boards
DSB #	Board Name	1998/99
01	Timmins, Coch., Kap, Hearst, Kirk, Timisk. :DSB #01	0
02	Algoma District School Board	0
03	Sudbury, Espanola, Man. :DSB #03	0
04	Near North District School Board	0
05.1	Keewatin-Patricia District School Board	0
05.2	Rainy River District School Board	(245,482)
06.1	Lakehead District School Board	0
06.2	Superior-Greenstone District School Board	564,323
07	Bluewater District School Board	(2,700,118)
08	Avon Maitland District School Board	(0)
09	Greater Essex County District School Board	3,934,834
10	Lambton Kent District School Board	918,965
11	Thames Valley District School Board	0
12	Toronto District School Board	269,660,762
13	Durham District School Board	0
14	Northumberland, Clarington, Peterborough :DSB #14	0
15	Victoria, Haliburton, Muskoka :DSB #15	0
16	York Region District School Board	4,300,185

09/09/9803:48 PM

Page 2

MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99		Mitigation adjustment for school boards
DSB #	Board Name	1998/99
17	Simcoe County District School Board	0
18	Dufferin, Wellington :DSB #18	0
19	Peel District School Board	21,547,851
20	Halton District School Board	0
21	Hamilton-Wentworth District School Board	0
22	Niagara District School Board	0
23	Grand Erie District School Board	0
24	Waterloo Region District School Board	0
25	Ottawa-Carleton District School Board	44,836,213
26	Lanark, Leeds, SDG, P-R :DSB #26	0
27	Frontenac, Lennox-Addington :DSB #27	2,989,264
28	Renfrew County District School Board	0
29	Hastings and Prince Edward District School Board	(0)
30.1	Northeastern Catholic District School Board	(2,708,574)
30.2	Nipissing-Parry Sound Catholic District School Board	(2,193,068)
31	Huron-Superior Catholic District School Board	0
32	Sudbury Catholic District School Board	(1,714,463)
33.1	Northwest Catholic District School Board	(566,593)

y:\reform\court\mit5yr.wk4

09/09/9803:48 PM

Page 3

MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99		Mitigation adjustment for school boards
DSB #	Board Name	1998/99
33.2	Kenora Catholic District School Board	0
34.1	Thunder Bay Catholic District School Board	(515,559)
34.2	Superior North Catholic District School Board	(160,195)
35	Bruce-Grey Catholic District School Board	(983,623)
36	Huron-Perth Catholic District School Board	(2,350,665)
37	Windsor-Essex Catholic District School Board	0
38	London Catholic District School Board	(1,190,716)
39	St. Clair Catholic District School Board	0
40	Toronto Catholic District School Board	0
41	Peterborough Victoria Northumberland and Clarington Catholic Dis	(1,133,292)
42	York Catholic District School Board	0
43	Dufferin Peel Catholic District School Board	0
44	Simcoe Muskoka Catholic District School Board	(3,712,794)
45	Durham Catholic District School Board	0
46	Halton Catholic District School Board	(3,635,706)
47	Hamilton-Wentworth Catholic District School Board	0
48	Wellington Catholic District School Board	0
49	Waterloo Catholic District School Board	(6,455,129)

y:\reform\court\mit5yr.wk4

000022

09/09/9803:48 PM

Page 4

## MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99

Mitigation  
adjustment for  
school boards

DSB #	Board Name	1998/99
50	Niagara Catholic District School Board	(7,032,624)
51	Brant Haldimand Norfolk Catholic District School Board	(2,939,790)
52	Eastern Ontario Catholic District School Board	0
53	Ottawa-Carleton Catholic District School Board	(0)
54	Renfrew County Catholic District School Board	(705,614)
55	Hastings-PrEd,Front-Len :DSB #55	(1,072,719)
56	Kap,Hearst,Coch-Iroq,Horn,KirkLake,Tim,Timmin :DSB #56	(657,493)
57	Chap,Mich,Sud,SaultSM,CenAlg,NorthS,Esp,Man,K :DSB #57	(468,373)
58	Bruce,Grey,Huron,Perth,Win,Ess,Kent,Lam,Lon,M :DSB #58	1,268,903
59	Ott,Carl,Lan,Leeds,Len,Fron,Ren,Pres-Rus,SDG, :DSB #59	0
60.1	Le conseil catholique de district des Grandes Rivières	(2,663,339)
60.2	Nipissing :DSB #60.2	(1,538,081)
61	Mich,SaulteSM,NorthShore,Sudbury,Capleau :DSB #61	(3,316,225)
62	FFRR,Ger,NorthSup,Kenora,Dryden,Lakehead :DSB #62	(494,051)
63	Bruce-Grey,Huron-Perth,Win,Essex,Lon-Mid,Elgi :DSB #63	0
64	Hal,Hma-Wen,Well,Wat,Lin,Welland,Hald-Nor,Bra :DSB #64	0
65	Pres-Rus,SDG :DSB #65	0
66	Ott-Carl,Lan-Leeds-Gren,Ren,Has-PE,Fron-LenAd :DSB #66	0

y:\reform\court\mit5yr.wk4

000023

Cabinet de la  
ministre du Patrimoine canadien



Office of the  
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M5

15 JAN. 1999

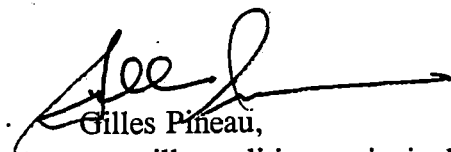
Madame Nicole Bourgeois  
Route rurale n° 1  
Maxville (Ontario)  
K0C 1T0

Madame,

Au nom de l'honorable Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien, je vous remercie de votre lettre du 11 septembre dernier, dans laquelle vous demandez une aide financière pour couvrir les frais juridiques qui ne seront pas assumés par le Programme de contestation judiciaire dans une cause portant sur l'obtention d'un financement équitable des conseils scolaires francophones en Ontario. Veuillez excuser le retard mis à vous répondre.

Comme mon collègue vous l'indiquait dans la lettre qu'il vous faisait parvenir le 5 août dernier, le ministère s'est engagé à verser au cours des cinq prochaines années la somme de 90 millions de dollars au gouvernement ontarien pour faciliter la mise en oeuvre de la gestion scolaire de langue française en Ontario. Nous avons tout lieu de croire qu'avec les mesures d'évaluation de rendement qui sont prévues conformément à l'entente, il y aura des suivis satisfaisants au plan d'affaires proposé par la province. Quant aux demandes de financement visant à couvrir les frais des poursuites judiciaires, j'aimerais vous réitérer que nous ne pouvons y répondre favorablement.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

  
Gilles Pineau,  
conseiller politique principal

c.c. L'honorable Don Boudria  
L'honorable Jean-Robert Gauthier

Canada



Armand

- 1) o absence gestion
- 2) o \$ sous-financement

Marc Boily

Paul Rouleau

- o la formule faut voir si elle peut fonctionner
- 6 Cette course pourrait-  
pourrait être portée partout  
au Canada.  
reparation.
- o Appui ➡

## **Agriculture et agro-alimentaire**

M. Henry Deng

Agent de commerce principal

Courrier électronique : [foor@shngipo.dfait.x400.gc.ca](mailto:foor@shngipo.dfait.x400.gc.ca)

Mme Tegan Tang

Stagiaire aux affaires commerciales

Courrier électronique : [tangt@shngipo.dfait.x400.gc.ca](mailto:tangt@shngipo.dfait.x400.gc.ca)

Mme Daphne Hong

Adjointe aux affaires commerciales

Courrier électronique : [hongd@shngipo.dfait.x400.gc.ca](mailto:hongd@shngipo.dfait.x400.gc.ca)

## **Industries environnement et soins de santé**

M. William Chen

Agent de commerce

Courrier électronique : [chenw@shngipo.dfait.x400.gc.ca](mailto:chenw@shngipo.dfait.x400.gc.ca)

## **Industries culturelles**

Mme Helena Chen

Agent de commerce

Courrier électronique : [chenh@shngipo.dfait.x400.gc.ca](mailto:chenh@shngipo.dfait.x400.gc.ca)

## **Finance, investissement et énergie**

Mme Claire Zhang

# Éducation : la nouvelle formule de financement

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

De plus, ceux qui dispensent présentement un programme de jardin d'enfants à plein temps ne recevront plus qu'un financement pour un programme à mi-temps, souligne l'AEFO dans un communiqué. On devine l'effet sur les conseils francophones, pour qui les premières années d'école sont cruciales étant donné le danger toujours imminent d'assimilation.

## LA RÉALITÉ FRANCOPHONE

Autre point litigieux, sous une apparente latitude se cache une façon de faire qu'on n'apprécie nulle part. En effet, ce sont les gouvernements qui vont dicter aux conseils la façon de dépenser leur argent. Alors que les francophones viennent d'obtenir la gestion de leurs écoles, cette perte de contrôle au niveau financier arrive très mal, faisait remarquer récemment Ronald Marion sur les ondes de Radio-Canada à Toronto.

Les montants alloués à chaque

Titulaires de classe (taille de la classe : 25:1)	2 331	Titulaires de classe (taille de la classe : 22:1)	2 362
Aide-enseignantes ou aide-enseignants	5	Aide-enseignantes ou aide-enseignants	0
Manuels scolaires et matériel didactique	75	Manuels scolaires et matériel didactique	100
Fournitures scolaires	77	Fournitures scolaires	173
Ordinateurs de classe	43	Ordinateurs de classe	56
Services de bibliothèque et d'orientation	82	Services de bibliothèque et d'orientation	208
Services de soutien professionnel et paraprofessionnel	65	Services de soutien professionnel et paraprofessionnel	102
Temps de préparation	227	Temps de préparation	458
Conseillères ou conseillers pédagogiques	37	Conseillères ou conseillers pédagogiques	42
Administration au niveau de l'école	425	Administration au niveau de l'école	452

La Subvention de base se chiffrera à 7 milliards de dollars en 1998-1999.

conseil pour les subventions «à des fins spéciales» n'étant pas encore connus, les conseils ne savent pas exactement de combien ils disposeront pour le transport, par exemple.

C'est notamment sur ces subventions que les conseillers, directrices et présidents se pencheront au cours des prochaines semaines.

Bien que Dave Johnson assure que les «conseils des régions rurales recevront un appui au titre de leurs écoles petites, rurales et éloignées» et que la subvention pour les installations destinées aux élèves permettra aux écoles «d'utiliser ces dollars pour construire de nouvelles écoles ou en louer», les francophones, eux, ne

sont pas certains que les montants seront adaptés à leur réalité.

Le conseil des écoles catholiques a mené, récemment, une étude au bout de laquelle il a conclu qu'il faut 10 000 \$ par élève pour éduquer un élève francophone dans le centre-sud de l'Ontario, rappelle Alice Ducharme, directrice de l'éducation du côté public.

Il faut bien se rendre à l'évidence : les écoles francophones sont pour la plupart petites, éloignées et desservent moins d'élèves que leurs vis-à-vis anglophones. C'est ici qu'entrent en jeu les subventions pour «raison d'ordre géographique» et pour le transport des élèves. On craint de

parts et d'autres que ces subventions ne soient pas suffisantes.

Aussi, comment ouvrir de nouvelles écoles si on doit réduire les dépenses reliées à l'administration?

«Le conseil public avait prévu ouvrir six écoles sur son territoire. Mais les fonds pour engager du personnel seront réduits... on veut bien ouvrir des écoles, mais il nous faut des professeurs et du personnel administratif!», s'indigne Alice Ducharme.

## ÉGALITÉ POUR LES CATHOLIQUES

Une bonne nouvelle dans cette vague de réformes du gouvernement Harris, c'est que les écoles catholiques se retrouveront sur le même pied d'égalité que leurs collègues publiques en ce qui concerne les subventions gouvernementales.

Encore dernièrement, les individus qui ne s'identifiaient pas comme catholiques voyaient leurs taxes passer au secteur public, l'éducation étant financée à moitié par les taxes foncières. Les écoles publiques étaient donc plus riches que les catholiques. Désormais, les taxes foncières ne servent plus à financer l'éducation, un champs qui ne relève que du domaine provincial.

Ce sont donc des semaines surchargées qui attendent les conseils scolaires francophones. «On est habitués», répondent-ils tou

## Rep. Service à la clientèle bilingue \$ 34 K

Bonne attitude et personnalité dynamique essentielles

De l'expérience avec une entreprise de distribution et une connaissance de Word et Excel sont des atouts certains. Appelez Lilli chez Peak

Personnel au (416) 214-1777 poste 226. Télécopieur : (416) 214-1767

# Les conseils scolaires planchent sur la nouvelle formule de financement

CAROLINE FORTIN

L'Express

Le ministre de l'Éducation et de la Formation, Dave Johnson, ne s'est pas fait que des amis, la semaine dernière, en annonçant la nouvelle formule de financement qui entrera en vigueur dès 1999. Il propose un modèle simplifié pour mieux voir où va l'argent et où sont les besoins. Comment ce financement affectera-t-il les conseils francophones?

Simplifiée, la nouvelle formule l'est très certainement. Premièrement, la subvention de base sera la même pour chaque élève de la province, soit 3 367 \$ par élève du palier primaire et 3 953 \$ par élève du secondaire.

Deuxièmement, ces montants seront répartis selon deux champs : les « dépenses reliées à la classe » et celles « non liées à la classe ». Le gouvernement Harris dirigera donc davantage de dollars vers la salle de classe « pour les consacrer aux composantes importantes, voire essentielles, d'une bonne éducation – comme les titulaires de classe et un matériel didactique moderne ». (Voir le tableau en page 14 pour répartition complète).

Troisièmement, des 34 subventions « à des fins spéciales » en vigueur avant le

changement, il n'en reste que neuf. Il sera ainsi plus facile de voir où ira l'argent, et on évitera les dédales administratifs sans fin qu'il fallait combattre pour obtenir une subvention de toute façon mal définie.

Ces neuf subventions sont réparties comme suit :

- l'éducation de l'enfant en difficulté;
- l'enseignement des langues;
- l'apprentissage durant les premières années d'études, afin de permettre aux

- subvention pour raison d'ordre géographique et subvention aux administrations scolaires, « à l'intention des écoles petites, rurales et éloignées »;
- la rémunération des enseignants;
- l'éducation des adultes et la formation continue;
- le transport des élèves;
- l'administration et la gestion des conseils scolaires;

## LÀ OÙ ÇA SE COMPLIQUE...

Cette formule demeure tout de même suffisamment compliquée pour qu'il soit « impossible d'analyser immédiatement les impacts qu'elle aura sur notre conseil scolaire », soupire Ronald Marion, président du Conseil scolaire public du Centre-Sud-Ouest. Même son de cloche du côté catholique : l'analyse débutera au cours de la semaine, mais rien ne laisse croire que le financement sera équitable, avance Madeleine Champagne, directrice de l'éducation.

L'Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens (AEFO) prédit que le modèle aura « des conséquences néfastes pour les élèves de langue française ». C'est que les conseils scolaires auront désormais l'option d'offrir ou non un programme de maternelle.

(SUITE EN PAGE 14)



Mmes Alice Ducharme, du Conseil scolaire public de langue française, et Madeleine Champagne, du Conseil catholique.



conseils de concevoir des programmes adaptés aux besoins de leur collectivité »;

- l'aide à l'apprentissage (« à l'intention des élèves, qui, pour des raisons sociales ou économiques, requièrent une aide spéciale »);

franco-ontariens (AEFO) prédit que le modèle aura « des conséquences néfastes pour les élèves de langue française ». C'est que les conseils scolaires auront désormais l'option d'offrir ou non un programme de maternelle.

(SUITE EN PAGE 14)

# **Veillez classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

Généralités

000029

Cabinet de la  
ministre du Patrimoine canadien



Office of the  
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M5

Madame Odile Gérin  
4150, avenue Old Orchard  
Montréal (Québec)  
H4A 3B2

AUG - 5 1998  
ADUT

Madame,


Au nom de l'honorable Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien, je vous remercie de votre lettre du 11 mars dernier, dans laquelle vous appuyez la demande d'aide financière présentée par M<sup>mes</sup> Jeannine Séguin, Nicole Bourgeois et M. Jean-Charles Landry pour couvrir les frais qui ne seront pas assumés par le Programme de contestation judiciaire dans leur cause portant sur l'obtention d'un financement équitable des conseils scolaires francophones en Ontario. Je regrette le retard mis à vous répondre.

L'entente spéciale sur la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone que le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario ont conclue en juin dernier permettra aux nouveaux conseils scolaires francophones de disposer de sommes additionnelles importantes pour leur implantation et la création de programmes d'aménagement linguistique destinés à combler les besoins particuliers des élèves francophones. De plus, le gouvernement fédéral maintient son appui financier dans le cadre du programme régulier des langues officielles dans l'enseignement qui vise à aider la province à assumer les coûts supplémentaires liés à l'enseignement en français pour la communauté francophone.

Toutefois, le ministère du Patrimoine canadien ne finance pas directement les démarches judiciaires engagées par les organismes ou les particuliers. Le Programme de contestation judiciaire du Canada fournit un appui financier pour les causes types qui font valoir et renforcent les droits linguistiques des communautés de langues officielles vivant en situation minoritaire.

Je vous conseillerais de communiquer avec la Commission nationale des parents francophones qui a mis en place un groupe d'experts ayant comme mandat de conseiller l'organisme et ses composantes sur les démarches politiques, administratives ou juridiques à entreprendre afin de faire avancer le dossier sur la gestion scolaire. Vous trouverez l'adresse du directeur général de la Commission en annexe.

Veillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

  
Maurice Rioux,  
chef de cabinet

P.J.

Canada

ANNEXE

Monsieur Armand Bédard  
Directeur général  
Commission nationale des parents francophones  
200, rue Marion, pièce A-170  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 0T4

Téléphone : (204) 231-1317 ou 1 800 665-5148  
Télécopieur : (204) 233-0358  
Internet : [cnpf@escape.ca](mailto:cnpf@escape.ca)

**Veillez  
classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8/20-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

*Généralités*

000032



lettre de Rioux pas envoyée  
tel quel mais acheminée  
au Prog. de contestation  
judiciaire au Manitoba

Cc

Cabinet de la  
ministre du Patrimoine canadien



Office of the  
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M5

Madame Nicole Bourgeois  
Route rurale no 1  
Maxville (Ontario)  
K0C 1T0

AUG  
AOUT - 5 1998

Madame,

Au nom de l'honorable Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien, je vous remercie de votre lettre du 23 juin dernier, dans laquelle vous demandez une aide financière pour couvrir les frais juridiques qui ne seront pas assumés par le Programme de contestation judiciaire dans une cause portant sur l'obtention d'un financement équitable des conseils scolaires francophones en Ontario.

L'entente spéciale sur la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone que le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario ont conclue en juin dernier permettra aux nouveaux conseils scolaires francophones de disposer de sommes additionnelles importantes pour leur implantation et la création de programmes d'aménagement linguistique destinés à combler les besoins particuliers des élèves francophones. De plus, le gouvernement fédéral maintient son appui financier dans le cadre du programme régulier des langues officielles dans l'enseignement qui vise à aider la province à assumer les coûts supplémentaires liés à l'enseignement en français pour la communauté francophone.

Toutefois, le ministère du Patrimoine canadien ne finance pas directement les démarches judiciaires engagées par les organismes ou les particuliers. Le Programme de contestation judiciaire du Canada fournit un appui financier pour les causes types qui font valoir et renforcent les droits linguistiques des communautés de langues officielles vivant en situation minoritaire.

Je vous conseillerais de communiquer avec la Commission nationale des parents francophones qui a mis en place un groupe d'experts ayant comme mandat de conseiller l'organisme et ses composantes sur les démarches politiques, administratives ou juridiques à entreprendre afin de faire avancer le dossier sur la gestion scolaire. Vous trouverez l'adresse du directeur général de la Commission en annexe.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Maurice Rioux,  
chef de cabinet

p.j.

c.c. L'honorable Don Boudria

Canada

## ANNEXE

Monsieur Armand Bédard  
Directeur général  
Commission nationale des parents francophones  
200, rue Marion, pièce A-170  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 0T4

Téléphone : (204) 231-1317 ou 1 800 665-5148  
Télécopieur : (204) 233-0358  
Internet : [cnpf@escape.ca](mailto:cnpf@escape.ca)

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO:

PK

98/07/ - 14:14

Docket No.: CH98-21914  
Cross-reference No.: CH98-20826  
CH98-05648/06349

Document date: 98/06/10  
Date received: 98/07/09  
Due date: 98/07/30  
Campaign code:  
Ack/Acc: N

Program: CIDORC - Dir., Op. & Reg. Coord/Op. & coord. rég.

Author: Bourgeois, Nicole

Title/Org.: /

Subject: Demande aide financière dans le programme de contestation  
judiciaire pour l'intention d'une action en justice contre  
le gouvernement de l'Ontario au sujet du financement de  
l'éducation en Ontario (transmise) (LA)

Action: Reply/Réponse

c.c.: JILLIAN THORNE(MO)  
c.c.: CSADM/CIDCP  
c.c.:

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Paula - réponse

Comments:

LUCIEM - 98/07/09  
s.v.p. joindre au CH98-05648. Doivent voyager avec CH98-05648  
et 06349

Approved by:

\_\_\_\_\_  
DG (or designate)

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

\_\_\_\_\_  
ADM/RExD (or designate)

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

\_\_\_\_\_  
DM

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

\_\_\_\_\_  
Minister's Assistant

Date: \_\_\_\_\_

Approved by:

Date: \_\_\_\_\_

Autopen: \_\_\_\_\_

Info copy for Min.: \_\_\_\_\_

L'honorable Don Boudria  
Député de Glengarry-Prescott-Russell



The Honourable Don Boudria  
M.P. for Glengarry-Prescott-Russell

L'honorable Sheila Copps, C.P., députée  
Ministre du Patrimoine canadien  
Pièce 509-S, Édifice du Centre  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

JUL 08 1998

449-24114

Chère collègue,

Je vous écris de la part d'une de mes commettantes, madame Nicole Bourgeois, de Maxville (Ontario), au sujet du financement de l'éducation en Ontario. Veuillez trouver ci-inclus une copie de la correspondance de madame Bourgeois.

Ma commettante représente le groupe Séguin/Bourgeois/Landry, qui a intenté une action en justice contre le gouvernement de l'Ontario en 1989. Le litige repose sur le financement de l'éducation en français en Ontario. Le groupe Séguin/Landry/Bourgeois réclame un niveau de financement qui correspond aux besoins de la communauté franco-ontarienne.

Le gouvernement ontarien semble peut enclin aux réclamations du groupe. Madame Bourgeois déplore la lenteur du processus judiciaire qui entraîne un énorme préjudice financier au groupe qu'elle représente. Elle fait donc appel à votre ministère afin que des fonds soient mis à la disposition du groupe Séguin/Landry/Bourgeois dans le cadre du programme de contestation judiciaire.

En espérant que vous pourrez acquiescer à la demande de madame Bourgeois, je vous prie d'agréer, chère collègue, l'expression de mes salutations distinguées.

98 JUL 8 PM 3 24  
L'honorable Don Boudria

DB/mp  
p.j.

c.c. madame Nicole Bourgeois

Chambre des communes  
House of Commons  
Ottawa, Ont. K1A 0A6  
tel: (613) 996-2907  
fax: (613) 996-9123

179 Main E.  
Hawkesbury, Ont.  
K6A 1A1  
(613) 632-4162  
1-800-990-0590

90 Main S.  
Alexandria, Ont.  
K0C 1A0  
(613) 525-4575  
1-800-990-0390

1468 Laurier, Suite 200  
Rockland, Ont.  
K4K 1C7  
(613) 446-6310  
1-800-990-04000037

Le 10 juin 1998, Maxville

M. Yves Desrochers  
Bureau de M. Don Boudria  
Parlement canadien

Objet: Demande de fonds de 250 000 \$  
auprès de Patrimoine Canada

M. Desrochers,

D'abord, vous excuserez cette missive moins protocolaire, en raison du peu de temps à ma disposition.

Voici certains détails au sujet du financement de l'éducation en Ontario:

- obligation pour les contribuables francophones seulement de s'identifier pour fins de taxation n'a absolument pas changé. Avant on accusait la municipalité de garder les revenus des taxes commerciales et industrielles, maintenant c'est le gouvernement qui garde tout et redistribue les fonds de la même manière: Les francophones reçoivent le même montant et les anglophones n'ont vu leur budget réduit que de 4 %, laissant encore un écart de %.
- obligation pour les contribuables francophones de s'identifier pour fins d'élections, sinon leur droit de vote passe au système public. Ce n'est pas le cas pour les anglophones.
- l'allocation pour les manuels scolaires est la même partout en province. La somme de 75 \$ permettra à un conseil de langue anglaise d'acheter par exemple trois à quatre dictionnaires (17,52\$), tandis qu'un conseil de langue française ne pourra s'en acheter qu'un (57,89\$).

BEST AVAILABLE COPY

Pour ce qui est de l'enfance en difficulté, le nouveau mode de financement ne corrige absolument pas la pénurie, entre autres, de psychologues, psychiatres, d'ergothérapeutes, d'orthophonistes et de physiothérapeutes.

Tous les conseils scolaires de langue française s'entendent pour dire que leur enveloppe budgétaire demeure la même, que seulement les règles à l'intérieur de cette enveloppe ont changé et enfin que le nouveau financement ne représente pas un financement équitable.

Le gouvernement de l'Ontario fait tout pour éviter de se présenter en cour avant les prochaines élections provinciales; c'est une question politique. Nous avons absolument besoin au moins d'une première réponse de 100 000 \$ de Patrimoine Canada avant notre conférence pré-procès prévue vendredi matin à 10 heures. Pouvez-vous nous aider?

Merci à l'avance pour votre aide dans ce dossier. Vous pouvez me rejoindre aujourd'hui au 524-2945, ou laissez-moi un numéro de téléphone que je puisse vous atteindre.



Nicole Bourgeois  
Responsable du dossier

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO: PK

98/09/17 - 13:23

Docket No.: CH98-27163  
Cross-reference No.: CH98-21914 C  
CH98-20826 C

Document date: 98/09/11  
Date received: 98/09/17  
Due date: 98/10/08  
Campaign code:  
Ack/Acc: N

Program: CIDORC - Dir., Op. & Reg. Coord/Op. & coord. rég.  
Author: Bourgeois, Nicole  
Title/Org.: /  
Subject: Demande une rencontre avec la ministre pour discuter le refus du ministère d'une aide financière pour une contestation judiciaire contre de gouvernement de l'Ontario re: financement de l'éducation en Ontario  
Action: Reply/Réponse

c.c.: JILLIAN THORNE(MO)  
c.c.: SMDBME/CIDCP  
c.c.: *CI ADM*

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Paula - réponse

Comments:

LUCIEM - 98/09/17  
cc to SMDBME per Beverly H.

Approved by:

\_\_\_\_\_  
DG (or designate)

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

\_\_\_\_\_  
ADM/REx D (or designate)

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

\_\_\_\_\_  
DM

\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

\_\_\_\_\_  
Minister's Assistant

Date: \_\_\_\_\_

Approved by:

Date: \_\_\_\_\_

000040



Personnelle et confidentielle

Route rurale n° 1  
Maxville (Ontario) K0C 1T0  
Le vendredi 11 septembre 1998

1998 SEP 17 A 9:13

CH 98.27163

Patrimoine canadien  
OTTAWA (Ontario)  
K1A 0M5

A l'attention de l'honorable Sheila Copps  
Ministre du Patrimoine canadien

Objet : Demande de fonds dans l'affaire Séguin/Bourgeois/Landry

Madame la Ministre,

Au nom de madame Jeannine Séguin, monsieur Jean-Charles Landry et en mon nom personnel, j'accuse réception de la lettre de monsieur Maurice Rioux, chef de cabinet, en date du 5 août dernier.

En premier lieu, je regrette qu'un fonctionnaire réponde à notre demande. Habituellement, ce sont les élus qui répondent aux contribuables.

Au troisième paragraphe de la lettre de monsieur Rioux, on nous informe que votre ministère ne finance pas directement les démarches judiciaires engagées par les organismes ou les particuliers. D'une part, permettez-moi de vous rappeler que le gouvernement de monsieur Maurice Simard a donné 4 millions aux Acadiens pour un journal qui n'a jamais débloqué. Je suis certaine que votre chef de cabinet s'en souvient. D'autre part, ce qui nous surprend, c'est que votre ministère a octroyé directement aux parents francophones de la Colombie-Britannique la somme de 650 000 \$. Nous ne regrettons pas l'argent donné à la Colombie-Britannique, mais nous nous posons de sérieuses questions quant à votre refus de nous avancer 250 000 \$. Y a-t-il un manque de cohérence et de connaissance, ou un manque de logique de la part des hauts-fonctionnaires qui vous conseillent?

Madame la Ministre

-2-

Le 11 septembre 1998

Lorsque nous vous avons rencontrés, nous avons souligné le fait que l'argent reçu pour notre cause avait bel et bien rapporté un succès pour l'obtention du premier volet de notre demande, c'est-à-dire la création de 12 conseils scolaires francophones. Nous avons envoyé des communiqués de presse à tous les hebdomadaires. C'est bien malheureux que Le Droit ne les ait pas publiés.

Le deuxième volet de notre poursuite est l'obtention d'un financement équitable. Au dire de vos fonctionnaires au deuxième paragraphe de la lettre de monsieur Rioux, ce deuxième volet de notre poursuite serait complètement réglé par l'entremise de l'entente spéciale entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario.

J'aimerais vous souligner qu'en 1980, monsieur Serge Joyal, ex-secrétaire d'État, ainsi que madame Huguette Labelle avaient signé avec madame Jeannine Séguin, présidente de la FFHQ, une entente pour la disposition des Fonds de l'éducation en langue française. Toutes les provinces devaient justifier leurs demandes per capita ainsi que les dépenses pour l'éducation en langue française aux niveaux secondaire et élémentaire. Lors de notre rencontre avec vous, nous nous sommes rendues compte que cette entente avait été laissée tombée par les hauts-fonctionnaires et que vous êtes maintenant obligés de reprendre tout le travail fait par des gens qui ont la tâche de conseiller nos élus. Si vous désirez des preuves de cette entente, nous avons des documents à l'appui dans lesquels les bilans de l'éducation en langue française sont évalués.

De plus, je crois qu'il est important de vous signaler que les Francophones vivant dans les grands centres sont très avantagés par rapport aux Francophones vivant en milieu rural. À titre d'exemple, quand la région d'Ottawa a obtenu son conseil scolaire de langue française, c'est en grande partie grâce à l'appui acharné de nombre de Francophones "chevronnés" en province, comme madame Séguin et ses militants. Quand les régions de Cornwall et Sturgeon Falls ont obtenu leurs écoles de langue française, il fut nécessaire de grèver. Un scénario semblable s'est produit lors de la fondation de la Cité collégiale. Trois centres furent mis sur pied : Ottawa, Cornwall et Hawkesbury. Les premiers centres à fermer furent ceux de Cornwall et de Hawkesbury. Contrairement aux étudiants de langue anglaise, mon aîné doit loger à Ottawa

Madame la Ministre

-3-

Le 11 septembre 1998

pour poursuivre ses études en français. Pour ce qui est de l'hôpital Monfort, madame Gisèle Lalonde tente d'obtenir du financement tant de tous les Francophones en province que du gouvernement fédéral. J'admire ce mouvement, mais je m'explique mal qu'on donne tout aux grands centres et qu'on continue de négliger le milieu rural.

Les demandeurs désirent vous rencontrer afin de discuter, car nous avons en main des preuves que le nouveau mode de financement de l'éducation en Ontario demeure inéquitable pour les Francophones. À titre d'exemples :

- le gouvernement de l'Ontario finance, à des conseils de langue anglaise seulement, au delà de 350 000 300 \$ par l'entremise de son "Mitigation Grant" (voir copies en annexe)
- deux de mes enfants fréquentent une école secondaire en milieu rural. À peine huit cours sont offerts au niveau CPO (13<sup>e</sup> année). Ma cadette ne peut s'inscrire qu'à cinq cours dans toute son année scolaire en raison du petit nombre d'élèves à l'école. Comparativement à son école qui n'offre que huit cours, les autres écoles en milieu rural offrent de 18 à 22 cours au même niveau. Que dire d'une comparaison avec une école de langue anglaise en milieu urbain! Votre entente spéciale ne corrigera pas la situation puisque le gouvernement ontarien refuse de reconnaître les besoins particuliers en milieu rural.
- per capita, le financement pour les Francophones semble avoir diminué par rapport à l'an passé, pour être "éventuellement" rééquilibré au même point grâce aux fonds de votre ministère. On ne peut définitivement pas en conclure que les Francophones reçoivent maintenant un financement équitable!

Ce ne sont là que quelques exemples qui nous motivent à pousser à fond ce deuxième volet, car nous avons l'assurance que les autres provinces en bénéficieront.

Au dernier paragraphe de la lettre de monsieur Rioux, il nous conseille de communiquer avec la Commission nationale des parents francophones pour faire avancer le dossier sur la gestion scolaire. On m'informe que le maximum d'argent que nous pouvons obtenir proviendrait du Programme de contestation, et serait de l'ordre de 5 000 \$.

Naturellement, madame Copps, vous comprendrez que, pour madame Séguin, ex-présidente nationale de la FCFA, recevoir un refus d'un fonctionnaire semble un manque d'intérêt. Par contre, nous comprenons que vous êtes débordés de travail, car nous suivons toutes vos

Madame la Ministre

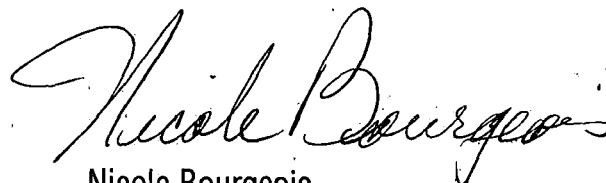
-4-

Le 11 septembre 1998

interventions et nous savons que vous êtes une dame acharnée et tenace au travail. C'est pour ces raisons que nous voulons être à la hauteur de votre ténacité et nous vous demandons de reconsidérer le refus d'aide pour un financement équitable, non seulement pour les grands centres, mais pour tout l'Ontario. Une première tranche de 100 000 \$ nous permettrait au moins d'analyser le nouveau financement en profondeur, modifier notre plaidoirie et vous prouver, noir sur blanc, que le gouvernement ontarien n'a jamais eu l'intention de fournir un financement équitable aux Francophones.

Nous n'allons pas à la presse, car nous croyons que ce dossier doit être poursuivi avec tact, diplomatie et discrétion jusqu'à la victoire finale. À ce moment-là, tous les acteurs, dont vous-même madame la Ministre, seront à la presse canadienne afin que tout le Canada soit au courant de ces démarches. Si une rencontre avec vous est impossible, peut-être pourriez-vous rencontrer le ministre ontarien Noble Villeneuve afin d'obtenir de lui une entente par écrit garantissant un financement équitable pour les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes.

Nous vous remercions à l'avance pour l'intérêt que vous portez à notre revendication de nos droits linguistiques. On peut me rejoindre le jour au 764-2960, et le soir au 527-3486. Veuillez agréer, madame la Ministre, l'expression de nos plus respectueuses salutations.



Nicole Bourgeois  
Responsable du dossier

pièce jointe

cc Jeannine Séguin  
Jean-Charles Landry  
L'honorable Don Boudria  
L'honorable Bob Kilger  
L'honorable Serge Joyal  
L'honorable Jean-Robert Gauthier  
Yves Durocher, adjoint de M. Boudria  
André Richard, avocat

*(Based on MET projections of March 25, 1998)*

## MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99

Mitigation  
adjustment for  
school boards

DSB #	Board Name	1998/99
01	Timmins, Coch., Kap, Hearst, Kirk, Timisk. :DSB #01	0
02	Algoma District School Board	0
03	Sudbury, Espanola, Man. :DSB #03	0
04	Near North District School Board	0
05.1	Keewatin-Patricia District School Board	0
05.2	Rainy River District School Board	(245,482)
06.1	Lakehead District School Board	0
06.2	Superior-Greenstone District School Board	564,323
07	Bluewater District School Board	(2,700,118)
08	Avon Maitland District School Board	(0)
09	Greater Essex County District School Board	3,934,834
10	Lambton Kent District School Board	918,965
11	Thames Valley District School Board	0
12	Toronto District School Board	269,660,762
13	Durham District School Board	0
14	Northumberland, Clarington, Peterborough :DSB #14	0
15	Victoria, Haliburton, Muskoka :DSB #15	0
16	York Region District School Board	4,300,185

09/09/9803:48 PM

Page 2

MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99		Mitigation adjustment for school boards
DSB #	Board Name	1998/99
17	Simcoe County District School Board	0
18	Dufferin, Wellington :DSB #18	0
19	Peel District School Board	21,547,851
20	Halton District School Board	0
21	Hamilton-Wentworth District School Board	0
22	Niagara District School Board	0
23	Grand Erie District School Board	0
24	Waterloo Region District School Board	0
25	Ottawa-Carleton District School Board	44,836,213
26	Lanark, Leeds, SDG, P-R :DSB #26	0
27	Frontenac, Lennox-Addington :DSB #27	2,989,264
28	Renfrew County District School Board	0
29	Hastings and Prince Edward District School Board	(0)
30.1	Northeastern Catholic District School Board	(2,708,574)
30.2	Nipissing-Parry Sound Catholic District School Board	(2,193,088)
31	Huron-Superior Catholic District School Board	0
32	Sudbury Catholic District School Board	(1,714,463)
33.1	Northwest Catholic District School Board	(566,593)

09/09/9803:48 PM

Page 3

## MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99

Mitigation  
adjustment for  
school boards

DSB #	Board Name	1998/99
33.2	Kenora Catholic District School Board	0
34.1	Thunder Bay Catholic District School Board	(515,559)
34.2	Superior North Catholic District School Board	(160,195)
35	Bruce-Grey Catholic District School Board	(983,623)
36	Huron-Perth Catholic District School Board	(2,350,665)
37	Windsor-Essex Catholic District School Board	0
38	London Catholic District School Board	(1,190,716)
39	St. Clair Catholic District School Board	0
40	Toronto Catholic District School Board	0
41	Peterborough Victoria Northumberland and Clarington Catholic Dis	(1,133,292)
42	York Catholic District School Board	0
43	Dufferin Peel Catholic District School Board	0
44	Simcoe Muskoka Catholic District School Board	(3,712,794)
45	Durham Catholic District School Board	0
46	Halton Catholic District School Board	(3,635,706)
47	Hamilton-Wentworth Catholic District School Board	0
48	Wellington Catholic District School Board	0
49	Waterloo Catholic District School Board	(6,455,129)

09/09/9803:48 PM

Page 4

MITIGATION ASSISTANCE TO SCHOOL BOARDS FOR 1998/99		Mitigation adjustment for school boards
DSB #	Board Name	1998/99
50	Niagara Catholic District School Board	(7,032,624)
51	Brant Haldimand Norfolk Catholic District School Board	(2,939,790)
52	Eastern Ontario Catholic District School Board	0
53	Ottawa-Carleton Catholic District School Board	(0)
54	Renfrew County Catholic District School Board	(705,614)
55	Hastings-PrEd,Front-Len :DSB #55	(1,072,719)
56	Kap,Hearst,Coch-Iroq,Horn,KirkLake,Tim,Timmin :DSB #56	(657,493)
57	Chap,Mich,Sud,SaultSM,CenAlg,NorthS,Esp,Man,K :DSB #57	(468,373)
58	Bruce,Grey,Huron,Perth,Win,Ess,Kent,Lam,Lon,M :DSB #58	1,268,903
59	Ott,Carl,Lan,Leeds,Len,Fron,Ren,Pres-Rus,SDG, :DSB #59	0
60.1	Le conseil catholique de district des Grandes Rivières	(2,663,339)
60.2	Nipissing :DSB #60.2	(1,538,081)
61	Mich,SaulteSM,NorthShore,Sudbury,Capleau :DSB #61	(3,316,225)
62	FFRR,Ger,NorthSup,Kenora,Dryden,Lakehead :DSB #62	(494,051)
63	Bruce-Grey,Huron-Perth,Win,Essex,Lon-Mid,Elgi :DSB #63	0
64	Hal,Hma-Wen,Well,Wat,Lin,Welland,Hald-Nor,Bra :DSB #64	0
65	Pres-Rus,SDG :DSB #65	0
66	Ott-Carl,Lan-Leeds-Gren,Ren,Has-PE,Fron-LenAd :DSB #66	0



# **Veillez classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

Généralités

000049

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO:

YL

98/0609 - 11:29

Docket No.: CH98-20826  
Cross-reference No.: CH98-05648  
CH98-06349

Document date: 98/06/23  
Date received: 98/06/29  
Due date: 98/07/21  
Campaign code:  
Ack/Acc: N

Program: CIDORC - Dir., Op. & Reg. Coord/Op. & coord. rég.

Author: Bourgeois, Nicole

Title/Org.: /

**COPY**

Subject: Demande une réponse à leur correspondance antérieure concernant le financement équitable pour un conseil scolaire francophone et demande une recontre pour discuter de ce sujet

Action: Reply/Réponse

c.c.: CSADM SMDBME  
c.c.:  
c.c.:

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Paula - réponse

Comments:

BRENNANM - 98/06/29  
Doit voyager avec les CH98-06349-CH98-05648

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/RExD (or designate)

(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:

**PERSONNEL ET CONFIDENTIEL**

JUN 26 1998

R.R. 1  
Maxville (Ontario)  
K0C 1T0  
le 23 juin 1998

Mme Sheila Copps  
Vice-première ministre et  
ministre du Patrimoine canadien  
Ottawa, Canada  
K1A 0M5

Objet : demande de fonds de 250 000\$ dans l'affaire Séguin/Bourgeois/Landry

Madame la Ministre,

N'ayant toujours pas reçu réponse de votre bureau concernant l'affaire en rubrique et ayant été informée de l'Entente spéciale Canada-Ontario, je crois qu'il est opportun d'attirer votre attention sur certains faits qui confirment une fois de plus l'urgence d'agir en matière de financement équitable pour les francophones de cette province :

- 1° Avant les changements, le manque à gagner pour les francophones, au niveau financement, se situait au-delà de 35 % en rapport aux anglophones du système public. Les récentes annonces gouvernementales ne peuvent pas augmenter les revenus des francophones de plus de 4 %, maintenant une marge de financement inéquitable de 31 %.
- 2° L'identification des francophones pour fin de taxes scolaires demeure une obligation sans quoi leurs taxes et/ou leur droit d'élire un représentant seront transférés au système public de langue anglaise.
- 3° L'allocation de 75 \$ pour manuels scolaires à travers la province ne tient toujours pas compte des coûts plus élevés infligés aux francophones. Ainsi, grâce à cette somme, un conseil scolaire anglophone peut facilement se procurer **quatre** dictionnaires, alors qu'un conseil scolaire de langue française ne peut s'en procurer qu'un.


Je vous félicite de vos efforts en vue de faire respecter les dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés en matière de gestion scolaire. J'apprécie d'autant plus que vous ayez exigé d'inclure à l'entente un Plan d'affaires qui obligera le gouvernement ontarien à respecter la dite entente. Bravo !

Madame Sheila Copps - le 23 juin 1998

page 2

Ces récents changements ne règlent toutefois pas le volet le plus important de notre poursuite, le financement **équitable** pour les franco-ontariens et ontariennes. Depuis mardi dernier, tous les règlements qui accompagnent la nouvelle législation ontarienne sont rendus public. Nous avons à peine deux mois pour étudier ces règlements et modifier notre plaidoirie avant la prochaine conférence pré-procès. Pour cette raison, nous aimerions avoir la chance de vous rencontrer, seule, le plus tôt possible à la date, l'heure et l'endroit qui vous conviendront. Vous pouvez me rejoindre au (613) 527-3486.

Au nom de mes deux collègues et en mon nom personnel, veuillez accepter, Madame la Ministre, l'expression de mes plus respectueuses salutations.



Nicole Bourgeois  
Responsable du dossier

cc: Jeannine Séguin  
Jean-Charles Landry  
Don Boudria  
Bob Kilger  
Yves Durocher, adjoint

Cabinet de la  
ministre du Patrimoine canadien



Office of the  
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M5

Madame Nicole Bourgeois  
Route rurale no 1  
Maxville (Ontario)  
K0C 1T0

AUG  
AOUT - 5 1998

Madame,

Au nom de l'honorable Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien, je vous remercie de votre lettre du 23 juin dernier, dans laquelle vous demandez une aide financière pour couvrir les frais juridiques qui ne seront pas assumés par le Programme de contestation judiciaire dans une cause portant sur l'obtention d'un financement équitable des conseils scolaires francophones en Ontario.

L'entente spéciale sur la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone que le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario ont conclue en juin dernier permettra aux nouveaux conseils scolaires francophones de disposer de sommes additionnelles importantes pour leur implantation et la création de programmes d'aménagement linguistique destinés à combler les besoins particuliers des élèves francophones. De plus, le gouvernement fédéral maintient son appui financier dans le cadre du programme régulier des langues officielles dans l'enseignement qui vise à aider la province à assumer les coûts supplémentaires liés à l'enseignement en français pour la communauté francophone.

Toutefois, le ministère du Patrimoine canadien ne finance pas directement les démarches judiciaires engagées par les organismes ou les particuliers. Le Programme de contestation judiciaire du Canada fournit un appui financier pour les causes types qui font valoir et renforcent les droits linguistiques des communautés de langues officielles vivant en situation minoritaire.

Je vous conseillerais de communiquer avec la Commission nationale des parents francophones qui a mis en place un groupe d'experts ayant comme mandat de conseiller l'organisme et ses composantes sur les démarches politiques, administratives ou juridiques à entreprendre afin de faire avancer le dossier sur la gestion scolaire. Vous trouverez l'adresse du directeur général de la Commission en annexe.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Maurice Rioux,  
chef de cabinet

p.j.

c.c. L'honorable Don Boudria

Canada

## ANNEXE

Monsieur Armand Bédard  
Directeur général  
Commission nationale des parents francophones  
200, rue Marion, pièce A-170  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 0T4

Téléphone : (204) 231-1317 ou 1 800 665-5148  
Télécopieur : (204) 233-0358  
Internet : [cnpf@escape.ca](mailto:cnpf@escape.ca)

# **Veillez classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

Généralités

000055

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO:

PK

98/07/09 - 14:14

Docket No.: CH98-21914  
Cross-reference No.: CH98-20826  
CH98-05648/06349

Document date: 98/06/10  
Date received: 98/07/09  
Due date: 98/07/30  
Campaign code:  
Ack/Acc: N

COPY

Program: CIDORC - Dir., Op. & Reg. Coord/Op. & coord. rég.  
Author: Bourgeois, Nicole  
Title/Org.: /  
Subject: Demande aide financière dans le programme de contestation  
judiciaire pour l'intention d'une action en justice contre  
le gouvernement de l'Ontario au sujet du financement de  
l'éducation en Ontario (transmise) (LA)  
Action: Reply/Réponse

c.c.: JILLIAN THORNE(MO)  
c.c.: CSADM/CIDCP  
c.c.:

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Paula - réponse

Comments:

LUCIEM - 98/07/09  
s.v.p. joindre au CH98-05648. Doivent voyager avec CH98-05648  
et 06349

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/REXD (or designate)

(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:



L'honorable Don Boudria  
Député de Glengarry-Prescott-Russell



The Honourable Don Boudria  
M.P. for Glengarry-Prescott-Russell

L'honorable Sheila Copps, C.P., députée  
Ministre du Patrimoine canadien  
Pièce 509-S, Édifice du Centre  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

JUL 08 1998

4493-21914

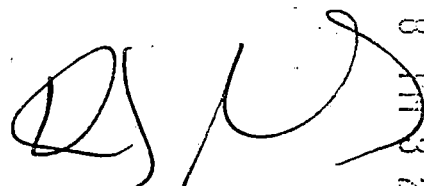
Chère collègue,

Je vous écris de la part d'une de mes commettantes, madame Nicole Bourgeois, de Maxville (Ontario), au sujet du financement de l'éducation en Ontario. Veuillez trouver ci-inclus une copie de la correspondance de madame Bourgeois.

Ma commettante représente le groupe Séguin/Bourgeois/Landry, qui a intenté une action en justice contre le gouvernement de l'Ontario en 1989. Le litige repose sur le financement de l'éducation en français en Ontario. Le groupe Séguin/Landry/Bourgeois réclame un niveau de financement qui correspond aux besoins de la communauté franco-ontarienne.

Le gouvernement ontarien semble peut enclin aux réclamations du groupe. Madame Bourgeois déplore la lenteur du processus judiciaire qui entraîne un énorme préjudice financier au groupe qu'elle représente. Elle fait donc appel à votre ministère afin que des fonds soient mis à la disposition du groupe Séguin/Landry/Bourgeois dans le cadre du programme de contestation judiciaire.

En espérant que vous pourrez acquiescer à la demande de madame Bourgeois, je vous prie d'agréer, chère collègue, l'expression de mes salutations distinguées.

  
L'honorable Don Boudria

DB/mp  
p.j.  
c.c. madame Nicole Bourgeois

Chambre des communes  
House of Commons  
Ottawa, Ont. K1A 0A6  
tel: (613) 996-2907  
fax: (613) 996-9123

179 Main E.  
Hawkesbury, Ont.  
K6A 1A1  
(613) 632-4162  
1-800-990-0590

90 Main S.  
Alexandria, Ont.  
K0C 1A0  
(613) 525-4575  
1-800-990-0390

1468 Laurier, Suite 200  
Rockland, Ont.  
K4K 1C7  
(613) 446-6310  
1-800-990-0490

Le 10 juin 1998, Maxville

M. Yves Desrochers  
Bureau de M. Don Boudria  
Parlement canadien

Objet: Demande de fonds de 250 000 \$  
auprès de Patrimoine Canada

M. Desrochers,

D'abord, vous excuserez cette missive moins protocolaire, en raison du peu de temps à ma disposition.

Voici certains détails au sujet du financement de l'éducation en Ontario:

- obligation pour les contribuables francophones seulement de s'identifier pour fins de taxation n'a absolument pas changé. Avant on accusait la municipalité de garder les revenus des taxes commerciales et industrielles, maintenant c'est le gouvernement qui garde tout et redistribue les fonds de la même manière: Les francophones reçoivent le même montant et les anglophones n'ont vu leur budget réduit que de 4 %, laissant encore un écart de %.
- obligation pour les contribuables francophones de s'identifier pour fins d'élections, sinon leur droit de vote passe au système public. Ce n'est pas le cas pour les anglophones.
- l'allocation pour les manuels scolaires est la même partout en province. La somme de 75 \$ permettra à un conseil de langue anglaise d'acheter par exemple trois à quatre dictionnaires (17,52\$), tandis qu'un conseil de langue française ne pourra s'en acheter qu'un (57,89\$).

Pour ce qui est de l'enfance en difficulté, le nouveau mode de financement ne corrige absolument pas la pénurie, entre autres, de psychologues, psychiatres, d'ergothérapeutes, d'orthophonistes et de physiothérapeutes.

Tous les conseils scolaires de langue française s'entendent pour dire que leur enveloppe budgétaire demeure la même, que seulement les règles à l'intérieur de cette enveloppe ont changé et enfin que le nouveau financement ne représente pas un financement équitable.

Le gouvernement de l'Ontario fait tout pour éviter de se présenter en cour avant les prochaines élections provinciales; c'est une question politique. Nous avons absolument besoin au moins d'une première réponse de 100 000 \$ de Patrimoine Canada avant notre conférence pré-procès prévue vendredi matin à 10 heures. Pouvez-vous nous aider?

Merci à l'avance pour votre aide dans ce dossier. Vous pouvez me rejoindre aujourd'hui au 524-2945, ou laissez-moi un numéro de téléphone que je puisse vous atteindre.



Nicole Bourgeois  
Responsable du dossier

Cabinet de la  
ministre du Patrimoine canadien



Office of the  
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M5

Madame Nicole Bourgeois  
Route rurale no 1  
Maxville (Ontario)  
K0C 1T0

AUG  
AOUT - 5 1998

Madame,

Au nom de l'honorable Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien, je vous remercie de votre lettre du 23 juin dernier, dans laquelle vous demandez une aide financière pour couvrir les frais juridiques qui ne seront pas assumés par le Programme de contestation judiciaire dans une cause portant sur l'obtention d'un financement équitable des conseils scolaires francophones en Ontario.

L'entente spéciale sur la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone que le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario ont conclue en juin dernier permettra aux nouveaux conseils scolaires francophones de disposer de sommes additionnelles importantes pour leur implantation et la création de programmes d'aménagement linguistique destinés à combler les besoins particuliers des élèves francophones. De plus, le gouvernement fédéral maintient son appui financier dans le cadre du programme régulier des langues officielles dans l'enseignement qui vise à aider la province à assumer les coûts supplémentaires liés à l'enseignement en français pour la communauté francophone.

Toutefois, le ministère du Patrimoine canadien ne finance pas directement les démarches judiciaires engagées par les organismes ou les particuliers. Le Programme de contestation judiciaire du Canada fournit un appui financier pour les causes types qui font valoir et renforcent les droits linguistiques des communautés de langues officielles vivant en situation minoritaire.

Je vous conseillerais de communiquer avec la Commission nationale des parents francophones qui a mis en place un groupe d'experts ayant comme mandat de conseiller l'organisme et ses composantes sur les démarches politiques, administratives ou juridiques à entreprendre afin de faire avancer le dossier sur la gestion scolaire. Vous trouverez l'adresse du directeur général de la Commission en annexe.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Maurice Rioux,  
chef de cabinet

p.j.

c.c. L'honorable Don Boudria

Canada

## ANNEXE

Monsieur Armand Bédard  
Directeur général  
Commission nationale des parents francophones  
200, rue Marion, pièce A-170  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 0T4

Téléphone : (204) 231-1317 ou 1 800 665-5148  
Télécopieur : (204) 233-0358  
Internet : [cnpf@escape.ca](mailto:cnpf@escape.ca)

Which year?

000062

8120-3

Patrimoine canadien

Canadian Heritage

# Communiqué News Release

## La ministre Copps annonce une contribution fédérale de 90 millions de dollars pour la gestion scolaire de langue française en Ontario

**OTTAWA, le 5 juin 1998** - La ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, a annoncé aujourd'hui une contribution fédérale de 90 millions de dollars dans le cadre d'une entente spéciale de cinq ans avec le gouvernement de l'Ontario en vue de parachever la gestion scolaire de langue française en Ontario.

«La mise en oeuvre de la gestion scolaire à l'échelle de la province de l'Ontario vient compléter nos efforts en vue de faire respecter les dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés en matière d'enseignement dans toutes les régions du pays, a déclaré la ministre Copps. L'entente spéciale sur la gestion scolaire couronne des années de travail déterminé de la part des parents francophones pour la pleine mise en oeuvre de leur droit de gérer leurs écoles.»

La contribution du gouvernement fédéral totalisant 90 millions de dollars sera répartie sur cinq ans. Le gouvernement de l'Ontario s'engage, pour sa part, à consacrer un montant équivalent en fonds additionnels à l'établissement de la gestion scolaire, constituant ainsi une enveloppe totale de 180 millions de dollars.

«L'apport déterminant du gouvernement fédéral est à l'image de son engagement à assurer le développement et la pleine participation de la communauté francophone à la société canadienne, d'ajouter le ministre Copps. Ceci est un autre exemple de coopération entre les gouvernements fédéral et provincial dans le domaine des langues officielles.»

L'entente touchera quelque 100 000 étudiantes et étudiants inscrits dans les écoles de langue française de l'Ontario. Le financement de ce projet était prévu dans le budget fédéral déposé en février 1998 et s'inscrit dans le cadre financier en place.

Renseignements :  
Jacques Lefebvre  
Conseiller principal aux communications  
Cabinet de la ministre du Patrimoine canadien  
(819) 997-7788

### FICHE D'INFORMATION

#### GESTION SCOLAIRE EN ONTARIO

Le but de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone est d'établir un cadre de collaboration entre le gouvernement du Canada et celui de l'Ontario, y compris les modalités de prestation d'une aide financière du gouvernement fédéral au gouvernement provincial en vue de la mise en oeuvre d'un système de gestion des écoles de langue française conformément à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

L'entente représente des investissements de l'ordre de 180 millions de dollars. Pour sa part, le gouvernement fédéral s'engage à contribuer une aide financière couvrant la moitié des dépenses admissibles soumises par le gouvernement de l'Ontario jusqu'à concurrence de 90 millions de dollars sur une période de cinq ans, à raison de 18 millions de dollars par année.

Les dépenses admissibles couvrent, entre autres, les frais de mise en place de la structure de gestion scolaire ainsi que les réseaux administratifs; l'acquisition d'équipements technologiques et de mise en réseau; l'aménagement et le perfectionnement linguistique (l'élaboration de programmes pédagogiques, mesures de re francisation, animation culturelle); l'appui à des services spécialisés pour les étudiants en difficulté d'apprentissage; certaines dépenses engagées afin de garantir aux élèves francophones l'accès à des écoles de langue française.

Il s'agit de la première entente fédérale-provinciale sur les langues officielles dans l'enseignement à être assortie d'un plan d'affaires quinquennal. Cette nouvelle approche permettra de mettre en valeur les objectifs concrets visés et les résultats obtenus tout en simplifiant les processus administratifs.

Le gouvernement de l'Ontario a annoncé en janvier 1997 son intention d'étendre à l'échelle de la province la gestion scolaire par et pour les francophones. Huit nouveaux conseils scolaires de langue française ont été créés et le territoire des quatre conseils scolaires de langue française déjà existants a été élargi. On compte en Ontario quelque 100 000 étudiantes et étudiants inscrits dans les écoles de langue française.

L'Ontario constitue la septième province à signer une entente spéciale après la Saskatchewan, l'Alberta, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve et Labrador et la Colombie-Britannique. L'Ontario a également bénéficié de 50,5 millions de dollars pour la création d'un réseau de trois collèges communautaires de langue française (La Cité collégiale, le Collège des Grands Lacs et le Collège Boréal) dans le cadre du programme Mesures spéciales sur la gestion scolaire et l'enseignement postsecondaire en français disposant d'une enveloppe de 112 millions de dollars.

Il s'agit d'ententes et de fonds ponctuels. Après la phase d'implantation, l'appui fédéral au financement régulier des provinces pour les conseils scolaires mis en place sera assuré dans le cadre du Programme des langues officielles dans l'enseignement.



**Veillez  
classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

Généralités

000065

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO:

PK

98/03/16 - 13:39

Docket No.: CH98-05648  
Cross-reference No.:

Document date: 98/03/11  
Date received: 98/03/16  
Due date: 98/04/06  
Campaign code: CC+  
Ack/Acc: N

Program: CIDCP - Dir., Cit. Partic/Partic. des citoyens

Author: Gérin, Odile

**COPY**

Title/Org.: /

Subject: Appuie la demande d'aide de Jeannine Séguin, Nicole Bourgeois et Jean-Charles Landry désirant continuer à bénéficier du fonds Du Programme de contestation judiciaire pour leur poursuite du gouvernement Ontarien

Action: Reply/Réponse

c.c.:  
c.c.:  
c.c.:

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Paula - réponse

Comments:

BRENNANM - 98/03/16  
Aucune correspondance trouvée concernant Jeannine Séguin, Nicole Bourgeois et Jean-Charles Landry

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/RExD (or designate)

(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:

000066

**ENVOI PAR TÉLÉCOPIEUR**

NO. DE FAX: 613-992-2727

DATE 11 mars HEURE           

REMETTRE À: L'honorable Sheila Copps

DE: Carla Meini

NOMBRE DE PAGES (incluant la présente) 3

DOSSIER: Urgent

**SI VOUS N'AVEZ PAS REÇU TOUT L'ENVOI, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC**

**TÉLÉCOPIEUR: (514) 489-1954**

**TÉLÉPHONE: (514) 484-8549**

C498-05748

**ODILE GÉRIN**  
**4150 ave Old Orchard**  
**Montréal H4A 3B2**  
Téléphone: (613) 484-8549  
Télécopieur: (613) 489-1954

Le 11 mars 1998

L'Honorable Sheila Copps  
Ministre du Patrimoine canadien,  
Ottawa, Ont

Madame, *Sheila,*

Je me permets de venir appuyer la demande d'aide que vous feront demain trois personnes très impliquées dans le milieu franco-ontarien: Jeannine Séguin, Nicole Bourgeois et Jean-Charles Landry. Elles veulent pouvoir continuer à bénéficier de fonds du Programme de contestation judiciaire pour leur poursuite du gouvernement ontarien qui contrevient à la Charte canadienne des droits et libertés en n'ayant pas à date prévu de financement équitable pour les conseils catholiques, là où se retrouvent la majorité des élèves francophones.

Elles sauront vous expliquer mieux que moi toutes les démarches et les actions qu'elles ont entreprises pour obtenir le conseil scolaire de langue française. Leur action en cour à ce niveau a influencé le gouvernement dans sa décision de compléter le système d'éducation de langue française. Il reste maintenant le financement équitable qui n'est pas assuré.

Pour avoir fait partie de la lutte pour l'obtention de la gestion scolaire pour les francophones pendant quinze ans, lorsque je demeurais à Ottawa, j'ai eu l'occasion de travailler de près avec ces personnes. Je puis témoigner de leur sérieux et de leur grand dévouement à la cause. Jeannine Séguin, première femme franco-ontarienne à être décorée de l'Ordre du Canada, est une des grands leaders franco-ontariens et même des francophones hors Québec. Elle a consacré toute sa vie à défendre les droits des francophones hors Québec, que ce soit dans le milieu scolaire, à titre de présidente de l'ACFO ou de la Fédération des francophones hors Québec. L'influence qu'elle a eue à travers le pays pour faire reconnaître les droits des francophones ne se mesure pas.

Le financement équitable du système scolaire de langue française, secteur public et secteur catholique est crucial pour assurer l'égalité des chances aux francophones en Ontario. La cause qui est devant les tribunaux pour le financement doit pouvoir se poursuivre. Ces demandeurs ont déjà investi beaucoup de temps, d'énergie et même de leurs maigres ressources financières. Ils ne veulent pas s'arrêter là.

Je termine en vous informant que, grâce à une subvention accordée aux Éditions l'Interligne par le Conseil des arts du Canada, j'ai pu écrire l'histoire de cette lutte pour un conseil scolaire de langue française, particulièrement celui d'Ottawa-Carleton, là où l'action a commencé. Ce livre sera lancé au Salon du livre de l'Ottawais, le 28 mars.

Vous pouvez donc constater à quel point ce dossier de la gestion scolaire pour les francophones par les francophones me tient à cœur. J'ose donc espérer que vous allez permettre à Jeannine Séguin, Nicole Bourgeois et Jean-Charles Landry de pouvoir poursuivre leur lutte pour obtenir justice et reconnaissance de leurs droits à une éducation de même qualité que celle des anglophones du secteur public.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à ce dossier et je vous prie d'agréer, madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

*Odile Gerin*

Odile Gerin

**Veillez  
classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

Généralités

000070



PROGRAMME DE CONTESTATION JUDICIAIRE  
DU CANADA

COURT CHALLENGES PROGRAM  
OF CANADA

Patrimoine canadien  
Opérations et coordination  
régionale

JUN 12 1997

Canadian Heritage  
Operations and Regional  
Coordination

Winnipeg, le 23 avril 1997

par M<sup>e</sup> François Boileau,

directeur général

Programme de contestation judiciaire

du Canada

## DROITS LINGUISTIQUES AU CANADA QUESTIONS ENCORE NON RÉSOLUES<sup>1</sup>

### INTRODUCTION

Le Programme de contestation judiciaire du Canada est un organisme à but non-lucratif indépendant de tout gouvernement. Son mandat principal est d'assurer une aide financière pour l'établissement de causes types d'importance nationale qui vont aider à promouvoir et à encourager les droits des communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire et les droits à l'égalité des groupes historiquement désavantagés.

En vertu d'un Accord de contribution signé avec le gouvernement fédéral, les causes que le Programme peut financer doivent porter sur les droits linguistiques provinciaux ou fédéraux protégés par les articles 93 ou 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*<sup>2</sup>, les articles 16 à 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*<sup>3</sup> (la *Charte*), l'article 23 de la *Loi sur le Manitoba de 1870*<sup>4</sup>, l'article 2 de la *Charte* lorsqu'invocé en appui des autres articles portant sur les droits linguistiques de la Constitution et plus particulièrement concernant la liberté d'expression, ou toute disposition constitutionnelle parallèle.

Dans le texte qui suit, nous allons tenter d'identifier les questions principales en matière de droits linguistiques au Canada qui ne semblent pas avoir été résolues par un tribunal. Ces questions ne constituent en rien une liste exhaustive mais tentent de mettre de l'avant certaines pistes qui touchent principalement les communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire. Nous ne traçons aucun bilan des réalisations et des progrès dans le domaine des droits linguistiques.

.../2

<sup>1</sup> Les principales sources d'informations nous proviennent de l'étude du professeur Pelletier commandé par le Programme de contestation judiciaire du Canada en 1995, que l'on peut retrouver aussi dans PELLETIER, Benoît, «*Bilan des droits linguistiques au Canada*», (1995) 55 *R.du B.* 611; par une analyse de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada de 1993 intitulé «*Les garanties linguistiques de la Charte canadienne des droits et libertés: un bilan*»; ainsi que du document de Richard GOREHAM «*Les droits linguistiques et le Programme de contestation judiciaire; Réalisations du Programme et incidence de son abolition*», rapport présenté au Commissaire aux langues officielles, 1992.

<sup>2</sup> *Loi constitutionnelle de 1867*, (R.-U.), 30 & 31 Vict, c.3.

<sup>3</sup> *Charte canadienne des droits et libertés*, Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.-U.), 1982, c.11, reproduite dans L.R.C. (1985), app. II. N° 44 [ci après la *Charte*].

<sup>4</sup> *Loi de 1870 sur le Manitoba*, S.R.C. 1970, app.II, no 8.

## 1) LE BILINGUISME LÉGISLATIF

De nombreux arrêts de la Cour suprême du Canada sont venus clarifier la portée des articles 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* et 23 de la *Loi constitutionnelle de 1870 sur le Manitoba*. Toutefois, il existe encore un bon nombre de questions non résolues. En voici quelques unes:

- Quelle est la distinction entre la législation déléguée et les règles ou directives de régies internes?
- La règle du bilinguisme s'applique-t-elle qu'aux règlements ou à l'ensemble des décrets en conseil, les lettres patentes, les licences, les ordonnances ou autres actes du gouvernement?
- L'article 133 exige-t-il que tous les documents déposés dans le cadre de travaux parlementaires le soient dans les deux langues officielles?

## 2) LES DROITS JUDICIAIRES

Les décisions *MacDonald*<sup>5</sup> et *Société des Acadiens*<sup>6</sup> concluent que l'article 19 de la *Charte* confère le choix d'utiliser le français ou l'anglais devant les tribunaux et dans les actes ou procédures, mais ne confère pas le droit d'être entendu ou compris dans la langue de son choix par le tribunal.

La Partie XVII du *Code criminel*<sup>7</sup> vient tenter de corriger les lacunes laissées par ces arrêts. Néanmoins, certaines questions subsistent comme la question de la langue de communication de la preuve (voir l'affaire *Rodrigue*<sup>8</sup> au Yukon). L'arrêt *Simard*<sup>9</sup> de la Cour d'appel de l'Ontario est venu mettre fin au débat concernant l'acte de dénonciation; en effet, la dénonciation doit être traduite dans la langue officielle de l'accusé sur demande du prévenu.

Les articles 530 à 534 du *Code criminel* donnent le droit à une personne accusée de choisir la langue du procès. Les affaires *Cross*<sup>10</sup> et *Montour*<sup>11</sup>, maintenant à la Cour d'appel du Québec sont intéressantes du fait que les dispositions du *Code criminel* sont contestées au Québec sur la base de leur incompatibilité avec l'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Si ces contestations devaient réussir, ces articles seraient inopérants au Québec et au Manitoba, étant donné la similitude entre l'article 133 et l'article 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*.

- Comment mettre en harmonie le droit législatif d'une personne accusée de choisir la langue de son procès avec le droit des procureurs et des juges de choisir la langue qu'ils utiliseront devant les tribunaux ?

.../3

<sup>5</sup> *MacDonald c. Ville de Montréal*, [1986] 1 R.C.S. 549.

<sup>6</sup> *Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick c. Association of Parents for Fairness in Education*, [1986] 1 R.C.S. 549.

<sup>7</sup> *Code criminel*, L.R.C. (1985), ch. C-46.

<sup>8</sup> *R. v. Rodrigue*, (1994), 91 C.C.C. (3e) 455 (C.S.Y.) appel rejeté sur une question de juridiction (1995) 95 C.C.C. (3e) 129 (C.A.Y.) puis demande d'autorisation d'appel rejeté (8 septembre 1995) (C.S.C.)

<sup>9</sup> *R. c. Simard*, (1995) 27 O.R. (3d) 97.

<sup>10</sup> *In the matter of a constitutional challenge against section 530.1(e) of the Criminal Code*, [1991] R.J.Q. 1430.(C.S.).

<sup>11</sup> *R. c. Montour* [1991] R.J.Q. 1470 (C.S.).



- Des questions subsidiaires pourraient survenir dans la mesure où les dispositions du *Code criminel* sont en vigueur dans toutes les provinces depuis 1990 et que certaines provinces ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour la tenue d'un procès en français. Des garanties juridiques, tel le droit d'être jugé dans un délai raisonnable, pourraient être invoquées. Une récente étude du Commissaire aux langues officielles démontre des lacunes importantes à ce niveau dans plusieurs provinces.<sup>12</sup>
- Si l'on ne peut obliger les corps de police à utiliser la langue d'une personne ayant commis une infraction sur la base de l'article 20 de la *Charte*, peut-être sera-t-il possible de le faire en vertu du *Code criminel*, puisque l'on peut avancer l'argumentation que le processus débute dès le moment où un suspect entre en contact avec un membre des corps policiers.
- Aussi peut-on se demander quel sera l'effet du droit de choisir le français ou l'anglais pour subir un procès criminel sur l'interprétation des garanties juridiques prévues à la *Charte*? Notamment, il pourrait toucher:
  - le droit d'être informé des motifs de son arrestation et le droit à l'avocat (article 10) (est-ce que les avocates et avocats de l'aide juridique doivent communiquer dans la langue de leur client?);
  - le droit à un interprète (article 14) et le genre de traduction (simultanée ou consécutive) requis par la Constitution.
- Dans un autre ordre d'idée, et toujours concernant les droits judiciaires, on peut également se demander si le droit d'utiliser l'une des deux langues officielles devant les tribunaux est compromis lorsque l'administration des lois fédérales (par ex., faillite et divorce) se fait par les tribunaux dont l'administration relève des provinces?

### 3) LES DROITS SCOLAIRES

La Cour suprême du Canada dans l'affaire *Mahé*<sup>13</sup> a interprété l'article 23 de la *Charte* comme conférant un pouvoir de contrôle de gestion de l'instruction et des établissements d'enseignement à la minorité linguistique. L'article 23 établit un critère variable. Ainsi, le niveau de gestion dépendra du nombre d'élèves se prévalant des services d'enseignement. Dans tous les cas les parents doivent avoir un degré de contrôle sur les programmes d'enseignement. L'enseignement dispensé à la minorité doit être de qualité égale à celui dispensé à la majorité. Des fonds au moins équivalents doivent être disponibles en fonction du nombre d'élèves.

Ceci étant dit, nous savons fort bien que plusieurs provinces se retrouvent récalcitrantes à octroyer la gestion scolaire aux communautés francophones et acadiennes. Le financement adéquat est également

.../4

<sup>12</sup> *L'utilisation équitable du français et de l'anglais devant les tribunaux au Canada*, Commissaire aux langues officielles, Ottawa, novembre 1995.

<sup>13</sup> *Mahé c. Alberta*, [1990] 1 R.C.S. 342.

ou sera bientôt la prochaine grande bataille des parents francophones. En fait, l'obtention de l'égalité des résultats en éducation est devenue la seule et unique priorité stratégique à long terme de la Commission nationale des parents francophones<sup>14</sup>.

- Quelle importance faut-il accorder à la compétence linguistique d'un enfant qui veut être instruit dans la langue minoritaire, compte tenu du fait que le critère d'admissibilité est basé sur la langue maternelle des parents ou encore sur la langue dans laquelle les parents ont reçu leur éducation au primaire ?
- L'État doit-il fournir un programme de perfectionnement linguistique initial quelconque lorsque les enfants de parents admissibles éprouvent de la difficulté dans la langue de la minorité ? Quelles responsabilités l'État a-t-il relativement à l'homogénéité linguistique et culturelle des écoles ?
- Puisque l'étendue des droits prévue à l'article 23 dépend du «nombre qui le justifie», des différends avec les autorités publiques pourront survenir relativement aux endroits où l'instruction peut se donner; à l'étendue des cours devant être offerts à la minorité linguistique; au type de programme à adopter; aux ressources qui doivent être allouées; aux cours obligatoires de langue seconde qui doivent être dispensés; ainsi qu'au rôle des parents dans le fonctionnement et le contenu de l'enseignement dans la langue de la minorité.
- Quelles ressources allouées à l'éducation dans la langue de la minorité seront acceptables? (La quantité des ressources doit être allouée en fonction de la qualité de l'instruction; en fait la qualité de l'instruction en langue minoritaire doit être équivalente à celle de l'instruction dans la langue majoritaire.)

Des problèmes peuvent se soulever également au niveau de la confessionnalité des écoles. On a vu l'année dernière la province de Terre-Neuve et Labrador tenir un référendum portant sur un amendement à leur constitution provinciale dans le but de se dégager de ses obligations constitutionnelles en matière de commissions scolaires confessionnelles. Récemment, le gouvernement du Québec a signifié son intention de vouloir amender la constitution de sorte que l'Assemblée nationale puisse elle aussi se dégager des mêmes obligations afin de pouvoir créer deux commissions scolaires, l'une anglophone, l'autre francophone. Mais amender l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* n'est pas chose faite encore et de nombreux et intéressants débats tant juridiques que politiques auront probablement lieu<sup>15</sup>.

- Quelles sont les relations qui existent entre les droits à l'instruction dans la langue de la minorité garantis par l'article 23 de la *Charte* et les droits confessionnels garantis par l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* ?

.../5

<sup>14</sup> *Mini Info-Parents*, Commission nationale des parents francophones, Volume 2, Numéro 2, Winnipeg, avril 1997: "En clair, la CNPF croit que les enfants du Canada ont droit, en vertu de l'art. 23 de la Charte, à l'égalité des résultats (rendements, opportunités) en éducation. Les enfants francophones ont donc besoin d'un traitement différent (des mesures éducatives compensatoires) pour atteindre les résultats visés. C'est le principe de l'équivalence." (p.1)

<sup>15</sup> Plusieurs auteurs sont notamment divisés sur la procédure d'amendement à utiliser lorsqu'il est question de l'article 93. À cet égard et afin de donner un avant-goût des débats à venir, il est utile de consulter PELLETIER, Benoît, *La modification constitutionnelle au Canada*, Toronto, Carswell, 519p., plus précisément aux pages 259 à 268.

#### 4) LA LANGUE DE TRAVAIL ET DE SERVICES

L'article 16 (égalité de statut et droits et privilèges égaux du français et de l'anglais) et l'article 20 (droit du public de recevoir des services dans les deux langues officielles) ont été, par le passé, moins souvent interprétés par les tribunaux. Le professeur Pelletier indique qu'à son avis l'article 16 aurait une portée déclaratoire plutôt qu'exécutoire. Il n'en demeure pas moins que la jurisprudence actuelle nous force de constater que plusieurs questions subsistent.

- De quelle façon doit-on interpréter les articles 16 et 20 de la *Charte* et quelle approche, restrictive ou libérale, doit-on adopter ?
- Est-ce que l'article 16 peut servir de fondement au droit de travailler dans l'une ou l'autre des deux langues officielles, par exemple, dans la fonction publique fédérale ?

Il reste à déterminer quels institutions sont visés par l'article 20 de la *Charte*. La revue de la jurisprudence en provenance du Nouveau-Brunswick nous montre que la question n'est pas si simple à résoudre, même pour des institutions gouvernementales tels les corps de police. La question des sociétés fédérales se posera certainement. On devra déterminer le niveau de contrôle d'une société par l'autorité fédérale qui sera considéré suffisant pour assujettir cette société à la *Charte*.

- Que constituent exactement les «institutions du Parlement et du gouvernement du Canada» ou «de la Législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick» prévues aux articles 16 et 20 de la *Charte*?
- Comment interpréter la notion de «public»?
- Que constituent exactement les notions de «communications» et de «services»?
- Que visent les notions de «demande importante» et de «vocation du bureau»? Bien que ces notions aient été définies dans le Règlement établi en vertu de la *Loi sur les langues officielles*<sup>16</sup> et dont la majorité des dispositions sont entrées en vigueur en décembre 1992, certains arguments légaux peuvent être soulevés. En effet, d'aucuns pourrait prétendre que les définitions du Règlement rendent l'étendue de ces droits plus restreints que celui des droits prévus à l'article 20 de la *Charte*.
- Quelles sont les relations qui existent entre les dispositions de la *Charte* et celles de la *Loi sur les langues officielles*? La Cour suprême du Canada adoptera-t-elle la même interprétation pour la *Loi* et pour la *Charte*, surtout en ce qui concerne la langue de travail et la langue de services?

#### 5) AUTRES QUESTIONS

##### L'article 24 de la *Charte*

La Commission nationale des parents francophones, conjointement avec d'autres partenaires dont le Centre canadien des droits linguistiques, a tenu un symposium en octobre 1996 sur la question de l'article 24 de la *Charte* concernant son aspect réparateur. Le symposium, auquel ont participé entre

.../6

<sup>16</sup> *Loi sur les langues officielles*, L.R.C. 1985, c.31 (4<sup>e</sup> supp.).

autres le Commissaire aux langues officielles, le Ministère fédéral de la Justice ainsi que les avocats des parents demandeurs a amorcé le débat sur cette importante question. Il importe de se souvenir que l'article 24 a été invoqué à moult reprises lors de contestations individuelles mais rarement lorsqu'il s'agissait de réparations pour des torts à une communauté.

- Quelles réparations sont possibles à la suite d'une violation des droits constitutionnels? Le développement du droit dans ce domaine sera significatif pour le respect et la mise en oeuvre des droits linguistiques, plus particulièrement en ce qui a trait, mais non limitativement, au respect de l'article 23.

### **L'article 16.1 de la *Charte***

Il s'agit ici d'un domaine de droit relativement nouveau. Le Professeur Pelletier<sup>17</sup> indique :

Il faut toutefois noter que le nouvel article 16.1 se distingue de l'article 16 en ce qu'il repose sur l'égalité des communautés linguistiques française et anglaise du Nouveau-Brunswick et non pas sur celle des langues française et anglaise à proprement parler.

Par ailleurs, l'article 16.1 prévoit notamment le droit à des institutions d'enseignement et culturelles distinctes, ce que ne prévoit pas formellement l'article 16. L'article 16.1 pourrait donc comporter un volet collectif ou communautaire que ne possède pas nécessairement l'article 16 de la *Charte*. Enfin, l'article 16.1 reconnaît le rôle de la législature et du gouvernement de la province de protéger et de promouvoir l'égalité des communautés linguistiques sus mentionnés, ce que ne fait évidemment pas l'article 16 en question. Dans ce contexte, il nous semble que l'article 16.1 est de nature à avoir une portée mandatoire indiscutable.

### **La dévolution administrative ou décentralisation du gouvernement fédéral**

La compétence du gouvernement fédéral de légiférer sur la langue dans ses domaines de compétence est clairement établie. La question qui se pose est de savoir s'il existe, en vertu de l'article 20, une obligation pour le gouvernement fédéral d'assujettir les délégations dans l'administration des lois fédérales aux provinces au respect des obligations en matière de services au public. Par exemple, peut-on fonder un recours sur l'article 20 du fait qu'une personne n'ait pu obtenir de divorce en français?

Plus spécifiquement, les pouvoirs que le gouvernement fédéral s'est appropriés, au fil des ans, via son pouvoir de dépenser, peut-il les transférer aux provinces sans toutefois en transférer la responsabilité au niveau du respect de ses obligations en matière de langues officielles? Le gouvernement fédéral a déjà de la difficulté lorsqu'il s'agit de ses propres champs de compétence comme le divorce ou la faillite alors il y a lieu de se demander ce que nous réserve l'avenir, surtout dans ces périodes d'austérité économique.

.../7

<sup>17</sup> PELLETIER, Benoît, «Bilan des droits linguistiques au Canada», loc.cit., note 1, à la page 636.

- Est-ce que les obligations linguistiques constitutionnelles peuvent être contournées par la délégation de responsabilités administratives fédérales à des organismes provinciaux ? Si oui, de quelle façon? Le gouvernement fédéral devra-t-il s'assurer non seulement du respect de ses obligations en matière de prestations de services mais également de ses obligations en vertu de la Partie VII de la *Loi sur les langues officielles* qui concerne le développement et l'épanouissement des communautés minoritaires de langue officielle? Quels recours (et contre qui) les communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire auront-ils afin de faire préserver leurs droits?

### Conclusion

Il importe de répéter qu'il ne s'agit là qu'un bref tour d'horizon et que bien d'autres questions pourraient être soulevées. Le Programme de contestation judiciaire du Canada a été remis en place grâce à la tenacité des différents groupes linguistiques et des groupes à l'égalité en collaboration étroite avec les associations de juristes et les universités. Il s'agit là d'un outil essentiel au service de ceux et celles qui veulent faire reconnaître par les gouvernements leurs droits les plus fondamentaux.

1. La *Charte canadienne des droits et libertés* garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

**Langues officielles du Canada**

16. (1) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada.

(2) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Nouveau-Brunswick; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions de la Législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

(3) La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures de favoriser la progression vers l'égalité de statut ou d'usage du français et de l'anglais.

16.1 (1) La communauté linguistique française et la communauté linguistique anglaise du Nouveau-Brunswick ont un statut et des droits et privilèges égaux, notamment le droit à institutions d'enseignement distinctes et aux institutions culturelles distinctes nécessaires à leur protection et à leur promotion.

(2) Le rôle de la législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick de protéger et de promouvoir le statut, les droits et les privilèges visés au paragraphe (1) est confirmé.

18. (1) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux du Parlement sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.

(2) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux de la Législature du Nouveau-Brunswick sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.

19. (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux établis par le Parlement et dans tous les actes de procédure qui en découlent.

(2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux du Nouveau-Brunswick et dans tous les actes de procédure qui en découlent.

20. (1) Le public a, au Canada, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services; il a le même droit à l'égard de tout autre bureau de ces institutions là où, selon le cas:

- a) l'emploi du français ou de l'anglais fait l'objet d'une demande importante;
- b) l'emploi du français et de l'anglais se justifie par la vocation du bureau.

(2) Le public a, au Nouveau-Brunswick, droit à l'emploi du français ou de l'anglais, pour communiquer avec tout bureau des institutions de la législature ou du gouvernement ou pour en recevoir les services.

21. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet, en ce qui a trait à la langue française ou anglaise ou à ces deux langues, de porter atteinte aux droits, privilèges ou obligations qui existent ou sont maintenus aux termes d'une autre disposition de la Constitution du Canada.

22. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet de porter atteinte aux droits et privilèges, antérieurs ou postérieurs à l'entrée en vigueur de la présente charte et découlant de la loi ou de la coutume, des langues autres que le français ou l'anglais.

### **Droits à l'instruction dans la langue de la minorité**

23. (1) Les citoyens canadiens:

a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province où ils résident,

b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province,

ont, dans l'une ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.

(2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.

(3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province:

a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;

b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés sur les fonds publics.

### **Recours**

24. (1) Toute personne, victime de violation ou de négation des droits et libertés qui lui sont garantis par la présente charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

(2) Lorsque, dans une instance visée au paragraphe (1), le tribunal a conclu que des éléments de preuve ont été obtenus dans des conditions qui portent atteinte aux droits et libertés garantis par la présente charte, ces éléments de preuve sont écartés s'il est établi, eu égard aux circonstances, que leur utilisation est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

**Veuillez  
classer**

Veuillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

Généralités

000080



CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO:

GR

97/014 - 13:51

Docket No.: CH97-01439  
Cross-reference No.: CH96-06394

Document date: 97/01/08  
Date received: 97/01/14  
Due date: 97/02/04  
Campaign code:  
Ack/Acc: Y(SC)

Program: CIMR - Human Rights Directorate

Author: Bélanger, Mauril

Title/Org.: Député/Ottawa-Vanier

Subject: Encourage la ministre à renouveler le mandat du Programme de contestation judiciaire du Canada pour l'année fiscale 1997-98

Action: Reply/Réponse

c.c.: CIOL

c.c.:

c.c.:

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Eve - réponse

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/RExD (or designate)

(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:



Mauril Bélanger, M.P./député  
Ottawa-Vanier

le 8 janvier 1997

L'hon. Sheila Copps, c. p., députée  
Ministre du Patrimoine canadien  
Pièce 509-S, Édifice du Centre  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

L'hon. Paul Martin, c. p., député  
Ministre des Finances  
Pièce 515-S, Édifice du Centre  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

L'hon. Allan Rock, c. p., député  
Ministre de la Justice  
Pièce 441-S, Édifice du Centre  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

Chers ministres,

**Objet : Programme de contestation judiciaire du Canada**

J'aimerais, par la présente, vous encourager fortement à renouveler le mandat du Programme de contestation judiciaire du Canada pour l'année fiscale 1997-1998.

Les droits à l'égalité et les droits linguistiques représentent les fondements mêmes de notre société canadienne. Le fait que tous soient égaux aux yeux de la loi et qu'ils aient tous droit aux mêmes bénéfices ne constitue pas un privilège réservé à une certaine catégorie de citoyens ou de citoyennes plutôt qu'une autre. La période de réduction des dépenses publiques que nous traversons se traduit par une tendance à la conservation des acquis plutôt qu'à la création ou à la promotion de nouveaux droits. Dans ce contexte, force est de constater le grand besoin de

...2



soutenir le Programme de contestation judiciaire du Canada, qui aide financièrement les individus ou les groupes qui désirent contester une loi qui contreviendrait à leurs droits constitutionnels.

Voilà déjà deux ans que notre gouvernement a rétabli le financement au Programme (suite à son abolition par le gouvernement précédent). Depuis, le Programme a reçu au-delà de deux cents demandes d'aide financière. Chacun des deux comités, soit le Comité des droits linguistiques et le Comité des droits à l'égalité, a rendu des décisions dans un très grand nombre de demandes.

En vous encourageant fortement à militer en faveur de l'appui à ce Programme, je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

  
Mauril Bélanger, député

c.c. M. Fernand Landry  
Président du conseil d'administration

M. François Boileau  
Directeur général

/fh

RECEIVED  
JUN 13 1986  
HIA



## Centre canadien des droits linguistiques Canadian Centre for Linguistic Rights

# BULLETIN

Volume 4:1 -- 1997

### MOT D'INTRODUCTION

Les 18 et 19 octobre dernier a eu lieu à l'Université d'Ottawa le symposium national sur la réparation constitutionnelle. Organisé par la Commission nationale des parents francophones, en collaboration avec le Centre, le symposium avait pour titre «De violations à réparations» et a réuni quelque cent-vingt-cinq personnes – parents, juristes, constitutionnalistes, professeur-e-s et chercheur-e-s. D'après les commentaires des participants et participantes, le symposium a été un franc succès. Les débats ont été des plus intéressants et les échanges des plus fructueux. Il reste à préparer et publier les actes du symposium. Nous vous aviserons prochainement de la date de publication des actes.

Les actes des deux premiers colloques du CCDL sont toujours en vente. Quiconque désire s'en procurer une copie peut s'adresser directement au Centre : (613) 562-5800, poste 3807. Le volume «Les droits linguistiques au Canada : collusions ou collisions?» est en vente au prix de 35,00 \$ (taxes incluses), tandis que le deuxième volume «Vers un agenda linguistique : regard futuriste sur les Nations Unies» se vend 40,00 \$ (taxes incluses). Des renseignements additionnels figurent dans le présent numéro du Bulletin.

Le centre de documentation du CCDL et du Programme de common law en français est situé à la pièce 375 du pavillon Fauteux à l'Université d'Ottawa. Nos heures d'accueil sont les lundi, mardi et mercredi (13h00 à 16h00) et les jeudi (11h00 à 14h00). Le centre renferme une collection spécialisée et multidisciplinaire en matière de droits linguistiques, notamment des textes législatifs et constitutionnels, de la documentation sur les langues officielles, autochtones et minoritaires, de la jurisprudence sur les droits linguistiques et des comptes rendus de cette jurisprudence pour faciliter vos recherches, des mémoires et les textes à l'appui préparés dans le cadre des affaires linguistiques importantes portées en Cour suprême du Canada. Vous y trouverez également une collection de dictionnaires, lexiques juridiques et spécialisés, d'ouvrages d'aide à la rédaction française en général et juridique. Le Centre est ouvert au public et nous vous y accueillerons avec plaisir afin de vous aider dans vos recherches.

### WORD OF INTRODUCTION

The National Symposium on Constitutional Remedies was held at the University of Ottawa on October 18 and 19 of last fall. The Symposium was organized by the "Commission nationale des parents francophones" in cooperation with the Centre and focused on the following theme: *De violations à réparations* ("From Breach to Redress"). About 125 persons gathered for the occasion: parents, jurists, constitutional experts, professors and researchers. Based on their comments, the symposium was an outright success. Indeed, the proceedings and subsequent open discussions have led to positive results. All that needs to be done now is to prepare and publish the official Proceedings of the Symposium. You will be informed shortly about the date of release of the Proceedings.

The Proceedings of the first two CCLR conventions are still available. They can be purchased by calling directly the CCLR at (613) 562-5800, ext. 3807. The volume titled "Linguistic Rights in Canada: collusions or collisions?" sells for \$35.00 (taxes included) and the other one titled "Towards a Language Agenda: Futurist Outlook on the United Nations" for \$40.00 (taxes included). Further information is provided later in this Bulletin.

The Reference Centre shared by the CCLR and the French Common Law Programme is located in Room 375 of the Fauteux building at Ottawa University. We are open from 1 p.m. to 4 p.m., Monday to Wednesday, and from 11 a.m. to 2 p.m. every Thursday. The Reference Centre has a collection of specialized and multidisciplinary material on language rights, including constitutional and statutory instruments, as well as material on official, aboriginal and minority languages, case law on linguistic rights issues and comments on case law aimed at facilitating your research, factums and supporting material prepared in connection with major linguistic rights cases heard in the Supreme Court of Canada. You will also find at the Reference Centre an array of legal and specialized dictionaries and lexicons together with general and legal manuals and guidelines on French drafting. The CCLR is open to the public and we will gladly assist you in your research at the Centre.



Université d'Ottawa  
University of Ottawa

FACULTÉ DE DROIT  
FACULTY OF LAW

C.P. 450, SUCC. A  
P.O. BOX 450, STN A, ONTARIO K1N 6N5

## REMERCIEMENTS / ACKNOWLEDGEMENT :

À toutes les personnes qui ont rédigé un article pour ce numéro du Bulletin / To all our contributors to this issue of the Bulletin.

## REMARQUE / NOTE :

Les articles reflètent le point de vue des auteur(e)s.  
Articles reflect the authors' opinion.

## RÉDACTRICE / EDITOR :

Sylvie Léger, directrice du Centre, (613) 562-5800, poste 3807

## POUR RECEVOIR LE BULLETIN / TO RECEIVE THE BULLETIN :

Écrire à / Write to :  
Sylvie Léger, Faculté de droit (Common law),  
Université d'Ottawa, Ottawa (Ontario) K1N 6N5.

MANDAT DU CENTRE CANADIEN  
DES DROITS LINGUISTIQUES  
de la Faculté de droit  
de l'Université d'Ottawa

Le mandat du Centre est le suivant :

1. entreprendre des recherches sur les droits linguistiques et connexes à l'échelle canadienne et internationale et encourager les projets de recherche dans le domaine;
2. promouvoir l'enseignement des droits linguistiques et connexes dans une perspective de droit national, international et comparé, notamment par l'organisation de colloques, conférences ou sessions de formation;
3. recueillir la documentation pertinente sur les droits linguistiques et connexes et l'organiser en un répertoire national informatisé d'accès universel;
4. fournir des renseignements ponctuels aux usagers du Centre;
5. promouvoir les droits des minorités de langues ancestrales, autochtones et officielles au Canada;
6. maintenir des liens étroits avec les différents organismes et individus engagés dans le domaine des droits linguistiques et connexes et leur prêter main-forte, au besoin, dans la réalisation de projets spéciaux.

MANDATE OF THE CANADIAN CENTRE  
FOR LINGUISTIC RIGHTS  
of the Faculty of Law  
of the University of Ottawa

The Centre's mandate is the following:

1. undertake research on linguistic and related rights, both in Canada and internationally, and encourage research initiatives in these areas;
2. promote teaching in the field of linguistic and related rights, from a national, international and comparative law perspective, for example by means of conferences, lectures or workshops;
3. collect the relevant documents on linguistic and related rights, and provide access to the collection on a world-wide basis by organizing it into a computerized network;
4. provide punctual information resources to users of the Centre;
5. develop a greater awareness of the rights of official language, aboriginal language and heritage language communities in Canada;
6. work closely with the various associations and individuals involved in the field of linguistic and related rights, and assist them in the realization of special projects.

TABLE DES MATIÈRES/  
TABLE OF CONTENTS

Mot d'introduction/Word of Introduction	1
Remerciements/Acknowledgement	2
Mandat du Centre/Centre's Mandate	2
Jugements récents en matière de droits linguistiques	3
Association des parents francophones de la Colombie-Britannique et al. c. Colombie-Britannique (ministre de l'Éducation)	3
Conseil des écoles séparées catholiques romaines de Dufferin et Peel c. Ontario	4
On the right to use the language of one's choice in Slovakia Miklós Kontra	5
Judges' Language Training Program/Le programme de formation linguistique des juges Commissioner for Federal Judicial Affairs/ Commissaire à la magistrature fédérale	9
Towards a Consolidation of Language Rights in the Administration of Justice in Canada/Vers une consolidation des droits linguistiques dans l'administration de la justice au Canada Dept. of Justice of Canada/Dep. de la Justice du Canada	12
Lectures récentes / Current Readings	13
Recent Publications on Language and Cultural Rights	15
Supplement: Language Rights in the United States Teresa Scassa	

Le CCDL/CCLR remercie le Centre de traduction et de documentation juridiques pour sa participation à l'élaboration de ce bulletin.

## JUGEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE DE DROITS LINGUISTIQUES

Yves Le Bouthillier  
Professeur  
Faculté de droit  
Section Common Law  
Université d'Ottawa

Association des parents francophones de la Colombie-Britannique et al. c. Colombie-Britannique (ministre de l'Éducation)

Depuis longtemps, les parents francophones de la Colombie-Britannique soutiennent que la province, afin de respecter ses obligations en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, doit légiférer pour créer des conseils scolaires francophones. Un jugement de la Cour suprême de la Colombie-Britannique rendu le 14 août 1996 constitue une étape importante dans cette lutte des parents.

Dans ce jugement le juge Vickers infirme un règlement provincial sur l'éducation en français. Ce règlement créait non pas un équivalent aux commissions scolaires anglophones mais plutôt une entité avec des pouvoirs moindres appelée le Francophone Education Authority (ci-après FEA). À partir du premier juillet 1996, le FEA avait la responsabilité exclusive de l'enseignement en français pour des enfants visés par l'article 23 et résidant dans quelques districts scolaires situés dans la région de Vancouver et de Victoria. D'après des données statistiques datant de 1991, 8 725 enfants, soit 50,2 % des enfants admissibles à une éducation en français en Colombie-Britannique, vivaient à l'intérieur de la zone territoriale relevant dorénavant de la FEA. On estimait que 3 848 d'entre eux opteraient pour une éducation en français.

Le juge Vickers constate que non seulement ce règlement n'est pas conforme à la loi provinciale sur l'éducation mais aussi que plusieurs de ses dispositions heurtent les exigences de l'article 23 de la Charte. Il conclut que la province doit sans plus tarder adopter une loi prévoyant le maximum de gestion permis par l'article 23 dans les régions concernées. L'essentiel du raisonnement du juge Vickers est résumé ci-dessous.

1. Le règlement est contraire à la Loi sur les écoles.

La School Act de la Colombie-Britannique divise la province en plusieurs districts scolaires aux fins de l'éducation primaire et secondaire. Dans chacun de ces districts, une commission scolaire est responsable de l'éducation de l'ensemble de la population d'âge scolaire. Le paragraphe 3(1) de la Loi oblige un enfant à s'inscrire à un programme d'étude offert par une commission. En exerçant sa compétence dans quelques districts scolaires, la FEA empiétait nécessairement sur la compétence de commissions existantes, compétence que la Loi veut

exclusive. Dans ces conditions, la Cour a jugé le règlement contraire à la Loi et, par conséquent, invalide.

2. Le règlement ne respecte pas les exigences de l'article 23 de la Charte.

a) Le financement du FEA :

Alors que la School Act précise que le ministre de l'Éducation «doit financer» les commissions scolaires, le paragraphe 7(1) du règlement sur l'éducation en français prévoit seulement que le ministre «peut accorder une subvention» à la FEA. Le juge Vickers conclut que le pouvoir discrétionnaire est contraire à l'article 23 de la Charte. Il rappelle, en citant la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Mahé, l'obligation de la province de fournir aux écoles de la minorité linguistique, en proportion du nombre d'élèves, un financement équivalent à celui de la majorité et même supérieur si nécessaire. Toujours en se fondant sur l'affaire Mahé, il ajoute qu'en tenant compte de l'aspect réparateur de l'article 23 ainsi que des retards subis en l'espèce, il est entièrement possible et même probable que des frais supérieurs, par élève, à ceux versés aux écoles de la majorité soient justifiées pour assurer une éducation de qualité en français, au moins durant la période initiale.

b) Les dépenses permises à la FEA :

Le règlement limite de façon importante toute dépense en capital que peut encourir la FEA. Les fonds provenant du fédéral ne peuvent être utilisés à cette fin que sur permission du ministre de l'Éducation. Les fonds provinciaux ne peuvent pas être utilisés pour ce type de dépense. La Loi accorde une plus grande marge de manoeuvre aux commissions scolaires qui peuvent se servir des fonds octroyés par la province pour acquérir des immeubles ou des terrains si le ministre y consent. En conséquence, alors que la FEA n'a que l'option de louer, à moins de recourir aux fonds fédéraux, les commissions scolaires, elles, peuvent décider d'acheter, de vendre ou de louer. Cette différence de traitement est contraire au principe de financement équivalent et d'égalité que prescrit l'article 23.

c) Les coûts de location pour la FEA :

Le règlement permet à la FEA de louer des locaux avec la permission du ministre de l'Éducation. Cependant, l'absence de mécanisme de règlement des différends risque de mettre la FEA à la merci de commissions scolaires qui exigeraient des frais de location élevés. Pour s'en sortir, la

FEA pourrait n'avoir d'autre choix que de louer des locaux initialement conçus pour des fins autres qu'éducatives. Pour le juge Vickers une telle situation ne répond pas au concept de gestion envisagé à l'article 23.

3. Pour se conformer aux obligations de l'article 23 la province peut-elle adopter un nouveau règlement ou doit-elle procéder par voie législative?

En se fondant sur les données de 1991, le juge Vickers conclut que le nombre d'élèves susceptibles de poursuivre leur éducation en français dans les régions de Vancouver et Victoria justifie le maximum de contrôle envisagé par l'article 23. Il rappelle que, dans l'affaire *Mahé*, la Cour suprême du Canada a affirmé l'obligation d'une province de légiférer pour mettre en oeuvre l'article 23 lorsque le nombre d'élèves le justifie. Il ajoute que les considérations suivantes expliquent pourquoi une solution législative s'impose :

«Les droits linguistiques sont des droits d'une nature fondamentalement différente. Leur réalisation peut exiger des mesures créatrices ou innovatrices. Le fardeau d'assurer les obligations de l'article 23 est un fardeau qui repose à la fois sur le gouvernement et la législature de chaque province. Une loi provinciale offre un degré de sécurité supérieur à un règlement. Amender une loi est beaucoup plus exigeant que d'amender un ensemble de règlements. De plus, la présentation d'une loi est plus susceptible d'assurer une meilleure compréhension par le public de cette importante solution canadienne pour la protection de la langue et de la culture, protection accordée tant aux Canadiens de langue française que de langue anglaise. Un débat au sein de l'assemblée législative crée l'opportunité de promouvoir une meilleure compréhension de notre héritage national et de la place unique qu'il tient parmi la famille des nations.» [Notre traduction]

Il conclut que l'alinéa 5(4)b) du *School Act*, qui dispose simplement que le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement donner effet à l'article 23, ne constitue pas un cadre législatif suffisant pour mettre en oeuvre l'article 23.

4. L'obligation de la province d'agir sans délai

Ayant conclu à l'invalidité du règlement sur l'éducation en français le juge Vickers déclare que ce règlement demeurera en vigueur jusqu'à ce que la province adopte de nouvelles dispositions législatives. Il évite ainsi de plonger l'éducation en français dans le chaos. Par ailleurs, la province doit adopter cette législation au plus tard la dernière journée de la session parlementaire qui suivra la session en cours. Enfin, bien qu'il soit confiant que la province agira rapidement, il conserve sa juridiction sur l'affaire au cas où des difficultés surgiraient.

## Conseil des écoles séparées catholiques romaines de Dufferin et Peel c. Ontario

Lé 9 juillet 1996, le juge Hawkins de la Cour suprême de l'Ontario a accueilli une demande du Conseil des écoles séparées catholiques de Dufferin et Peel (ci après le Conseil) visant à faire reviser une décision du ministre de l'Éducation ontarien. La décision contestée du ministre décrétait le gel de toutes dépenses en capital en date du 6 mars 1996 pour tout projet qui, à cette date, n'avait pas reçu d'approbation finale ou pour lequel les travaux de construction n'avaient pas débuté. Suite à cette décision, la construction d'un bâtiment permanent pour l'école secondaire Sainte-Famille était remise à une date indéterminée. Depuis l'ouverture de cette école en septembre 1989, les élèves avaient reçu leur enseignement dans des classes portatives. N'eût été de la décision du ministre, la construction de locaux permanents auraient été complétée à temps pour la rentrée scolaire de septembre 1997. Ces locaux auraient répondu à plusieurs besoins de la communauté francophone car ils auraient servi à la fois d'école, d'église et de centre communautaire. Les coûts de ce projet étaient estimés à 10 millions de dollars.

Le ministère reconnaissait que le nombre d'élèves justifiait l'existence d'une école francophone et que les installations existantes n'étaient pas raisonnablement équivalentes à celles desservant les élèves anglophones de la région. Cependant le ministère prétendait que, étant donné les difficultés économiques qu'éprouvait l'Ontario, un simple report des travaux de construction de l'école n'était pas déraisonnable. Dans sa réponse à l'argument du ministère, le juge Hawkins démontre l'importance de garantir les droits de la minorité:

[TRADUCTION] «Dans un climat de perte d'emplois, de coupures des services sociaux et de réduction générale des services gouvernementaux, il n'est pas difficile d'imaginer qu'une dépense en capitale de plus de dix millions de dollars pour une meilleure école secondaire de langue française puisse ne pas se qualifier de service auquel «nous tenons le plus», en supposant que le «nous» se réfère à la majorité non francophone. C'est pour éviter ce résultat que nous avons des droits constitutionnellement protégés. Les représentants élus du peuple créent des constitutions, laissant à des juges non élus (au Canada du moins) le soin de décider ce qu'ils et elles ont créé.»

Soulignant que, dans le cas en espèce, la date de commencement des travaux de construction était reportée à une date indéterminée, le juge Hawkins cite le juge Sirois dans l'affaire *Marchand c. Simcoe County Board of Education*, (1986) 55 OR (2d) 638, selon laquelle, en insérant l'article 23 dans la Charte canadienne, les provinces acceptaient d'en supporter les conséquences financières. Il en vient à la conclusion qu'il serait inadmissible de permettre un retard dans le cas en espèce après avoir logé les élèves pendant sept ans dans des locaux temporaires et inadéquats. En conséquence, il ordonne que le projet de construction de l'école soit exempté du gel et que le ministère verse le montant de dix millions prévu pour mener à terme le projet.

## On the right to use the language of one's choice in Slovakia

Miklós Kontra  
Linguistics Institute  
Hungarian Academy of Sciences, Budapest

In less than six years two official Slovak language laws were passed in Slovakia, the first in 1990, the second on 15 November, 1995. The latter, called the law on the State language of the Slovak Republic, has come under considerable international scrutiny. "Slovaks further curb use of the Hungarian language," reported The New York Times (16 November, 1995), and "Language law raises ethnic fears" was the title of a report in The Globe and Mail (6 December, 1995). The Independent (2 December, 1995) told the story of the European Parliament threatening to suspend EU assistance to Slovakia and expressing grave concern at policies which "show insufficient respect for democracy, human and minority rights and the rule of law."

Slovakia is a country with serious economic and social problems in which the language issue seems to be in the center of creating a much belated nation-state whose sovereignty is felt endangered by many. About 15% of the country's population are non-Slovak. 600,000 indigenous ethnic Hungarians comprise over 10% of the population while smaller minorities include Roma, Czechs, Ruthenians, Ukrainians, Germans etc. The Hungarian minority lives in the southern part of the Slovak Republic; in over 400 towns and villages, Hungarians constitute the local majority of the population.

In what follows, I will present an English translation of the new Slovak law and will briefly analyze it from the point of view of a basic requirement in the Linguistic Society of America's recent statement on language rights: that speakers be allowed to express themselves, publicly or privately, in the language of their choice.

As I have no access to an official translation into English, I will present an unofficial translation of the law. The text below is based on two unofficial translations (one of which was released by the ČTK news agency in Prague on December 13, 1995), and has been checked against the official text of the Slovak law by Professor István Lanstyák of Comenius University, Bratislava.

### LAW OF THE NATIONAL COUNCIL OF THE SLOVAK REPUBLIC, OF NOVEMBER 15TH, 1995; ON THE STATE LANGUAGE OF THE SLOVAK REPUBLIC

The National Council of the Slovak Republic, proceeding from the fact that the Slovak language is the most important distinctive feature of the uniqueness of the Slovak nation, the most valuable piece of the cultural heritage and expression of sovereignty of the Slovak Republic and the general means of communication for its citizens, which guarantees them freedom and equality in dignity and rights<sup>1</sup> in the territory of the Slovak Republic, has approved the following law:

#### SECTION 1

##### Introductory provisions

(1) The State language in the territory of the Slovak Republic is the Slovak language.<sup>2</sup>

(2) The State language takes precedence over other languages used in the territory of the Slovak Republic.

(3) The law does not legislate the use of liturgical languages. The use of these languages is determined by the regulations<sup>3</sup> of the Church and religious communities.

(4) The law does not legislate the use of languages of national minorities and ethnic groups. The use of these languages is determined in other laws.<sup>4</sup>

#### SECTION 2

##### The State language and its protection

(1) The State

a) Provides the necessary conditions in the educational, academic and informational systems to enable each and every citizen of the Slovak Republic to learn and use the State language orally and in writing.

b) Takes care of the scientific study of the State language, its historical development, of the study of regional and social dialects, of the codification of the State language and of the raising of linguistic culture.

(2) The codified form of the State language is decreed by the Culture Ministry of the Slovak Republic (henceforth "the Culture Ministry") on the basis of proposals made by specialist Slovak language institutes.

(3) Any form of interference with the codified form of the State language which is not in line with its rules is inadmissible.

#### SECTION 3

##### The use of the State language in official contacts

(1) State organs and State organizations, organs of local government and public statutory organs<sup>5</sup> (henceforth "statutory organs") are obliged to use the State language in the performance of their tasks in the entire territory of the Slovak Republic. Proving an adequate level of competence in writing and speaking the State language is a condition for employment or similar work relationship and a condition for the performance of work agreed upon in a particular work activity in a statutory organ.

(2) Employees and functionaries of statutory organs, employees of public transport and communications, members of the armed forces, armed security services and other armed units and the fire department use the State language in official contacts.

(3) The State language is used in:

a) laws, government directives and other generally binding legal regulations, including regulations of organs of local government, rulings and other public documents.

b) sessions of statutory organs.

c) all official written material (registers, minutes, announcements, statistics, files, accounts, official records, information for the public, and so on) and written material of



the Church and other religious communities intended for the public.

d) official names of towns and parts of towns, signs denoting the names of streets and other public areas, other geographical names, such as names on State maps including maps of land registries; denoting the names of towns in other languages is legislated by a separate law.<sup>6</sup>

e) chronicles of communities. Occasional, foreign-language versions must be translations from the State language.

(4) Statutory organs and organizations established by them are obliged to use the State language in all information systems and mutual contacts.

(5) All paperwork submitted by citizens to statutory organs is in the State language.

(6) Every citizen of the Slovak Republic has the right to have his/her first and last names adjusted according to the rules of Slovak orthography free of charge.<sup>7</sup>

#### SECTION 4

The use of the State language in education

(1) The teaching of the State language is obligatory at all elementary and secondary schools. Languages other than Slovak are used as the languages of instruction and testing to the extent determined by other regulations.<sup>8</sup>

(2) Pedagogical workers in all schools and educational facilities in the territory of the Slovak Republic, with the exception of foreign pedagogues and language assistants, are obliged to master and use the State language in its written and spoken forms.

(3) All pedagogical documentation is in the State language.

(4) Textbooks and texts used in the teaching process in the Slovak Republic are published in the State language, except for textbooks and teaching materials in the languages of ethnic minorities, ethnic groups and other foreign languages. Their publication and use is covered by other laws.<sup>9</sup>

(5) The provisions of paragraphs 1, 2 and 4 do not apply to the use of the State language in teaching at universities, the teaching of other languages or teaching in other languages than the State language, or the use of textbooks or teaching materials in teaching at universities.

#### SECTION 5

Use of the State language in the mass media, at cultural events and at public meetings

(1) Radio and television broadcasting is in the State language throughout the Slovak Republic. The exceptions are

(a) foreign-language radio broadcasts and foreign-language television broadcasts composed of audiovisual works and other picture-and-sound recordings with subtitles in the State language or which in some other way meet the criteria of basic comprehensibility with regard to the State language,

(b) Slovak Radio's international foreign-language broadcasts, television and radio language courses and other programs with related aims,

(c) musical programs containing original texts.

The broadcast in national minority and ethnic group languages is regulated by separate provisions.<sup>10</sup>

(2) Other-language audiovisual works aimed at children under 12 years must be dubbed into the State language.

(3) Radio and television operators, presenters, announcers and editors are required to use the State language in broadcasts.

(4) Broadcasts by regional and local television channels, radio stations and radio facilities take place basically in the State language. Other languages may be used before the broadcast and after the broadcast of a given program in the State language.

(5) Periodical and non-periodical publications are published in the State language. Press publications issued in other languages are regulated by a separate provision.<sup>11</sup>

(6) Occasional publications designed for the public, catalogues for galleries, museums and libraries, programs for cinemas, theaters, concerts and other cultural events are issued in the State language. If necessary they may contain translations into other languages.

(7) Cultural and educational events take place in the State language, or in another language which meets the criterion of basic comprehensibility with regard to the State language. Exceptions are cultural events by national minorities, ethnic groups or with foreign guests, and musical works with original texts. The presentation of such programs must first take place in the State language.

(8) All participants in meetings or lectures in the Slovak Republic have the right to make their speeches in the State language.

#### SECTION 6

The use of the State language in the armed forces, armed units and in the fire department

(1) In the Army of the Slovak Republic, in the troops of the Interior Ministry of the Slovak Republic, in the Police Force, in the Slovak Intelligence Service, in the Prison and Justice Guards Corps of the Slovak Republic, in the railroad police of the Slovak Republic and in the municipal police forces, the State language is used in official contacts.

(2) All the official written material and documentation of the armed forces, armed security units, other armed units and fire departments is in the State language.

(3) Paragraph (1) does not relate to the air force during air operations and to the international activity of armed forces.

#### SECTION 7

The use of the State language in court and legal proceedings

(1) Dealings between the courts and citizens, court cases, legal proceedings, decisions and the minutes of court and legal organs are carried out and published in the State language.

(2) The rights of people belonging to ethnic minorities and ethnic groups or the rights of foreigners who are not competent in the State language, as set down in separate laws,<sup>12</sup> remain unaffected.

#### SECTION 8

The use of the State language in the economy, in services and in health care

(1) In the interest of consumer protection the use of the State language is compulsory in the indication of the contents of domestic or imported products, in instructions for the use of products, especially foodstuffs and medicines, in the conditions for guarantees and in other information for the consumer.<sup>13</sup>

(2) Legal documents relating to employment or similar work relationships are drawn up in the State language.

(3) Financial and technical documents, Slovak technical norms, the statutes of associations, societies, political parties, political movements and commercial enterprises are drawn up in the State language.

(4) Health care institutions conduct all their administration in the State language. Contact between health care employees and patients takes place usually in the State language; if the patient is a citizen or foreigner unfamiliar with the State language, then also in such a language in which they can understand each other.

(5) Proceedings before statutory organs regarding contracts shall take place in the State language.

(6) All signs, advertisements and announcements designed to inform the public, especially in shops, sports grounds, restaurants, in the streets, along and above the roads, at airports, bus and railroad stations, in railroad cars and in public transport must be in the State language. They may be translated into other languages, but the foreign-language texts must follow the State-language texts of the same size.

#### SECTION 9

Observance

The Culture Ministry monitors the observance of the obligations ensuing from this law. If it finds non-compliance, it alerts the legal entities or individuals in whose activities the non-compliance has occurred, and is authorized to call upon them to correct the illegal State of affairs.

#### SECTION 10

Fines

(1) If an illegal State of affairs is not corrected (section 9), the Culture Ministry can levy a fine of

a) up to 250,000 Slovak crowns for legal entities in breach of obligations in Section 4, Paragraph 4 and Section 8, Paragraphs 1, 3, 5 and 6.

b) up to 500,000 Slovak crowns for legal entities in breach of obligations set down in Section 5, Paragraphs 2 and 4.

c) up to 50,000 Slovak crowns for individuals licensed to carry out private business activities in breach of obligations set down in Section 4, Paragraph 4, Section 5, Paragraphs 2 and 4, and Section 8, Paragraphs 1, 3 and 5.

(2) In determining fines, the Culture Ministry considers the seriousness of the breach of legal obligations.

(3) Fines can be levied up to one year at the latest from the day on which the Culture Ministry discovers breach of legal obligations, but up to three years at the latest from when the breach of legal obligations occurred.

(4) Fines levied under this law are payable within 30 days after the decision determining a violation has gone into effect. General public administrative regulations<sup>14</sup> apply to the procedure on levying fines.

(5) Fines levied under this law are revenues of the State culture fund Pro Slovakia.<sup>15</sup>

#### SECTION 11

General and interim provisions

(1) The law does not pertain to the use of commonly used foreign words, specialist terms or new expressions for which there are no equivalent terms in the State language.

(2) The heads of statutory organs and other legal entities and individuals (Section 10, Paragraph 1) are responsible for complying with the provisions of this law.

(3) The costs for all changes to public signs and other texts according to this law are covered by the authorities concerned and other legal entities and individuals. These changes must be carried out within one year of the day the law comes into force.

(4) The State language for the purposes of Section 2, Paragraph 1, letters a) and b), Section 3, Paragraphs 1, 2 and Paragraph 3, letters a), c), d) and e), Section 4, Section 5, Paragraphs 5 and 8, Section 6, Paragraph 2, and Section 8, Paragraphs 1 to 5 is understood as being the Slovak language in its codified form (Section 2, Paragraph 2).

#### SECTION 12

Revoking provisions

This law revokes the law of the Slovak National Council (no. 428/1990 Zb.) on the official language of the Slovak Republic.

#### SECTION 13

This law takes effect on January 1st, 1996, with the exception of section 10 which takes effect on January 1st, 1997.

The President of the Slovak Republic

The Speaker of the National Council of the Slovak Republic

The Prime Minister of the Slovak Republic

\*\*\*

To understand the severity of the fines in Section 10 of the above law, readers should note, for instance, that the maximum fine which can be levied on a violator (legal entity) of Section 5, Paragraph 4 for failure to air a minority-language TV or radio program in its entirety in Slovak as well is 500,000 Crowns, which is equivalent to half the maximum fine for endangering Slovakia's nuclear safety (see Paragraph 17 of the law Zb.zak. 28/84 adopted on March 22, 1984). If a private businessman produces an audiovisual program in Hungarian for children under 12 and it is not dubbed into Slovak (violation of 5, 2), the maximum fine for that, 50,000 Crowns, is almost 17 times as much as the maximum fine for desecration of the Slovak national flag, a mere 3,000 Crowns according to law 372/1990. 50,000 Crowns equals about seven times the monthly salary of a tenured associate professor at a university.

\*\*\*

According to a critic of the English Language Amendment in the USA, the "real objection is that the amendment assumes that compulsion, not attraction, is the best way of spreading a language and a culture" (quoted by Marshall 1986: 62-3). It is this dichotomy of compulsion vs. attraction that lies at the heart of the very first principle in the Linguistic Society of America's Statement on Language Rights issued in 1996:

At a minimum, all residents of the United States should be guaranteed the following linguistic rights:

A. to be allowed to express themselves, publicly or privately, in the language of their choice.

(LSA Bulletin, No. 151, March 1996)

Under the Slovak State language Law, minority citizens of Slovakia (except Czechs, whose language meets "the criteria of basic comprehensibility with regard to the State language" — see Section 5, Paragraph 1, a of the law) do not have the right to use the language of their choice in the following domains of language use, among others:

- local government (according to Section 3, Paragraph 1);
- a public transport bus driver talking to a fellow driver on the job (3, 2);
- public announcements by local governments (3, 3, a);
- sessions of local government; teachers' meeting in a State school (?) (3, 3, b);
- church bulletins (3, 3, c);
- street signs (3, 3, d);
- written submissions to local governments (3, 5);
- elementary and secondary school-leaving certificates (4, 3);
- the presentation of the program of cultural events such as poetry recitation, concerts etc. (5, 7);
- legal documents relating to employment (8, 2);
- verbal contact between health care workers and patients (8, 4).

Under this law, in certain cases national and ethnic minorities may use a language other than the State language, but only at a cost. The use of a minority language is made costly, in a discriminatory fashion, in, for instance

- foreign audiovisual works aimed at children under 12 years, which must be dubbed into the State language (5, 2);
- broadcasts by regional and local television channels, radio stations and radio facilities, which must be broadcast in their entirety in the State language as well (5, 4);
- occasional publications designed for the public, catalogues for galleries, museums and libraries, programs for cinemas, theaters, concerts and other cultural events, which may contain translations into other languages (5, 6);
- all signs, advertisements and announcements designed to inform the public, especially in shops, sports grounds, restaurants, in the street, on roads, at airports, bus and railway stations, in prisons and in public transport, which may be translated into other languages than the State language (8, 6).

The LSA principle "to be allowed to express oneself, publicly or privately, in the language of one's choice" is endorsed by the overwhelming majority of professional linguists in the USA, but, as far as I know, has not been written into any language rights covenant or charter. It is nevertheless a forceful device to measure language laws with. For instance, one may think that Section 8 (4) of the Slovak law provides for a reasonable degree of linguistic freedom in physician — patient communication, but in light of the the LSA principle it is abundantly clear that this is not the case. The law forbids, at least implicitly, the use of Hungarian between a Hungarian doctor and a Hungarian patient, unless the patient is "unfamiliar with the State language." In other words it does not allow the

use of the language which serves the minority speakers' communicative purposes best.

#### Notes to the law

1 Constitution of the Slovak Republic: Article 12.

2 Constitution of the Slovak Republic: Article 6, Paragraph 1.

3 Law No. 308/1991 on Freedom of Religion and the Situation of Churches and Religious Associations.

4 For example, Law No. 141/1961 on Criminal Procedure, according to its newest amendments, the Law on Civil Procedure, Law No. 81/1966 on Periodical Press and Other Telecommunication Instruments, according to its newest amendments, Law No. 29/1984 on the System of Elementary and Secondary Schools (School Law), according to its newest amendments, SNC Law No. 254/1991 on Slovak Television, according to its newest amendments, SNC Law No. 255/1991 on Slovak Radio, according to its newest amendments, Law No. 191/1994 on the Designation of Localities in National Minority Languages.

5 For example, SNC Law No. 254/1991, according to its newest amendments, SNC Law No. 255/1991, Law No. 273/1994 on Health Insurance, the Financing of Health Insurance, the Creation of the General Health Care Insurance, and the Creation of Sectoral, Company and Civilian Health Insurance Companies, Law No. 274/1994 on Social Security, according to its newest amendments.

6 SNC Law No. 191/1994.

7 SNC Law No. 300/1993 on First Names and Surnames: Article 7, Paragraph 1.

8 Law No. 29/1984: Article 3 and Article 3A in light of the modifications of SNC Law No. 171/1990 and No. 230/1994.

9 Law No. 29/1984: Article 40, according to its newest amendments.

10 SNC Law No. 254/1991: Article 3, Paragraph 3, according to its newest amendments. SNC Law No. 255/1991: Article 5, according to its newest amendments.

11 Law No. 81/1966 on Periodical Press and Other Telecommunication Instruments, according to its newest amendments.

12 Civil Procedure: Article 18: Law No. 141/1961 on Criminal Procedure Article 2, Paragraph 14. Law No. 36/1967 on Experts and Interpreters. Decree No. 37/1967 of the Ministry of the Interior of the Slovak Republic on the Implementation of the Law on Experts and Interpreters, according to its newest amendments.

13 Law No. 634/1992 on Consumer Protection: Article 9, Paragraphs 1, 2 and Article 11. SNC Law No. 152/1995 on Food Products.

14 Law No. 71/1967 on Public Administrative Procedure.

15 SNC Law No. 95/1991 on the Pro Slovakia State Cultural Fund, according to its newest amendments.

Supplément au Bulletin du CCDL  
4:1 (Printemps 1997)

Supplement to CCLR-Bulletin  
4:1 (Spring 1997)

## DOSSIER: LANGUAGE RIGHTS IN THE UNITED STATES

Compiled by Ivana Caccia  
Canadian Centre for Linguistic Rights

### LANGUAGE POLICY IN THE UNITED STATES

Teresa Scassa,  
Assistant Professor of Law,  
Dalhousie Law School

(Abridged version of the essay  
published in *Towards a Language  
Agenda: Futurist Outlook on the  
United Nations, Proceedings of the  
Second Conference, University of  
Ottawa, 25-27 May 1995*, ed. by  
Sylvie Léger (Ottawa, Canadian  
Centre for Linguistic Rights,  
University of Ottawa, 1996) pp. 31-  
50.

It is a common (mis)conception that the United States is a mono-lingual nation with no significant language legislation or policy in place. This conception may have much to do with the fact that American language policy looks very different from that which exists in Canada or in other officially bilingual or multilingual nations. American language policy is far from uniform or systematic, and it is generally not conveniently labelled as such. Further, much language

policy in the United States is intricately tied to policies and debates about immigration both legal and illegal. As such, it is not regarded as language policy simpliciter, but rather as a dimension of the ongoing battle over the formulation or reformulation of an American national identity (or identities).

The linguistic history of the United States is a pluralistic one. The United States, when founded as a nation, contained a diversity of language groups of European and Native American origin. The flood of immigrants to America in the last two centuries has increased the number of languages spoken in the United States, as well as their geographical points of origin. Many of these immigrant languages are relegated to use only in the home or in small communities, and are expected to die out over time under pressures to assimilate to the dominant language. Other language communities have thrived, experiencing an

increase in political and economic power. Large Spanish-language communities exist in a number of the Southwestern states including Texas and California, as well as in Florida and New York state. It is estimated that more than thirty-one million Americans do not speak English at home. The number of different languages spoken in the United States has placed increasing pressure on a variety of institutions, including schools, social service agencies, courts and legal institutions, to provide access and services in languages other than English.

American language policy is complicated by the fact that the United States is a federal state. Thus, different states have taken a variety of approaches to the status of the English language in matters within their jurisdiction. These range from silence on the subject, to declarations of English as the sole official language.<sup>1</sup> In states which have declared



English the official language, constitutional amendments vary in force from symbolic pronouncements to detailed and all-encompassing attempts to regulate the use of languages in the state.

## I. INDIVIDUAL STATES AND THE STATUS OF THE ENGLISH LANGUAGE

At the federal level in the United States, there is no explicit constitutional declaration of an official language. Attempts to push through an English language amendment to the federal constitution have failed.<sup>2</sup> The situation is different at the state level. Eighteen states have amended their constitutions to make English the official language, and others have similar bills pending. English-only amendments in state constitutions cannot affect federal services and matters within federal jurisdiction. Nevertheless, their scope within the state is potentially broad.

English-only amendments to state constitutions can vary in scope. Some are mere declarations of English as the official state language which require further legislation for implementa-

tion. Others attempt to be much more far-reaching in their impact. An example of a more broadly worded amendment is Article XXVIII of the *Arizona Constitution* which not only provided for English as the only official language of that state,<sup>3</sup> but also provided that English must therefore be the "language of the ballot, the public schools and all government functions and actions." The extreme breadth of this constitutional amendment, in terms of its potential impact on language use by government officials, resulted in it being declared in violation of the First Amendment of the *United States Constitution*, as unduly restricting freedom of speech.<sup>4</sup>

In contrast to the situation in Arizona, the English-only amendment to the *California Constitution*, which provides that it is: "intended to preserve, protect and strengthen the English language...", was held by the Ninth Circuit court "to be primarily a symbolic statement concerning the importance of preserving, protecting, and strengthening the English language".<sup>5</sup> In the case of the California amendment, it may be significant that the

amendment itself provided for its enforcement "by appropriate legislation".

Another aspect of some English-only amendments is the possibility, which may be provided for in such amendments, for direct citizen action to force the legislature to take steps to implement the legislation. The California amendment specifically contemplates such action in s. 6(d), where it provides that: "Any person who is a resident of or doing business in the State of California shall have standing to sue the State of California to enforce this section ..."<sup>6</sup> This may "provide the means by which parties hostile to the provision of bilingual programs could challenge every form of language assistance currently available."<sup>7</sup> In fact, much of the rhetoric in favour of English-only amendments identifies bilingual ballots and bilingual education as a threat to American unity and society.

Another issue surrounding English-only amendments is their manner of enactment. Recent English-only amendments have taken place through processes such as the initiative and referendum. The initiative is different from

a referendum in that the proposed amendment may be drafted and put forward by any person or group for approval or rejection by voters.<sup>8</sup> The use of these techniques has resulted in "some of the most restrictively worded English-only legislation to date".<sup>9</sup> The referendum method is slightly different in that the measure put to the voters is one that has been passed by the legislature, but which will not take effect until it has received the approval of the voters.

## II. FEDERAL LEGISLATION AFFECTING LANGUAGE RIGHTS

A number of statutes, both federal and state, affect language rights in the United States. Some do so directly, others, such as the federal *Civil Rights Act*<sup>10</sup> do so in a more indirect manner.

### VOTING RIGHTS ACT

The *Voting Rights Act 1965*<sup>11</sup> provides significant language rights to specific non-dominant language communities by providing for bilingual ballots and voter assistance in designated areas. This guarantee of

access to the democratic process of Americans with limited facility in the dominant language was a significant victory for civil rights activists. Principles of paramountcy in the United States would see federal voting rights legislation prevail over any state law attempting to limit bilingual ballots and voter assistance where they are provided for under the *Voting Rights Act*.

### FEDERAL CIVIL RIGHTS ACT AND LANGUAGE DISCRIMINATION

Title VII of the federal *Civil Rights Act of 1964* sets out prohibited grounds of discrimination. As is the case with most human or civil rights legislation in Canada and the United States, language is not enumerated as a prohibited ground of discrimination. Nevertheless, Title VII does prohibit, *inter alia*, discrimination on the basis of national origin. Federal courts in the United States have developed a consistent line of jurisprudence which will protect individuals from intentional discrimination on the basis of language where language is clearly an aspect of national origin.<sup>12</sup> The case law linking language with national origin deals for the

most part with what has been termed "accent discrimination"<sup>13</sup> - that is, where individuals face discrimination because they speak with an accent which "betrays" their national origin.

*Garcia v. Spun Steak Co.* (999 F.2d 1480 (9th Cir. 1993))

O'Scannlain, Circuit Judge:

We are called upon to decide whether an employer violates Title VII of the Civil Rights Act of 1964 in requiring its bilingual workers to speak only English while working on the job. [...] we cannot conclude that those employees fluent in both English and Spanish are adversely impacted by the policy. Because they are able to speak English, bilingual employees can engage in conversation on the job [...] nonobservance is a matter of individual preference.

Nevertheless, the utility of the language-national origin link is limited. In *Garcia v. Gloor*<sup>14</sup> the Fifth Circuit Court held that while "[d]ifferences in language and other cultural attributes may not be used as a fulcrum for discrimination", a workplace rule requiring the exclusive use of the English language did not discriminate against a Spanish mother-tongue employee who could also speak some English. Language preference was thus not considered to be an

aspect of national origin. A more recent case came to a different conclusion. In *Gutierrez v. Municipal Ct.*,<sup>15</sup> the plaintiff challenged an English-only rule in her workplace. The Ninth Circuit Court found that "[t]he cultural identity of certain minority groups is tied to the use of their primary tongue."<sup>16</sup> The court rejected the idea that bilingual employees forfeited the relationship between their primary language and their national origin.

### **EQUAL EDUCATIONAL OPPORTUNITIES ACT AND BILINGUAL EDUCATION**

In 1974, the U.S. Supreme Court issued a landmark decision in *Lau v. Nichols*.<sup>17</sup> In that case, suit was brought on behalf of a number of Chinese mother-tongue students in the San Francisco Unified School District. The suit alleged that the children had been denied equal educational opportunities. The Supreme Court, finding in their favour, held that the children's rights under Title VI of the *Civil Rights Act* had been violated because of discrimination "on the ground of race, color, or national origin", in a program or activity involving federal

financing. The Court found that the Chinese speaking minority received fewer benefits from the education offered than did the English speaking majority, and placed a duty upon school districts towards those with limited proficiency in English. This case laid the foundation for what has come to be known as "bilingual education" in the United States.

Following the decision in *Lau v. Nichols*, Congress adopted the *Equal Educational Opportunities Act, 1974* (E.E.O.A.).<sup>18</sup> The E.E.O.A. prohibits the denial of equal educational opportunity to any individual on grounds of race, colour, sex, and national origin. The *Act* also provides that this denial could arise where the educational agency fails "to take appropriate action to overcome language barriers that impede equal participation by its students in its instructional programs".<sup>19</sup>

### **III. CONSTITUTIONAL PROTECTION OF LANGUAGE RIGHTS**

The United States' constitution contains no reference to language, even

though at the time of its drafting, the United States was a linguistically diverse nation. It has been suggested that reasons for the deliberate avoidance of an official language declaration included a desire to attract new immigrants and a belief that individual choice would better suit the rising spirit of democracy.<sup>20</sup> Yet in spite of this constitutional silence as to language, American courts in recent years have declared English the official or national language, often confusing the terms in the process.

*Yniguez v. Arizonans for Official English* (69 F.3d 920 (9th Cir. 1995))

Reinhardt, Circuit Judge:

In our diverse and pluralistic society, the importance of establishing common bands and a common language between citizens is clear. Equally important, however, is the American tradition of tolerance, a tradition that recognizes a critical difference between encouraging the use of English and repressing the use of other languages.

An official language is the language of government and its institutions. A national language has a more symbolic function related to national identity. English is legitimately described as the

unofficial common language of the United States, and on that basis, it could be argued that it is the *de facto* "national" language. But the tendency of courts to refer to English as an official language would make English the only legal language of government, its institutions and services – as it has in fact been treated in those decisions which "deem" English the official language. Given the meaning which official language status has acquired in the United States through such groups as U.S. English (U.S.E.) and English First, this would impose a significantly more rigid legal structure for language in the United States than actually exists under the constitution.<sup>21</sup>

Legislation limiting the use of languages other than English in the United States has often been enacted in response to perceived threats to or incursions on the so-called national "identity". Rising immigration in the mid-1800's led to the first attempts to place some sort of language-related restrictions on entry into the United States and access to its democratic institutions.<sup>22</sup> English literacy requirements for voting first appeared in Connecticut and Massachu-

setts.<sup>23</sup> The end of the nineteenth and the beginning of the twentieth century saw voter literacy requirements sweep across the United States. It has been clearly established that the intent of such laws was discriminatory and exclusionary: in the North, the legislation was aimed at immigrants, and in the South it was directed against African Americans. Literacy tests were originally found by the United States' Supreme Court to be related to standards for the "intelligent use of the ballot" and neutral as to race, creed, color and sex.<sup>24</sup> Nevertheless, in the 1960's laws establishing such tests were found to target and deprive certain groups of their right to vote on the basis of race or national origin.<sup>25</sup> Such laws were found to violate the equal protection guarantees of the fourteenth amendment of the U.S. Constitution.

The constitutional due process guarantee may also provide some limited protection of language rights. In *Meyer v. Nebraska*,<sup>26</sup> a state law making English the exclusive language of instruction in schools was struck down by the United States Supreme Court because it violated the constitutional due process

guarantee. The court found that the Fourteenth Amendment guaranteed the right of the plaintiff to teach the German language and the right of parents to engage him to teach their children.<sup>27</sup> The state legislation was found to exceed the limitations of state jurisdiction and violate the constitutional rights of the plaintiff: "the statute as applied is arbitrary and without reasonable relation to any end within the competency of the State."<sup>28</sup> It could be argued today that the issue the court was addressing related to the right of privacy and family autonomy with respect to choosing the language(s) in which a child is to be instructed. Thus a certain element of choice regarding language of instruction might be constitutionally protected, although this right to choice might be limited to instruction in second or third languages in *addition* to rather than in place of, the dominant language.

The First Amendment to the constitution has also provided some protection for language rights. In *Yniguez v. Mofford*,<sup>29</sup> the English-only amendment to the Arizona Constitution was found unconstitutional

because it violated the overbreadth doctrine of the First Amendment.<sup>30</sup> According to the reasoning in *Yniguez*, the right to speak in a language of one's choice constitutes part of the freedom of speech protection of the First Amendment. Further, the freedom of speech would seem to include the right to use language of choice in public functions.<sup>31</sup> In fact, it has been argued that English-only amendments to state constitutions which attempt to go beyond symbolic declarations may fall easily foul of the First Amendment.

#### IV. PROTECTING INDIGENOUS OR MINORITY LANGUAGES

Some attempts have been made in the United States, either at the federal or the state level, to protect or promote particular minority or indigenous languages. One early attempt was the establishment, by the state of Louisiana, of the Council for the Development of French in Louisiana (CODOFIL) in 1968, as a state agency "empowered to develop, utilize, and preserve the French language and heritage in Louisiana".<sup>32</sup> In 1974, an amendment to the Constitu-

tion of Louisiana endorsed efforts of citizens of the state to "preserve, foster, and promote their respective historic, linguistic and cultural origins".<sup>33</sup> Although this article does not mention the French language or Acadian culture specifically, it is clear from the history of attempts to include it in the constitution, that this section was aimed at the Acadian community of Louisiana.<sup>34</sup>

The recent enactment of the *Native American Languages Act*<sup>35</sup> marks the beginning of the recognition of indigenous languages in the United States. Coming after more than two centuries of policies of forced and coerced assimilation, this *Act* is an important concession on the part of the government, in recognition of the significance of indigenous languages. It is perhaps too early to tell whether the concessions will be more than symbolic. The *Act* acknowledges the duty of the American government to act together with indigenous peoples to "ensure the survival of these unique cultures and languages."<sup>36</sup> The *Act* also makes the link between language, culture, and identity, and the centrality of language to the preservation and transmission

of culture, literature, history, religion and political institutions.

The *Act* is chiefly directed towards the development of educational programmes which use indigenous languages as the media of instruction. It also allows for the use of indigenous languages in the conduct of business within indigenous communities. The *Act* does not preclude or limit in any way the teaching of English to indigenous peoples. The *Act* is aimed at facilitating what has been described as "Indian language renewal",<sup>37</sup> and constitutes a striking departure from former government policy.

#### V. CONCLUSION

Although the United States Constitution does not provide any structure for language policy, language has always been both a political and a legal issue in the United States. In the last few decades, language has achieved much greater prominence in legislation and adjudication, as it becomes a growing source of tension and conflict. While there is no constitutionally entrenched official language, courts in the United States

have acknowledged English as the official, national, or common language of the nation. Neither the constitution nor human rights legislation in the United States provide for any minimum language rights. Nevertheless, some limited protections may be available. Although rights-related statutes do not prohibit discrimination on the basis of language, aspects of language, such as accent and fluency, have been read by the courts into concepts of "race" and "national origin".

#### ENDNOTES

1. *Hawaii State Const.* Art. XV, §4 (1978) reads: "English and Hawaiian shall be the official languages of Hawaii, except that Hawaiian shall be required for public acts and transactions only as provided for by law."
2. Such attempts have been made repeatedly since 1981: see Rodolfo O. De La Garza & Armando Trujillo, "Latinos and the Official English Debate in the United States: Language is not the Issue" in David Schneiderman, ed. *Language and the State / Langue et État* (Montréal: Yvon Blais, 1991) at 209.
3. *Arizona State Const.* Art. XXVIII (1988) at §1.
4. *Yniguez v. Mofford*, 69 F.3d 920 (9th Cir. 1995).
5. *Gutierrez v. Municipal Court of S.E. Judicial Dist.*, 838 F.2d 1031 at 1044 (9th Cir. 1988).
6. *California Const.* art III, §6(d).

7. Laura A. Cordero, "Constitutional Limitations on Official English declarations" (1990) 20 *New Mexico Law Review* 17 at 18.
8. The *Florida Official English Amendment*, Fla Const. Art. II §9 is an example of one put forward by the initiative method.
9. Michele Arington, "English-Only Laws and Direct Legislation: The Battle in the States over Language Minority Rights" (1991) 7 *Journal of Law and Politics* 325 at 343.
10. *Civil Rights Act of 1964*, 42 U.S.C.A. §2000a et seq.
11. 42 U.S.C. §1973aa-1a (1981 & Supp. 1993), as amended in 1975, extended in 1982, and in 1992 as the *Voting Language Assistance Act of 1992*.
12. *Berke v. Ohio Dept. of Public Welfare*, 628 F.2d 980 at 981 (6th Cir. 1980); *Fragante v. City and County of Honolulu*, 888 F.2d 591 at 596 (9th Cir. 1989) ("Accent and national origin are obviously inextricably intertwined in many cases."); *Carino v. Univ. of Oklahoma Bd. of Regents*, 750 F.2d 815 (10th Cir. 1984); *Bell v. Home Life Ins. Co.*, 596 F.Supp. 1549 (D.N.C. 1984).
13. Mari J. Matsuda, "Voices of America: Accent, Antidiscrimination Law, and a Jurisprudence for the Last Reconstruction" (1991) 100 *Yale Law Journal* 1329 (coining term "accent discrimination").
14. 618 F.2d 264 (5th Cir. 1980), cert. denied, 449 U.S. 1113 (1981).
15. 838 F.2d 1031 (9th Cir. 1988), vacated as moot, 109 S.Ct. 1736 (1989).
16. *Ibid.* at 1039.
17. 414 U.S. 563 (1974).

18. 20 U.S.C. §§1701-20 (Supp. V 1975).
19. *Ibid.* at §1703(f).
20. Laura A. Cordero, "Constitutional Limitations on Official English Declarations" (1990) 20 *New Mexico Law Review* 17 at 19.
21. This seems to be contradicted by *Meyer v. Nebraska*, 262 U.S. 390 (1923).
22. There continues to exist an English language literacy requirement for citizenship in the United States: 8 U.S.C. §1423 (1988).
23. *Public Acts* (1851-54) Pt. 4, 128 (Conn.); *Acts and Resolves* (1856-57), 852 (Mass.).
24. *Lassiter v. Norrthampton Election Board*, 360 U.S. 45 (1959).
25. *Louisiana v. United States*, 380 U.S. 145 (1965).
26. 262 U.S. 390 (123).
27. *Ibid.* at 400. The Court stated that: "The protection of the Constitution extends to all those who speak other languages as well as those born with English on the tongue. Perhaps it would be highly advantageous if all had ready understanding of our ordinary speech, but this cannot be coerced by methods which conflict with the Constitution..." (*ibid.* at 401).
28. *Ibid.* at 403. Note, however, that the Court found that it would be within the authority of the State to require that all schools teach, as a minimum, English; *ibid.* at 402.
29. *Yniguez v. Mofford*, 730 F.Supp. 309 (D. Ariz. 1990); 42 F.3d 1217 (9th Cir. 1994); aff'd 69 F.3d 920 (9th Cir. 1995).
30. 730 F.Supp. 309 at 314 (D.Ariz. 1990).

31. Compare this with the rights guaranteed to public officials by virtue of s. 133 of the Canadian Constitution. In interpreting this provision, Beetz J. of the Supreme Court of Canada observed: "the language rights then protected are those of litigants, counsel, witness, judges and other judicial officers who actually speak, not those of parties or others who are spoken to; and they are those of the writers or issuers of written pleadings and processes, not those of the recipients or readers thereof."; *Macdonald v. City of Montreal*, [1986] 1 S.C.R. 460 at 483.
32. James Harvey Domengeaux, "Native-Born Acadians and the Equality Ideal" (1986) 46 *Louisiana Law Review* 1151 at 1192.
33. *Const. of Louisiana*, art. XII, §4.
34. See Juan F. Perea, "Demography and Distrust: An Essay on American Languages, Cultural Pluralism and Official English", (1992) 77 *Minnesota Law Review*, 269 at 326.
35. *Public Law* 101-477 [S. 2167]; 30 October 1990.
36. *Ibid.* §102.
37. William L. Leap, "Indian Language Renewal" (1988) 47 *Human Organization* 283 (documenting the resurgence in interest in indigenous languages, and outlining peculiarities and problems which must be addressed in reviving these languages).

\* \* \*

## U.S. LEGISLATION ON ENGLISH AS OFFICIAL LANGUAGE AND MINORITY LANGUAGE RIGHTS

### State Constitutions and Statutes

- Alabama Constitution**, amend. 509 (1990)
- Arizona State Constitution**, art. XXVIII (1988).
- Arkansas Code Annotated**, §1-4-117 (1987) (Michie Supp. 1993)
- California Constitution**, art. III, § 6 (1986)
- Colorado Constitution**, art. 2., §30a (1988)
- Florida Constitution**, art. II § 9
- Hawaii State Constitution**, art. XV, § 4 (1978)
- Illinois Annotated Statutes**, ch. 5, para 460/20 (1923) (Smith-Hurd 1993)
- Indiana Code Annotated**, §1-2-10-1 (1984) (West Supp. 1993)
- Kentucky Revised Statutes Annotated**, §2.013 (Michie/Bobbs-Merrill 1990)
- Louisiana Constitution**, art. XII, § 4
- Mississippi Code Annotated**, §3-3-31 (1991)
- Nebraska Constitution**, art. 1, §27 (1920)
- North Carolina Gen. Statutes**, §145-12 (1987)
- North Dakota Cent. Code**, §54-02-13 (1987)
- South Carolina Code Annotated**, §§1-1-698(Law.Co-op Supp. 1993)
- Tennessee Code Annotated**, §4-1-404 (1984)
- Virginia Code Annotated**, §22.1-212.1 (1981)

### Federal Legislation

- Native America Languages Act**, Public Law 101-477 [S. 2167] (30 October 1990)
- Civil Rights Act of 1964**, 42 U.S.C.A. § 2000a *et seq.*
- Equal Educational Opportunities Act**, 1974, 20 U.S.C. §§ 1701-20 (Supp. V, 1975).
- Voting Rights Act**, 42 U.S.C. section 1973aa-1a (1981 & Supp. 1993), as amended in 1975, extended in 1982, and in 1992 as the *Voting Rights Language Assistance Act of 1992*.

\* \* \*

## UPDATE

In December 1996, the U.S. Supreme Court heard in appeal *Yniguez v. Arizonans for Official English* and struck down the decision of the lower court which had declared the amendment to the Arizona Constitution requiring all State employees to use only English in their dealings with the public as unconstitutional. In its unanimous ruling written by Justice Ruth Bader Ginsburg, the U.S. Supreme Court ignored the constitutional issue of English as the official language and focused on the procedural matters, including the fact that Maria-Kelly Yniguez, the originator of the constitutional challenge had ceased to be an employee of the State government and the case at bar was, thus, moot. Justice Ginsburg, nevertheless, noted in her judgment that another challenge to the constitutionality of the provision was before the Arizona State Supreme Court and that a definitive ruling on the constitutional issue was still possible.

## U.S. CASELAW ON MINORITY LANGUAGE RIGHTS

### Bilingual Education

**Castaneda v. Pickard** 648 F.2d 989 (5th Cir. 1981) (the term "appropriate action" in the Equal Educational Opportunity Act of 1974 seems to include bilingual education as well as alternative instructional approaches that insist more heavily on mastering English language)

**Keyes v. School District No. 1** 576 F.Supp. 673 (D.Colo. 1983) (involved Title VI of the Civil Rights Act of 1964 and the 1970 Office of Civil Rights Guidelines on educational rights of linguistic minority students and the school district discretion)

**Lau v. Nichols** 414 U.S. 563 (1974) (under Title VI of the Civil Rights Act of 1964, U.S. Supreme Court rules that all school districts in the U.S. with more than 20 limited-English students from a single language background must inform the Office of Civil Rights regarding the programs they are offering to these students; the court declined to treat the case under the equal protection provision of the 14th Amendment)

**Meyer v. Nebraska** 262 U.S. 390 (1923) (the Supreme Court upholds the right of States to make English the official language of instruction; it also declares unconstitutional restrictions on complementary or supplementary second language efforts by minority ethnic groups)

**Morales v. Shannon** 366 F. Supp. 813, aff'd in part and rev'd in part on other grounds 516 F.2d 411 (equal

protection clause of the 14th Amendment does not require separate programs of instruction in other than the English language for students who are deficient in English; constitutional rights are individual rights and not group rights)

**Northwest Arctic School District v. Califano** No. A-77-216 (D. Alaska, Sept. 29, 1978) (school district discretion under Title VI and the 1970 Office of Civil Rights Guidelines)

### Discrimination

**Hernandez v. Erlenbusch** 368 F.Supp. 752 (D.Or. 1973) (a tavern's policy against the speaking of any "foreign" language was unlawful racial discrimination against Hispanic-Americans)

**Hernandez v. Texas** 347 U.S. 475 (1954) (discrimination on the basis of ancestry or national origin includes discrimination based on language characteristics)

**Loiseau v. Dept. of Human Resources of the State of Oregon** 587 F.Supp. 1211 (D.Or. 1983) (discrimination based on national origin includes discrimination based on language characteristics, eg. accent, fluency)

### Discrimination in Employment

**Bell v. Home Life Ins. Co.** 596 F. Supp. 1549, 36 BNA FEP Cas 440 (1984) (foreign accent falls within the EEOC definition of a "linguistic characteristic of a national origin", and proof that the plaintiff was discriminated against because of his accent would establish a prima facie case of discrimination based on national origin)

**Berke v. Ohio Department of Public Welfare** 628 F.2d 980 (6th Cir. 1980) (a nurse denied promotion because of her Polish accent)

**Carino v. University of Oklahoma Bd. of Regents** 750 F.2d 815, 36 BNA FEP Cas 826, 35 CCH EPD ¶34850 (1984) (discrimination based on a foreign accent may be probative of an intent to discriminate on the basis of national origin)

**Dimaranan v. Pomona Valley Hospital Medical Center** 775 F.Supp. 338 (C.D.Cal. 1991) (need for cohesion of a work team may justify prohibiting the use of different languages)

**Fragante v. City and County of Honolulu** 699 F.Supp. 1429 (D. Hawaii 1987), aff'd 888 F.2d 591 (9th Cir. 1989) (language - eg. accent or fluency - is a characteristic of a national origin, even race, and is subject to strict scrutiny as possible ground for discrimination; adverse employment decision, however, may be predicated upon an individual's accent when - but only when - it interferes materially with his/her job performance)

**Frontera v. Sindell** 522 F.2d 1215 (6th Cir. 1975) (no constitutional right to a civil service examination in Spanish)

**Garcia v. Gloor** 618 F.2d 264 (5th Cir. 1980), cert. denied 449 U.S. 1113 (1981) (English-only rule at workplace: not allowing a bilingual person to work in the language of one's preference - native tongue, for instance (Spanish in the case at bar) - is not considered to be an aspect of discrimination based on national origin)



**Garcia v. Rush-Presbyterian-St. Luke's Medical Center** 660 F2d 1217 (7th Cir. 1981) (some proficiency in English requirement in a hospital job is justifiable in order to ensure an adequate communication with patients)

**Garcia v. Spun Steak Co.** 998 F2d 1480 (9th Cir. 1993), cert den. 114 S.Ct. 2726 (1994) (English-only rule applied to bilingual employees is not a *per se* violation of Title VII: Title VII does not protect an employee's ability to express his cultural heritage at work because it only addresses "disparities in the treatment of workers"; the court, however, concedes that an "English-only rule in the workplace may disproportionately affect Hispanic employees" and that an individual's primary tongue provides "an important link to his ethnic culture and identity")

**Gutierrez v. Municipal Court of S.E. Judicial District** 838 F2d 1031 (9th Cir. 1988) (vacated as moot, 57 U.S. L.W. 3687 (April 18, 1989), 109 S.Ct. 1736 (1989) ("cultural identity of certain minority groups is tied to the use of their primary tongue"; bilingual employees do not forfeit the relationship between their primary language and their national origin)

**Jones v. United Gas Imp. Corp.** 68 F.R.D. 1 (E.D.Pa. 1975)

**Jurado v. Eleven-Fifty Corp.** 813 F2d 1406 (9th Cir. 1988) (no disparate treatment based on national origin of a local bilingual radio disc-jockey of Hispanic-American and Native-American origin who used Spanish on the air and was dismissed by the station which was applying the English-only rule for marketing reasons)

**Patterson v. McLean Credit Union** 109 S.Ct. 2363 (1989)

**Saucedo v. Brothers Well Serv., Inc.** 464 F. Supp. 919 (S.D. Tex. 1979) (a rule that Spanish cannot be spoken on the job has a disparate impact upon Hispanic American employees; the question is whether by a preponderance of the evidence such a rule is a business necessity)

**Shieh v. Lyng** 710 F.Supp. 1024 (E.D.Pa. 1989) (demotion of a researcher who is unable to produce the required research paper because of lack of proficiency in English is justified)

**Wards Cove Packing Co.Inc. v. Antonio** 109 S.Ct. 2115 (1989) (English-only rule is a matter of safety and efficiency)

**Yniguez v. Arizonans for Official English** 42 F3d 1217 (9th Cir. 1994), 69 F3d 920 (9th Cir. 1995), petition for cert. filed, 64 U.S.L.W. 3439 (U.S. Dec.20, 1995) (government employees do not have an absolute right to speak the language of their choice; the government is entitled to restrict inappropriate language when it hinders job performance)

**Xieng v. Peoples National Bank** 844 P2d 389 (Wash. 1993) (failing to promote an employee because of his foreign accent when the accent does not interfere with the employee's job performance amounts to discrimination based on national origin)

#### *Discrimination in the Provision of Services*

**Carmona v. Sheffield** 475 F2d 738 (9th Cir. 1973) (no constitutional right to require interpretation and

Spanish-language forms in the provision of unemployment insurance programs)

**Guerrero v. Carlson** 512 P2d 833 (1973), 9 Cal. 3d 808, 109 Cal.Rptr. 201 (1973) (the meaning of the words "appropriate notice of termination" of a social benefit service: does it apply to the language in which it is written, Spanish or English, so that a client understands it?)

**Mendoza v. Levine** 412 F.Supp. 1105 (S.D.N.Y. 1976), 91 F.R.D. 91 (1981), 560 F.Supp. 284 (1983) (provides a study of the effects of the language discrimination)

**Soberal-Perez v. Heckler** 717 F2d 36 (2nd Cir. 1983) (there is no constitutional right to require Spanish language social security forms and instructions)

**Yniguez v. Arizonans for Official English** 42 F3d 1217, 1220-21 (9th Cir. 1994), 69 F3d 920 (9th Cir. 1995), petition for cert. filed, 64 U.S.L.W. 3439 (U.S. Dec.20, 1995) (Art. 28 of the Arizona Constitution, which requires government officials to communicate with the public only in English "obstructs the free flow of information and adversely affects the rights of many private persons by requiring the incomprehensible to replace the intelligible")

#### *Fair Trial*

**Cervantes v. Cox** 350 F2d 855 (10th Cir. 1965) (A Spanish-speaking defendant has no right to a Spanish-speaking attorney)

**Cortez v. Weinberger** Pov.L.Rep. (CCH) ¶22,347 (E.D.Pa. 1975) (a trial involving a person with hearing disability who has no legal

assistance and no interpreter is unfair)

**Gardiana v. Small Claims Court for San Leandro-Hayward Judicial Dist.** (1st Dist 59 Cal. App. 3d 412, 130 Cal. Rptr. 675 (where there is uncontradicted evidence that the witness does not speak or understand English, it would be an abuse of discretion to fail to appoint an interpreter)

**Guerrero v. Harris** 461 F. Supp. 583 (S.D.N.Y. 1978) (no right to an interpreter where the defendant is conversed in English)

**Jara v. Municipal Court** 21 Cal.3d 181, 578 P2d 94, 145 Cal.Rptr. 847 (1978) (no constitutional right to a court-appointed interpreter in civil cases)

**Nloum v. Commonwealth** 128 Ky 685, 108 SW 945 (the court has the power to appoint an interpreter when the language spoken by a party or a witness is not English)

**People v. Estrada** 176 Cal.App. 3d 40, 221 Cal.Rptr. 922 (1986) (implicit recognition of the right to two interpreters)

**Perovich v. United States** 205 U.S. 86 (1907) (appointment of an interpreter is discretionary)

**Santana v. New York City Transit Authority** 132 Misc 2d 777, 505 NYS 2d 775

**State v. Natividad** 111 Ariz 191, 526 P2d 730 (the court should exercise its discretion as to whether to appoint an interpreter)

**State v. Neave** 117 Wis. 2d 359, 344 N.W. 2d 181 (1984) (no constitutional right to an interpreter in a criminal case)

**State v. Pham** 234 Kan. 649, 675 P2d 848 (1984)

**State v. Rios** 112 Ariz. 143, 539 P2d. 900 (1975) (a bilingual attorney cannot serve as the client's interpreter)

**Tejeda-Mata v. Immigration and Naturalization Service** 626 F2d 721 (1980) (right to an interpreter in a deportation hearing)

**United States v. Desist** 384 F2d 889 (2d Cir. 1967) (no right to an interpreter where judge speaks the language of the defendant)

**United States ex rel Negron v. New York** 434 F2d 386 (2d Cir. 1970) (right to an interpreter is an integral part of the right to be present at one's own trial)

#### *Official English*

**Gutierrez v. Municipal Court of S.E. Judicial District** 838 F2d 1031 (9th Cir. 1988) (vacated as moot, 57 U.S. L.W. 3687 (April 18, 1989), 109 S.Ct. 1736 (1989) (official language constitutional provision in California is primarily a symbolic statement and requires enforcement by appropriate legislation to have force of law)

**Meyer v. Nebraska** 262 U.S. 390 (1923) (the Supreme Court upholds the right of States to make English the official language of instruction; it also declares unconstitutional to restrict complementary or supplementary second language efforts by various ethnic groups)

**Puerto Rican Organization for Political Action v. Kasper** 490 F2d 575 (7th Cir. 1973) (a simple declaration of English being the official language of Illinois has only a symbolic impact, equivalent to the

declaration of a state bird or a state song)

**Yniguez v. Arizonans for Official English** 42 F3d 1217, 1220-21 (9th Cir. 1994), 69 F3d 920 (9th Cir. 1995), petition for cert. filed, 64 U.S.L.W. 3439 (U.S. Dec.20, 1995) (Art. 28 of the Arizona Constitution, which declares English the official state language and provides that all government officials and employees perform government business only in English, violates the First Amendment and constitutes a prohibited means of promoting the English language)

#### *Voting Rights*

**Lassiter v. Northampton Election Board** 360 U.S. 45 (1959) (voters' literacy tests necessary to ascertain the "intelligent use of the ballot")

**Louisiana v. United States** 380 U.S. 145 (1965) (voters' literacy tests are targeted and result in depriving certain groups of their right to vote on the basis of race or national origin)

**Trujillo-Hernandez v. Farrell** 503 F2d 954, cert den. 421 U.S. 1977, 44 L. Ed. 2d 468, 95 S.Ct. 1976) (challenge to the validity of the English language requirement test dismissed as nonjustifiable under 8 USCS ¶ 1423)

\*\*\*

## BIBLIOGRAPHY ON MINORITY LANGUAGE RIGHTS IN USA

### GENERAL STUDIES

Averbach, Andrew P. "Language Classifications and the Equal Protection Clause: When Is Language a pretext for Race or Ethnicity?" (1994) 74 Boston University Law Review, pp. 481-504.

Chiswick, Barry R., ed. Immigration, Language, and Ethnicity: Canada and the United States (Washington, DC: AEI Press, distributed by University Press of America, 1992)

De la Garza, Rodolfo & Armando Trujillo. "Latinos and the Official English Debate in the United States: Language Is Not the issue", in: Language and the State: The Law and Politics of Identity. Proceedings of the Second National Conference on Constitutional Affairs, ed. by David Schneiderman. (Covansville, QC: Les ditions Blais for Centre for Constitutional Studies, 1991) pp. 209-226.

De la Peña, Fernando. Democracy or Babel: The Case for Official English (1991)

Hornberger, Nancy H. "Bilingual Education and English-Only: A Language-Planning Framework", (1990) 508 Annals of the American Academy of Political and Social Science, pp. 12-26.

Imahara, Kathryn K. & Ki Kim, "English Only - Racism in Disguise: An Analysis of Dimaranan v. PVHMC" (1992) 23 University of West Los Angeles Law Review, pp. 107-

Juarez, Jr., J.R. "The American Tradition of Language Rights: The Forgotten Right to Government in a 'Known Tongue'", (1995) 13 Law & Inequality, pp. 443-642.

Lowrey IV, Frank M. "Through the Looking Glass: Linguistic Separatism and National Unity", (1992) 41 Emory Law Journal, pp. 223-319.

Matsuda, M.J. "Voices of America: Accent, Antidiscrimination Law, and a Jurisprudence for the Last Reconstruction", (1991) 100 Yale Law Journal, pp. 1329-1407.

Moran, Rachel F. "Irritation and Intrigue: The Intricacies of Language Policy", (1991) 85 Newark University Law Review, pp. 790-

Perea, Juan F. "Demography and Distrust: An Essay on American Languages, Cultural Pluralism, and Official English", (1992) 77 Minnesota Law Review, pp. 269-373.

Piatt, Bill. Only English? Law and Language Policy in the United States? (Albuquerque, NM: University of New Mexico Press, 1990)

Piatt, Bill. "Towards a Domestic Recognition of a Human Right to Language", (1986) 23 Houston Law Review, pp. 885-906.

Scassa, Teresa. "Language Policy in the United States", in: Towards a Language Agenda: Futurist Outlook on the United Nations. Proceedings of the Second Conference. University of Ottawa, 25-27 May 1995, ed. by Sylvie Léger. (Ottawa: Canadian Centre for Linguistic Rights, University of Ottawa, 1996) pp. 31-50.

Simon, Lisette E. "Hispanics: Not a Cognizable Ethnic Group", (1994) 63 University of Cincinnati Law Review, pp. 497-522.

Zoglin, Kathryn J. "Recognizing a Human Right to Language in the United States", (1989) 9 Boston College Third World Law Journal, pp. 15-37.

Veltman, Calvin. "Croissance et anglicisation de la population hispano-américaine", in: Langues et droit. Actes du Premier Congrès de l'Institut international de droit linguistique comparé, 27-29 avril 1988. Université du Québec à Montréal, sous la direction de Paul Pupier et José Woehrling. (Montréal: Wilson & Lafleur, 1989) pp. 487-495.

### ENGLISH AS OFFICIAL LANGUAGE

Angstreich, Scott H. "Speaking in Tongues: Whose Rights at Stake? Yniguez v. Arizonans for Official English, 69 F.3d 920 (9th Cir. 1995) (en banc)", (1996) 19:2 Harvard Journal of Law and Public Policy, pp. 634-643.

Arlington, Michele, "English-Only Laws and Direct Legislation: The Battle in the States Over Language Minority Rights", (1991) 7 Journal of Law and Politics pp. 325-352.

Baron, Dennis. The English-Only Question: An Official Language For Americans? (New Haven: Yale University Press, 1990)

Califa, Antonio J. "Declaring English the Official Language: Prejudice Spoken Here", (1989) 24 Harvard Civil Rights - Civil Liberties Law Review, pp. 293-348.

"Constitutional. Law - First Amendment - Ninth Circuit Invalidates Arizona Constitution's Official English Requirement - Yniguez v. Arizonans for Official English, 69 F.3d 920 (9th Cir. 1995) (en banc), cert. granted, 64 U.S.L.W. 3635 (U.S. Mar. 26, 1996) (No. 95-974)", (1996) 109 Harvard Law Review, pp. 1827-1832.

Cordero, Laura A. "Constitutional Limitations on Official English Declarations", (1990) 20 New Mexico Law Review, pp. 17-53.

Gallegos, Bee, ed. English - Our Official Language? (H.W. Wilson Co, March 1994)

Garfield, Daniel J. "Don't Box Me In: The Unconstitutionality of Amendment 2 and English Only Amendments", (1995) 89 Northwestern University Law Review pp. 690-740.

Greenspan, D.M. "Florida's Official English Amendment", (1994) 18 Nova Law Review, pp. 891-917.

Liebowicz, Joseph. "The Proposed English Language Amendment: Shield or Sword", (1985) 3 Yale Law and Policy Review, pp. 519-550.

Marshall, D.F. "The Question of An Official Language: Language Rights and the English Language Amendment", (1986) 60 International Journal of the Sociology of Language, pp. 7-75.

"Official English": Federal Limits on Efforts to Curtail Bilingual Services in the States", (1987) 100 Harvard Law Review, pp. 1345-1362.

Schmid, Carol, "Language Rights and the Legal Status of English-

Only Laws in the Public and Private Sector", (1992) 20 North Carolina Centennial Law Journal, pp. 65-91.

Solé, A. "Official English: A Socratic Dialogue/Law and Economics Analysis", (1993) 45 Florida Law Review, pp. 803-834.

### ENGLISH ONLY MOVEMENT

Adams, Mark L. "Fear of Foreigners: Nativism and Workplace Language Restrictions", (1995) 74 Oregon Law Review, pp. 849-908.

Crawford, James (ed.) Language Loyalties: A Source Book on the Official English Controversy (1992)

Perea, Juan F. "Los Olvidados: On the Making of Invisible People", (1995) 70 New York University Law Review, pp. 965-991.

Tarver, Heidi. "Language and Politics in the 1980s: The Story of U.S. English", (1989) 17:2 Politics & Society, pp. 225-245.

Tatalovich, Raymond. Nativism Reborn?: The Official English Language Movement and the American States (Lexington: University Press of Kentucky, 1995).

### AMERICAN INDIAN COMMUNITY

Folsom, Roy D. "Equal Opportunity for Indian Children - The Legal Basis for Compelling Bilingual and Bicultural Education", (1979) 3 American Indian Law Review, pp. 51-82.

Leap, William L. "Indian Language Renewal", (1988) 47 Human Organization, pp. 283-291.

### FRANCOPHONE COMMUNITY

Domengeaux, James Harvey. "Native-Born Acadians and the Equality Ideal", (1986) 46 Louisiana Law Review, pp. 1151-1195.

Quintal, Claire & Michelle M. Cotnoir. La situation du français aux États-Unis (Québec: Conseil de la langue française du Québec, 1983)

### AREAS OF APPLICATION

#### Consumer Protection

Baldwin, Linda M. "Ramirez v. Plough, Inc.: Should Manufacturers of Nonprescription Drugs Have a Duty to Warn in Spanish?" (1995) 29 University of San Francisco Law Review pp. 837-874.

Bender, Steven W. "Consumer Protection for Latinos: Overcoming Language Fraud and English-Only in the Marketplace", (1996) 45 American University Law Review, pp. 1027-1109.

Dillard, R. Geoffrey. "Multilingual Warning Labels: Product Liability, 'Official English', and Consumer Safety", (1994) 29 Georgia Law Review, pp. 197-244.

Lee, Thomas H. "A Purposeful Approach to Products Liability Warnings and Non-English-Speaking Consumers", (1994) 47 Vanderbilt Law Review, pp. 1107-1142.

Maciejewski, C.S. "The Dilemma Over Foreign-Language Labeling of Over-the-Counter Drugs", (1994) 15 Journal of Legal Medicine, pp. 129-154.

Preston, Dwight. "No Hablo Ingles", (1974) 11 San Diego Law Review, pp. 415-444.

Richmond, D.R. "When Plain English Isn't: Manufacturers' Duty to Warn in a Second Language", (1994) 29 Tort & Insurance Law Journal, pp. 588-601.

## Education

Biegel, S. "The Parameters of the Bilingual Education Debate in California Twenty Years After Lau v. Nichols [94 S.Ct. 786 (1974)]", (1994) 14 Chicano-Latino Law Review, pp. 48-60.

Cazden, Courtney B. & Catherine E. Snow, eds. "English Plus: Issues in Bilingual Education", (1990) 508 Annals of the American Academy of Political and Social Science, pp. 9-235.

Haft, J.D. "Assuring Equal Educational Opportunity for Language-Minority Students - Bilingual Education and the Equal Educational Opportunity Act of 1974", (1983) 18 Columbia Journal of Law and Social Problems, pp. 209-293.

Moran, Rachel F. "Bilingual Education as a Status Conflict", (1987) 75 California Law Review, pp. 321-362.

Moran, Rachel F. "Discretion Under Fire: The Challenge of Bilingual Education in the U.S.A.", in: Langues et droit. Actes du Premier Congrès de l'Institut international de droit linguistique comparé, 27-29 avril 1988, Université du Québec à Montréal, sous la direction de Paul Pupier et José Woehrling. (Montréal: Wilson & Lafleur, 1989) pp. 473-485.

Moran, Rachel F. "Of Democracy, Devaluation, and ... Bilingual Education", (1993) 26 Creighton Law Review, pp. 255-319.

Moran, Rachel F. "The Politics of Discretion: Federal Intervention in Bilingual Education", (1988) 76 California Law Review, pp. 1249-1352.

National Education Association. Official English / English Only: More Than Meets the Eye (Washington, DC, 1988)

Parson, L. & T. Jordan. "When Educational Reform Results in Educational Discrimination: A Case in Point", (1994) 23 Journal on Law and Education, pp. 211-231.

Porter, Rosalie Pedalino. "Reflections on the Politics of Bilingual Education", (1990) 6 Journal of Law & Politics, pp. 589-599.

Schmid, C. "Language and Education Rights in the United States and Canada", (1987) 36 International and Comparative Law Quarterly, pp. 903-980.

## Language of Court Proceedings

Adams, Charles F. "Citado a Comparecer: Language Barriers and Due Process - Is Mailed Notice in English Constitutionally Sufficient", (1973) 61 California Law Review, pp. 1414-1421.

Grabau, C.M. & D.-R. Williamson. "Language Barriers in Our Trial Courts: The Use of Court Interpreters in Massachusetts", (1985) 70 Massachusetts Law Review, pp. 108-110.

Perea, J.F. "Hernandez v. New York [111 S.Ct. 1859 (1991)]: Courts, Prosecutors and the fear of Spanish", (1992) 21 Hofstra Law Review, pp. 1-61.

Ramirez, D.A. "Excluded Voices: The Disfranchisement of Ethnic Groups From Jury Service", (1993) Wisconsin Law Review, pp. 761-809.

Schweda-Nicholson, Nancy. "Language Planning and Policy Development for Court Interpretation Service in the United States", (1986) 10:2 Language Problems and Language Planning, pp. 140-157.

Shulman, M.B. "No hablo inglés: Court Interpretation As a Major Obstacle to Fairness for Non-English Speaking Defendants", (1993) 46 Vanderbilt Law Review, pp. 175-196.

"Understanding Testimony: Official Translation and Bilingual Jurors in Hernandez v. New York [111 S.Ct. 1859]", (1991-92) 23 University of Miami Inter-American Law Review, pp. 515-539.

## Public Services

Savage, K. "Lack of Bilingual Services at Social Security Offices: Why Non-English-Speaking Clients Are Not Getting Help", (1992) 26 Clearinghouse Review, pp. 911-919.

Vera, Y. & J. Perkins. "'No Hablo Ingles' - Ensuring Linguistically Appropriate Health Care", (1995) 29 Clearinghouse Review, pp. 36-48.

## Voting Rights

"Language Minority Voting Rights and the English Language Amendment", (1987) 14 Hastings Constitutional Law Quarterly, pp. 657-681.

"Voting Rights and the Constitution: The Disenfranchisement of Non-English Speaking Citizens", (1988) 97 Yale Law Journal, pp. 1419-1437.

## Workplace

Bich-Dao Nguyen, Beatrice. "Accent Discrimination and the test of Spoken English: A Call for an Objective Assessment of the Comprehensibility of Nonnative Speakers", (1993) 81 California Law Review, pp. 1325-1361.

Cacas, Saamauel R. "The Language of Hate: Discrimination Complaints Are Growing As the Workplace Becomes More Bilingual. (English-Only and Accent Discrimination)", (1995) 22 Human Rights, pp. 30-31, 49.

Helper, Cara D. "Enforcing the Equal Employment Opportunity Commission Guidelines on Discrimination Because of National Origin: The Overextension of English-Only Rules in Garcia v. Spun Steak Co.", (1994) 79 Minnesota Law Review, pp. 391-423.

Jorgensen, Jeanne M. "English-Only in the Workplace and Title VII Disparate Impact: The Ninth Circuit's Misplaced Application of 'Ability to Comply' Should be rejected in Favor of the EEOC's Business Necessity Test", (1996) 25 Southwestern University Law Review, pp. 407-428.

Kirtner, Jeffrey D. "English-Only Rules and the Role of Perspective in Title VII Claim", (1995) 73:4 Texas Law Review, pp. 871-917.

Kohl, J.P. & D.B. Stephens. "The Increasing Use of Bilingual Requirements in Classified Advertisements: A Questionable or Illegal Personnel Practice" (1988) 39 Labor Law Journal, pp. 307-311.

Kolarik, Todd. "Disparate Impact Plaintiffs Challenging Speak-English-Only Rules under a 'Hostile Environment' Theory Must Prove Actual Adverse Impact. Garcia v. Spun Steak Co., 998 F.2d 1480 (9th Cir. 1993)", (1995) 26 University of Toledo Law Review, pp. 655-693.

Larson, D.A. "Title VII Compensation Issues Affecting Bilingual Hispanic Employees", (1991) 23 Arizona State Law Journal, pp. 821-830.

Locke, Steven I. "Language Discrimination and English-Only Rules in the Workplace: The Case for legislative Amendment of Title VII", (1996) 27 Texas Tech Law Review, pp. 33-72.

Measley, Linda M. "English Only Rules and 'Innocent' Employers: Clarifying National Origin Discrimination and Disparate Impact Theory Under Title VII", (1989) 74 Minnesota Law Review, pp. 387-436.

"No se Habla español: English-Only Rules in the Workplace", (1990) 44 University of Miami Law Review, pp. 1209-1241.

Mullin, M.E. "Title VII: Help or Hindrance to the Accent Plaintiff", (1992) 19 Washington State University Law Review, pp. 561-590.

Oliva, R.R. "English-Only Rules in the Workplace: The Ninth Circuit Attempts to Redefine the Parameters", (1990) 7 New York Law School Journal of Human Rights, pp. 99-139.

Patterson, Michael F. "English-Only Rules in the Workplace. Garcia v. Spun Steak Co., 998 F.2d 1480 (9th Cir. 1993)", (1995) 27 Arizona State Law Journal, pp. 277-294.

Perea, Juan F. "Ethnicity and Prejudice: Reevaluating 'National Origin' Discrimination Under Title VII", (1994) 35 William & Mary Law Review, pp. 805-870.

Perea, Juan F. "English-Only Rules and the Right to Speak One's Primary Language in the Workplace", (1990) 23 University of Michigan Journal of Law Reform, pp. 265-318.

Perea, Juan F. "National Origin Discrimination: Ninth Circuit Overrules EEOC English-Only Guidelines", (1994) 35 Boston College Law Review, pp. 551-515.

Petersen, D.J. "English Only Rules: Valid Business Policy or Discrimination?" (1994) 45 (June) Labor Law Journal, pp. 367-373.

Rubin, Pamela G. "Immigrants as Greivants: Protecting the Rights of Non-English-Speaking Union Members in Labor Arbitration", (1994) 8 Georgetown Immigration Law Journal, pp. 557-573.

Shoeman, Rosalae J. "National Origin Discrimination or Employer Prerogative? An Analysis of Language Rights in the Workplace", (1994) 19 Employee Relations Law Journal, pp. 551-565.

Smolen, Sid. "English-Only Rules in the Workplace: Employers Prerogative or Prima Facie Discrimination?", (1995) 23 Western State University Law Review, pp. 149-165.

Stanich, Tanya J. "English-Only Rules in the Workplace: Discrimination or Employer Prerogative. *Garcia v. Spun Steak Co.*, 998 F.2d 1480 (9th Cir. 1993)", (1995) 7 DePaul Business Law Journal, pp. 435-464.

Storper, Beth H. "English-Only Policies in the Workplace s Title VII National Origin Discrimination. *Garcia v. Spun Steak Co.*, 998 F.2d 1480 (9th Cir. 1993)", (1994) 8 Georgetown Immigration Law Journal, pp. 603-621.

Ugalde, Aileen Maria. "No Se Habla Espanol' : English-Only Rules in the Workplace", (1990) 44 University of Miami Law Review, pp. 1209-1241.

Wallace, Patrick. "English-Only Rules in the Workplace: Examining the Need to Balance the Burdens of Proof under Disparate Impact Analysis", (1994) 7 DePaul Business Law Journal, pp. 223-251.

Wiley, David T. "Whose Proof? Deference to EEOC Guidelines on Disparate Impact Discrimination Analysis of 'English-Only' Rules", (1995) 29 Georgia Law Review, pp. 539-579.

## JUDGES' LANGUAGE TRAINING PROGRAM OF THE OFFICE OF THE COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS

### Why Have A Language Training Program Exclusively For Judges?

Language training courses specifically for judges were established in 1969, at their request. At that time, the courses were administered by the Public Service Commission of Canada. In 1978, given the growing demand and the specific needs of such a specialized clientele, it became imperative that a program be created to ensure continuity in terms of the pedagogical process and to facilitate monitoring of the quality of the resources available and the content offered. The Judges' Language Training Program was therefore created within the Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs (FJA), to whom the Minister of Justice assigned the administration of the program under subsection 74(1) of the *Judges Act*.

The decision to place this **specialized program** under the **centralized responsibility** of the Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs presents a number of **advantages**:

- ▶ it ensures that the information about each participant in the program that is stored in the FJA's data banks on judges remains confidential;
- ▶ it allows for rapid, easy access to inventories of federal government resource persons who are specialists in the field of second language teaching;
- ▶ it facilitates access to loans of services of federal public service resource persons who are specialists in the legal field for teaching and developing legal modules;
- ▶ it serves to avoid duplication of operations and files, thus ensuring quality control, efficient processing and uniformity in the pedagogical methods used for teaching the content offered and in the individualized pedagogical attention that each participant enrolled in the program receives;
- ▶ it facilitates communication with the Canadian Judicial Council and the Chief Justices, thereby reducing the number of parties involved to a minimum;
- ▶ it allows for adjustments to be made on a on-going basis, to reflect the reality of judges' professional lives: judges are not public servants, they are scattered across Canada, they have a heavy work load and must travel frequently, and they have highly specialized language needs.

## LE PROGRAMME DE FORMATION LINGUISTIQUE DES JUGES DU BUREAU DU COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE

### Pourquoi un programme de formation linguistique exclusivement pour les juges?

Des cours de formation linguistique réservés aux juges ont été mis sur pied en 1969, à la demande de la magistrature. Ils sont alors administrés par la Commission de la fonction publique du Canada. En 1978, face à une demande croissante en nombre et devant les besoins spécifiques d'une clientèle aussi spécialisée, il était devenu impérieux de créer un programme permettant la continuité au plan du suivi pédagogique et facilitant le contrôle de la qualité des ressources disponibles et des contenus offerts. Le Programme de formation linguistique des juges a donc été créé à l'intérieur du Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale (CMF) à qui le ministre de la Justice a donné le mandat de l'administrer selon le paragraphe 74(1) de la *Loi sur les juges*.

Cette décision de placer ce **programme spécialisé** sous la responsabilité centralisée du Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale présente plusieurs **avantages** :

- ▶ assure la confidentialité de l'information sur chaque participant au programme gardée dans les banques de données du CMF sur les juges;
- ▶ permet l'accès rapide et facile aux répertoires de ressources spécialisées du domaine de la didactique des langues secondes du gouvernement fédéral;
- ▶ facilite l'accès aux prêts de services de ressources spécialisées du domaine juridique de la fonction publique fédérale pour l'enseignement et l'élaboration de modules juridiques;
- ▶ permet d'éviter le dédoublement d'opérations et de dossiers et d'assurer ainsi le contrôle de la qualité, l'efficacité du traitement et l'uniformité de l'approche didactique de l'enseignement des contenus offerts et du suivi pédagogique individualisé pour chaque participant inscrit au programme;
- ▶ facilite la communication auprès du Conseil canadien de la magistrature et des juges en chef en réduisant au minimum le nombre d'intervenants en jeu;
- ▶ permet les ajustements continus à la réalité professionnelle des juges, soit des non-fonctionnaires, dispersés à travers le Canada, exposés à une charge de travail élevée et à des déplacements nombreux, et dont les besoins linguistiques sont hautement spécialisés.



In addition, since 1982, the provinces have been regularly sending a number of judges to the immersion sessions of this program; the participants have been very pleased with the program, and this has generated a growing demand from the provinces.

### Objectives

The **general objective** of judges' language training is to enable them to understand different levels of language and to communicate effectively in the second language. The **functional objective** is to enable both anglophone and francophone judges to more effectively carry out their professional duties in the second language. The objective of presiding in court in the second language is the ultimate objective, but the objectives of understanding testimony, reading legal texts, writing judgments, participating in conferences on the law and developing a better knowledge and understanding of the Canadian legal community and of the people of this country are nonetheless also very important to the professional development of all Canadian judges.

Another objective is to enable francophone judges in the common law provinces to perfect their use of legal terminology and French judicial style, based on the needs they have identified in their professional practice.

### Services Offered

At present, nearly 300 judges are enrolled in our program; this represents more than 400 administrative enrolments per year, when private courses and the five immersion courses offered are taken into account.

The program comprises four levels: basic, intermediate, advanced and proficiency.

Along with teaching and monitoring learning, which account for a majority of the services offered to judges, a support service is also offered on request, for revising a judgment written in the second language prior to publication. In that case, too, our office guarantees confidentiality.

### Success and Impact

Of the total number of **anglophone judges** learning French, a substantial percentage already have advanced knowledge of French, which provides them with sufficient mastery to be able to manage comfortably in simple cases and preliminary inquiries, for example, and a considerable proportion of those judges can hear complex cases with or without a jury and write judgments in the second language with a minimum of support.

A number of other impacts should also be pointed out, such as the professional twinning of participants in the program through periods of practical training organized or coordinated by our office in a setting in which they are able to use the second language. In addition, the learning situation generates

De plus, depuis 1982, les provinces envoient régulièrement un certain nombre de juges aux sessions d'immersion de ce programme et la très grande satisfaction de ces participants génère une demande croissante de leur part.

### Objectifs

L'**objectif général** de la formation linguistique des juges est d'habilitier ceux-ci à comprendre différents niveaux de la langue seconde et à communiquer efficacement dans cette langue. L'**objectif fonctionnel** est d'habilitier les juges francophones et anglophones à être efficaces en langue seconde dans l'exercice de leurs fonctions. L'objectif de présider un tribunal dans la langue seconde est un objectif ultime, mais comprendre des témoignages, lire des textes juridiques, rédiger des jugements, participer à des colloques sur le droit et développer une meilleure connaissance et compréhension de la communauté juridique canadienne et de la population du pays demeurent des objectifs très importants pour le développement professionnel de tous les juges canadiens.

Un autre objectif s'adresse à la clientèle des juges francophones des provinces de common law et porte sur le perfectionnement dans le domaine de la terminologie juridique et du style judiciaire français à partir des besoins qu'ils ont identifiés dans leur pratique professionnelle.

### Services offerts

Près de 300 juges sont actuellement inscrits à notre programme, ce qui représente annuellement plus de 400 inscriptions administratives, compte tenu des cours privés et des cinq sessions d'immersion offertes.

Le programme comporte quatre niveaux, soit les niveaux de base, intermédiaire, avancé et de perfectionnement.

Parallèlement à l'enseignement et au suivi à l'apprentissage qui constituent la majeure partie des services offerts aux juges, un service d'appui est aussi offert sur demande pour la révision avant la publication d'un jugement rédigé dans la langue seconde. Dans ce dernier cas également, la confidentialité est assurée par notre bureau.

### Succès et avantages

Parmi le nombre total des **juges anglophones** qui apprennent le français, un pourcentage important possède déjà un niveau avancé de connaissances du français leur procurant une maîtrise suffisante pour se débrouiller avec aisance dans des causes simples et des enquêtes préliminaires, par exemple, et une proportion appréciable de ces derniers peuvent entendre des causes complexes avec ou sans jury et rédiger des jugements dans la langue seconde avec un minimum de soutien.

Plusieurs avantages méritent également d'être signalés tels que les jumelages professionnels entre participants au programme dans le cadre de stages organisés ou coordonnés par notre bureau dans un milieu permettant d'utiliser la langue seconde. À cela s'ajoutent les nombreux échanges suscités par le contexte d'apprentissage entre juges anglophones et francophones et

wide-ranging discussion among anglophone and francophone judges, relating both to language and culture and to aspects of the legal system.

We think it important to mention that some countries see our program as a model they could emulate, and are interested in profiting from the expertise that has been developed in this program. On this point, we would note that we recently participated in an international cooperation project in this field of expertise in the Czech and Slovak Republics.

### Mechanisms For Evaluating Performance In The Second Language

To ensure that the program is effective in terms of both results and cost, each participant enrolled in the language training program is regularly evaluated for progress in the second language. A number of **mechanisms for evaluating** the judges' second language skills have been implemented, starting with measuring the individual pace of learning to ensure that the investment is cost-effective, based on criteria such as age and future use of the second language. There is also regular evaluation of progress in terms of knowledge of the second language, and evaluation of second language skills at predetermined stages of the language training program. In addition, reports are supplied at the request of the Chief Justices throughout the year. However, it is up to each judge, in cooperation with his or her Chief Justice, to determine the point when the judge believes that he or she is capable of hearing cases in the second language. Rigorous mechanisms have therefore been implemented and the follow-up provided by the Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs allows for the necessary adjustments to be made, based on the results and the cost-effectiveness of expenditures on making legal services bilingual in both official languages.

In closing, I would like to emphasize the impressive efforts made by the participants in the program to become bilingual. Despite their very heavy work load, these judges exhibit tenacity and enthusiasm in learning the language.

**N.B. For more detail, please do not hesitate to consult our information kit, which is available by calling (613) 992-2975.**

Yolande Cloutier-Turcotte,  
Director  
Judges' Language Training

portant autant sur la langue et la culture que sur des aspects du système juridique.

Il est important de mentionner que certains pays considèrent notre programme comme un modèle à suivre et sont intéressés à profiter de l'expertise qui s'y est développée. Soulignons ici notre participation récente à un projet de coopération internationale dans ce champ d'expertise dans les républiques tchèque et slovaque.

### Mécanismes d'évaluation de la performance en langue seconde

Pour s'assurer de l'efficacité et de la rentabilité du programme, une évaluation régulière des progrès en langue seconde est faite pour chaque participant inscrit au programme de formation linguistique. Un certain nombre de **mécanismes d'évaluation** de la compétence des juges en langue seconde sont en place, à commencer par la mesure du rythme d'apprentissage individuel pour s'assurer de la rentabilité de l'investissement compte tenu de certains critères tels l'âge et l'utilisation prévue de la langue seconde. Il existe également une évaluation régulière des progrès au plan des connaissances en langue seconde et une évaluation de la compétence en langue seconde à des étapes prédéterminées du programme de formation linguistique. De plus, des comptes rendus sont fournis sur demande aux juges en chef tout au cours d'une année. Il appartient toutefois à chaque juge, de concert avec son juge en chef, de déterminer le moment où il se croit apte à présider des causes dans la langue seconde. Des mécanismes rigoureux sont donc en place et le suivi assuré par le Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale permet les ajustements nécessaires en fonction de l'efficacité et de la rentabilité des coûts affectés à la bilinguisation des services judiciaires dans les deux langues officielles.

En terminant, je veux souligner les efforts impressionnants déployés par les participants au programme pour devenir bilingues. Malgré leur charge de travail très élevée, ces juges font montre de ténacité et d'enthousiasme dans leur apprentissage de la langue.

**N.B.: Pour plus de détails, n'hésitez pas à consulter notre trousse d'information disponible en composant le (613) 992-2975.**

Yolande Cloutier-Turcotte,  
Directrice de la formation  
linguistiques des juges

### "Towards a Consolidation of Language Rights in the Administration of Justice in Canada"

At the recent annual meeting of the AJEFO (French Jurists' Association of Ontario), the Department of Justice of Canada released a working document in response to the *Study on the Equitable use of English and French before the Courts in Canada* published by the Commissioner of Official Languages of Canada in November 1995. The working document of the Department contains 16 proposals that seek to ensure the effective implementation and the consolidation of language rights in the administration of justice in Canada. The proposals found in this document do not necessarily reflect the final position of the Department of Justice of Canada, as they will be the object of consultations during Fall 1996 and Winter 1997 with provincial and territorial governments, provincial bars, associations of minority language jurists, and a variety of organisations and persons concerned or interested by the effective implementation of language rights in the Canadian judicial system. To obtain a copy of the document or to relay comments or suggestions regarding these proposals, contact Mr. Michel Francoeur, Senior Counsel, at the following address:

Department of Justice of Canada  
239 Wellington Street, Room 416  
Ottawa, Ontario  
K1A 0H8  
(613) 941-4037

### "Vers une consolidation des droits linguistiques dans l'administration de la justice au Canada"

Lors du récent congrès annuel de l'AJEFO, le ministère de la Justice du Canada a rendu public un document de travail en réponse à l'*Etude sur l'utilisation équitable du français et de l'anglais devant les tribunaux du Canada* publiée par le Commissaire aux langues officielles du Canada en novembre 1995. Le document de travail du ministère contient 16 propositions qui visent à assurer la mise en oeuvre effective et la consolidation des droits linguistiques des justiciables au Canada. Les propositions formulées dans ce document ne représentent cependant pas nécessairement l'intention définitive du ministère de la Justice du Canada sur ces questions, puisqu'elles feront l'objet de consultations durant l'automne 1996 et l'hiver 1997 auprès des gouvernements provinciaux et territoriaux, des barreaux, des associations de juristes de langue minoritaire, et de divers organismes et personnes concernés ou intéressés par la mise en oeuvre effective des droits linguistiques des justiciables au Canada. L'on peut obtenir une copie du document ou faire part de ses commentaires ou suggestions à l'égard de ces propositions en communiquant avec M<sup>re</sup> Michel Francoeur, avocat-conseil, dont voici les coordonnées :

Ministère de la Justice du Canada  
239, rue Wellington, pièce 416  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0H8  
(613) 941-4037

## Conference: Language and the Internet

"Language and the Internet" is the topic of another conference of the Center for Research & Documentation on World Language Problems, to be held at its headquarters at the University of Hartford on June 20, 1997. The Center is inviting specialists from around the world to attend in person or to link electronically. Three major questions will be in particular focus:

A. Language Choice. What effect is the widespread use of English through the Internet likely to have on the relationship between English and other languages around the world? What are the prospects for languages other than English as Internet languages?

B. Pragmatics & Communication Strategies. What are the rules of linguistic behavior, of genre, of address, that govern Internet communication, and how are they evolving?

C. Language Learning. How can the Internet be used for teaching and learning foreign languages?

Scholars interested in participating in the conference should communicate with Humphrey Tonkin, Office of the President, University of Hartford, West Hartford CT 06117-1599; tel. 860-768-4417; fax 860-768-5417; E-mail tonkin@uhavax.hartford.edu. ■

## LECTURES RÉCENTES CURRENT READINGS

Chedly BEKLHODJA. «La théorie du complot francophone au Canada et au Nouveau-Brunswick : étude d'un comportement xénophobe», (1995) 37 *Égalité - revue acadienne d'analyse politique*, pp. 145-169.

La reconnaissance de la dualité linguistique du Canada et du Nouveau-Brunswick a provoqué une réaction de la part de certains anglophones qui s'opposent à l'octroi de droits spécifiques aux francophones et dénoncent la politique linguistique officielle comme une conspiration visant à la destruction du Canada anglais. L'auteur donne une analyse des quatre composantes de la thèse du complot francophone : le rapport dualiste entre les deux communautés linguistiques et l'argument que la minorité francophone prétend briser le consensus existant et prendre le pouvoir; le rôle de la France comme agent de l'étranger; l'identification d'agitateurs, et, enfin, la réécriture des faits historiques et la création du mythe. L'auteur identifie plusieurs associations et partis politiques qui évoquent ces thèses : Canadian Loyalist Association, Alliance for the Preservation of English Canada (APEC), English Speaking Association of New Brunswick (ESA), Confederation of Regions Party (CoR) et le Reform Party of Canada.

Benoit CAZABON (dir.) *Pour un espace de recherche au Canada français. Discours, objets et méthodes*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1996; 283 p.

Il s'agit du troisième volume d'une série de compte-rendus sur l'état de recherche sur les communautés francophones produit sous la direction du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa. Le présent volume comporte les Actes des colloques sur ce thème organisés par l'ACFAS à Rimouski en 1993 et à Montréal en 1994. À noter les communications suivantes : Marcel Martel, «Trois clés pour comprendre la rupture du Canada français, 1950-1965», pp. 35-52; Anne Gilbert, «L'espace francophone : regard sur les pratiques linguistiques dans différents milieux», pp. 53-73; Frank McMahon, «Le projet 'politique' dans la formation des enseignants francophones en milieu minoritaire», pp. 75-92.

Louis-Jacques DORAIS. "Language, Culture and Identity: Some Inuit Examples" (1995) XV:2 *Canadian Journal of Native Studies*, pp. 293-308.

The article examines how some Inuit from the Canadian Eastern Arctic (ie. the communities of Igloodik in Nunavut, northeastern part of the Northwest Territories and of Quaqtaq in Nunavik or Arctic Quebec) perceive and express their linguistic, cultural and ethnic identities. For the purposes of the article, the author defines as "cultural" these people's attitudes and practices toward language, living habits, customs and values, while the term "ethnic" denotes for him the political role played by language, Inuktitut in our case,

in a complex society such as Canada. The author suggests that language, "without being essential to the definition of Inuit identity, nevertheless plays a crucial role within contemporary Inuit culture".

Anne GILBERT. «La communauté franco-ontarienne et l'emploi : briser le mythe de la géographie», (1995) 16 *Revue du Nouvel Ontario*, pp. 41-57

L'auteur s'applique à démontrer que les inégalités affectant les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes en matière d'emploi ne dépendent pas du facteur géographique (concentration du milieu francophone dans les régions traditionnelles - l'Est et le Nord-est de la province et les espaces ruraux ou les petites villes) et que les inégalités par rapport aux anglophones, tant au plan de leur participation générale au marché du travail, de l'éventail des professions auxquelles ils ont accès qu'au plan des revenus qu'ils en tirent, sont proportionnellement les mêmes partout dans la province. Les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes sont moins nombreux sur le marché du travail que les anglophones; leur taux de chômage est plus élevé; ils se concentrent davantage que les anglophones dans les professions qui génèrent les revenus les moins élevés. L'auteur s'est servi des données recueillies pour le compte de l'ACFO dans le cadre de la révision de son document *Les francophones tels qu'ils sont*.

Helen HARPER. "Having Language and Getting Language Back: Traditional Language Use in Injino Today", (1996):1 *Australian Aboriginal Studies*, pp. 34-44.

The author describes her experience as a linguist among the Aboriginal peoples in Queensland where only a handful of individuals still speak any of the numerous traditional languages of this area, where children have not grown up speaking the languages since the 1930s and where English is the lingua franca. Today, notices the author, many Aboriginal peoples want their Language back. Having Language means belonging to a group of people who inherited and now own the Language. It also means having knowledge of culture and of the land: of bush foods, plants, animals, stories and places associated with these stories. "Getting Language back", concludes the author, is not so much about ensuring that future generations entirely communicate in that language "as about ensuring that cultural knowledge, insofar as it is distinct from the cultural knowledge of other groups, continues to be transmitted and that the relationship of Language owners with traditional countries continues to be recognized".

Richard JULIEN. «Les Franco-Albertains et la gestion de leurs écoles», (1995) 7:1 *Cahiers Franco-Canadiens de l'Ouest*, pp. 119-154.

Cet article examine les efforts incessants des Franco-Albertains dans leur lutte, depuis 1982, pour obtenir la

gestion de l'enseignement francophone dispensé à leurs enfants. Dans un survol historique de cette bataille politique et juridique à partir de l'entrée en vigueur de la *Charte canadienne des droits et libertés*, en passant par l'avènement de l'importante décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Mahé* jusqu'à la Loi No. 8 adoptée par le gouvernement albertain de Ralph Klein en 1993, l'auteur veut démontrer que l'usage du français n'a jamais été valorisé par le gouvernement albertain que ce soit au sein de l'Assemblée législative, devant les tribunaux ou dans les programmes scolaires, et que la politique linguistique albertaine n'a été modifiée qu'à mesure que des changements importants survenaient à l'échelle nationale.

Jean LAFONTANT. «Langues, cultures et territoires, quels rapports?» (1995) 7:2 *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, pp. 227-248.

L'auteur analyse le lien qui existe entre la langue et la culture, à savoir sous quels rapports on peut dire qu'une telle langue est liée ou non à une telle culture définie. D'après lui le phénomène des appartenances culturelles individuelles dans les pays développés à fort taux d'immigration doit être analysé en séparant conceptuellement la langue, la culture et le territoire circonscrit (en particulier étatique). Ces trois réalités ne lui paraissent pas isomorphes. Il lui semble, par exemple, que le fait que des jeunes montréalais d'origine haïtienne parle le même français que leurs camarades «de souche» ne suffit pas à justifier, du point de vue des définitions ou des perceptions dominantes, leur appartenance au groupe des Québécois. Inversement, un individu peut perdre la langue de ses ancêtres sans toutefois perdre le sentiment d'identification à cette langue et aux autres aspects externes et internes de ce qui est considéré l'identité ethnique. À cause des migrations de toutes sortes et des phénomènes de bilinguisme ou de multilinguisme, individuel ou étatique, on peut, de l'opinion de l'auteur, «de moins en moins contenir les langues dans des territoires circonscrits et les rapporter à des cultures pleines ou à de prétendues identités collectives stables».

Angéline MARTEL. "Language Planning, Ideology and Constitutional Law: Francophone Minority Education in Canada", (1996) 20:2 *Language Problems and Language Planning*, pp. 127-156.

The central idea of this study is that the "law, particularly in regard to minority rights, is not sheltered from power struggles" and that "ideological oppositions between minorities and dominant groups greatly influence the elaboration, the interpretation and the implementation of educational rights". The author uses the Canadian example to demonstrate this thesis. She traces legal and ideological changes that occurred with regards to the Francophone minority education system since the foundation of the Confederation with a special emphasis on the 1982 *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and its section 23. The author admits that the Francophone minorities of Canada are not a "typical" minority since they are an "official-language minority".

While these minorities have been given strong constitutional guarantees allowing them to develop their own voice in the democracy, the author warns not to idealize such guarantees: "they are subject to ideological power games that do not necessarily lead to their generous application".

Loretta NELMS-REYES. "Deal-Making on French Terms: How France's Legislative Crusade to Purge American Terminology from French Affects Business Transactions", (1996) 26:2 *California Western International Law Journal*, p. 273-311.

The article analyzes recent measures introduced in France to protect the French language: (a) the terminology commissions established in the 1970s and 1980s with the mission to regulate "undesirable borrowings from foreign languages" and monitor language use in administrative bodies of the central government, (2) *Loi Bas-Laurion* of 1975, which prohibited misleading language in the sale of goods and services by, ostensibly and primarily providing for consumer protection, and finally, (3) *Loi Toubon* of 1994, which clearly arbores a "cultural objective" and imposes the use of French in all aspects of communications in the "public sphere" (such as consumer information, business transactions, language at workplace in public sector institutions, and State-owned companies, advertisement in public places, education, audio-visual sector and scientific gatherings). The author attempts to determine to what extent the *Loi Toubon* will affect foreign business transactions, usually carried in English, as well as commercial communications within the European Union. She wonders whether the stringent legislation would cost France investment and trade opportunities.

Benoît PELLETIER. «Bilan des droits linguistiques au Canada», (1995) 55:4 *Revue du Barreau*, pp. 611-659.

Ce texte évoque la réalité selon laquelle l'évolution des droits linguistiques au Canada reflète la dualité canadienne. En faisant son bilan des droits linguistiques, l'auteur tout d'abord procède à leur mise en contexte au plan juridique. Il examine ensuite l'interprétation judiciaire de ces droits et conclut par une analyse de nature constitutionnelle. Il souligne le fait que la Cour suprême a reconnu que les droits linguistiques sont fondés sur un compromis politique rendant ainsi l'interprétation judiciaire de ces droits aléatoire. Il souligne aussi que le manque de précision quant à l'interprétation judiciaire des droits linguistiques donnera lieu à plusieurs litiges nouveaux à l'avenir. D'autres part, plusieurs litiges surviendront à cause du phénomène que l'auteur identifie comme la minorisation constante des francophones au Canada. Il énumère les conséquences possibles de cette minorisation. Entre autres, il signale la possibilité d'un laxisme des autorités fédérales quant à la protection des droits linguistiques.

## RECENT PUBLICATIONS ON LANGUAGE AND CULTURAL RIGHTS

ADAMS, Mark L. "Fear of Foreigners: Nativism and Workplace Language Restrictions", (1995) 74:3 *Oregon Law Review*, pp. 849-908 [USA]

ALBERS, Henk Jaap & Christof Swaak. "The Trouble with Toubon: Language Requirements for Slogans and Messages in the Light of Article 30 EC", (1996) 21 *European Law Review*, pp. 71-78. [France, European Community]

ANGSTREICH, Scott F. "Speaking in Tongues: Whose Rights at Stake? *Yniguez v. Arizonans for Official English*" (1996) 19:2 *Harvard Journal of Law and Public Policy*, pp. 634-643 [USA]

BENDER, Steven W. "Consumer Protection for Latinos: Overcoming Language Fraud and English-Only in the Marketplace", (1996) 45 *American University Law Review*, pp. 1027-1109. [USA]

BRAËN, André. «La rédaction bilingue des comptes rendus des comités de la Chambre des communes», (1996) 26 *Revue générale de droit*, pp. 531-556.

Canada. Commissariat aux langues officielles / Office of the Commissioner of Official Languages. *Rapport annuel 1995 / 1995 Annual Report* (Ottawa, 1996)

"Constitutional Law - First Amendment - Ninth Circuit Invalidates Arizona Constitution's Official English Requirement - *Yniguez v. Arizonans for Official English*, 69 F.3d 920 (9th Cir. 1995) (en banc), cert. granted, 64 U.S.L.W. 3635 (U.S. Mar. 26, 1996) (No. 95-974)", (1996) 109 *Harvard Law Review*, pp. 1827-1832. [USA]

DUA, Hans R. (ed). "Language Planning and Political Theory" [a series of articles], (1996) 118 *International Journal of the Sociology of Language*, pp. 1-208. [USSR, Estonia, Pakistan, Scandinavia, Africa, South Africa]

DUCHARME, Jean-Claude. *Droits à l'instruction dans la langue de la minorité : état de la situation. La mise en oeuvre de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés = Status Report: Minority Language Educational Rights. The Implementation of Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms*. Ottawa: Patrimoine canadien / Canadian Heritage, 1996; 46+44 p.

EMOND, André. «Le sable dans l'engrenage du droit inhérent des autochtones à l'autonomie gouvernementale» (1996) 30:1 *Revue juridique Thémis*, pp. 89-112.

GUINDON, René et Pierre Poulin. *Les liens dans la francophonie canadienne = Francophone in Canada: A Community of Interest*. Ottawa: Patrimoine canadien / Canadian Heritage, 1996; 53+49 p.

FOSTER, Robert & Peter Muhlhausler. "Native Tongue, Captive Voice: The Representation of the Aboriginal 'Voice' in Colonial South Australia", (1996) 16:1 *Language & Communication*, p. 1-16 [Australia]

FRANCK, Thomas M. "Clan and Superclan: Loyalty, Identity and Community in Law and Practice", (1996) 90:3 *American Journal of International Law*, pp. 359-383.

HOGG, Michael A. & Ninetta Rigoli. "Effects of Ethnolinguistic Vitality, Ethnic Identification, and Linguistic Contacts on Minority Language Use", (1996) 15:1 *Journal of Language and Social Psychology*, pp. 76-89. [Australia]

HROCH, Miroslav. «De l'ethnicité à la nation. Un chemin vers la modernité», (1995) 19:3 *Anthropologie et sociétés*, pp. 71-86.

- KARMIS**, Dimitrios et Alain-G. Gagnon. «Fédéralisme et identités collectives au Canada et en Belgique : des itinéraires différents, une fragmentation similaire», (1996) XXIX:3 *Revue canadienne de science politique / Canadian Journal of Political Science*, pp. 435-468 [Canada, Belgique]
- LOCKE**, Steven I. "Language Discrimination and English-Only Rules in the Workplace: The Case for Legislative Amendment of Title VII", (1996) 27:1 *Texas Tech Law Review*, pp. 33-72. [USA]
- MARTEL**, Angéline. "Language Planning, Ideology and Constitutional Law: Francophone Minority Education in Canada", (1996) 20:2 *Language Problems and Language Planning*, pp. 127-156.
- MLINAR**, Zdravko. "Transnational Flows and the Language Identity of a Small Nation: The Case of Slovenia" (1996) 119 *International Journal of the Sociology of Language*, pp. 141, 153. [Slovenia]
- PERREAULT**, Jean-Paul. «Le Français en Outaouais : les effets de l'intégrisme culturel», (1996) LXXXVI (juin) *L'Action nationale*, pp. 76-80.
- PETERS**, Frank. "The Changing Face of Denominational Education in Canada", (1996) 7:3 *Education & Law Journal*, pp. 229-256.
- QUIGLEY**, John. "Towards International Norms on Linguistic Rights: The Russian-Romanian Controversy in Moldova", (1994) 10 *Connecticut Journal of International Law*, pp. 69-103. [Moldova, USSR, Romania]
- SIMPSON**, Gerry J. "The Diffusion of Sovereignty: Self-Determination in the Post-Colonial Age", (1996) 32 *Stanford Journal of International Law*, pp. 255-286.
- SMITH**, Anthony D. *Nations and Nationalism in a Global Era* (Cambridge, UK: Polity Books, 1996)
- SOMLEN**, Sid. "English-Only Rules in the Workplace: Employers' Prerogative or Prima Facie Discrimination?" (1995) 23:1 *Western State University Law Review*, pp. 149-165. [USA]
- TOTALOVICH**, Raymond. *Nativism Reborn? The Official English Language Movement and the American States* (Lexington: University Press of Kentucky, 1995) [USA]
- VANDERLINDEN**, Jacques. «Acadie: à la rencontre de l'histoire du droit avant le dérangement», (1996) 23:1/2 *Manitoba Law Journal*, pp. 79-102.
- WALTER**, Stephen L. & Kay R. Ringenberg. "Language Policy, Literacy, and Minority Languages", (1994) 13:3/4 *Policy Studies Review*, pp. 341-366. [Philippines, Cameroon, Indonesia, Tanzania, Kenya, Papua New Guinea, Guatemala, Colombia and Peru]
- WATSON**, Iarthlaith. "The Irish Language and Television: National Identity, Preservation, Restoration and Minority Rights", (1996) 47:2 *British Journal of Sociology*, pp. 255-274. [Ireland]
- WEXLER**, L.S. "Official English, Nationalism and Linguistic Terror: A French Lesson", (1996) 71 *Washington Law Review*, pp. 285-377. [USA, France]
- WILTSHIRE**, Rod. "The Right to Denominational Schools Within Ontario Public School Boards", (1995) 7:1 *Education & Law Journal*, pp. 81-87.

Le 23 mai 1995

098

*copie à Michael / Viviane / Ghislaine*  
*H.L.* *Phyllis / P. Emile*  
*8120-3 Gestion scolaire*

Les parents francophones de Cornwall et de la Colombie-Britannique sont les deux premiers <<clients>> du Programme de contestation judiciaire.

Ottawa (APF): Le nouveau Programme de contestation judiciaire financera les causes juridiques des parents de Cornwall en Ontario et de la Colombie-Britannique, qui luttent pour leurs droits scolaires depuis des années.

Le directeur général du Programme de contestation judiciaire, François Boileau, a confirmé à l'APF que Jeannine Séguin, Nicole Bourgeois et Jean-Charles Landry de Cornwall, de même que la Fédération des parents de la Colombie-Britannique, recevraient une somme maximale de 50,000\$ pour financer leur cause linguistique respective en première instance.

Les deux causes avaient déjà bénéficié d'un soutien financier de l'ancien Programme de contestation judiciaire, qui avait été aboli sous les conservateurs de Brian Mulroney, avant de renaître de ses cendres sous les libéraux de Jean Chrétien.

Les trois parents de Cornwall, dans l'est ontarien, ont intenté une poursuite contre le gouvernement provincial dans le but d'obtenir un financement équitable pour les écoles francophones. De son côté, la Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique poursuit le gouvernement provincial dans le but d'obtenir la gestion scolaire. Dans les deux cas, les gouvernements ont joué avec la patience et la bonne volonté des parents. En Ontario, les avocats de la Couronne ont tout fait pour retarder les procédures en cour.

Outre les trois parents de Cornwall, cinq autres intervenants dans cette cause ont demandé, et obtenu, une aide financière. Il s'agit du Conseil des écoles catholiques de Stormont-Dundas-Glengarry (15,000\$), de l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario (7,500\$), de l'Association franco-ontarienne des conseils d'écoles catholiques (7,500\$), du Conseil de l'éducation catholique pour les francophones de l'Ontario (7,500\$) et de l'Association des enseignants et des enseignantes franco-ontariens (7,500\$).

Le Comité des droits linguistiques, qui a approuvé ces deux demandes d'aide financière, a aussi accepté de verser une somme supplémentaire de 15,000\$ à chacun des deux groupes pour couvrir les frais d'avocats encourus entre le 30 août 1993 (date où l'ancienne première ministre Kim Campbell a annoncé le retour du Programme de contestation judiciaire) et le 24 octobre 1994, alors que le Programme a officiellement revu le jour.



copie: Louise D.

Gestion scolaire

Le 10 décembre 1993

237

**Le Vérificateur général de l'Ontario confirme les soupçons des Franco-Ontariens:**

**La qualité de l'éducation en français n'est pas équivalente à celle en anglais.**

**Ottawa (APF):** Les Franco-Ontariens s'en doutaient depuis longtemps, mais ils avaient l'impression de prêcher dans le désert, ou de parler à des murs. Ils n'ont donc pas été surpris d'apprendre que le Vérificateur général de l'Ontario constate, à son tour, "que la qualité de l'enseignement en français en Ontario n'est pas, en moyenne, équivalente à celle offerte dans les écoles de langue anglaise".

Selon le Vérificateur général, Erik Peters, la difficulté principale réside "dans la tentative de fournir un programme, des professeurs et des établissements de qualité à une population réduite et très dispersée, et à un bon rapport qualité-prix".

Il écrit aussi que les élèves francophones ont moins d'outils pédagogiques dans leur langue que les anglophones. "Pour les écoles de quatrième et de sixième années, le nombre de livres disponibles est de 50 pour cent inférieur à celui des livres anglais". Pour pallier à ce manque de ressources en français, M. Peters demande à la province de se pencher attentivement sur le matériel pédagogique produit en français dans les autres provinces, pour voir s'il ne serait pas possible de les utiliser dans les écoles franco-ontariennes. Il suggère aussi au gouvernement de développer et de produire du matériel pédagogique en langue française.

Il constate qu'il y a un manque chronique d'enseignants francophones dans certaines régions de la province, alors que la moitié d'entre eux quittent pour d'autres lieux après quelques années d'enseignement. Mais, plus inquiétant encore, il note que plus de 40 pour cent des nouveaux enseignants francophones embauchés par la province au cours des dernières années n'étaient pas originaires de l'Ontario.

Le président de l'Association des enseignants franco-ontariens (AEFO), Ronald Robert, n'était pas surpris des constatations du Vérificateur général. "Ça fait des années que nous le disons".

Il rappelle que le financement des écoles n'est pas équitable et que son association demande depuis toujours une distribution équitable des fonds publics. Il faut savoir qu'en Ontario, les taxes commerciales et les taxes industrielles vont automatiquement dans les poches des conseils scolaires anglophones, sauf si le commerce ou l'industrie demandent expressément que ces taxes servent à l'éducation francophone.

M. Robert ne croit pas que le rapport pour le moins critique du Vérificateur général freine les inscriptions dans les écoles francophones en septembre. Dans un récent sondage commandé par l'AEFO, les parents se disaient satisfaits de la qualité de l'éducation dans les écoles françaises. Mais c'était avant la parution du rapport de M. Peters.

Les Franco-Ontariens n'ont pas encore la pleine gestion de leurs écoles. En fait, il n'y a que trois commissions scolaires de langue française en Ontario. On compte également cinquante sections de langue française qui évoluent à l'intérieur de commissions scolaires anglophones, et plus de cinquante comités consultatifs de langue française rattachés à autant de commissions scolaires anglophones.

La présidente de la Fédération des associations de parents francophones de l'Ontario, Francesca Piredda, n'est pas surprise du rapport du Vérificateur général, mais elle est inquiète. Elle dit qu'il existe un "malaise diffus" chez les parents en ce qui a trait à la qualité de l'éducation. "Je suis sûr que tous les parents de l'Ontario se sont dits: "On le savait, il y a quelque chose qui ne marche pas".

La Fédération souhaite, comme les enseignants, une réforme du régime fiscal et espère une répartition équitable des taxes scolaires.

Enfin, l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) est heureuse que le Vérificateur général adresse des reproches au gouvernement ontarien. Elle rappelle que le gouvernement de l'Ontario est "dans l'illégalité" tant et aussi longtemps que les francophones ne contrôleront pas toutes leurs écoles.

Le gouvernement ontarien a mis sur pied une commission royale sur l'éducation en mai dernier, dans le but de réviser de fond en comble le système de l'éducation en Ontario. La Commission doit, entre autres, réfléchir sur la meilleure façon d'assurer la gestion de l'éducation en langue française.

Le 13 février 1993

240

Attention: ce texte est sous embargo jusqu'au 15 décembre, 15 heures.

L'ACFO réclame une loi-cadre sur l'éducation et la formation

Ottawa (APF): Les Franco-Ontariens en ont assez d'attendre le jour où ils contrôleront toutes leurs écoles et réclament l'adoption au plus vite d'un loi-cadre sur l'éducation et la formation franco-ontariennes.

Dans un mémoire présenté à la Commission royale sur l'éducation, l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) réclame une loi semblable à celle de 1986 sur les services en français, qui aurait préséance sur les autres lois.

Plutôt que de perdre un temps précieux à réviser toutes les lois qui touchent de près ou de loin à l'éducation franco-ontarienne, l'Association croit que l'adoption d'une loi-cadre serait la mesure la plus efficace et la plus économique. "Il est impossible d'envisager qu'un gouvernement, quel qu'il soit, puisse, dans un délai raisonnable, revoir toutes les lois et règlements en matière d'éducation et de formation de la province", pense l'ACFO.

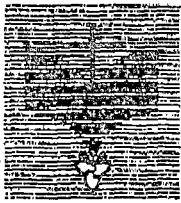
L'Association demande aussi la création "sans plus tarder" d'une division de l'éducation et de la formation franco-ontariennes au ministère de l'Éducation, qui serait responsable de l'ensemble des questions d'éducation et de formation en langue française.

C'est que l'ACFO n'en peu plus de voir que les deux tiers des Franco-Ontariens ne contrôlent toujours pas leurs écoles, alors que la Cour suprême du Canada a reconnu ce droit aux minorités francophones par deux fois: d'abord en 1990 dans la cause des parents d'Edmonton (affaire Mahé) et en 1993 dans l'affaire des parents du Manitoba. Il n'y a, en effet, que trois commissions scolaires en Ontario français, à Ottawa, Toronto et Prescott-Russell, alors qu'il y a encore une centaine de conseils scolaires anglophones qui sont impliqués directement ou indirectement dans l'éducation en langue française. "L'Ontario est hors la loi" répète l'ACFO à satiété et à qui veut l'entendre depuis des années.

L'ACFO a aussi profité de sa comparution devant les membres de la Commission royale sur l'éducation pour dénoncer: le système de taxation scolaire en Ontario qui est "fondamentalement injuste"; l'absence d'une université franco-ontarienne de même que le niveau élevé d'analphabétisme et l'impossibilité de livrer les programmes d'alphabétisation et de formation en français dans les différentes régions de la province.

Mais ce qui presse, c'est la gestion scolaire. "Aucun argument ne tient actuellement contre la gestion scolaire en Ontario. Ni les capacités de gestion de la communauté, ni les nombres", soutient l'ACFO.





# COMMUNIQUE

BEST AVAILABLE COPY

## UNE ÉNERGIE NOUVELLE

### POURSUITES JUDICIAIRES INTENTÉES CONTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO POUR ASSURER UN FINANCEMENT ÉQUITABLE DE L'ÉDUCATION

Publication Immédiate

Le 28 janvier 1993

GLOUCESTER--- À l'issue de démarches amorcées depuis quatre ans et à la suite de refus répétés du ministre de l'Éducation de rencontrer les représentants et représentantes de la Section catholique, «nous n'avons d'autre choix que d'intenter des poursuites contre le gouvernement de l'Ontario», de dire Rodrigue Landriault, président de la Section catholique.

Dans un mémoire qu'elle présentait le 26 novembre dernier à des représentants et représentantes, et du ministère de l'Éducation et du bureau du ministre, notre Section proposait d'une part une formule de financement intérimaire et mettait d'autre part en lumière les iniquités dont elle est la victime.

«Nous sommes doublement pénalisés», de poursuivre monsieur Landriault, «comme catholiques et comme francophones. Nous n'avons accès, à titre d'exemple, qu'à 49 % du financement disponible à l'Ottawa Roman Catholic Separate School Board, un de nos conseils d'origine qui, lui, ne peut compter que sur 61 % des sommes disponibles à l'Ottawa Board of Education»; et le président de renchérir: «si nous avions bénéficié depuis notre création en décembre 1988 d'un financement équitable par rapport à celui des conseils publics, nous aurions reçu, suivant le financement consenti à l'ORCSSB et à l'OBE, des montants additionnels de 18 millions \$ et de 90 millions \$ respectivement.»

Et pourtant la position actuelle de la Section catholique est appuyée par les associations de parents et les représentants et représentantes du personnel de la Section, qui s'accordent à dénoncer l'injustice faite aux élèves francophones. De plus, l'approche de la Section repose à la fois sur la Loi constitutionnelle, relativement au droit inaliénable des francophones de gérer les écoles de langue française, et sur la Loi 109, qui confère au ministre le pouvoir d'accorder un financement adéquat et équitable pour y parvenir.

«Le ministre joue présentement à l'autruche», d'ajouter monsieur Landriault; «il refuse de reconnaître que son gouvernement entretient une situation de fait inéquitable pour les catholiques francophones en ne leur assurant pas les outils nécessaires comparables à ceux des anglophones.»

2 03 793 03:33PM CSLFUC SC

«En réalité, le ministre Silipo s'attaque directement au droit de toute la communauté catholique francophone de gérer sa destinée.»

Actuellement, la Section catholique reçoit un financement en deça de ce qui est requis du gouvernement provincial aux termes de la Loi constitutionnelle.

La réponse des représentants et des représentantes du ministre à la présentation de notre mémoire et aux propositions concrètes qu'il renferme laisse entendre que ce dernier traitera de cette question seulement dans le contexte de mesures globales et qu'il entend, une fois de plus, procéder à des nouvelles études et consultations.

Notre Section considère qu'elle a suffisamment consulté depuis quatre ans et qu'il est grand temps que justice soit faite.

-30-

Sources: Jean Ouimet  
Chef de cabinet  
Tél.: 747-1329

Lise Frenette  
Relationniste  
Tél.: 747-1210

*La Section catholique du Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton a la responsabilité de plus de 16 000 élèves de la maternelle aux cours préuniversitaires. Unique en son genre, il s'agit du plus important réseau d'écoles de langue française de la province.*

**Veillez  
classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120 -3

Date de demande de classement

\_\_\_\_\_000107

GOALS	Operationalize the system	Promote access to French-language education	Improve the achievement of French-language students
STRATEGIES	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Establish the administrative structure for each of the 12 new FLDSBs</li> <li>* Implement computer systems for financial reporting, human resources administration and personnel organization</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Build or enhance school facilities</li> <li>* Establish school board information technology networks for internal and external communications</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Implement the framework for <i>aménagement linguistique</i> programs to help FL students overcome the challenges of learning in a minority language context</li> <li>* Provide FL students support services that enable them to perform at a higher academic level</li> <li>* Provide educational programs over wide geographical areas using distance education technologies</li> </ul>
DESIRED OUTCOMES	<p>The FLDSBs will effectively and efficiently administer their operations and provide educational services over wide geographic areas</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* FL students will have increased access to FL elementary and secondary education</li> <li>* Alternative communication delivery systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* FL students will improve their performance results on provincial, national, and international tests</li> <li>* Increased and successful transition of FL students/learners to postsecondary education</li> </ul>
PERFORMANCE INDICATORS	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Administrative structure of the 12 FLDSBs is fully operational</li> <li>* Establish a baseline for administrative costs</li> <li>* Existence of resource-sharing and cost-sharing arrangements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Enrollment increase within FLDSBs</li> <li>* Increased use of telecommunication technology in ongoing operations</li> <li>* Increase in parents' and trustees' satisfaction.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Incremental progress in test results</li> <li>* Greater FL secondary-school graduation rates</li> <li>* Increased numbers of FL applicants to post-secondary institutions</li> <li>* Enhanced satisfaction level of parents of children</li> <li>* Range of programs and services provided with information technology delivery modes</li> </ul>

## OPERATIONALIZING THE SYSTEM

### TASKS

#### Start-up:

- \* Establish mechanisms for boards to submit funding requests and plans
- \* Develop evaluation criteria to meet intended goals
- \* Set budget allocation and fund distribution process
- \* Establish reporting and monitoring requirements

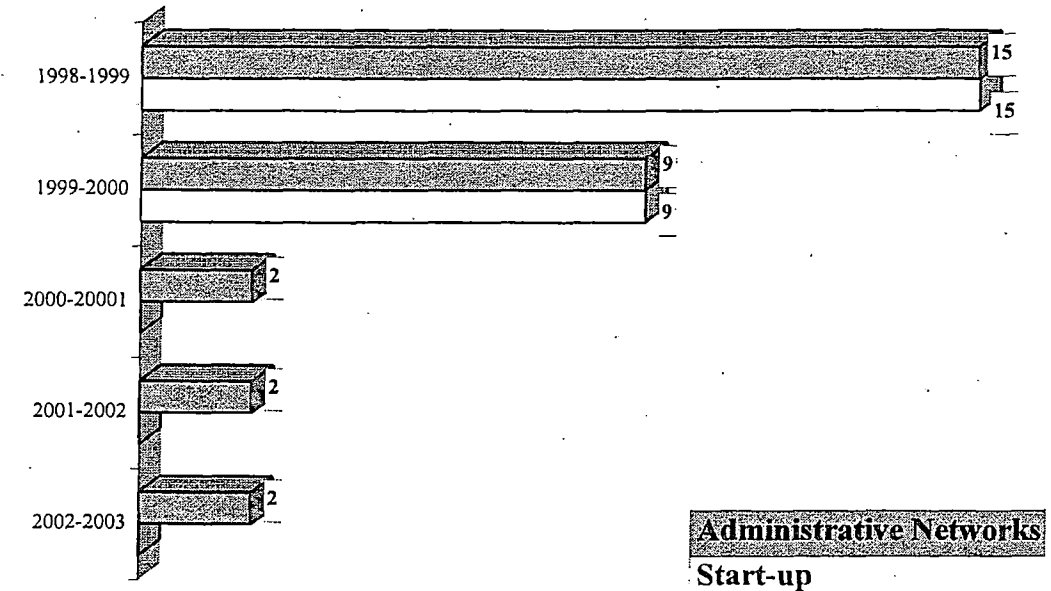
#### Administrative Networks:

- \* Include computer technology for administrative purposes in board requests
- \* Set priorities
- \* Establish parameters for:
  - Costs
  - Shared services
  - Standards

#### Eligible items could include:

- \* Hardware : computers, printers, file servers, routers, etc.
- \* Software : data management applications, HR packages, etc.
- \* Licences
- \* Technical support mechanisms
- \* Training programs

### ANNUAL FUNDING (\$ M)



### DESIRED OUTCOMES

#### Start-up:

Administrative structure of the 12 FLDSBs will be fully operational

#### Administrative Networks:

- \* Streamlining of administrative functions and cost effective use of resources
- \* Electronic communication and transfer of data between schools and boards; customized manipulation of data
- \* Creation of purchasing consortia

### PERFORMANCE INDICATORS

#### Start-up:

Full range of governance responsibilities & services will be assumed by FLDSBs within two years of start-up

#### Administrative Networks:

- \* Main administrative functions of the board are electronically integrated (ie: integrated software packages)
- \* Electronic networks are in place
- \* Number of training sessions delivered to staff
- \* Contractual agreements for shared services are settled

Unité sociale

Examen  
ministériel

le sour. approche<sup>n</sup> populaire

Gestion scolaire

particip. Bureau régional

Entente signée en juin 1998,

la mise en oeuvre a débuté en janvier 1998

Fournis un premier rapport en janvier 1999

environ 400 écoles

12 CSL

7 cath  
4 pub.

- dirigé - orienté

Élaboration: consultation à deux niveaux

Directeurs d'éducation (présentation et rétroaction)

Conseillers scolaires

Présentation au Comité d'amélioration de l'éducation (Cté francophone)

(Enseignants, cs, surintendants, mafia en éducation)

des conseillers parents

Présentement:

Beyanne Guay

Un cadre d'évaluation qui permettra de guider les cs en conformité avec les indicateurs de performance

Firme sera embauché (consultation PCH et MEO)

[ Collège - consultation députés/colleges  
- orientation

→ Public → entendre de l'entente

Rension - adaptation

8120-3

Gestion scolaire

# **GESTION SCOLAIRE EN ONTARIO**

## **Objectifs :**

- ▶ **Opérationnalisation du Système**
- ▶ **Promotion de l'accès**
- ▶ **Soutien au rendement des élèves**

## Opérationnalisation du système

- ▶ Démarrage
- ▶ Réseaux de technologies informatiques

Stratégies	<ul style="list-style-type: none"><li>- Démarrage des 12 conseils</li><li>- Réseaux de technologies informatiques</li></ul>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"><li>- Administration efficace</li><li>- Services éducationnels</li></ul>
Indicateurs de performance	<ul style="list-style-type: none"><li>- Structure administrative</li><li>- Base de calcul des coûts administratifs</li><li>- Ententes</li></ul>



## Promotion de l'accès

- ▶ Immobilisation
- ▶ Système de communication électronique

Stratégies	<ul style="list-style-type: none"><li>- Immobilisation</li><li>- Système de communication électronique</li></ul>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"><li>- Accès à l'éducation</li><li>- Modes alternatifs de communication</li></ul>
Indicateurs de performance	<ul style="list-style-type: none"><li>- Augmentation des effectifs</li><li>- Utilisation accrue des technologies</li><li>- Satisfaction accrue des parents etc.</li></ul>

## Soutien au rendement des élèves

- ▶ Aménagement linguistique
- ▶ Services à l'élève
- ▶ Intégration des technologies

Stratégies	<ul style="list-style-type: none"><li>- Aménagement linguistique (prog.)</li><li>- Services à l'élève</li><li>- Intégration des technologies (éducation à distance)</li></ul>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"><li>- Rendement plus élevé</li><li>- Transition vers le postsecondaire</li></ul>
Indicateurs de performance	<ul style="list-style-type: none"><li>- Amélioration des résultats</li><li>- Augmentation du nombre de diplômés</li><li>- Augmentation des demandes au postsecondaire</li><li>- Satisfaction des parents</li><li>- Gamme de services élargie</li></ul>

## OPERATIONALIZING THE SYSTEM

START-UP  
ADMINISTRATIVE NETWORKS

## PROMOTING ACCESS

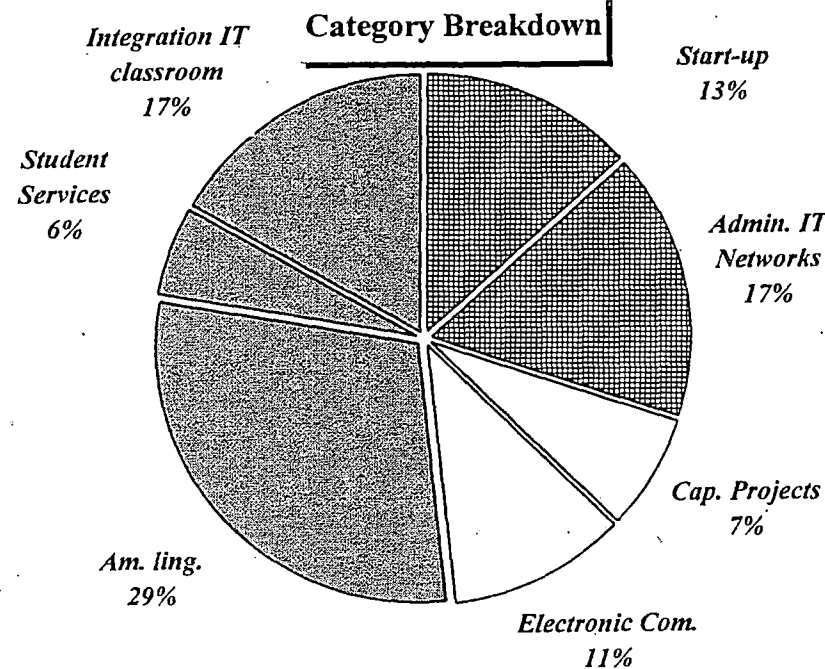
CAPITAL PROJECTS  
ELECTRONIC COMMUNICATION SYSTEMS

## SUPPORTING STUDENT ACHIEVEMENT

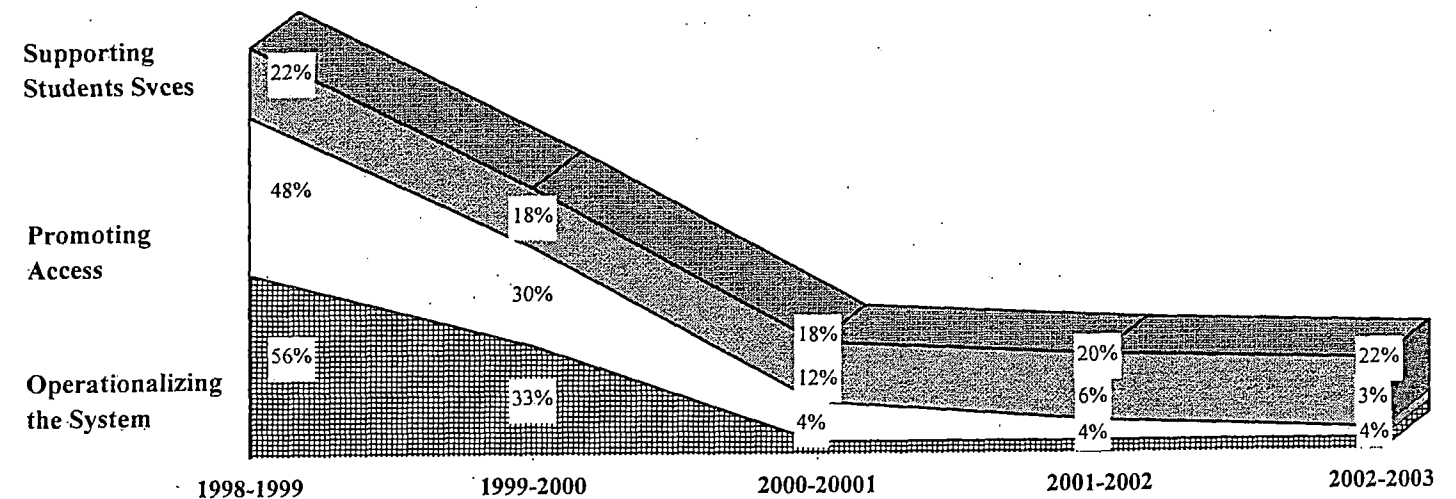
AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE  
STUDENT SERVICES  
INTEGRATION OF TECHNOLOGY IN THE CLASSROOM

## GRAND TOTAL

1998-1999	1999-2000	2000-20001	2001-2002	2002-2003	Total (\$ M)
15 \$	9 \$				24 \$
15 \$	9 \$	2 \$	2 \$	2 \$	30 \$
30 \$	18 \$	2 \$	2 \$	2 \$	54 \$
5 \$	5 \$	2 \$	1 \$		13 \$
11 \$	5 \$	2 \$	1 \$	1 \$	20 \$
16 \$	10 \$	4 \$	2 \$	1 \$	33 \$
8 \$	8 \$	10 \$	13 \$	14 \$	53 \$
2 \$	2 \$	2 \$	2 \$	2 \$	10 \$
10 \$	7 \$	5 \$	4 \$	4 \$	30 \$
20 \$	17 \$	17 \$	19 \$	20 \$	93 \$
66 \$	45 \$	23 \$	23 \$	23 \$	180 \$



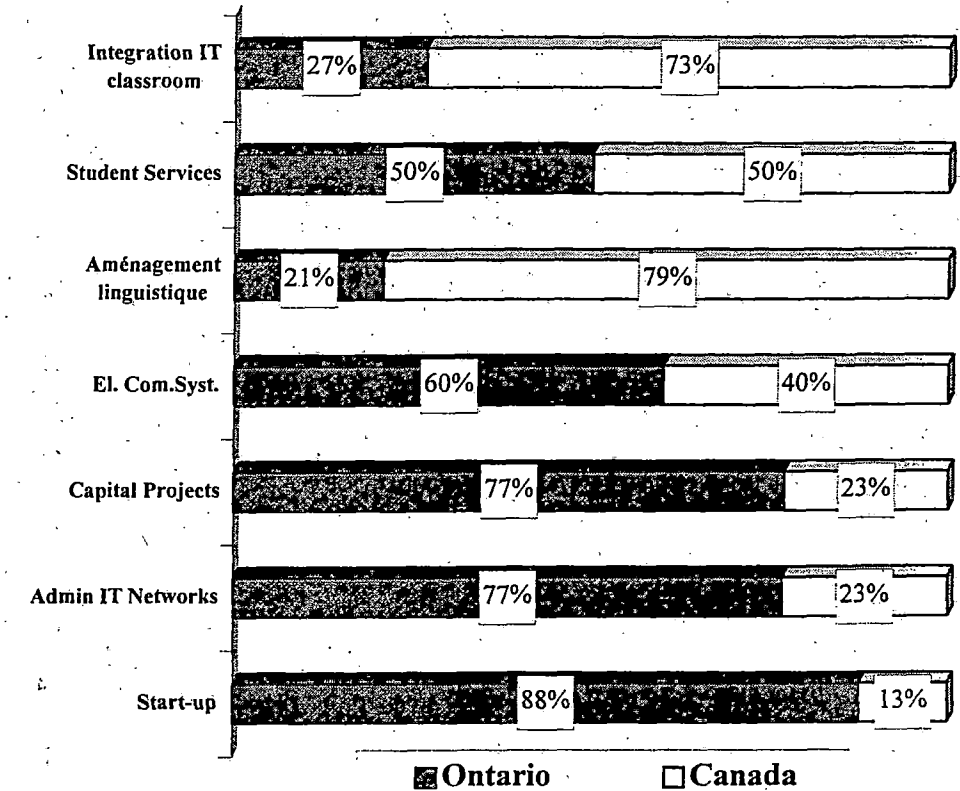
## Annual Funding Patterns per Category



## PROPOSED ANNUAL BREAKDOWN OF FUNDING ALLOCATIONS (\$ M)

	Operationalizing the System		Promoting Access		Supporting Student Achievement			TOTAL
	Start-up	Ad. Net.	Cap. Proj.	IT Com.	AL	Std't Svcs	IT integ.	
<b>1998-1999</b>								
Ontario	13 \$	13 \$	5 \$	9 \$	4 \$	1 \$	3 \$	48 \$
Canada	2 \$	2 \$		2 \$	4 \$	1 \$	7 \$	18 \$
<b>Total</b>	<b>15 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>10 \$</b>	<b>66 \$</b>
<b>1999-2000</b>								
Ontario	8 \$	7 \$	5 \$	2 \$	2 \$	1 \$	2 \$	27 \$
Canada	1 \$	2 \$		3 \$	6 \$	1 \$	5 \$	18 \$
<b>Total</b>	<b>9 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>45 \$</b>
<b>2000-2001</b>								
Ontario		1 \$		1 \$	1 \$	1 \$	1 \$	5 \$
Canada		1 \$	2 \$	1 \$	9 \$	1 \$	4 \$	18 \$
<b>Total</b>	<b>- \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>10 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>23 \$</b>
<b>2001-2002</b>								
Ontario		1 \$			2 \$	1 \$	1 \$	5 \$
Canada		1 \$	1 \$	1 \$	11 \$	1 \$	3 \$	18 \$
<b>Total</b>	<b>- \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>23 \$</b>
<b>2002-2003</b>								
Ontario		1 \$			2 \$	1 \$	1 \$	5 \$
Canada		1 \$		1 \$	12 \$	1 \$	3 \$	18 \$
<b>Total</b>	<b>- \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>23 \$</b>
<b>Total Ontario</b>	<b>21 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>10 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>90 \$</b>
<b>Total Canada</b>	<b>3 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>42 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>90 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>24 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>10 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>180 \$</b>

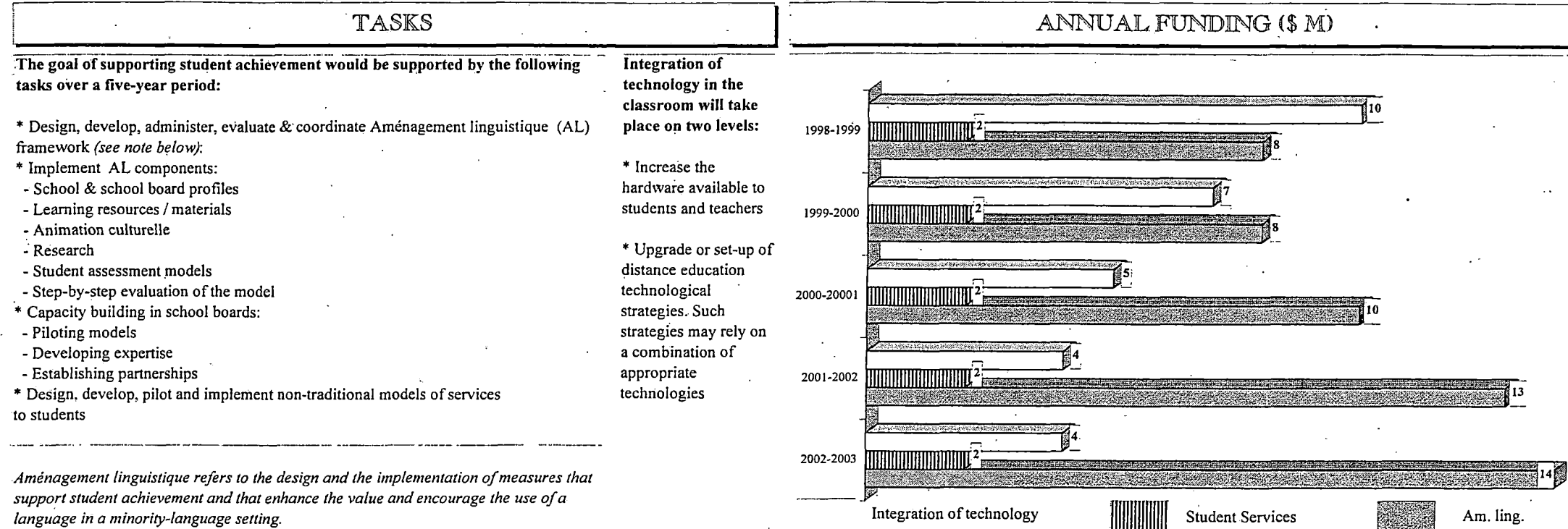
## PROVINCIAL / FEDERAL FUNDING BREAKDOWN BY CATEGORY



## PROMOTING ACCESS

TASKS		ANNUAL FUNDING (\$ M)																		
<b>Capital Projects:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>* School building and renovation monitored as school board restructuring process is completed</li> <li>* Accountability framework in place</li> </ul>	<b>Electronic Communication Systems:</b> <p>Set-up of electronic systems capable of facilitating communications between school board trustees, administrators and parents. This includes purchase and implementation of:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Hardware: computers, modems, printers, fax machines, scanners, etc</li> <li>* Software</li> <li>* Training programs</li> <li>* Support mechanisms</li> </ul>	<table border="1"> <caption>Annual Funding (\$ M)</caption> <thead> <tr> <th>Period</th> <th>Electronic Communication Systems</th> <th>Capital Projects</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1998-1999</td> <td>5</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>1999-2000</td> <td>5</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>2000-2001</td> <td>2</td> <td>2</td> </tr> <tr> <td>2001-2002</td> <td>1</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>2002-2003</td> <td>1</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table>	Period	Electronic Communication Systems	Capital Projects	1998-1999	5	11	1999-2000	5	5	2000-2001	2	2	2001-2002	1	1	2002-2003	1	1
Period	Electronic Communication Systems	Capital Projects																		
1998-1999	5	11																		
1999-2000	5	5																		
2000-2001	2	2																		
2001-2002	1	1																		
2002-2003	1	1																		
DESIRED OUTCOMES		PERFORMANCE INDICATORS																		
<b>Capital Projects:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>* French Language elementary &amp; secondary schools of Ontario will be able to deliver programming effectively</li> <li>* More French-language parents will enroll their children in French-language schools</li> </ul>	<b>Electronic Communication Systems:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Secure communication among directors of education, superintendents and trustees located throughout existing and newly amalgamated boards</li> <li>* Meetings held electronically for collaborative work</li> <li>* School linkages: communications among school boards and school councils</li> <li>* Access to relevant educational information and technology given to the community</li> </ul>	<b>Capital Projects:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>* School building or renovation work completed</li> <li>* Increased enrollment of FL students</li> </ul>																		
		<b>Electronic Communication Systems:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Set-up of LANs and WANs in French Language elementary &amp; secondary schools of Ontario</li> <li>* Use of Internet</li> <li>* Participation at board meetings by the public and parents electronically through the schools</li> <li>* Satisfaction surveys</li> </ul>																		

## SUPPORTING STUDENT ACHIEVEMENT



DESIRED OUTCOMES	PERFORMANCE INDICATORS
<p><b>Aménagement linguistique &amp; Student Services:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Students are gradually performing in accordance with provincial expectations</li> <li>* Linkages between FL schools and the broader community are enhanced to support the learning of students</li> <li>* Appropriate learning services and resources are provided to FL students</li> <li>* High-quality educational services are provided in an efficient way to FL students in all FLDSBs</li> <li>* Implemented framework contributes to the progress of student achievement</li> </ul>	<p><b>Aménagement linguistique &amp; Student Services:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Results on student tests: provincial, national, international</li> <li>* Increase in and diversification of school-community education programs at the elementary and secondary panels (e.g. Co-op, work experience, and volunteer activities)</li> <li>* Greater satisfaction of parents with learning services and resources provided to FL students</li> <li>* Existence of resource-sharing and cost-sharing arrangements for the delivery of educational services</li> <li>* Step-by-step evaluation method over a five-year period</li> </ul>
<p><b>Integration of technology in the classroom:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Technology-enabled learning: professional development for educators, curriculum development, multi-media content</li> <li>* Enhanced computer literacy of FL students; maximum access to information, processing and communications technology to support teaching and learning in all areas of the curriculum; global research made available in the classroom</li> <li>* Greater distance education opportunities</li> </ul>	<p><b>Integration of technology in the classroom:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Computer/student ratio</li> <li>* Percentage of distance education courses</li> <li>* Use of the electronic provincial report card</li> </ul>

# **Veillez classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Crestion scolaire*

Date de demande de classement

Généralités

000119

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS

**ENTENTE CANADA-COMMUNAUTÉ ET  
GESTION SCOLAIRE EN ONTARIO :  
ÉTAT DE LA SITUATION**

Pour information

**RÉSUMÉ**

- ° L'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) vous invitera sous peu à son assemblée générale annuelle qui aura lieu au début de juin.
- ° Vous trouverez ci-après de plus amples informations sur les deux principaux dossiers touchant l'Ontario : l'entente Canada-communauté et la gestion scolaire.
- ° Le Ministère et la communauté franco-ontarienne espèrent être en mesure de faire ratifier l'entente Canada-communauté à l'assemblée générale annuelle de l'ACFO. Si cela devait s'avérer impossible, une entente de principe pourrait être signée, la mise en oeuvre complète se faisant alors en 1997-1998.

ENTENTE CANADA-COMMUNAUTÉ

**Contexte**

- ° Les négociations entre les représentants du ministère du Patrimoine canadien et ceux de la *Coalition pour le développement et l'épanouissement de la communauté franco-ontarienne et des minorités raciales francophones de l'Ontario* en vue de la conclusion d'une entente Canada-communauté sont en cours depuis près d'un an et demi.

.../2





Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

- 2 -

- Les organismes représentés par la Coalition ont réussi à élaborer un cadre administratif qui leur permettra de se concerter, mais — bien que sensible aux objectifs du repositionnement (rationalisation, usage ciblé de fonds réduits) — l'exécutif de la Coalition a été réticent à les assumer pleinement. Ces objectifs restent incontournables dans un contexte de décroissance des fonds gouvernementaux.
- Le texte de l'entente est pratiquement prêt. Par contre, le montant de l'enveloppe budgétaire devra encore faire l'objet de discussions. L'enveloppe, qui était de 3,5 millions de dollars la première année (la deuxième année est déjà en cours), ira en décroissant sur une période de quatre ans, pour un montant total de 12,8 millions de dollars (voir le tableau ci-joint).
- L'exécutif de la Coalition a écrit au Premier ministre ainsi qu'à votre prédécesseur en octobre 1995 dans l'espoir de faire augmenter le financement prévu. Dans sa réponse, votre prédécesseur réitérait l'importance, pour le Ministère, de s'en tenir à la répartition prévue des fonds entre les diverses ententes communautaires et soulignait l'apport du gouvernement fédéral à l'avancement d'autres dossiers primordiaux pour la communauté franco-ontarienne. Vous trouverez en annexe copie de cette correspondance.
- La Coalition a également rencontré les députés et sénateurs franco-ontariens en novembre 1995 pour leur faire part de ses préoccupations quant au financement disponible. De sérieuses réserves ont alors été émises par la députation et le sénateur Gauthier quant à toute tentative de marginalisation de l'ACFO par la Coalition.

### **Considérations**

- L'ACFO, avec ses organismes membres et affiliés, représente une large part des organismes franco-ontariens, mais ne jouit pas d'un appui général incontesté. Quant à la Coalition, qui a été constituée aux fins de la négociation, elle devrait évoluer, à la signature de l'entente, vers un mécanisme représentatif de l'ensemble des organismes franco-ontariens, où l'ACFO devrait s'assurer un rôle privilégié.

.../3



Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

- 3 -

- ° Cette possibilité est d'autant plus grande maintenant que l'harmonie semble être revenue entre la Coalition et l'ACFO, après une période où leurs relations étaient quelque peu tendues. Dernièrement, M<sup>me</sup> Éthel Côté a soumis sa démission comme porte-parole de la Coalition pour des raisons personnelles. Cependant, il semble qu'elle demeurera la négociatrice en chef d'ici la fin des négociations. Par ailleurs, la participation accrue de l'ACFO dans les pourparlers au sujet de la mise en oeuvre de l'entente pourrait signifier qu'elle désire exercer un leadership plus évident.
- ° Désireuse de clarifier et de consolider son rôle auprès de la communauté franco-ontarienne, l'ACFO compte d'ailleurs d'entreprendre, avec l'appui du Ministère, un examen de sa structure interne qui devrait lui permettre de régler ses difficultés financières et organisationnelles et de répondre plus adéquatement aux besoins de la communauté. La Coalition elle-même adhère maintenant au projet de l'ACFO. Ce projet vous a été soumis récemment pour approbation.

#### **Prochaines étapes**

- ° Une séance de négociation aura lieu dans les semaines qui viennent pour mettre la dernière main au texte de l'entente et déposer l'offre du Ministère. Les discussions entourant le montant de l'enveloppe globale sont d'autant plus pressantes que le Ministère fonctionne déjà avec le montant prévu dans l'entente, et que d'importantes coupures auront été faites aux chèques que les organismes recevront en avril.
- ° À défaut d'une entente finale, une entente provisoire faisant état des principes et des montants sur lesquels le Ministère et la communauté franco-ontarienne se seront entendus pourrait être ratifiée à l'assemblée générale annuelle de l'ACFO au début du mois de juin prochain. La mise en oeuvre complète de l'entente se ferait alors en 1997-1998.

.../4



Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

- 4 -

## GESTION SCOLAIRE

### Contexte

- ° Le 16 février 1996, le Groupe d'étude sur la réduction du nombre de conseils scolaires en Ontario a remis au ministre de l'Éducation et de la Formation son rapport final, qui contient 30 recommandations. Un des mandats du Groupe était de présenter des recommandations portant sur la rationalisation des 74 sections et comités consultatifs de langue française ainsi que des quatre conseils scolaires francophones (Toronto, Ottawa-Carleton (2) et Prescott-Russell).
- ° Le Groupe recommande la création de 15 conseils scolaires de langue française: 5 conseils d'écoles publiques (2 dans le Nord et 3 dans le Sud) et 10 conseils d'écoles catholiques (5 dans le Nord et 5 dans le Sud de l'Ontario).
- ° Selon le Groupe d'étude, il est primordial que la fusion des conseils scolaires et surtout la création des conseils scolaires de langue française soient accompagnées d'une réforme du financement de l'éducation en Ontario. D'ailleurs, le financement fait l'objet d'une cause qui pourrait aller devant les tribunaux prochainement; cette cause est appuyée par le Programme de contestations judiciaires financé par le Ministère.
- ° Afin de donner forme aux consultations publiques promises dans le processus, le ministre de l'Éducation et de la Formation a demandé aux députés de la province de mener une consultation dans leur circonscription sur les fusions des conseils scolaires et d'en communiquer les résultats d'ici le 30 mai prochain.
- ° Dans le contexte de la réforme du financement de l'éducation, un Groupe de travail a été mis sur pied en mars 1995. Son mandat est de conseiller le Ministre quant aux modifications à apporter au système de financement actuel, notamment les modifications nécessaires pour répartir plus équitablement les recettes d'évaluation foncière, et à la meilleure façon d'assurer la responsabilisation fiscale de la province et des conseils scolaires. Le rapport devrait être déposé sous peu.

.../5



Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

- 5 -

### **Considérations**

- ° Dans une récente lettre adressée au sous-ministre adjoint, Citoyenneté et Programme d'identité canadienne, la sous-ministre adjointe du ministère de l'Éducation et de la Formation demande dans quelle mesure notre Ministère pourra appuyer financièrement la mise en oeuvre de la gestion scolaire. Déjà la province estime à plus de 150 M\$ la demande auprès du gouvernement fédéral.
- ° En 1993, le gouvernement fédéral signait une entente spéciale de 50 millions de dollars avec la province de l'Ontario dans le cadre des mesures spéciales sur la gestion scolaire et l'enseignement postsecondaire en français. Cette infusion majeure a permis la mise sur pied de trois collèges de langue française. La province avait alors indiqué que sa priorité dans le cadre de cette enveloppe spéciale était la création du réseau de trois collèges.
- ° Pour les Franco-Ontariens, la gestion scolaire est maintenant une priorité. Ils appuient les recommandations du Groupe d'étude. Cependant le financement demeure une question litigieuse et l'étendue géographique qu'auront à couvrir certains conseils de langue française représente tout un défi.
- ° Par suite des consultations des députés, le ministre de l'Éducation et de la Formation entend prendre une décision avant la fin de l'été en tenant également compte du rapport final du Groupe d'étude sur la réforme du financement de l'éducation.
- ° La Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO), l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) et la Fédération des caisses populaires de l'Ontario viennent de lancer une campagne de sensibilisation et de financement pour la gestion scolaire.

### **Prochaines étapes**

- ° L'ACFO explore la possibilité d'obtenir une injonction pour forcer le gouvernement provincial à créer les conseils scolaires.

.../6





Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5



- 6 -

- ° Le Ministère prévoit inclure la question de la gestion scolaire dans le mémoire global qui devrait être présenté au Cabinet en décembre 1996. On y évaluera les progrès accomplis jusqu'à présent (notamment en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan, en Nouvelle-Écosse, en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve) et on demandera, au besoin, un appui supplémentaire pour finaliser le travail et l'étendre en Ontario.

Suzanne Hurtubise

Pièces jointes: correspondance et tableaux

Préparé par :

Carolle Corriveau, Programmes d'appui aux langues officielles, 994-5859, et  
Lyne Labrèche, Programmes d'appui aux langues officielles, 994-2223 (en  
consultation avec Réjeanne Guay, Région de l'Ontario)

Gilbert Scott, Région de l'Ontario, (416) 954-0396

Roger Collet, Citoyenneté et Programme d'identité canadienne, 994-2164



Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5



## **ANALYSE ET SYNTHÈSE**

Rapport du Groupe d'étude sur la réduction du nombre  
de conseils scolaires en Ontario

### **RAPPORT SWEENEY**



Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

## Contexte

Le Groupe d'étude sur la réduction du nombre de conseils scolaires en Ontario a remis son rapport final avec 30 recommandations au ministre de l'Éducation le 16 février dernier. Il avait pour mandat de présenter des recommandations sur les sujets suivants:

- nouvelles limites territoriales des conseils scolaires, réduire le nombre de 40 à 50 pour cent;
- réduire le nombre de conseillères et de conseillers scolaires par une nouvelle formule de représentation;
- rationaliser le réseau d'éducation en langue française;
- incidences des propositions sur les finances et les ressources humaines.

Selon le Groupe d'étude, les fusions de conseils scolaires s'avéreront inutiles si elles ne s'accompagnent pas d'une réforme du financement de l'éducation.

Les objectifs d'égalité des chances d'accès à l'enseignement continue, d'efficacité et de rendement dans la conjoncture économique des années 90 sont des éléments moteurs des réformes de l'éducation.

Le Groupe d'étude pour la fusion et la définition des nouvelles limites territoriales des conseils scolaires a tenu compte des critères suivants: le respect des droits garantis par la Constitution, les nombres, la géographie, la démographie.

## **ANALYSE**

- Afin de pallier aux consultations publiques promises dans le processus, le ministre de l'Éducation et de la Formation a demandé aux députés de la province de mener une consultation dans leur circonscription sur les fusions de conseils scolaires et d'en communiquer les résultats d'ici le 30 mai prochain.
- Dans le contexte de la réforme du financement de l'éducation, un Groupe de travail a été mis sur pied en mars 1995. Son mandat est de conseiller le ministre quant aux modifications à apporter au système de financement actuel, notamment les modifications nécessaires pour répartir plus équitablement les recettes d'évaluation foncière, et à la meilleure façon d'assurer la responsabilisation fiscale de la province et des conseils scolaires. Le rapport devrait être déposé sous peu.

.../2



Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

- 2 -

- Il s'avère primordial, tel que souligné par le Groupe d'étude, que la fusion des conseils scolaires et surtout la création des conseils scolaires de langue française soit accompagné d'une réforme du financement de l'éducation en Ontario. D'ailleurs, le financement est fondement de la cause Landry-Bourgeois-Séguin en Ontario.
- La mise en commun des sommes provenant des évaluations commerciales et industrielles est une redistribution plus équitable des recettes et procurerait aux conseils scolaires de langue française nouvellement créés des ressources financières équitables par rapport à celles des autres conseils scolaires de la province et ainsi offrir aux élèves une éducation comparable à celle des autres élèves de l'Ontario. Bien entendu cette redistribution sera bénéfique pour les conseils scolaires en général mais le CEFCUT sera touché par une diminution.
- Cependant la mise en commun des recettes d'évaluation pourrait être un prétexte pour diminuer le montant des paiements de transfert aux paliers élémentaire et secondaire.
- Les limites territoriales des conseils scolaires de langue françaises sont très vastes surtout pour les conseils d'écoles publiques dans le Nord puisqu'il n'existe pas d'écoles publiques élémentaires et secondaires dans le nord-ouest.
- Dans le sud, la région de Windsor à Peterborough a été divisé en 2 conseils scolaires publiques. C'est malheureux pour le projet d'étude sur la restructuration de l'éducation publique de langue française dans la Région du Grand Toronto où la juridiction Peel et Halton ont été détachés du consortium du Grand Toronto. Par contre, selon le rapport Sweeney, il serait possible de modifier la recommandation. Des démarches sont entreprises par les conseils scolaires touchés auprès des députés afin de suggérer des modifications à la recommandation.
- On peut s'attendre à la création d'écoles les régions démunies d'écoles élémentaires et secondaires publiques de langue française (nord-ouest et le centre-sud).
- La formule proposée de dotation est un couteau à deux tranchants pour les francophones. D'une part, si le personnel francophone diminue selon le nombre d'élèves certains services dans les écoles risquent de disparaître. D'autre part, cette formule peut permettre d'offrir des services non-existants dans certaines régions.
- La fusion n'apporte pas nécessairement de diminution de coûts sauf dans les formules proposées pour la dotation. Par contre, si la subvention provinciale du plafond du coût par élève augmente uniformément et que les taxes commerciales et industrielles sont regroupées à l'échelle provinciale, les taxes scolaires résidentielles pourraient diminuer.

.../3





Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

- 3 -

- Le rapport Sweeney n'a pas fait référence à la subvention d'équivalence de langue française que la province verse actuellement aux conseils d'Ottawa-Carleton et de Prescott-Russell qui permet de pallier au financement équitable.
- Le rapport n'a pas regardé le nombre d'élèves potentiels.
- Les coûts rattachés à la technologie n'ont pas été identifiés. Il est à souhaiter que des ententes soient développées avec le réseau de formation à distance de langue française en Ontario.
- La gestion provisoire est indispensable pour assurer la transition de la fusion ainsi que pour la création des conseils scolaires de langue française.

## **SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS**

### **Financement de l'éducation**

- Établir un fonds commun d'impôts commerciaux et industriels à l'échelle de la province selon les critères suivants:
  - fixer un taux d'imposition standard pour l'évaluation commerciale-industrielle;
  - exiger que les municipalités transmettent les recettes de l'application du taux d'imposition à un organisme provincial indépendant qui sera créé pour superviser la perception et la redistribution des recettes de façon à ce que tous les conseils disposent d'un même montant de dépenses par élèves et ce pour une période de 5 ans.
  - pour une période de 5 ans, la province ne réduit pas le montant total des subventions qu'elle verse aux conseils scolaires
- Simultanément, la province détermine un niveau réaliste de dépenses ordinaires approuvées par élève.

### **Fusion des conseils scolaires**

- Réduire à 87 le nombre de conseils scolaires qui s'élève actuellement à 168; les nouveaux conseils compteraient 15 conseils scolaires de langue française. Fusionner les conseils scolaires de langue anglaise selon les territoires modifiés.
- Élection des conseillères et conseillers scolaires en novembre 1997. Établissement des nouveaux conseils scolaires en décembre 1997 et rendre opérationnels en janvier 1998.

.../4



Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

- 4 -

- Des 15 conseils scolaires de langue française:
  - 5 conseils d'écoles publiques  
2 dans le Nord, 3 dans le Sud
  - 10 conseils d'écoles catholiques  
5 dans le Nord et 5 dans le sud de l'Ontario
- Dissolution du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto et du Conseil des écoles séparées protestantes de Penetanguishene.

#### **Nombre et rémunération des conseillères et conseillers scolaires**

- Fondé sur le nombre d'élèves inscrits à un conseil scolaire, 7 à 13 conseillères et conseillers scolaires seraient élus.
- Dans le cas des conseils dont la zone géographique est très étendue et dont la population scolaire est petite (par exemple le Nord de l'Ontario),
- Apporter des modifications à la *Loi sur l'éducation* afin de réduire la rémunération des conseillères et conseillers scolaires et de permettre l'utilisation de systèmes de technologie électronique pour la tenue des réunions et des scrutins.

#### **Limites des dépenses**

- Uniformiser les catégories de dépenses des conseils et que les dépenses au titre du soutien opérationnel et du soutien administratif soient limitées à moins de 40% de leur budget total.

#### **Négociations collectives**

- Révision et modification de la Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants dans le contexte de la Loi sur les relations de travail afin de permettre une négociation à l'échelle de la province.

#### **Gestion provisoire**

- Mise en place d'un comité provisoire d'organisation des conseils pour chaque conseil créé par une fusion avec le pouvoir de rendre des décisions exécutoires
- Dans le cas de chaque conseil scolaire, section ou comité de langue française, un conseiller scolaire sera choisi pour faire partie du comité provisoire.

.../5



Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

- 5 -

### **Les impôts**

- Si la recommandation sur la mise en commun des évaluations commerciales et industrielles est mise en oeuvre, les réductions et les augmentations des impôts fonciers des contribuables seront moindres.

### **Incidences financières**

- Réduction du personnel administratif: selon la formule de dotation proposée après la fusion une économie de 107 M \$.
- Diminution des besoins d'installations pour les bureaux
- Accroissement des ententes de collaboration entre les conseils et avec des organismes locaux.

### **COMMENTAIRES**

Le Ministre Snobelen a déjà commencé à prendre en considération certaines recommandations du Rapport Sweeney.

M. Snobelen, a annoncé le 6 mars dernier, sa stratégie visant à aider les conseils scolaires à contrôler les dépenses relatives à l'éducation et à réaliser des économies. Selon M. Snobelen, les décisions prises découlent de trois objectifs: préserver le financement des salles de classe, donner aux autorités locales la possibilité de prendre des décisions ou de négocier des solutions et, de ne pas augmenter les impôts locaux.

Tel qu'annoncé dans son exposé économique du 29 novembre 1995, le gouvernement s'attend à ce que les conseils scolaires fassent face à la réduction en comprimant les coûts des programmes périscolaires sans imposer un fardeau fiscal plus lourd aux contribuables.



Multiculturalism and  
Citizenship Canada

Multiculturalisme et  
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

## GESTION SCOLAIRE EN ONTARIO

### En prévision de votre discussion téléphonique avec Richard Dicteri

- Le 16 février 1996, le Groupe d'étude sur la réduction du nombre de conseils scolaires en Ontario a remis au ministre de l'Éducation et de la Formation son rapport final.
- Le Groupe recommande la création de 15 conseils scolaires de langue française: 5 conseils d'écoles publiques (2 dans le Nord et 3 dans le Sud) et 10 conseils d'écoles catholiques (5 dans le Nord et 5 dans le Sud de l'Ontario). Il existe présentement quatre conseils scolaires francophones: Toronto, Ottawa-Carleton (2) et Prescott-Russell.
- Selon le Groupe d'étude, il est primordial que la fusion des conseils scolaires et surtout la création des conseils scolaires de langue française soient accompagnées d'une réforme du financement de l'éducation en Ontario.
- Afin de donner forme aux consultations publiques promises dans le processus, le ministre de l'Éducation et de la Formation a demandé aux députés de la province de mener une consultation dans leur circonscription sur les fusions des conseils scolaires et d'en communiquer les résultats d'ici le 30 mai prochain. **Le ministre de l'Éducation et de la Formation entend prendre une décision avant la fin de l'été.**
- Dans le contexte de la réforme du financement de l'éducation, un Groupe de travail a été mis sur pied en mars 1995. Son mandat est de conseiller le Ministre quant aux modifications à apporter au système de financement actuel, notamment les modifications nécessaires pour répartir plus équitablement les recettes d'évaluation foncière, et à la meilleure façon d'assurer la responsabilisation fiscale de la province et des conseils scolaires. Le rapport devrait être déposé sous peu.
- Dans une récente lettre adressée au sous-ministre adjoint, Citoyenneté et Programme d'identité canadienne, la sous-ministre adjointe du ministère de l'Éducation et de la Formation, Mariette Carrier-Fraser, demande dans quelle mesure notre Ministère pourra appuyer financièrement la mise en oeuvre de la gestion scolaire. Déjà la province estime à plus de 150 M\$ la demande auprès du gouvernement fédéral.
- En 1993, le gouvernement fédéral signait une entente spéciale de 50 millions de dollars avec la province de l'Ontario dans le cadre des mesures spéciales sur la gestion scolaire et l'enseignement postsecondaire en français. Cette infusion majeure a permis la mise sur pied de trois collèges de langue française. La province avait alors indiqué que sa priorité dans le cadre de cette enveloppe spéciale était la création du réseau de trois collèges.

.../2



- 2 -

- Pour les Franco-Ontariens, la gestion scolaire est maintenant une priorité. Ils appuient les recommandations du Groupe d'étude. Cependant le financement demeure une question litigieuse et l'étendue géographique qu'auront à couvrir certains conseils de langue française représente tout un défi.
- La Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO), l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) et la Fédération des caisses populaires de l'Ontario viennent de lancer une campagne de sensibilisation et de financement pour la gestion scolaire.
- L'ACFO explore la possibilité d'obtenir une injonction pour forcer le gouvernement provincial à créer les conseils scolaires.
- Le Ministère prévoit inclure la question de la gestion scolaire dans le mémoire global qui devrait être présenté au Cabinet en décembre 1996. On y évaluera les progrès accomplis jusqu'à présent (notamment en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan, en Nouvelle-Écosse, en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve) et on demandera, au besoin, un appui supplémentaire pour finaliser le travail et l'étendre en Ontario.
- M. Collet rencontre son homologue provincial, Mariette Carrier-Fraser, mercredi le 17 avril pour commencer les discussions avec l'Ontario.

## LE CONFLIT SCOLAIRE

78. 1885 La loi provinciale devient répressive envers les Franco-Ontariens. Les enseignantes et enseignants sont obligés de réussir des examens d'anglais, ce qui prive les écoles françaises des meilleurs enseignants religieux venus du Québec. L'enseignement de l'anglais est aussi rendu obligatoire.
79. 1889 Les manuels de langue française ne sont plus autorisés. Il n'y avait eu aucune restriction, ni dans l'enseignement ni dans le choix des volumes, jusque là.
80. 1890 L'anglais doit être la seule langue de communication dans toutes les écoles de l'Ontario. Parallèlement, cette année-là, le diocèse d'Alexandria est créé et rattaché à l'archidiocèse anglais de Kingston pour contrer l'expansion des Canadiens français devenus trop nombreux dans l'est de l'Ontario.
81. Au tournant du siècle, les Orangistes (Irlandais protestants), anticatholiques et antifrancophones, s'allient à leurs adversaires acharnés traditionnels, les Irlandais catholiques, pour faire la guerre aux Canadiens français.
82. 1910 Fondation de l'ACFEO (Association canadienne française d'éducation de l'Ontario) à Ottawa. Elle deviendra l'ACFO en 1968. C'est le regroupement de toutes les forces vives de la francophonie ontarienne. Le sénateur Napoléon Antoine BELCOURT en est le premier président. Il jouera un rôle de premier plan dans l'annulation du Règlement 17 en 1927.
83. 1910 L'Irlandais Michael Francis FALLON est sacré évêque de London. Il s'oppose aux aspirations des Canadiens français en intervenant auprès du premier ministre Whitney et en prônant ouvertement leur assimilation. La nomination de l'anglophone Charles Hugh Gauthier, comme nouvel archevêque d'Ottawa, n'a rien de rassurant.
84. 1912 Le Règlement 17 interdit, à toutes fins pratiques, l'enseignement du français dans les écoles. L'ACFEO devient « l'arme de combat » des Canadiens français. La résistance s'organise. Le Québec et les Québécois viendront au secours des Franco-Ontariens, le haut-clergé aussi, jusqu'au pape Benoît XV.

85. 1913 Fondation du journal Le Droit, dont la devise est « l'avenir est à ceux qui luttent », par les Oblats. L'âme dirigeante en est le père Charles CHARLEBOIS qui sera aussi la cheville ouvrière et le grand animateur de l'ACFÉO pendant vingt ans. Il sera l'un des plus grands Franco-Ontariens.
86. 1915-1916 La crise scolaire atteint son paroxysme. Monseigneur Élie Latulipe d'Haileybury, d'autres évêques et dirigeants francophones appuient l'ACFÉO. Forcées de quitter l'École Guigues, les enseignantes DIANE et BÉATRICE DESLOGES ouvrent des classes privées.

La Commission des écoles séparées d'Ottawa veut reprendre l'École Guigues mais les policiers leur barrent la route. Les parents prennent l'édifice d'assaut et les femmes armées de redoutables épingles à chapeau y montent la garde jour et nuit.

Le président de l'ACFÉO, Philippe LANDRY, démissionne avec fracas de son siège de président du Sénat pour se consacrer à cette cause. Il dénoncera, en 1917, l'oeuvre subversive de l'évêque Irlandais Fallon et blâmera aussi l'archevêque anglophone d'Ottawa. Son fauteuil de sénateur est aujourd'hui aux bureaux de l'ACFO où il est l'apanage du président.

Samuel GENEST, président de la Commission des écoles séparées d'Ottawa pendant toute la crise du Règlement 17 (1912-1927) sera traîné devant les tribunaux et accusé d'avoir rémunéré des enseignantes et enseignants. Il sera aussi président de l'ACFÉO.

La crise scolaire se résorbe en 1921. Le Règlement 17 devient inopérant en 1927 et sera abrogé en 1944. Cette loi inique et infâme aura toutefois permis aux Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes de se regrouper et de s'affirmer comme collectivité.

87. 1922 L'historien national des Canadiens français, l'abbé LIONEL GROULX, publie l'Appel de la Race, un roman historique et à thèse qui vient appuyer les Franco-Ontariens en dénonçant le Règlement 17 et en mettant en vedette le sénateur Belcourt ainsi que le père Charlebois.
88. 1923 À Pembroke, l'enseignante JEANNE LAJOIE est congédiée par le conseil scolaire pour avoir voulu défendre l'enseignement en français. Le sort fait à la nouvelle héroïne suscite une nouvelle souscription au Québec en faveur de l'ACFÉO.
89. 1943 Fondation de l'AEFO (Association des enseignants et enseignantes franco-ontariens). Les Franco-Ontariens commencent à remplacer les associations bilingues par des associations françaises.

90. 1968 La loi 140 permet la création d'écoles secondaires françaises. Les communautés religieuses laissent la responsabilité de l'éducation à l'État et les collèges privés ferment leurs portes car le problème scolaire semble réglé.

Mais des conflits surgiront car la gestion scolaire n'est pas acquise et la preuve est faite qu'il ne faut pas compter sur la bonne foi des Anglais. Plusieurs écoles sont arrachées « à la pointe de l'épée ». Qu'il suffise de rappeler les luttes de Sturgeon Falls (1971), Cornwall (1973), Windsor-Essex (1975) et Pénétanguishene (1978).

91. 1981 Le Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred ouvre ses portes. C'est la première institution post-secondaire française subventionnée par le gouvernement.

92. 1990 La Cité collégiale devient le premier collège de langue française d'arts appliqués et de technologie. Au Québec, les Anglais en ont sept.

En 1993, le gouvernement ontarien a accepté la création de deux autres collèges communautaires, un dans le Nord (le Collège Boréal) et l'autre dans le Sud (Le collège des Grands Lacs).

93. 1994 Même si l'Université d'Ottawa et l'Université Laurentienne de Sudbury sont bilingues, et que d'autres campus universitaires offrent des cours en français – il faut applaudir la vitalité du Collège universitaire de Hearst –, les Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens attendent toujours leur première université française, comparativement aux Anglais du Québec qui en possèdent trois depuis longtemps.

COMMISSAIRE AUX  
LANGUES OFFICIELLES



COMMISSIONER OF  
OFFICIAL LANGUAGES

110

8/20-3

+ suivis

# DISCOURS

Commissariat aux langues officielles, 344, rue Slater, Ottawa (Ontario) K1A 0T8 Tél. : (613) 995-0826

Madame Dyane Adam  
Commissaire aux langues officielles  
Allocution prononcée devant  
les États généraux sur la petite enfance  
« La mission de l'instruction  
dans la langue de la minorité »

Toronto  
Le 29 janvier 2000

Seul le texte prononcé fait foi

Also available in English.

000149

Allocution prononcée devant les États généraux sur la petite enfance  
le 29 janvier 2000, Toronto

Page 2

Je suis très heureuse de me trouver ici avec vous aujourd'hui. Je me sens d'autant plus entre amis puisque j'ai passé une bonne partie de ma carrière dans le monde de l'éducation.

Quelle merveilleuse façon de débiter le deuxième millénaire en tenant des États généraux sur la petite enfance ! Après tout, mieux vaut commencer par le début, n'est-ce pas, y compris en éducation. J'y reviendrai tout à l'heure.

Je me sens privilégiée d'avoir l'occasion de m'adresser à vous en ce moment. En tant que parents, enseignantes et enseignants, conseillers et conseillères scolaires, administrateurs et administratrices d'écoles et de conseils scolaires ou de professionnels oeuvrant au sein du ministère de l'Éducation, vous êtes les chefs de file responsables de réaliser la mission de l'école de langue française en Ontario.

### **La mission de l'école française**

La mission de l'école de langue française en Ontario a été établie dans la Constitution canadienne. La Cour suprême du Canada a clairement défini cette mission pour nous dans les décisions qu'elle a rendues sur les *Droits à l'instruction dans la langue de la minorité* garantis dans l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, en vigueur depuis 1982.

Dans la décision unanime Arsenault-Cameron rendue le 13 janvier dernier, la Cour suprême du Canada a insisté sur le rôle social et culturel de l'école en rappelant que « l'école est l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle ». (*Arsenault-Cameron c. l'Île-du-Prince-Edouard*, 2000 CSC 1, p. 5) Elle a aussi rappelé que, en 1990, la Cour a affirmé dans l'arrêt *Mahé*, « que l'article 23 vise à remédier, à l'échelle nationale, à l'érosion historique progressive de groupes de langue officielle et à faire des deux groupes linguistiques officiels des partenaires égaux dans le domaine de l'éducation ».

La mission fondamentale que doit réaliser dans son milieu chaque école de langue française en Ontario consiste donc à remédier à l'érosion historique progressive de la communauté francophone et à favoriser son épanouissement.

Votre rôle, en tant que responsables de réaliser la mission de l'école de langue française en Ontario, est d'une importance capitale.

Pour remédier à l'érosion de la communauté francophone, il faut d'abord la comprendre.

Premièrement, il faut comprendre que cette érosion découle d'injustices passées auxquelles il importe de remédier. Elle découle en bonne partie des effets cumulatifs

prononcée devant les États généraux sur la petite enfance  
le 29 janvier 2000, Toronto

Page 4

des inégalités prévalant à l'échelle de l'ensemble du pays depuis la Confédération entre le système d'éducation de langue française et celui de langue anglaise.

Deuxièmement, il faut savoir que cette érosion est d'ordre psychologique, social, institutionnel, économique, culturel et démographique, chacune de ces dimensions se renforçant l'une l'autre.

La Cour a tracé pour l'ensemble des partenaires de l'éducation de langue française aux niveaux élémentaire et secondaire un véritable projet de société dont la réalisation est vitale pour l'avenir de la francophonie canadienne et du Canada tel qu'on le connaît.

À mes yeux, le premier défi consiste à élaborer ensemble un plan de mise en œuvre des *Droits à l'instruction dans la langue de la minorité*. Ce plan doit être efficace et garantir la réalisation du but de l'article 23 avec célérité. Ce plan doit aussi être réaliste et prévoir les moyens appropriés correspondant à l'ampleur des objectifs. Il y a urgence en la matière, et le chronomètre tourne depuis le 17 avril 1982. La détermination de chacun des partenaires en éducation ainsi que votre action éclairée et concertée doivent pouvoir rassurer les Canadiens et les Canadiennes que le but de l'article 23 peut être atteint, et qu'il le sera dans un avenir prévisible.



Allocution prononcée devant les États généraux sur la petite enfance  
le 29 janvier 2000, Toronto

Page 5

Pour remédier effectivement, à l'échelle nationale, à l'érosion progressive des minorités de langue officielle, la logique nous indique qu'il importe de bien desservir la clientèle visée par l'article 23 de la *Charte*.

### **Le défi des ayants droit**

Comme vous le savez, les parents, qui font partie de la minorité francophone ou anglophone de la province ou du territoire canadien où ils résident, ont le droit de faire instruire leurs enfants dans leur langue dans des établissements d'enseignement de la minorité qui véhiculent la langue de la minorité, reflètent sa culture et sont gérés par elle. On utilise l'expression « ayants droit » pour désigner les jeunes Canadiens d'âge scolaire qui remplissent l'une des trois conditions d'admissibilité aux *Droits à l'instruction dans la langue de la minorité* garantis par l'article 23 de la *Charte*.

Le nombre d'ayants droit à l'éducation en français est estimé à partir du nombre d'enfants âgés de 6 à 17 ans demeurant à l'extérieur du Québec dont au moins un parent (citoyen canadien) est de langue maternelle française.

À l'échelle du pays, près de la moitié de ces ayants droit étudie encore dans le réseau des écoles de langue anglaise. Au sens de l'article 23, l'école française ne remplit donc pas sa mission. À leur sortie de l'école anglaise, ces jeunes Canadiens auront été privés de la majeure partie de la richesse de l'héritage culturel de l'un de leurs parents, sinon des deux, et ils risquent fort d'être unilingues anglophones. De plus,

tous leurs descendants seront privés du droit constitutionnel de faire instruire leurs enfants à l'école française.

Parmi les générations successives de jeunes qui avaient un droit constitutionnel à l'école élémentaire et secondaire de langue française, mais qui se sont néanmoins fait instruire à l'école anglaise, les plus jeunes, ceux qui avaient 6 ans en 1982, ont aujourd'hui 24 ans. Plusieurs d'entre eux ont déjà des enfants. Leurs enfants et leurs petits-enfants sont toutefois privés du droit à l'éducation française parce que leurs parents n'ont pas exercé leurs droits.

En ce début d'un nouveau millénaire, le moment est bien choisi, comme c'est souvent le cas lorsqu'on franchit une étape importante, pour faire le point et dresser un bilan. C'est l'occasion de se demander ce que nous avons accompli et ce qu'il nous reste à faire.

En dépit des progrès considérables des années 1990 dont nous pouvons tous être fiers, en particulier par rapport à l'obtention des conseils scolaires de langue française, nous sommes encore loin du but de l'article 23 tel qu'énoncé par la Cour suprême du Canada. Nous devons retrousser nos manches car il nous reste encore beaucoup à bâtir ensemble.

Allocution prononcée devant les États généraux sur la petite enfance  
le 29 janvier 2000, Toronto

Page 7

Pour réaliser le but de l'éducation élémentaire et secondaire en langue française en Ontario, les quatre conditions suivantes doivent être remplies. Ces conditions sont indissociables l'une de l'autre et constituent l'esquisse d'un plan de mise en oeuvre des Droits à l'instruction dans la langue de la minorité.

Premièrement, les ayants droit doivent pratiquement tous bénéficier de l'instruction dans la langue de la minorité. Il faut donc les recruter et faire en sorte qu'ils ne passent pas au réseau des écoles anglaises en cours de route comme l'ont fait 2 000 jeunes de l'Ontario en 1996-1997, par exemple. Cela veut dire que les parents, les titulaires des droits, qui sont les seuls à pouvoir inscrire leurs enfants à l'école française, doivent être convaincus, tout comme leur conjoint de langue anglaise comme c'est maintenant le cas pour la majorité des ayants droit, que c'est le meilleur choix pour leur enfant, même s'il leur fallait parcourir une plus grande distance pour se rendre à l'école.

Deuxièmement, l'école de langue française doit être un milieu d'excellence dans lequel la fierté de bien maîtriser le français et l'enracinement culturel sont tels que les ayants droit qui maîtrisent peu ou pas le français l'apprennent rapidement, grâce à l'appui actif de leurs collègues étudiants qui le maîtrisent déjà et qui sont conscients de leur responsabilité communautaire à cet égard. Il faut se donner les moyens de réussir, et prévoir les services d'accueil et d'intégration nécessaires aux niveaux appropriés. C'est le genre d'école qui doit être le choix privilégié des parents des ayants droit francophones aussi bien que des parents des ayants droit anglophones.

Troisièmement, l'école de langue française doit offrir à ses étudiants une éducation de première qualité, qui assure leur épanouissement et leur donne les outils nécessaires pour continuer d'apprendre et d'innover, leur vie durant, et pour réussir pleinement dans la profession ou le métier qu'ils choisiront. Bref, pour concurrencer à chances égales, l'école de la minorité devra vraisemblablement, dans nombre de cas, être meilleure que celle destinée à la majorité.

Quatrièmement, l'école de langue française doit être l'école de sa communauté, où la famille, l'école et la communauté sont le prolongement l'un de l'autre et s'appuient mutuellement. Cela veut dire que la communauté minoritaire de langue officielle doit pouvoir compter sur le leadership et les services de l'école pour suppléer à sa faiblesse institutionnelle. La communauté, partout où cela est nécessaire à cause des conditions du milieu environnant, doit pouvoir trouver rattachés à l'école des services préscolaires complets, y compris des services de garderie. Cela est nécessaire, d'une part, parce que la communauté minoritaire est loin de jouir de la complétude institutionnelle dont jouit la communauté majoritaire bien que, dans certains cas, elle puisse s'en approcher sur le plan local. D'autre part, non seulement doit-on éviter que les futurs ayants droit francophones s'anglicisent avant leur arrivée à l'école, ce qui les conduirait directement à l'école de langue anglaise, mais encore faut-il, pour réaliser le but de l'article 23 de la *Charte*, qu'on ait réussi à permettre à une proportion élevée de futurs ayants droit de langue anglaise d'acquérir une connaissance au moins suffisante du français par le biais de la garderie et du préscolaire, de manière à favoriser une

intégration harmonieuse. De son côté, l'école doit pouvoir compter sur l'appui soutenu de tous les autres partenaires de l'éducation dans le cadre d'une action concertée et bien ciblée sur l'objectif de remédier à l'érosion multidimensionnelle de la minorité et d'assurer son épanouissement.

Mais, me direz-vous, tout cela est trop exigeant et nous arrivons à peine aujourd'hui à faire l'essentiel. L'école opère dans un contexte social, politique, économique, bureaucratique et légal souvent complexe. Je suis néanmoins persuadée que c'est le genre de vision d'avenir que nous devons épouser parce que c'est un projet emballant et que, ensemble, nous avons la possibilité de véritablement faire une différence.

Nos ancêtres, y compris celles et ceux qui ont combattu le règlement 17 au début du siècle dernier, avaient bien compris que l'éducation est la pierre angulaire du développement de nos communautés. Le défi qui se pose aujourd'hui en Ontario est d'une importance capitale parce que, sur le plan numérique, c'est ici qu'on trouve la moitié des ayants droit du pays. C'est ici qu'il faut réussir, c'est ici qu'il faut démontrer notre leadership et notre savoir-faire.

C'est exigeant ? Peut-être, mais avons-nous réellement le choix ? D'ailleurs, cela correspond aux cinq caractéristiques du rapport *L'école franco-ontarienne de la réussite*, celle de la vision d'avenir que, ensemble, vous vous étiez donnée au printemps 1997 lors des États généraux sur l'éducation élémentaire et secondaire de

locution prononcée devant les États généraux sur la petite enfance  
le 29 janvier 2000, Toronto

Page 10

langue française en Ontario. Dans les derniers mois, une vingtaine d'organismes publics et privés du Nouveau-Brunswick ont pris l'excellente initiative de mettre sur pied le Réseau d'appui à l'intégration des ayants droit. L'heure d'un nouveau départ a sonné.

### **Le Plan d'action national pour les enfants**

Revenons maintenant à la petite enfance, notre point de départ. Le rapport Mustard-MacCain sur la petite enfance<sup>1</sup> a sonné l'alarme sur l'importance fondamentale des six premières années de la vie, en particulier les trois premières. La psychologue que je suis ne peut qu'applaudir. On ne saurait surestimer l'importance de la qualité de l'alimentation de la mère durant la grossesse, des caresses, de l'affection et de l'encouragement des parents envers leur enfant, de la sécurité familiale, de la qualité de la stimulation sensorielle, y compris par des jeux axés sur la résolution de problèmes, sur le développement cérébral de l'enfant et sur le développement de ses patterns de réaction, qui dureront toute sa vie. Le développement cérébral lié à la vision, au contrôle émotionnel, au langage et à la pensée symbolique est terminé à l'âge de trois ans. C'est pourquoi l'investissement dans la petite enfance rapporte gros et pour longtemps !

---

<sup>1</sup> Mustard, J. Fraser et Margaret M. MacCain (1999) *Inverser la véritable fuite des cerveaux*. Étude sur la petite enfance. Rapport final, 228 pages.

Allocution prononcée devant les États généraux sur la petite enfance  
le 29 janvier 2000, Toronto

Page 11

Par conséquent, plutôt que de laisser au hasard l'apprentissage de l'une des plus importantes fonctions de l'être humain, l'école de langue française devrait prendre les devants en commençant immédiatement à sensibiliser les adolescents à l'importance de leur futur rôle de parent et à développer chez eux des compétences parentales efficaces dont ils auront besoin plus tard. Quelle belle occasion pour sensibiliser également les adolescents à l'épanouissement linguistique et culturel de leur futur enfant ! Les facultés d'éducation devraient se mettre au travail pour fournir aux enseignants les outils et l'appui dont ils ont besoin. À leur tour, les écoles pourront réunir les expertises nécessaires pour constituer des centres de ressources parentaux et offrir le soutien dont ont besoin les parents pour bien s'acquitter de leurs responsabilités. Car, en particulier pour la minorité de langue officielle, cette responsabilité comporte une importante dimension communautaire. En investissant dans l'éducation de la petite enfance, on enfante un avenir de choix.

Évidemment, le projet de la petite enfance ne saurait se limiter au monde de l'éducation, bien que l'on doive rejoindre les ayants droit au berceau et les futurs parents dès leur adolescence. Il importe que soit mise sur pied une gamme d'initiatives en collaboration avec les centres de santé communautaire, les agences de service social, les cabinets de médecins de famille et d'obstétriciens et divers groupes comme le Réseau des intervenants francophones en santé et en services sociaux de l'Ontario (RIFSSSO), par exemple. Le projet de la petite enfance doit rassembler tous les

Allocution prononcée devant les États généraux sur la petite enfance  
29 janvier 2000, Toronto

Page 12

secteurs concernés et mobiliser tous les intervenants qui soutiennent la femme, le couple et la famille tout au long de leur vie.

La tenue de vos États généraux sur la petite enfance ne saurait être plus opportune.

Grâce à vos travaux, vous pourrez être parmi les premiers à présenter des propositions dans le cadre des programmes fédéraux-provinciaux en voie d'élaboration

conformément au Plan d'action national pour les enfants, annoncé dans le dernier

discours du Trône. Plus vous pourrez présenter une vision claire de ce que vous

voulez réaliser et comment vous comptez vous y rendre, plus vos démarches seront

couronnées de succès. Je vous encourage à présenter des projets d'envergure et à

multiplier les interventions ciblées. Développement des ressources humaines Canada,

le ministère de la Justice et Santé Canada figurent parmi les principaux ministères

fédéraux visés par cette initiative. L'Équipe francophonie, mise sur pied il y a deux

mois par la FCFA de Canada, a déjà sensibilisé le gouvernement fédéral à l'importance

de tenir compte des besoins particuliers des communautés dès l'étape de l'élaboration

des programmes, conformément à ses obligations en vertu de la Partie VII de la *Loi sur*

*les langues officielles*.

Le moment est venu de dresser des plans détaillés et de nous mobiliser pour aller

chercher les ressources indispensables à la réalisation du but de l'article 23 de la

*Charte* car, comme l'a rappelé la Cour suprême du Canada dans l'arrêt Beaulac, les

droits linguistiques « ne peuvent être exercés que si les moyens en sont fournis ». (R.



Allocution prononcée devant les États généraux sur la petite enfance  
le 29 janvier 2000, Toronto

Page 13

c. *Beaulac*, [1999] 1 R.S.C. 768, p. 25) Un réseau de garderies adéquat, des services préscolaires d'appoint et des programmes appropriés pour la petite enfance francophone sont autant de moyens indispensables pour « assurer à la minorité linguistique officielle un accès égal à un enseignement de grande qualité dans sa propre langue, dans des circonstances qui favoriseront le développement de la communauté. L'égalité réelle exige que les minorités de langue officielle soient traitées différemment, si nécessaire, suivant leur situation et leurs besoins particuliers. »  
(*Arsenault-Cameron*, précité, p. 3 et 22)

Les articles 16 et 23 de la *Charte* prescrivent que les gouvernements fédéral et provinciaux doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir et promouvoir activement l'instruction dans la langue de la minorité. Ils doivent donc fournir les moyens et les ressources nécessaires pour réaliser le but de l'article 23.

Par conséquent, animée d'une foi inébranlable dans notre capacité de façonner notre avenir, notre détermination s'appuiera sur l'importance des enjeux, sur la force de notre vision et sur la confiance en notre réussite.

Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 13

Consequently, armed with an unshakeable faith in our ability to shape our future, our determination will be reinforced by the importance of what is at stake, the strength of our vision and confidence in our success.

Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 12

made the federal government aware of the importance of taking the special needs of the communities into account when developing programs, pursuant to its obligations under Part VII of the *Official Languages Act*.

The time has come to draw up detailed plans and mobilize to find the resources required to achieve the aim of section 23 of the Charter, for, as the Supreme Court of Canada reminded us in the Beaulac decision, language rights can be exercised only if the means to do so are provided. An adequate network of daycare facilities, additional preschool services and appropriate French-language early childhood programs are all indispensable resources for "providing the official language minority with equal access to high quality education in its own language, in circumstances where community development will be enhanced. Substantive equality requires that official language minorities be treated differently, if necessary, according to their particular circumstances and needs." (*Arsenault-Cameron, supra*, at p. 3 and 22)

Sections 16 and 23 of the Charter prescribe that the federal and provincial governments must do everything in their power to maintain and actively promote instruction in the minority language. They must therefore provide the means and resources required to achieve the aim of section 23.

Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 11

parents need to meet their responsibilities effectively. For the official language minority, this responsibility involves an important community dimension. By investing in early childhood education, we shape a better future.

Clearly, the early childhood agenda cannot be restricted to the field of education, although we must reach eligible children in the cradle and future parents in their adolescence. It is important that a range of initiatives be launched in co-operation with community health centres, social service agencies, the offices of family doctors and obstetricians and various groups such as the Réseau des intervenants francophones en santé et en services sociaux de l'Ontario (RIFSSSO). The early childhood agenda must bring together all the pertinent sectors and mobilize all the practitioners who support women, couples and families throughout their lives.

The timing of this Summit could not be more timely. Thanks to your work, you can be among the first to submit proposals under the federal-provincial programs being developed pursuant to the National Children's Agenda, which was announced in the last Speech from the Throne. The more you present a clear vision of what you want to achieve and how you expect to get there, the more your efforts will be crowned with success. I encourage you to submit ambitious projects and to make many targeted interventions. Human Resources Development Canada, the Department of Justice and Health Canada are among the chief federal departments associated with this initiative. The Francophonie Team, put together two months ago by the FCFAC, has already

Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 10

## **The National Children's Agenda**

Let us now return to early childhood, our point of departure. The Mustard-McCain report on early childhood<sup>1</sup> sounded the alarm regarding the fundamental importance of the first six years of life and, particularly the first three. The psychologist in me can only applaud. We cannot overestimate the importance of the quality of the mother's diet during pregnancy, of the parents' expressions of affection and encouragement for their child, of family security and of the quality of sensory stimulation, including games based on problem solving, on the child's cerebral development and on the development of his patterns of response, which will be life-long. Cerebral development related to vision, emotional control, language and symbolic thinking is completed at the age of three. That is why investment in early childhood pays off big and over the long term!

Therefore, instead of leaving the learning of one of the most important functions of a human being to chance, French-language schools should take the lead by starting immediately to make adolescents aware of the importance of their future role as parents and developing in them the effective parenting skills they will need later. This is also an excellent opportunity to familiarize adolescents with the linguistic and cultural development of their future child. Faculties of education should get to work to provide teachers with the tools and support they need. Schools, in turn, could bring together the expertise needed to establish parental resource centres and provide the support

---

<sup>1</sup> Mustard, J. Fraser and Margaret M. McCain (1999) *Reversing the Real Brain Drain. Early Years Study. Final Report*, 186 pages.

Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 9

But all this, you will object, is too demanding and we are barely managing the essentials at present. Schools operate in a social, political, economic, bureaucratic and legal context that is often complex. Nevertheless, I am convinced that this is the kind of vision for the future that we must endorse because it is an exciting project and because, together, we have a real chance to make a difference.

Our ancestors, including those who fought Regulation 17 at the beginning of the last century, fully understood that education is the cornerstone of the development of our communities. The challenge we face today in Ontario is of the utmost importance because, numerically, this province has half the eligible children in Canada. We must succeed here; we must demonstrate our leadership and know-how.

Demanding? Perhaps, but do we really have a choice? Moreover, it corresponds to the five characteristics of the report *L'école franco-ontarienne de la réussite*, the vision for the future that, together, you developed in the spring of 1997 at the Estates General on French-language elementary and secondary education in Ontario. In recent months, some 20 public and private agencies in New Brunswick have taken the laudable initiative of establishing a support network for the integration of eligible children. The time for a new departure has come.

Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 8

profession they will choose. In short, to compete on an equal basis in some instances, the minority school may well even have to be better than the majority school.

Fourth, the French-language school must be the school of its community, one where the family, school and community are extensions of one another and mutually support each other. This means that the official language minority community must be able to count on the school's leadership and services to compensate for the community's institutional shortcomings. The community must, whenever necessary because of environmental conditions, be able to find a full range of preschool services associated with the school, including daycare services. This is required, first of all, because the minority community is far from enjoying the range of institutional services enjoyed by the majority community, although in some cases it may approach it, locally. Second, not only must measures be taken to prevent future French-speaking eligible children from being anglicized before they go to school, which would lead them directly to the English-language school, but, what is more, if the aim of section 23 of the Charter is to be achieved, a large proportion of future English-speaking eligible children must have had the opportunity to acquire at least enough knowledge of French, in daycare and preschool, to promote harmonious integration. For its part, the school must be able to rely on the ongoing support of all the other partners in education as part of a concerted and well-targeted effort to correct the multidimensional erosion of the minority and ensure its vitality.

Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 7

First, practically all eligible children must receive instruction in the language of the minority. They must therefore be recruited and care must be taken that they do not go through the English school system along the way, as 2,000 young people in Ontario did in 1996-1997, for example. This means that the parents, as rights holders, who alone can enrol their children in a French-language school, must be convinced, like their English-speaking spouse (for that is now the situation of most rights holders), that this is the best choice for their child, even if he or she has to travel a longer distance to get to school.

Second, the French-language school must be a centre of excellence in which pride in mastering the French-language and participating in the culture of the community are such that eligible children who know little or no French learn it quickly, thanks to the active support of their fellow students who already know it and are aware of their community responsibility in this regard. The resources required to succeed must be obtained, and the needed intake and integration services be provided at the appropriate levels. This is the type of school that must be the first choice of the parents of both French-speaking and English-speaking eligible children.

Third, the French-language school must offer its students an education of the highest quality that fosters their development and provides them with the tools required to continue to learn and innovate their whole life long and to succeed fully in the trade or



Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 4

Second, it must be understood that this erosion is psychological, social, institutional, economic, cultural and demographic in nature and that each of these dimensions reinforces the others.

The Court has outlined a genuine societal project for all the partners in French-language education at the elementary and secondary levels. The success of this project is vital to the future of Canada's Francophonie and of Canada itself as we know it.

In my view, the first challenge is to develop together a plan to implement *minority language education rights*. This plan must be effective and must ensure the speedy achievement of the aim of section 23. It must also be realistic and provide for appropriate resources that match the scope of the objectives. The matter is urgent, and the clock has been ticking since April 17, 1982. Canadians must have the assurance, based on the determination of each of the partners in education and on your enlightened and concerted action, that the aim of section 23 can be achieved and that it will be in the foreseeable future.

To effectively correct, on a national scale, the progressive erosion of the official language minorities, logic tells us that it is essential to properly serve the clients eligible under section 23 of the Charter.

Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 3

language minority" (*Arsenault-Cameron v. Prince Edward Island*, 2000 SCC 1, p. 4). It also recalled that, in 1990, the Court stated, in the *Mahé* decision, that "Section 23 is also designed to correct, on a national scale, the historically progressive erosion of official language groups and to give effect to the 'equal partnership' of the two official language groups in the context of education."

The fundamental mission of each French-language school in its community in Ontario is therefore to correct the historically progressive erosion of the French-speaking community and to foster its vitality.

Your role as the persons responsible for carrying out the mission of French-language schools in Ontario is of vital importance.

In order to correct the erosion of the French-speaking community, it is first necessary to understand it.

First, it must be understood that this erosion results from past injustices that must be remedied. It results in large part from the cumulative effects of inequalities between the English-language and French-language education systems that have existed all across the country since Confederation.

Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
January 29, 2000, Toronto

Page 2

I am very pleased to be with you here today. I feel especially at home because I have spent a large part of my career in the field of education.

What a marvellous way to start the second millennium by holding this French-Language Early Childhood Summit. After all, is it not best to begin at the beginning, including in education? I will return to this idea shortly.

I feel privileged to have the opportunity to speak to you at this time. As parents, teachers, school trustees, school or school board administrators or professionals working in the Ministry of Education, you are the leaders responsible for achieving the mission of French-language schools in Ontario.

### **The mission of French-language schools**

The mission of French-language schools in Ontario was set out in the Canadian Constitution. The Supreme Court of Canada has clearly defined this mission for us in the decisions it has handed down on the *minority language education rights* guaranteed in section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, which has been in force since 1982.

In the unanimous Arsenault-Cameron decision handed down on January 13, the Supreme Court of Canada emphasized the social and cultural role of schools by stating that "a school is the single most important institution for the survival of the official

COMMISSIONER OF  
OFFICIAL LANGUAGES



COMMISSAIRE AUX  
LANGUES OFFICIELLES

# S P E E C H

Office of the Commissioner of Official Languages, 344 Slater Street, Ottawa, Ontario K1A 0T8 Tel.: (613) 995-0826

Dr. Dyane Adam  
Commissioner of Official Languages  
Speech given to the French-Language Early Childhood Summit  
(États généraux sur la petite enfance)  
"The Mission of Providing Instruction in  
the language of the minority"

Toronto  
January 29, 2000

Check against delivery

000172

Disponible également en français.

First hit - premier mot clé

**PUBLICATION:** The Toronto Star  
**DATE:** 99.11.11  
**SECTION:** NEWS  
**SOURCE:** EDUCATION REPORTER  
**BYLINE:** Louise Brown

*Carole*  
*André*  
*u/*

---

**Province and board play blame game; Toronto schools need more funding, report concludes**

---

Like kids in a schoolyard standoff, the provincial government and the Toronto District School Board are blaming each other for failing to serve the most diverse group of children in the country.

But if the parties don't make up and solve a \$180 million cash crisis, the real victims will be the nearly 300,000 children in Toronto's public schools, the government's Education Improvement Commission warns.

In a landmark report released this week, the arm's-length government agency concluded that the province is not giving Toronto schools enough money to meet the needs of children facing poverty, adjustment to Canada and special learning needs.

But it also said Toronto could work harder to cut costs to shrink this gap, which has led both sides to claim the other is at fault.

Toronto trustees were thrilled that a government-appointed body actually said the province should open its educational wallet for city schools.

Toronto has been complaining since Queen's Park took over school funding two years ago that the province gives it at least \$180 million less than it needs to serve a student population larger than those in most provinces. Toronto's child poverty rate is seven times that of surrounding communities and 50,000 students have arrived recently from non-English-speaking countries, many of them refugees from war zones.

Happy to have these problems highlighted by a third party, Toronto board chair Gail Nyberg said: "We aren't going to crow - but we're pleased. . . . We're happy . . . this is a good day for public education."

However, the report also scolded the Toronto District School Board for not cutting costs quickly enough to help shrink this gap, and urged the board to consider selling empty schools instead of leasing them, sharing bus service with other school boards and no longer paying such non-classroom expenses as janitors for child-care centres and non-credit night-school courses.

It then became Education Minister Janet Ecker's turn to wave the report and point fingers, saying it's up to Toronto to cut costs, not up to the Ontario government to fork over more money.

"I'm not ruling more money in or out, but Toronto should accelerate its efforts to identify cost savings before we talk about how much more money Toronto needs."

But a closer look at the commission's report seems to place the greatest responsibility for the dollar drain with the province.

Not only does it say Ontario should pump far more money to complex urban boards like Toronto

through "learning opportunities" grants, but it calls this its most important finding.

"The most significant conclusion of this report is that the terms that determine the amount of the learning opportunities funding . . . are inadequate to meet the exceptional challenges faced by the Toronto District School Board," concluded the commission, which has visited each school board to study its adjustment to school funding changes.

"We are not questioning the over-all structure of the funding formula, which is sound. We believe, however, that the 'learning opportunities' section of this funding formula should be enriched to address the challenge of educating students in large urban centres." When Ontario took over the purse-strings of education from local school boards in 1998, it made boards entirely dependent on government grants, which fall short of what Toronto used to be able to afford through its own property taxes.

Before the change, the Toronto board raised \$120 million to bankroll special programs for inner-city schools.

But Queen's Park has allotted Toronto only \$53 million a year for such programs, which is more than it gives any other board, but a far cry from what Toronto used to spend.

"Already we're falling short of funds for parenting programs, inner-city schools, kindergarten assistants and breakfast programs, and extra vice-principals in larger high schools who can oversee safety and discipline," said Nyberg.

"So we're happy the commission has acknowledged there are unique needs in Toronto for students of special education, heritage language and English as a second language."

Liberal education critic Gerard Kennedy (Parkdale-High Park) said the report showed the province is "aiding and abetting the cutting of programs to kids. Already some parenting centres are open only four days a week instead of five, and some after-school programs are cut by 60 per cent.

"The report is saying this funding formula is bad news for schools and bad news for students."

But the report was too gentle for parent activist Jacqueline Latter of the Ontario Educational Alliance, who wants the formula thrown out because it has forced the board to cut programs and close schools.

"The funding model doesn't work at all, so tinkering with it is just making a bad situation worse."

### **First hit - premier mot clé**

89-04 15:04

From-BUREAU OF MINIS EVENTS

8199975150

T-968 P.01/05 F-587

8120-3

BUREAU OF MINIST

(BME) a Carolle Corriveau

BUREAU DES ÉVÉNEMENTS de Françoise Chen  
(BEN) Région de l'Ontario  
(416) 952-7890

To: Françoise  
À: \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Suite au courriel  
et appel tél. rémi

Fax: \_\_\_\_\_

From: Christine Buisnière (819-997-3364/

De : Ministerial Invitations for Honourable Sheila Copps /  
Invitations ministérielles de l'honorable Sheila Copps

Fax : (819) 997-5150

OBJECT/SUJET:

Attached is:

Ci-joint :

☐

Daily Report/  
Rapport quotidien

☐

B.F. Report /  
Rapport de suivi

Request for:

Demande de :

☐

FICHE. Please  
return by CCmail. / FICHE S.V.P.  
retourner par courrier électronique.

☒

Briefing Note /  
Note d'info

☒

/ Sequence of Events  
/ Séquence d'événements

File number:.....1096.....

Due date:.....99/11/8.....

Numéro de dossier:.....

Date d'échéance:.....

99/11/04  
Date

Christine  
From/De

5  
No. pages

99-11-04 15:04

From-BUREAU OF MINIS EVENTS

0199875150

T-960 P.02/05 F-587

BUREAU OF MINISTERIAL EVENTS/  
BUREAU DES INVITATIONS MINISTÉRIELLES

MINISTER / MINISTRE

CHARGED TO / ENVOYÉE A : Ontario  
C.C. / C.C. : CIOLDG

DOCKET #: IN1999-01096

AUTHOR / AUTEUR : Biron, Marie  
TITLE / TITRE : Présidente  
ORGANIZATION / ORGANISME : Conseil des écoles catholiques

STATUS : REPRESENTATIVE  
REPRE. : M. BELANGER

EVENT / ÉVÈNEMENT : Invite le ministre au lancement du Programme individualisé de formation scolaire et professionnelle (PIF).

REMARKS / REMARQUES :

ATTEND : 99.11.09

LOCATION / LIEU : ON OTTAWA

START :  
END :

ACTION REQUEST / DEMANDE : Note et séquence cb

DUE DATE / DATE D'ÉCHÉANCE: 1999/11/08

For further information, please call / Pour plus d'information, appeler:

Date: 1999/11/04

# pages: \_\_\_\_\_



98-04

15:05

From-BUREAU OF MINIS EVENTS

8199875150

T-969 P.03/05 F-597

**DEPUTY MINISTER'S OFFICE / COMMUNICATIONS / BUREAU OF MINISTERIAL EVENTS  
CABINET DU SOUS-MINISTRE / COMMUNICATION / BUREAU DES ÉVÉNEMENTS MINISTÉRIELS**

**INVITATIONS/SCENARIO/SPEECHES/BRIEFING NOTES/MESSAGES  
INVITATIONS/SCÉNARIO/DISOURS/NOTE D'INFORMATION/MESSAGE**

Assistant's name/Nom de l'adjoint(e)			Joanne Pharette		
File # dossier			# 1096		
Organization /Groupe			Conseil des écoles catholiques de langue-française du centre-est		
Date of event / meeting Date de l'événement / réunion			9 NOV. 199		
Deadline for material / Date d'échéance			8 NOV. '99		
Type of event / Nature de l'événement:			Voir ci-joint		
Subject to discuss / Sujet à discuter					
Letter of regrets for the signature of / Lettre de regret pour la signature de					
Minister represented by / La Ministre représentée par			Manuel Bélanger		
Meeting with assistant / Rencontre avec l'adjoint(e)					
Departmental recommendation / Recommandation ministérielle					
Briefing note / Note d'information					
Talking points / Argumentaire					
Speech / Discours		Length / Longueur:		Language / Langage:	
3 minutes				100% français	
Message		Length / Longueur:		Language / Langage:	
Photo					
Sequence of events / Séquence d'événements					
Press release / Communiqué de presse					
Departmental official to attend meeting/ Adjoint ministériel à assister à la rencontre					
Political assistant responsible / Conseiller politique responsable			Lilles		

4 NOV. '99 (14:30) J.

000177



Los. BME  
Gilles, I will ✓  
do regrets?  
Kup.

31-10-99

No. Invitation 001096  
Resp./Loc. BONT  
CC: C10106

**le mardi 9 novembre 1999 à 10 h.30**  
**au restaurant «Les Jardins de la Cité»**  
**situé au 2<sup>e</sup> étage du pavillon H de la Cité collégiale,**  
**801, promenade de l'Aviation, Ottawa**

98-11-04

15:05

From-BUREAU OF MINIS EVENTS

8188875150

T-868 P.05/05 F-587

*L'honorable Sheila Copps*

- 2 -

*Le 28 octobre 1999*

*Si, en dépit de votre horaire chargé, vous accédiez à notre demande, nous serions heureux et honorés que vous preniez la parole.*

*Pour des contraintes reliées à l'impression du programme, vous serait-il possible de transmettre votre réponse dans les meilleurs délais en communiquant avec notre relationniste, M<sup>me</sup> Lise Frenette, au (613) 746-3066.*

*Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.*

*La présidente,*



*Marie Blon*

Ministry of Education  
and Training  
22nd Floor  
Mowat Block  
Queen's Park  
Toronto ON M7A 1L2

Ministère de l'Éducation  
et de la Formation  
22<sup>e</sup> étage  
Édifice Mowat  
Queen's Park  
Toronto ON M7A 1L2



Téléphone (416) 325-2132  
Télécopieur (416) 327-1182

**BEST AVAILABLE COPY**

Le 9 février 1999

Monsieur Hilaire Lemoine  
Directeur général  
Patrimoine canadien  
Programme d'appui aux langues officielles  
15, rue Eddy, 7<sup>e</sup> étage  
Hull (Québec) K1A 0M5

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint des exemplaires du document d'appui intitulé *L'école franco-ontarienne à l'heure de la diversité culturelle, Outil pédagogique pour une éducation inclusive*, qui a été financé par le ministère de l'Éducation et de la Formation et produit par le Réseau des enseignantes et enseignants de l'Est en collaboration avec le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques.

Ce document aidera les enseignantes et enseignants ainsi que d'autres intervenants en éducation à mieux répondre aux questions d'inclusion en salle de classe. Les contextes minoritaires francophones de la langue, de la religion, de l'origine raciale et de l'origine ethnoculturelle caractérisent, à titre d'exemple, la nature hétérogène des écoles de langue française en Ontario.

Ce guide a été rédigé pour des francophones, en utilisant comme point de départ quatre projets-pilotes dans des écoles élémentaires et secondaires des deux conseils scolaires de langue française oeuvrant dans la région d'Ottawa-Carleton. Le guide comprend une trentaine d'activités pratiques qui donnent au personnel enseignant des outils pour mieux comprendre la formation de l'identité et aussi pour développer des comportements plus constructifs dans le contexte de la diversité qui caractérise les écoles franco-ontariennes. Ces activités sont réparties dans les domaines suivants : la communauté scolaire, le personnel enseignant, l'élève et les parents.

*on devrait regarder  
- est-ce que ce projet / outil  
pourrait être intitulé  
dans les autres provinces ?  
- fil*

Pour de plus amples renseignements sur l'éducation inclusive, veuillez communiquer avec M. Paul Carr, conseiller principal, politiques et programmes, au 416-325-2732.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Lemoine, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Le sous-ministre adjoint,  
Division de l'éducation en langue française et  
des établissements scolaires,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'M. Proulx', with a stylized, cursive script.

Maurice Proulx

p.j.

POL CORR.

PROMOTION OF OFFICIAL LANGUAGES  
PROMOTION DES LANGUES OFFICIELLES  
ROUTING SLIP - FICHE DE SERVICE

98/08/16 - 14:24

Document: 6435 Doc. Date Doc.: 98/08/07 BF Date/  
Dock/Doss: CH98-24754 Rec. Date Reçue: 98/08/14 Date d'échéance: 98/08/24

To/A: Deputy Minister  
From/De:  
c.c.: S. BESNER

Action: Réponse SVP - M.O'KEEFE

Remarks/  
Remarques: \*\*Original attachment with the DM CC  
EN BF PENDING / JL

Subject/  
Sujet: Soumet pour nos commentaires sa plus récente étude  
intitulée La Gestion [scolaire] : La mise en oeuvre de  
l'article [23] de la [Charte]

Author/  
Auteur: Goldbloom, Victor C.  
Official Languages

Comments/  
Commentaires:

DATE	CHARGED TO/ REMIS A	DESCRIPTION	B.F. DATE/ DATE D'ECHEANCE	RET. DATE/ DATE DE RETOUR
98/08/14	CIOLPO	Réponse SVP - M.O'KEEFE	98/08/24	

~~cc: A. Lathue~~

*Victor C. Goldbloom*  
*Michael*  
*cc: A. Lathue*  
*la réponse*

**Patrimoine Canadien**  
**Cabinet du Sous-ministre adjoint**  
**Citoyenneté et Identité canadienne**

**Canadian Heritage**  
**Office of the Assistant Deputy Minister**  
**Citizenship and Canadian Identity**

**FICHE DE SERVICE - ACTION REQUEST**

**Date** le 14 août 1998

**Copies:** ☐ SMA-ADM ☐ DG CPM - PCM

☐ DG AS - SA ☐ PCSP - CPPS

☐ DG OLSP - PALO

☐ Conseil de gestion - Mgt Committee

☐ Autres - Other

**# Dossier - File #** CH98-24754

**Transmise à - Referred to** Hilaire Lemoine

**Demandeur - Requestor** CIADM

**Requis pour / Required by** le 25 août 1998

- ☐ Donner Suite  
For action
- ☐ Rédiger une note de service au Ministre  
Prepare memo to Minister
- ☐ Rédiger une note de service au Cabinet du Ministre  
Prepare memo to Office of the Minister
- ☐ Rédiger une note de service au Sous-Ministre  
Prepare memo to Deputy Minister
- ☐ Note de couverture pour signature du SMA  
Covering note for ADM's signature
- ☐ Réponse pour signature du SMA  
Reply for ADM's signature
- ☐ Accusé de réception pour signature de  
Letter of acknowledgement for signature of
- ☐ Réponse directe (prière de nous envoyer copie)  
Direct reply (please send copy to our office)
- ☐ Vos commentaires et/ou avis par écrit s.v.p.  
Written comments and/or recommendations please

- ☐ Voir remarques pour détails  
See remarks for details
- ☐ À discuter avec le SMA  
To discuss with the ADM
- ☐ Voir note du SM ci-jointe  
See DM's note attached
- ☐ Voir note du SMA ci-jointe  
See ADM's note attached
- ☐ Pour approbation  
For approval
- ☐ À votre demande  
At your request
- ☐ Faire circuler  
Please circulate
- ☐ Répondre en \_\_\_\_\_  
Response in \_\_\_\_\_

**REMARQUES / REMARKS:**

**Réponse**

**IMPORTANT** si la présente vous a été envoyée par erreur, prière de la retourner sans tarder au bureau de l'expéditeur.  
**IMPORTANT** if this Action Request has been directed to you by error, please return to originator's office immediately.



Bureau du Sous-ministre  
du Patrimoine canadien

Office of the Deputy Minister,  
Canadian Heritage

SECURITY/CODE DE SECURITÉ
CROSS REFERENCE :
PREVIOUS CORRESPONDENCE:

USS NO./ NO. DE SSE	526661
SU NO./NO. SU	CH98-24754

NAME/NOM	Goldbloom, Victor C.	Official Languages
SUBJECT/SUJET	Soumet pour nos commentaires sa plus récente étude intitulée La Gestion [scolaire] : La mise en oeuvre de l'article [23] de la [Charte]	

REFERRED TO/TRANSMISE À	DATE	BY DATE/DATE DE RAPPEL
ADM Cit & Cdn ID/SMA Citoyen. & Id. can.	98/08/13	98/08/27
ATTENTION	C.C.	
N. MOYER	S. HURTUBISE	S. BESNER

ACTION TO BE TAKEN/MESURES À PRENDRE
Réponse

REMARKS/OBSERVATIONS
<i>original attachment with the DM</i>

COMMENTS/COMMENTAIRES

<b>IMPORTANT</b> If this Action Request has been directed to you in error, please return to originator's office IMMEDIATELY.	<b>IMPORTANT</b> Si la présente vous a été envoyée par erreur, prière de la retourner sans tarder au bureau de l'expéditeur.
---	---



98.08.13

COMMISSAIRE AUX  
LANGUES OFFICIELLES



COMMISSIONER OF  
OFFICIAL LANGUAGES

Le 7 août 1998

Madame Suzanne Hurtubise  
Sous-ministre  
Patrimoine canadien  
Pièce 12A14  
25, rue Eddy  
Hull (Québec)  
K1A 0M5

Madame,

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, un exemplaire de ma plus récente étude intitulée: « *La Gestion scolaire : La mise en oeuvre de l'article 23 de la Charte* ».

Entreprise en novembre 1997, cette étude passe en revue la nature et la portée des lois, des règlements et des politiques en matière de gestion scolaire et d'instruction dans la langue de la minorité qui sont actuellement en vigueur (en date d'avril 1998) dans les provinces et les territoires. Elle comporte un résumé des principes que la Cour suprême du Canada a établi dans les affaires *Mahé* et *Renvoi Manitobain*, et examine les litiges portés devant les tribunaux. L'étude souligne les différentes solutions choisies pour mettre en oeuvre l'article 23 de la *Charte* et présente un survol des questions et préoccupations encore non-résolues qui ont été soulevées dans les différentes juridictions provinciales et territoriales.

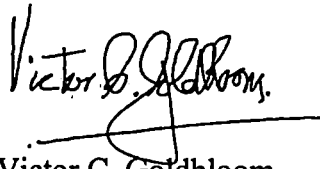
Je suis de très près la mise en oeuvre de l'article 23 de la *Charte* qui constitue, comme la Cour suprême du Canada l'a reconnue dans l'affaire *Mahé*, la clé de voûte de l'engagement du Canada dans la dualité linguistique canadienne. J'ai des contacts soutenus avec tous les intervenants, que ce soit du côté des parents que du côté des instances gouvernementales, ce qui me permet d'avoir une vue d'ensemble de la situation. Ceci m'a notamment permis de constater combien les écoles des minorités linguistiques exercent une grande influence sur la vitalité et l'épanouissement de leurs communautés.

- 2 -

Je ne peux que souhaiter que la présentation dans un seul document des différents régimes législatifs et règlementaires applicables à la prestation de l'instruction dans la langue de la minorité partout au Canada puisse constituer un ouvrage de référence pour les divers intervenants. J'espère également qu'il constituera un point de départ utile pour tracer le bilan des progrès accomplis, pour identifier les questions encore non résolues et présenter des solutions aux défis futurs.

Considérant l'ampleur du sujet et l'impossibilité de tout couvrir dans une étude de cette nature, je serais heureux de recevoir vos commentaires et suggestions.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Victor C. Goldbloom", with a horizontal line drawn underneath it.

Victor C. Goldbloom

# La gestion scolaire :

*La mise en œuvre*

*de l'article 23*

*de la Charte*

COMMISSARIAT  
AUX LANGUES  
OFFICIELLES



OFFICE OF THE  
COMMISSIONER OF  
OFFICIAL LANGUAGES

# School Governance:

*The Implementation*

---

*of Section 23*

---

*of the Charter*

---

OFFICE OF THE  
COMMISSIONER OF  
OFFICIAL LANGUAGES



COMMISSARIAT  
AUX LANGUES  
OFFICIELLES

98/07/27 - 14:21

*Copier à André/Vivian  
Yvan*Docket No.: CH98-23282  
Cross-reference No.: CH98-21257Document date: 98/07/22  
Date received: 98/07/27  
Due date: 98/08/17  
Campaign code:  
Ack/Acc: N*Esprons que le CLO  
va nous féliciter aussi  
publiquement*

Program: CIDORC - Dir., Op. & Reg. Coord/Op. & coord. rég.  
Author: Goldbloom, Victor C.  
Title/Org.: Commissioner/Official Languages  
Subject: Acknowledges receipt of the text of the Canada-Ontario  
Special Agreement for the Implementation of French-Language  
School Governance  
Action: Appropriate action/Mesure appropriée

c.c.: J.THORNE DMO  
c.c.: RONT CIADM  
c.c.:

Forward To: Dir., Op. &amp; Reg. Coord./Op. &amp; coord. rég. - App. action/Mesure

Comments:

Approved by:

\_\_\_\_\_  
DG (or designate)\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)\_\_\_\_\_  
ADM/RExD (or designate)\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)Signature [ ]  
required\_\_\_\_\_  
DM\_\_\_\_\_  
(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

\_\_\_\_\_  
Minister's Assistant

Date: \_\_\_\_\_

Approved by:

Date: \_\_\_\_\_

Autopen: \_\_\_\_\_

Info copy for Min.: \_\_\_\_\_

COPY

COMMISSIONER OF  
OFFICIAL LANGUAGES



COMMISSAIRE AUX  
LANGUES OFFICIELLES

1998 JUL 24 AM 9:24

JUL 22 1998

The Honourable Sheila Copps  
Minister of Canadian Heritage  
15 Eddy Street  
Jules Léger Building, 12th Floor  
Hull, Quebec  
K1A 0M5

Dear Ms. Copps,

I have received the text of the Canada-Ontario Special Agreement for the Implementation of French-Language School Governance. This agreement which you signed with David Johnson, Ontario's Minister of Education and Training, is indeed an historic document, and I extend to you my warmest congratulations.

The early history of Ontario's French-language schools was an unfortunate one, because the linguistic rights of Franco-Ontarians were sometimes denied. However, recent events are completely turning the tables as Ontarians and Canadians embrace the Canadian Charter of Rights and Freedoms, and human and language rights receive the priority they deserve.

Former Education Minister John Snobelen's announcement on January 13, 1997 of the intent to establish a complete system of French-language school boards was one great occasion, and your agreement of last June 17th with Mr. Johnson was another. These are noteworthy accomplishments for Ontario and for Canada.

Without underestimating any of the difficulties that will be present as the province moves to establish a completely new system of French-language school boards over an immense territory for its more than 100,000 Francophone students, I express the conviction that this endeavour will be carried through to its rightful conclusion.

Once again, congratulations on the agreement and best wishes for the work in setting up the French-language boards in Ontario.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Victor C. Goldbloom".

Victor C. Goldbloom

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO:

#

98/07/30 - 12:48

Docket No.: CH98-23620  
Cross-reference No.:

Document date: 98/07/08  
Date received: 98/07/30  
Due date: 98/08/20  
Campaign code:  
Ack/Acc: N

Program: CIDORC - Dir., Op. & Reg. Coord/Op. & coord. rég.  
Author: Groulx, Georges  
Title/Org.: Surintendant des affaires/Conseil scolaire de district des  
Subject: Fait parvenir copie de lettre adressée à Revenu Canada  
demandant une exemption des versement faits au régime de  
pension du Canada ainsi qu'au programme d'assurance-emploi  
Action: Information

c.c.: JILLIAN THORNE(MO)  
c.c.: CIDGOL / SMDFP  
c.c.:

Forward To: Dir., Op. & Reg. Coord./Op. & coord. rég. - Information

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/RExD (or designate)

(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:



## CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU SUD-OUEST

Le 8 juillet 1998

1998 JUL 17 AM 8:28

C1498-23620

**Michel Serré**

Directeur général  
360, av. Fairview Ouest  
Essex ON N8M 1Y5  
Tél. (519) 776-6431, p. 217  
(888) 768-2219, p. 217  
Téléc. (519) 776-6663

**Georges Groulx**

Surintendant des affaires  
360, av. Fairview Ouest  
Essex ON N8M 1Y5  
Tél. (519) 776-6431, p. 417  
(888) 768-2219, p. 417  
Téléc. (519) 776-4964

**Paul Bélanger**

Surintendant de l'éducation  
535, chemin Baldoon Nord  
C. P. 2003  
Chatham ON N7M 5L9  
Tél. (519) 354-5170  
Téléc. (519) 354-4173

**Michel Cyze**

Surintendant de l'éducation  
430, rue Christina Sud  
Sarnia ON N7T 2N8  
Tél. (519) 336-6139  
Téléc. (519) 336-5160

**Janine Griffore**

Surintendante de l'éducation  
165, av. Elmwood Est  
C. P. 5474  
London ON N6A 4X5  
Tél. (519) 663-2088, p. 2522  
Téléc. (519) 663-9250

**Denis Levert**

Surintendant de l'éducation  
360, av. Fairview Ouest  
Essex ON N8M 1Y5  
Tél. (519) 776-6431, p. 397  
(888) 768-2219, p. 397  
Téléc. (519) 776-6663

**Camille Thomas**

Surintendant de l'éducation  
360, av. Fairview Ouest  
Essex ON N8M 1Y5  
Tél. (519) 776-6431, p. 372  
(888) 768-2219, p. 372  
Téléc. (519) 776-6663

Mme Ann McFadden  
Revenu Canada  
C.P. 1655, 185, avenue Ouellette  
Windsor ON N9A 7G7

**OBJET :** Demande d'exemption des versements faits au régime de pension du  
Canada ainsi qu'au programme d'assurance-emploi

Madame,

Par la présente, le Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest demande à être exempté des paiements habituellement faits au régime de pension du Canada ainsi qu'au programme d'assurance-emploi lors de l'établissement d'une nouvelle entreprise.

En vertu des lois provinciales 104 et 160 visant à réduire le nombre de conseils scolaires et à créer 12 conseils scolaires de langue française en Ontario, les six sections catholiques de langue française du Sud-Ouest ont dû se fusionner au 1<sup>er</sup> janvier 1998 pour ne former qu'un seul conseil de langue française catholique. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998, les contributions au régime de pension du Canada et au programme d'assurance-emploi sont versées par l'entremise des conseils scolaires anglophones qui sont par la suite remboursés, après facturation, par le Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest. Toutes les contributions du Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest ainsi que celles de tous les employés mutés audit conseil le 1<sup>er</sup> janvier 1998 se trouvent donc à avoir été payées de façon régulière.

Suite à l'obtention du numéro d'employeur, les représentants de Revenu Canada nous ont informé que les employés seront soumis aux conséquences découlant d'une cessation d'emploi tout comme le sera le conseil scolaire, pour l'établissement d'une nouvelle entreprise. Nous tenons toutefois à attirer votre attention sur le fait que le Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest résulte de la **fusion des six sections catholiques de langue française du Sud-Ouest déjà existantes**, non pas de la création d'un nouveau conseil scolaire.

.../2

ROBERT COUTURE  
Président

JOSEPH BISNAIRE  
Vice-président



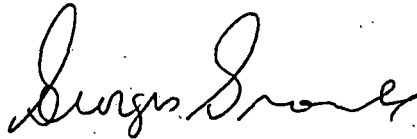
## CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU SUD-OUEST

À notre avis, le personnel des Sections de langue française travaille toujours pour celles-ci qui, suite à la fusion, n'ont formé qu'un seul conseil scolaire, tout comme les Sections de langue anglaise. Nous tenons à préciser que les Sections de langue anglaise n'ont toutefois pas eu à demander un nouveau numéro d'entreprise, car ces dernières ont simplement continué à utiliser le numéro d'entreprise du conseil scolaire existant. Il serait donc inéquitable envers les Sections de langue française, de même qu'envers leurs employés, de leur imposer de telles procédures étant donné que les Sections de langue anglaise n'ont pas à être soumises à ces exigences.

À cet égard, nous estimons que le Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest et le personnel devraient être exemptés des versements faits au régime de pension du Canada ainsi que des primes d'assurance-emploi habituellement versées lors d'une cessation d'emploi ou de la mise sur pied d'une entreprise.

Étant donné les circonstances actuelles, nous espérons que vous voudrez bien reconsidérer la situation et qu'une prompt réponse sera faite à notre demande.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations les plus distinguées.



Georges Groulx  
Surintendant des affaires

/lc

c.c.   Honorable Herb Gray, député  
         Honorable Sheila Copps, députée  
         Marc Godbout, ministère de l'Éducation et de la Formation  
         Honorable Herb Dhaliwal, Revenu Canada  
         Dave Cooke, coprésident de la Commission d'amélioration de l'éducation  
         Ann Vanstone, coprésidente de la Commission d'amélioration de l'éducation



Patrimoine canadien Canadian Heritage

ON

SP91-047167  
Chano op

08197

AUG 25 1997  
AOUT

Votre référence Your file

Notre référence Our file

NOTE À L'INTENTION DE MADAME SUZANNE HURTUBISE

**COMPLÉMENT D'INFORMATION - FINANCEMENT DE LA GESTION  
SCOLAIRE EN ONTARIO**

(Pour information)

**RÉSUMÉ**

- ° À notre avis, l'Ontario propose le coût total de 185 millions comme première étape des discussions et négociations avec le gouvernement fédéral. Ceci dit, la proposition de la province est solide et s'appuie sur une argumentation bien étoffée.
- ° Bien que la négociation financière n'ait pas encore été entreprise de front, nous estimons à 75 millions le montant requis pour conclure une entente avec l'Ontario.

**Considérations**

- ° La proposition de la province a été préparée avec soin et témoigne d'un engagement à assurer une bonne mise en oeuvre de la gestion scolaire. Le ministre Snobelen a officiellement fait parvenir la demande à la ministre le 11 août dernier.
- ° L'Ontario fait valoir que sa population scolaire francophone est de 100 000 élèves, soit la moitié de toute la population scolaire hors Québec.
- ° La province dépense annuellement 730 millions pour l'éducation franco-ontarienne élémentaire et secondaire, dont 100 millions sont des coûts supplémentaires. Le fédéral contribue 25 millions seulement. Elle demandera que le fédéral reconnaisse l'apport historique de la province et accorde à l'Ontario sa juste part.

Canada

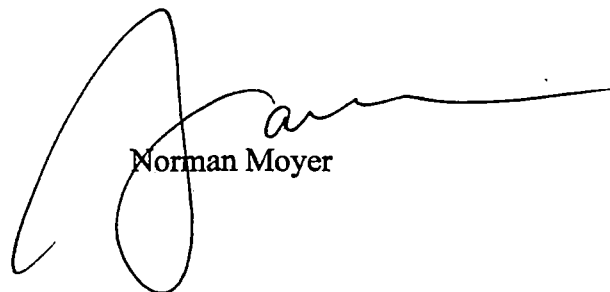


-2-

- En contrepartie, notre argument sera que, par l'entremise de ses programmes réguliers, le fédéral contribuera 125 millions au cours des cinq prochaines années pour aider l'Ontario à assumer ses coûts supplémentaires. De plus, notre offre éventuelle pour l'implantation de la gestion scolaire comme telle sera comparable à ce que nous avons contribué aux autres provinces dans le cadre de l'enveloppe ponctuelle de 112 millions que le Cabinet nous avait accordée en 1993 pour la gestion scolaire.
- Il faut prévoir une négociation serrée sur le montant de la contribution fédérale, qui sera de loin l'enjeu le plus difficile.
- Bien que nous n'ayons pas encore abordé cette question directement, nous avons déjà communiqué à la province que nous aurions de la difficulté à appuyer certains éléments de sa proposition, par exemple la construction d'écoles et les coûts continus de fonctionnement. Nous voulons ainsi amener la province à réduire le coût total de son projet.
- Nous avons l'impression qu'une contribution fédérale de 75 millions sur cinq ans sera nécessaire pour bien positionner le gouvernement fédéral à l'égard de la province et de la communauté.
- C'est le montant qui figure dans le breffage que nous avons acheminé à la ministre sur la relance des programmes de langues officielles.

### Conclusion

- Nous poursuivons nos discussions entre fonctionnaires pour franchir autant d'étapes que possible en vue de la conclusion d'une entente avant d'entreprendre la négociation financière proprement dite.
- En même temps, comme vous le savez, nous préparons notre démarche au Cabinet pour obtenir le financement nécessaire. L'échéancier est un élément important étant donné que la mise en oeuvre de la gestion débute en janvier 1998.



Norman Moyer

Patrimoine canadien Canadian Heritage

5999-04767  
Chunop  
8/97. *Mc*  
P. E. *Anderson*

AUG 14 1997  
AOUT

Votre référence Your file

Notre référence Our file

NOTE À L'INTENTION DE MADAME SUZANNE HURTUBISE

**DISCUSSIONS AVEC L'ONTARIO SUR LA GESTION SCOLAIRE -  
ÉTAT DU DOSSIER**

(Pour information)

**RÉSUMÉ**

- ° Des discussions sont présentement en cours entre les fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien et ceux du ministère de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario concernant une aide financière fédérale à la mise en oeuvre de la gestion scolaire en Ontario.
- ° Nous travaillons actuellement avec la province afin de concrétiser une approche par plan d'affaires qui permettra de mettre en valeur les objectifs concrets visés et les résultats obtenus tout en simplifiant les processus administratifs.
- ° Le montant de la contribution fédérale sera l'enjeu majeur des négociations avec la province. La province est bien au fait que l'appui à la gestion scolaire en Ontario est un des éléments de la relance des programmes d'appui aux langues officielles qui sera présentée au Cabinet et que nous ne pouvons prendre aucun engagement avant que le Cabinet ait pris une décision à cet égard.

**Contexte**

- ° À la suite de l'annonce par l'Ontario, en janvier dernier, de la nouvelle structure des conseils scolaires dans la province, j'ai rencontré à deux reprises (février et juin 1997) M<sup>me</sup> Mariette Carrier-Fraser, sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario afin d'amorcer les discussions concernant une aide fédérale à la mise en oeuvre de la gestion scolaire pour les francophones de la province. Ces rencontres

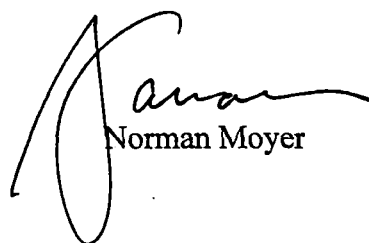
**Canada**



- 2 -

ont été suivies de séances de travail entre les fonctionnaires des deux ministères (18 juillet et 7 août).

- La proposition actuellement mise de l'avant par la province estime à 185 millions de dollars les fonds nécessaires à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone.
- La proposition provinciale comprend trois grands axes d'intervention : la mise en place fonctionnelle de la structure de gestion, l'accès à l'enseignement en français, et les mesures destinées à améliorer les performances académiques des élèves francophones. Lors de nos discussions avec la province, nous avons indiqué que certains éléments de sa proposition sont problématiques, notamment les dépenses de nature continue ainsi que les coûts associés à la construction d'écoles.
- Nous travaillons présentement avec les fonctionnaires provinciaux afin d'élaborer les éléments principaux d'un plan d'affaires qui servirait de fondement à une entente Canada-Ontario sur la mise en oeuvre de la gestion scolaire. Cette approche privilégie l'atteinte d'objectifs plutôt que la «micro-gestion» de projets ainsi qu'un assouplissement des modalités et des processus administratifs. Elle répond aux intentions exprimées par la Ministre et pourrait servir de projet pilote dans le cadre de la relance des programmes de langues officielles.
- Nous avons également discuté avec la province d'un texte préliminaire d'entente et nous comptons compléter les discussions de nature technique d'ici la fin de l'été. Une fois ces questions réglées, l'enjeu principal demeurera l'ampleur de l'aide fédérale et les activités auxquelles nous voudrions nous associer.
- Le ministre de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario, M. Snobelen, s'apprêterait à écrire à M<sup>me</sup> Copps pour déposer officiellement la proposition de l'Ontario. Le Bureau du Conseil privé suit le dossier avec intérêt et s'informe régulièrement de l'évolution de la situation.



Norman Moyer

95034  
Lévesque, (pour info)

La Q/A devra être  
révisée en fonction des  
inf. contenues dans le  
communiqué de presse.

Je laisse mes messages à  
Duchail.

Paula M. Shaw

- ① Le communiqué  
est vraiment explicite - ~~sur~~ <sup>surveillé</sup>  
par des sources politiques, mais  
il semble que c'est aussi  
possible que l'auteur du 24 fév.  
② voir les articles de journaux  
de la fin de semaine dans le  
droit. Volcan

# **Veillez classer**

Veillez classer dans 8120-3

Gestion scolaire  
qualités.

Date de demande de classement

le 9 nov. 20.

000200

Projet de loi n° 123



AVIS/RECOMMANDATION AU MINISTRE

SUJET - ISSUE

DATE: le 24 février 1995, 8h17

GESTION SCOLAIRE EN ONTARIO

NOUVELLE

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- Le ministre de l'Éducation, Dave Cooke, devrait annoncer aujourd'hui son intention de mettre sur pied 15 conseils scolaires francophones à l'échelle de la province.
- En 1986, la Loi 75 sur la gestion scolaire garantissait aux Franco-Ontariens une représentation proportionnelle aux conseils scolaires anglophones ainsi qu'une certaine mesure de contrôle sur les budgets et les programmes dans les écoles françaises.
- Quatre conseils scolaires francophones sont présentement en opération : Toronto, Ottawa-Carleton (2) et Prescott-Russell. Dans la plupart des autres régions, des conseils de langue française au sein des conseils scolaires anglophones ont été mis sur pied.
- En plus de l'obtention de la gestion complète partout dans la province, le financement des conseils scolaires francophones est une question litigieuse. Les associations francophones soutiennent depuis plusieurs années que les conseils scolaires francophones souffrent d'un sous-financement chronique en raison de l'identification par défaut des francophones au conseil scolaire public anglophone lors du recensement et des modalités d'attribution des taxes scolaires commerciales et industrielles.
- La Commission d'enquête, dont le rapport a été rendu public le 26 janvier dernier, a recommandé que la gestion scolaire soit mise en place dans les plus brefs délais.

SOURCE Le Droit, 24 février 1995

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- Heureux de l'engagement pris par le gouvernement de l'Ontario de faire progresser la mise en oeuvre de la gestion scolaire.
- Le gouvernement fédéral encourage la province à poursuivre dans cette voie et l'assure de son appui dans ce domaine.
- Occasion pour le gouvernement provincial de mettre en place des structures de gestion scolaire qui répondent aux besoins des Franco-Ontariens et qui leur permettront de poursuivre leur développement dans le domaine crucial de l'éducation.
- La gestion scolaire est un droit reconnu dans la Constitution canadienne et les gouvernements provinciaux et territoriaux sont tenus de s'y conformer.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY  
Viviane Beaudoin  
DGPALO  
Tél./tel. (819) 953-2702

DIRECTEUR/DIRECTOR  
Hilaire Lemoine  
DGPALC  
Tél./tel. 994-0943

SMA/ADM  
Roger Collet  
SMACIC

**MÉTÉO**



**MAX.: -1° MIN.: -18°**

**Averses de neige**

**LeDroit**

82e ANNÉE - NUMÉRO 279 ÉDITION QUÉBÉCOISE 24 FÉVRIER 1995 65¢ toutes taxes comprises

# Un grand pas de plus

*L'Ontario créera 15 autres conseils scolaires de langue française*

Dianne Paquette-Legault  
*LeDroit*

Les francophones de l'Ontario se rapprocheront aujourd'hui de la pleine gestion des écoles de langue française par et pour les francophones.

Le ministre de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario, **Dave Cooke**, doit en effet annoncer la création de 15 conseils scolaires de langue française à l'échelle de la province.



*Dave Cooke*

*LeDroit* a appris de sources sûres que le gouvernement néo-démocrate de Bob Rae endosserait la majeure partie de la proposition de l'Association des enseignants et des enseignantes franco-ontariens (AEFO). Cette proposition vise la création ou la fusion de conseils scolaires de langue française, de façon à ce que l'Ontario français compte 10 conseils catholiques et cinq conseils publics.

Pour le ministre Cooke, une telle annonce — attendue ce matin à Queen's Park — se traduira par le plus important défi qu'il aura à relever dans le cadre de la réforme de l'éducation en Ontario. À l'approche d'un scrutin provincial et devant la réticence de certains de réduire le nombre de conseils et d'octroyer aux francophones leurs propres conseils scolaires, Dave Cooke est tout de même prêt à agir.

Le 26 janvier, la Commission royale sur l'éducation demandait au ministre Cooke d'adopter et de mettre en œuvre dans les plus brefs délais un mode de gestion de l'éducation de langue française par et pour les francophones. Maintenant, les intervenants francophones du milieu de l'éducation sont prêts, encore plus que jamais.

## Éducation

Les porte-parole de l'AEFO ne seraient pas surpris d'apprendre, non plus, la fusion éventuelle des sections et des conseils scolaires publics de langue française d'Ottawa-Carleton, Prescott-Russell, Simcoe-Dundas et Glengarry et même de Kingston. Comptant respectivement quelque 14 000 et 11 000 élèves, le Conseil des écoles catholiques de langue française d'Ottawa-Carleton et le Conseil des écoles séparées catholiques de langue française de Prescott-Russell pourraient échapper à la restructuration, si ce n'est que de greffer la section de langue française de Renfrew au CECLEF.

Le nombre total de conseils scolaires sera réduit de moitié, c'est-à-dire qu'il passerait de 173 à quelque 85 conseils.

Lors d'une rencontre éditoriale avec *LeDroit*, lundi, le ministre Cooke a misé sur l'importance pour les conseils scolaires de collaborer et de partager les services. Si ceux-ci se montrent réticents à le faire, le ministère imposera des mesures pour s'en assurer.

Dans Ottawa-Carleton, l'amalgamation des deux conseils scolaires publics de langue anglaise de même que celle des deux conseils scolaires catholiques de langue anglaise est presque un fait accompli.

Devant le grand nombre de conseils scolaires existants, le ministre Cooke peut difficilement ajouter un certain nombre de conseils de langue française sans pour autant retrancher dans le nombre total de conseils à l'échelle de la province. Ainsi, il est prévu

conseiller au Conseil des écoles catholiques de langue française d'Ottawa-Carleton (CECLF-C), Dominic Giroux s'attend quant à lui à «une bombe» aujourd'hui.

Puis, le président de l'AEFO, Ronald Robert, attend lui aussi impatiemment l'annonce et maintient que le ministre devra tenir compte des besoins financiers des conseils de langue française: le prochain défi, dit-il.

Voilà près de 20 ans que l'AEFO pilote le dossier visant l'implantation de conseils homogènes de langue française pour l'ensemble des

*suite de la page 1*

conseiller au Conseil des écoles catholiques de langue française d'Ottawa-Carleton (CECLF-C), Dominic Giroux s'attend quant à lui à «une bombe» aujourd'hui.

Puis, le président de l'AEFO, Ronald Robert, attend lui aussi impatiemment l'annonce et maintient que le ministre devra tenir compte des besoins financiers des conseils de langue française: le prochain défi, dit-il.

Voilà près de 20 ans que l'AEFO pilote le dossier visant l'implantation de conseils homogènes de langue française pour l'ensemble des

AVIS/RECOMMANDATION AU MINISTRE

SUJET - ISSUE

DATE: 1e 24 février 1995, 10h28

GESTION SCOLAIRE EN ONTARIO

NOUVELLE

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- Le ministre de l'Éducation, Dave Cooke, devrait annoncer aujourd'hui son intention de mettre sur pied 15 conseils scolaires francophones à l'échelle de la province. *et de la formation*
- En 1986, la Loi 75 sur la gestion scolaire garantissait aux Franco-Ontariens une représentation proportionnelle aux conseils scolaires anglophones ainsi qu'une certaine mesure de contrôle sur les budgets et les programmes dans les écoles françaises.
- Quatre conseils scolaires francophones sont présentement en opération : Toronto, Ottawa-Carleton (2) et Prescott-Russell. Dans la plupart des autres régions, des *sections* conseils de langue française au sein des conseils scolaires anglophones ont été mis sur pied.
- En plus de l'obtention de la gestion complète partout dans la province, le financement des conseils scolaires francophones est une question litigieuse. Les associations francophones soutiennent depuis plusieurs années que les conseils scolaires francophones souffrent d'un sous-financement chronique en raison de l'identification par défaut des francophones au conseil scolaire public anglophone lors du recensement et des modalités d'attribution des taxes scolaires commerciales et industrielles.
- *À la différence de la* La Commission d'enquête, dont le rapport a été rendu public le 26 janvier dernier, a recommandé que la gestion scolaire soit mise en place dans les plus brefs délais. *et de la formation qui sera proposée par le ministère de l'Éducation et de la formation franco-ontarien*

SOURCE Le Droit, 24 février 1995

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- Heureux de l'engagement pris par le gouvernement de l'Ontario de faire progresser la mise en oeuvre de la gestion scolaire.
- Le gouvernement fédéral encourage la province à poursuivre dans cette voie et ~~l'assure de son appui dans ce domaine.~~
- Occasion pour le gouvernement provincial de mettre en place des structures de gestion scolaire qui répondent aux besoins des Franco-Ontariens et qui leur permettront de poursuivre leur développement dans le domaine crucial de l'éducation.
- La gestion scolaire est un droit reconnu dans la Constitution canadienne et les gouvernements provinciaux et territoriaux sont tenus de s'y conformer.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY  
Viviane Beaudoin  
DGPALO  
Tél./tel. (819) 953-2702

DIRECTEUR/DIRECTOR  
Hilaire Lemoine  
DGPALO  
Tél./tel. 994-0943

SMA/ADM  
Roger Collet  
SMACIC

4.1

FAX THIS END

<b>FAX</b>	
To:	<i>Le Patrimoine Cdx.</i>
Dept.:	<i>J. Guindon</i>
Fax No.:	<i>(819) 953-9353</i>
No. of Pages:	
From:	<i>Marionne Cormier-Fraser</i>
Date:	<i>24 fév '95</i>
Company:	
Fax No.:	<i>(416) 327-1182</i>
Comments:	
Postnet	fax pad 7803E

# lease iqué

 **Ontario**

 Ministère de l'Éducation  
et de la Formation

## gouvernement réduit le nombre de ils scolaires et les coûts administratifs

Le 24 février 1994

Le ministre de l'Éducation et de la Formation Dave Cooke a annoncé aujourd'hui des initiatives visant à réduire les coûts liés à l'administration de l'éducation afin de libérer des ressources qui pourront alors être affectées dans les salles de classe en Ontario. Le nombre de conseils scolaires de la province sera réduit et les dépenses engagées par les conseils à des fins d'administration feront l'objet de contrôles financiers.

Le ministre a affirmé que le gouvernement :

- réduira le nombre de conseils scolaires de 40 à 50 pour 100;
- limitera le montant que les conseils scolaires peuvent affecter à l'administration;
- obligera les conseils scolaires à partager des services et à rendre compte tous les ans au public des économies ainsi réalisées;
- limitera la rémunération totale versée aux conseillères et conseillers scolaires à 20 000 \$ par année et redéfinira le rôle de ces derniers; et
- élaborera une nouvelle formule pour la représentation et la répartition des conseillères et conseillers scolaires.

«Étant donné la conjoncture actuelle et l'état des choses prévisibles, il n'y aura pas de hausse des budgets consacrés à l'éducation. En réduisant les coûts administratifs grâce aux initiatives annoncées aujourd'hui, les conseils scolaires seront moins nombreux mais plus efficaces; ils sauront mieux répondre aux besoins des élèves de l'Ontario», de dire M. Cooke.

Cette annonce fait partie de l'initiative gouvernementale visant la réforme de l'Éducation, appelée *De nouvelles bases pour l'éducation en Ontario*.

M. Cooke a mis sur pied le Groupe d'étude sur la réduction du nombre de conseils scolaires en Ontario, qui supervisera la restructuration des conseils.

Le Groupe d'étude déterminera les nouvelles limites territoriales des conseils scolaires d'ici le 1<sup>er</sup> septembre 1995. Il consultera ensuite le public à ce sujet dans le cadre d'audiences tenues dans toute la province. Il présentera ses recommandations finales au ministre au plus tard le 31 décembre 1995. Les nouvelles limites territoriales seront adoptées avant les élections municipales de 1997.

.../2

**NEW FOUNDATIONS**  
FOR ONTARIO EDUCATION

**DE NOUVELLES BASES**  
POUR L'ÉDUCATION EN ONTARIO

- 2 -

Le processus de fusion respectera les garanties constitutionnelles dont bénéficient les catholiques et les francophones en Ontario.

Le Groupe d'étude sera présidé par John Sweeney, de Kitchener, ancien député et ministre du gouvernement ontarien. M. Sweeney a aussi été enseignant et directeur de l'éducation.

Les autres membres du Groupe d'étude sont :

Jean-Louis Bourdeau, homme d'affaires de North Bay et ancien administrateur scolaire. En 1990, il a présidé la Commission consultative sur les services collégiaux en français.

Duncan Green, de Toronto, consultant en éducation et ancien directeur du Conseil de l'éducation de Toronto et sous-ministre adjoint au ministre de l'Éducation.

Dorothy Wight, femme d'affaires de Belle Vallée et ancienne conseillère scolaire.

Le Groupe d'étude sera appelé notamment à réduire le nombre de conseils scolaires de 40 à 50 pour 100 au moyen de la fusion et de la dissolution de certains conseils scolaires. Il conseillera aussi le ministre concernant l'incidence financière de ses recommandations et il supervisera l'intégration des conseils scolaires afin d'assurer une transition sans heurts dans les domaines de l'administration et de la négociation collective.

«Nous amorçons une importante restructuration, d'ajouter M. Cooke. Le Groupe d'étude jouera un rôle crucial en veillant à ce que les questions d'ordre financier et de personnel soient traitées équitablement et efficacement.»

En outre, le Groupe d'étude fera des recommandations sur la meilleure façon de rationaliser les 77 conseils scolaires, sections et comités consultatifs de langue française de la province en tout au plus 15 conseils scolaires de langue française. La rationalisation permettra de réduire le nombre de conseillères et de conseillers scolaires de langue française ainsi que les coûts d'administration.

Le Groupe d'étude élaborera aussi une formule pour la représentation des conseillères et conseillers scolaires, formule qui réduira la composition des conseils scolaires tout en les rendant plus efficaces.

M. Cooke a également annoncé que de nouvelles mesures législatives obligeront les conseils scolaires à réaliser des économies en partageant services et personnel. Aussi, les conseils devront tous les ans rendre compte au ministère et au public des économies réalisées et du partage des services. Le ministre aura de plus le pouvoir d'imposer des ententes de partage de services aux conseils qui n'auront pas observé la loi.

Les nouvelles mesures législatives limiteront la rémunération des conseillères et conseillers scolaires à 20 000 \$ par année. Elles imposeront aussi une limite au montant que les conseils pourront verser aux conseillères et conseillers scolaires occupant les fonctions de président ou de vice-président de conseil ou faisant partie de comités de conseil.

.../3

4 3

- 3 -

«Ces initiatives répondent à la population qui demande une rationalisation du fonctionnement des conseils scolaires et une définition précise du rôle des conseillères et conseillers scolaires comme fonctionnaires à temps partiel, d'ajouter M. Cooke. La limite imposée à la rémunération constitue un maximum, et les conseils qui versent une rémunération moindre ne devraient pas la hausser.»

Le ministre a aussi annoncé qu'une formule sera élaborée pour limiter la part des budgets que les conseils scolaires peuvent consacrer à l'administration.

Le ministère de l'Éducation et de la Formation a mise en place une ligne téléphonique spéciale à laquelle le public peut accéder sans frais pour obtenir de plus amples renseignements sur l'initiative *De nouvelles bases pour l'éducation en Ontario*. Le numéro à composer est le 1-800-565-0861.

- 30 -

**Renseignements supplémentaires :**

Michel Rodrigue  
Attaché de presse du ministre  
(416) 325-6359

Pierre-Paul Sass  
Équipe du projet des initiatives de  
restructuration des conseils scolaires  
(416) 325-9251

Groupe d'étude sur la réduction du  
nombre de conseils scolaires en Ontario  
(416) 325-2133

**NEW FOUNDATIONS**  
FOR ONTARIO EDUCATION**DE NOUVELLES BASES**  
POUR L'ÉDUCATION EN ONTARIO

## **Groupe d'étude sur la réduction du nombre des conseils scolaires**

### **Biographies**

#### **John Sweeney, président**

Originaire de Kitchener, John Sweeney a été ministre au gouvernement ontarien et éducateur au sein du système scolaire séparé.

De 1975 à 1990, il a été député de Kitchener-Wilmot. De 1985 à 1990, il a été ministre des Affaires municipales, ministre du Logement et ministre des Services sociaux et communautaires.

Avant d'être élu à l'Assemblée législative de l'Ontario, M. Sweeney a enseigné dans les écoles séparées de Toronto. De 1962 à 1968, il a été inspecteur d'écoles provincial pour les écoles séparées de Kitchener, et de 1968 à 1975, directeur de l'éducation au Conseil des écoles séparées catholiques de la région de Waterloo.

Actuellement, il est chancelier de St. Jerome's College.

#### **Duncan Green**

Originaire de Toronto, Duncan Green est éducateur depuis le début de sa carrière.

Il a commencé sa carrière d'enseignant en 1950 à l'école Humberside Collegiate à Toronto. Il est ensuite devenu directeur d'école, surintendant et finalement directeur du Conseil de l'éducation de Toronto.

De 1981 à 1983, il a été professeur à la faculté d'éducation et directeur de l'école d'éducation permanente à l'Université de Toronto.

En 1983, il a été nommé sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation, poste qu'il a occupé jusqu'en 1988. Depuis, M. Green est consultant indépendant en éducation.

#### **Jean-Louis Bourdeau**

Originaire de North Bay, Jean-Louis Bourdeau est un membre bien en vue de la communauté franco-ontarienne.

Il a été enseignant puis est passé au secteur privé. Il a été le premier gérant de la Caisse populaire de Mattice et de La Société coopérative de Mattice.

En 1990, M. Bourdeau a été président des Commissions consultatives sur les services collégiaux de langue française dans le Centre/Sud-Ouest et dans le Nord de l'Ontario.

Ministry of Education  
and TrainingMinistère de l'Éducation  
et de la Formation

FEB 24 '95 12:56 FROM ADM-OFLED-4163252110

12. 5

**Dorothy M. Wight**

Originnaire de Belle Vallée, Dorothy Wight a été conseillère scolaire et a occupé divers postes au sein du secteur privé.

M<sup>me</sup> Wight a été conseillère scolaire au Conseil de l'éducation du comté de Lambton de 1979 à 1984, et au Conseil de l'éducation de Timiskaming de 1988 à 1994. Elle a été directrice de l'Association des conseils scolaires publics de l'Ontario pour le nord-est de l'Ontario.

Elle a été membre du comité consultatif spécial sur les droits d'auteur pendant les négociations Cancopy. De plus, M<sup>me</sup> Wight a été éleveuse d'ovins, directrice des ressources humaines, caissière dans une banque et agente publicitaire.





74.6

## **Mandat du Groupe d'étude sur la réduction du nombre de conseils scolaires en Ontario**

**Un certain nombre de facteurs contribuent, isolément ou ensemble, à la nécessité de réduire le nombre de conseils scolaires en Ontario, notamment la nécessité :**

- de réduire les coûts administratifs;
- de créer des structures plus efficaces et plus rentables;
- de favoriser l'équité dans les programmes et services d'une région à l'autre;
- d'accroître l'uniformité, à l'échelon provincial, des services et installations dont disposent les conseils scolaires;
- d'offrir le même niveau de service aux élèves présentant des besoins semblables;
- de réduire le nombre de conseillères et de conseillers scolaires;
- de mieux s'acquitter de l'obligation de rendre des comptes.

**Le Groupe d'étude conseillera le ministre et lui présentera des recommandations concernant :**

- a) la création de nouvelles limites territoriales de façon à réduire le nombre de conseils scolaires de 40 à 50 pour 100;
- b) la dissolution de conseils scolaires;
- (c) la rationalisation de la prestation de l'éducation en langue française tout en continuant de respecter les garanties constitutionnelles;
- d) les considérations financières associées aux limites territoriales proposées, y compris :
  - i) l'incidence sur l'évaluation et sur le taux du millième
  - ii) l'incidence sur les subventions provinciales
  - iii) les questions liées à la réforme du financement de l'éducation
  - iv) les stratégies assurant une mise en oeuvre équitable et efficace.
- e) la portée du contrôle financier dont les conseils scolaires devraient faire l'objet pendant et après la transition;

FEB 24 '95 12:57

FROM ADM-OFLED-4163252110

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

7

- f) les questions liées aux ressources humaines et aux relations de travail qui pourraient surgir pendant la transition et au début de la mise en oeuvre, y compris :
  - i) la sécurité d'emploi;
  - ii) l'intégration ordonnée des conventions collectives et des autres relations de travail, notamment les mesures de compression des coûts et ce, dans un délai raisonnable;
  - iii) les mesures de transition destinées à faciliter l'intégration complète du fonctionnement conformément à la date limite fixée pour la création des nouveaux conseils;
- g) la formule pour la représentation et la répartition des conseillères et conseillers scolaires, formule qui se traduira en des conseils plus petits et qui traitera des questions liées à la représentation appropriée de la population autochtone;
- h) toute autre question que le Groupe d'étude considère importante.

**En outre, le Groupe d'étude :**

- a) examinera toute la documentation et les données pertinentes concernant les limites territoriales de chaque conseil scolaire de la province, y compris les conseils régis par la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto*, pour s'assurer que toutes les régions de la province sont prises en considération;
- b) tiendra compte des délibérations du Groupe de travail de la région du Grand Toronto concernant l'évaluation et les limites territoriales municipales;
- c) consultera tout ministère ou groupe d'employées et d'employés intéressé et toute association appropriée sur les divers aspects de son mandat;
- d) prendra en considération :
  - i. les conseils scolaires ayant des caractéristiques communes;
  - ii. les conseils scolaires ayant déjà établi certaines relations;
  - iii. les propositions présentées volontairement par des conseils scolaires;
  - iv. les limites territoriales existantes des conseils scolaires;
  - v. les limites territoriales existantes des régions;
  - vi. le pour et le contre d'étendre les limites territoriales des conseils scolaires dans le nord de la province;
  - vii. les questions rurales et urbaines;
  - viii. les écarts entre les conseils scolaires riches et les conseils pauvres.
  - ix. la distance géographique entre les élèves et entre les écoles
- e) diffusera, à des fins de consultation publique, une carte illustrant les limites territoriales proposées pour les conseils scolaires et recevra commentaires et suggestions dans le cadre d'audiences publiques tenues dans chaque région de la province;
- f) réexaminera ses recommandations à la lumière de la consultation publique et modifiera les propositions s'il juge approprié de le faire;

- g) consultera les conseils scolaires, les groupes d'employées et d'employés et les associations appropriées dans la mise en oeuvre des nouveaux conseils scolaires, particulièrement en ce qui concerne les éléments énumérés aux présentes.

**Le Groupe d'étude effectuera ses travaux conformément aux paramètres suivants :**

- a) les conseils scolaires demeureront responsables du fonctionnement des écoles ontariennes à l'échelon local;
- b) conformément aux garanties constitutionnelles, la province maintiendra des conseils scolaires de dénomination catholique;
- c) conformément à la *Charte des droits et libertés*, la province maintiendra des conseils scolaires pour les citoyennes et les citoyens francophones;
- d) les modifications aux conseils scolaires se feront pour en améliorer l'efficacité et elles tiendront compte des politiques et priorités existantes du gouvernement provincial en matière d'éducation élémentaire et secondaire.

Le Groupe d'étude présentera au ministre de l'Éducation et de la Formation, le plus tôt possible d'ici le 31 décembre 1995, un rapport sur l'établissement de nouvelles limites territoriales pour les conseils scolaires. Le Groupe d'étude formulera ensuite des recommandations supplémentaires concernant des questions que soulèvera le ministre ou que le président jugera importantes, dans le but de faciliter la mise en oeuvre des nouvelles limites territoriales des conseils scolaires.

~~Michael R~~

Vincent DRAVO

Vain satisfaction

du ministre :

un autre flume  
à votre bandeau.

Remercier aussi vos  
collaborateurs

+ Félicitations

000212

VI

**Veillez  
classer**

Veillez classer dans \_\_\_\_\_

8120-3

*Gestion scolaire*

Date de demande de classement

Généralités

000213

Patrimoine canadien Canadian Heritage

BEST AVAILABLE COPY

JAN 31 1995

Excellence

merci

1/2

m

cc: B. L. / K. Collet  
Bravo Pierre  
et Jeanne

21564

Votre référence Your file

Notre référence Our file

**NOTE DE SERVICE AU :** MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

**DU :** SOUS-MINISTRE ADJOINT  
CITOYENNETÉ ET  
PROGRAMME D'IDENTITÉ CANADIENNE

**VIA :** LE SOUS-MINISTRE  
DU PATRIMOINE CANADIEN

**OBJET :** Votre rencontre avec le Commissaire aux langues  
officielles, M. Victor Goldbloom, le 1<sup>er</sup> février 1995

## OBJET DE LA RENCONTRE

Votre rencontre avec le Commissaire aux langues officielles a été fixée à la suggestion du sous-ministre du Patrimoine canadien, dans le but de tenir le Commissaire aux langues officielles bien informé des grands dossiers de l'heure touchant les langues officielles et l'identité canadienne. Vous voudrez discuter avec le Commissaire du contexte politique actuel et des initiatives que vous prenez pour promouvoir la dualité linguistique et l'identité canadienne. De son côté, le Commissaire pourrait vouloir aborder l'évolution du dossier de la concertation interministérielle (mise en oeuvre des articles 41 et 42 de la *Loi sur les langues officielles*), la gestion scolaire, l'effet des compressions budgétaires sur les communautés minoritaires de langue officielle, la radiodiffusion et, possiblement, le Protocole d'entente avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] sur les langues officielles dans l'enseignement.

## MESSAGES PRINCIPAUX

Il faut véhiculer haut et fort le message que le Canada offre un avenir avantageux à nos grandes communautés linguistiques.

.../2

Canada



- 2 -

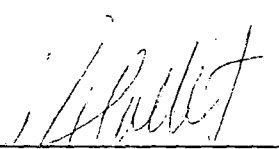
Le gouvernement fédéral continuera d'appuyer fermement la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire partout au pays.

À ce titre, nous donnons priorité aux dossiers en matière d'éducation, en particulier la gestion scolaire et à la mise en oeuvre de la concertation interministérielle.

Le contexte budgétaire imposera à tous des efforts supplémentaires, mais compte tenu de ce qui précède, nous protégerons au maximum l'aide directe aux communautés.

Vous trouverez ci-après des fiches d'information et des propos suggérés sur chaque sujet dont il pourrait être question avec le Commissaire.

Préparé par : Viviane Beaudoin  
Analyste principale  
Politiques, analyses et promotion  
Programmes d'appui aux langues officielles  
(819) 953-2702

  
\_\_\_\_\_  
Roger Collet SMA CPIC  
\_\_\_\_\_  
Marc Rochon SM

## RÉFÉRENDUM AU QUÉBEC

### CONTEXTE

Le Bloc québécois a adopté comme stratégie d'utiliser les francophones hors Québec pour faire le procès du fédéralisme. On peut s'attendre à ce qu'ils continuent de chercher et de monter en épingle des situations malheureuses comme celle qui prévalait à Kingston jusqu'à tout récemment, ou la résistance de certaines provinces à mettre en oeuvre la gestion scolaire.

Par ailleurs, après l'annonce de la position du Bloc québécois vis-à-vis les minorités francophones hors Québec, on s'attend à ce que le Parti québécois rende publique, dans les prochaines semaines, sa propre politique envers ces communautés. La campagne de charme de la part du gouvernement du Québec et du Bloc québécois viserait à convaincre ces communautés qu'elles pourraient profiter de la souveraineté du Québec et à les amener à dénoncer le sort fait aux minorités par le reste du Canada, démontrant l'échec du fédéralisme.

Cette question a été abordée au cours de la rencontre du Premier ministre avec les représentants des communautés francophones minoritaires le 16 janvier dernier. À cette occasion, le Premier ministre a encouragé les communautés à se faire davantage connaître dans toutes les régions du pays et à faire valoir leur dynamisme et leur vitalité.

La FCFA prépare une campagne de promotion des communautés francophones minoritaires qui viserait à faire connaître les communautés francophones de partout au pays et à promouvoir la dualité linguistique comme élément essentiel de l'identité canadienne.

Alliance Québec prépare également une stratégie visant à mieux informer la communauté anglophone du Québec des grandes questions de l'heure et à favoriser la reconnaissance et l'acceptation par les Québécois de la dualité linguistique et de la contribution importante des minorités linguistiques. Alliance Québec nous a soumis un projet à cet égard.

### PROPOS SUGGÉRÉS

- Vous pourriez indiquer au Commissaire que la stratégie gouvernementale globale consiste à offrir à l'ensemble des Canadiens un bon gouvernement, honnête, transparent et efficace.
- Le gouvernement entend continuer de fonctionner normalement, de faire progresser ses projets de réforme et de tenir les engagements qu'il a pris auprès de la population canadienne.

.../2



- Le ministère du Patrimoine canadien continuera d'encourager des activités de sensibilisation afin de faire valoir la dualité linguistique et l'importance du Canada pour nos deux grandes communautés linguistiques, aussi bien dans leurs segments minoritaires que majoritaires.
- Plus spécifiquement, nous avons l'intention d'appuyer des initiatives de promotion qui ont été développées par la FCFA, Alliance Québec et Canadian Parents for French.
- Vous voudrez indiquer au Commissaire qu'il peut aussi jouer un rôle important en faisant valoir l'importance du Canada et les progrès concrets qui ont été réalisés au fil des ans, en mettant les dossiers moins reluisants dans leur contexte et en faisant connaître la politique des langues officielles autrement qu'à travers ses lacunes.

**MISE EN OEUVRE DES ARTICLES 41 ET 42  
DE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES  
(concertation interministérielle)**

**CONTEXTE**

Le 2 août 1994, le Cabinet adoptait un cadre d'action pour la mise en oeuvre des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles. En vertu des articles 41 et 42, le gouvernement fédéral s'engageait à favoriser l'épanouissement des communautés minoritaires francophones et anglophone et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Le 16 août 1994, l'annonce de l'initiative gouvernementale était faite lors du Congrès mondial des Acadiens tenu à Moncton.

De façon succincte, nous pouvons résumer comme suit les trois (3) grands éléments du mandat confié au ministère du Patrimoine canadien par cette initiative :

1. coordination de l'élaboration des plans d'action des 26 institutions fédérales et rapport par le ministre du Patrimoine au Parlement;
2. élaboration d'un plan d'action par Patrimoine canadien;
3. analyse des Mémoires au Cabinet (MCs) préparés par les ministères afin d'optimiser les impacts des initiatives fédérales sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire.

**État de la situation**

Voici une mise à jour des étapes réalisées depuis l'annonce du mois d'août 1994 ainsi que de celles à venir pour chacun des éléments du mandat confié au ministère du Patrimoine :

**1. Plans d'action des 26 institutions fédérales**

En septembre dernier, vous avez écrit à vos collègues sollicitant leur collaboration à la mise en oeuvre de la décision gouvernementale.

Depuis novembre 1994, les agents régionaux et nationaux du Patrimoine canadien ont bénéficié de séances de formation, deux rencontres ont eu lieu avec le bureau du Commissaire aux langues officielles (5 novembre 1994 et 27 janvier 1995), des rencontres bilatérales et interministérielles ont eu lieu en région et au national, ainsi que des rencontres avec des organismes porte-parole des communautés minoritaires de langue officielle.

.../2

Donnant suite à une lettre du SM du Patrimoine canadien aux sous-ministres et présidents d'institutions fédérales (décembre 1994), ces derniers ont identifié un point de responsabilité de haut niveau ainsi qu'un coordonnateur ministériel qui verra à la préparation du plan d'action.

La Direction de la concertation interministérielle (DCI) a rencontré une première fois les coordonnateurs ministériels des plans d'action en décembre dernier. Une deuxième rencontre est prévue au début février 1995. Entre-temps, les coordonnateurs ont bénéficié d'une séance de formation sur le développement des communautés (24 janvier).

À la demande des communautés, un dossier est en préparation, ainsi que des lettres pour votre signature, afin de faire ajouter les ministères suivants à la liste des institutions fédérales identifiées lors de la décision du Cabinet du mois d'août 1994 : Transport Canada, Pêches et Océans et Ressources naturelles.

Les institutions fédérales devraient déposer une ébauche de leur plan d'action à la Direction de la concertation interministérielle d'ici le 31 mars 1995. Après analyse par la DCI et discussions avec les institutions, celles-ci devraient vous faire parvenir leur plan d'action 1995-1996 au plus tard le 30 juin 1995.

## 2. Plan d'action du Patrimoine canadien

En décembre 1994, le SMA (Citoyenneté et Programme d'identité canadienne) a envoyé une note aux sous-ministres adjoints (SMA) des autres secteurs ainsi qu'aux directeurs exécutifs régionaux pour leur faire part des étapes et de l'échéancier du plan d'action du Ministère. Chaque SMA et directeur exécutif régional devait nommer un haut fonctionnaire responsable du dossier ainsi qu'un coordonnateur.

Entre décembre 1994 et la fin janvier 1995, des rencontres ont eu lieu avec tous les autres secteurs du Ministère. La première téléconférence du groupe de travail intersectoriel des coordonnateurs chargés de l'élaboration du plan d'action du Ministère a lieu le 31 janvier 1995.

L'élaboration du plan d'action du Ministère suit le même échéancier que celui des institutions fédérales : une ébauche des plans d'action par secteur et par région sera soumise à la DCI d'ici le 31 mars 1995. Le plan d'action pour l'ensemble du Ministère vous sera soumis pour approbation au plus tard le 30 juin.

.../3

3. Analyse des Mémoires au cabinet et des ententes fédérales-provinciales préparés par les ministères

En décembre 1994 et janvier 1995, des discussions préliminaires ont débuté avec le Bureau du Conseil privé, afin de déterminer la meilleure approche devant permettre l'analyse des mémoires au Cabinet pour optimiser les impacts des décisions gouvernementales sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Au cours du printemps 1995, nous prévoyons systématiser un processus d'analyse et d'incorporation des résultats de l'analyse dans les notes de breffage en préparation à votre participation aux réunions des comités du Cabinet.

PROPOS SUGGÉRÉS

Ministères et agences visées

- La Direction de la concertation interministérielle a tenu, en décembre 1994, des rencontres avec les coordonnateurs des 26 institutions choisies par le Cabinet.
- Un échéancier préliminaire a été arrêté, et des outils visant à faciliter l'élaboration des plans d'action ont été distribués.
- Une deuxième série de rencontres est prévue pour le début du mois de février. Une journée sur le développement communautaire à l'intention des ministères visés a été tenue le 24 janvier.
- De façon préliminaire, des rencontres ad hoc ont déjà eu lieu entre certains bureaux régionaux des institutions visées et les bureaux régionaux du Patrimoine.
- Nous sommes à entreprendre des démarches avec trois autres ministères afin de les inclure sur la liste des institutions visées par les mesures du Cabinet : Transport Canada, Pêches et Océans et Ressources naturelles.

.../4

### Plan d'action du Patrimoine canadien

- Les travaux en vue de préparer le Plan d'action du ministère du Patrimoine canadien sont déjà bien amorcés. Patrimoine canadien suivra les mêmes étapes et le même échéancier que les institutions visées quant à la préparation de son Plan d'action.

## ENQUÊTE SPÉCIALE DU COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES RELATIVEMENT À L'APPLICATION; PAR LES INSTITUTIONS FÉDÉRALES, DE LA PARTIE VII DE LA *LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES*

### Contexte

Au printemps 1994, suite à l'insatisfaction manifestée à maintes reprises par les communautés de langue officielle en situation minoritaire, le Commissaire aux langues officielles lançait une vaste enquête auprès de quelque 58 institutions fédérales relative à la compréhension et à l'application de la partie VII de la Loi sur les langues officielles et à la responsabilité du gouvernement envers le développement des communautés.

L'enquête a été menée par le biais d'entrevues et d'un sondage auprès d'un échantillon de hauts fonctionnaires portant sur leur sensibilité et sur leur ouverture face à l'application de l'article 41. Des rencontres en région ont aussi été réalisées.

### Rapport du Commissaire aux langues officielles

Le bureau du Commissaire aux langues officielles (CLO) a informé le ministère du Patrimoine que le rapport du Commissaire ne fera pas l'objet d'un rapport spécial au Parlement.

Selon les informations fournies par le bureau du CLO, il semble que celui-ci soit très satisfait de la décision gouvernementale prise en août 94 relativement à l'application des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles. Des préoccupations demeurent toutefois présentes quant à la qualité des plans d'action qui seront soumis par les institutions fédérales et aux mécanismes d'imputabilité des ministères et agences fédéraux auprès du Parlement.

Le Commissaire aux langues officielles est également conscient du climat politique actuel et des munitions que pourrait fournir un rapport trop négatif. Il semble donc qu'il s'abstiendra de se montrer très critique envers le gouvernement et ses initiatives.

### PROPOS SUGGÉRÉS

- Vous pourriez vous enquérir des intentions du Commissaire quant à la publication de son rapport d'enquête.
- Vous pourriez lui souligner l'importance d'être sensible au caractère délicat de cette enquête et aux répercussions qu'elle pourrait avoir sur les efforts en cours pour mettre en oeuvre les articles 41 et 42 de la *Loi sur les langues officielles*.

.../2

- Vous pourriez indiquer au Commissaire que le Ministère et lui doivent travailler ensemble à la réalisation d'objectifs communs.

## GESTION SCOLAIRE

### CONTEXTE

Le Commissaire pourrait vouloir demander quelles mesures vous entendez prendre pour faire avancer le dossier dans les provinces où les francophones n'ont pas encore la gestion scolaire : Colombie-Britannique, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve (et dans une moindre mesure, l'Ontario).

#### Colombie-Britannique

La législation scolaire n'a pas été amendée pour inclure la gestion scolaire. À l'automne 1993, le nouveau ministre de l'Éducation a présenté aux parents un nouveau projet de mise en oeuvre de la gestion scolaire. Les parents ont jugé cette nouvelle proposition inacceptable. Les négociations entre le gouvernement fédéral et la province visant à conclure une entente dans le cadre des mesures spéciales sur la gestion scolaire et l'enseignement postsecondaire, et qui semblaient sur le point d'aboutir à l'automne 1993, sont interrompues depuis lors.

À la suite d'une résolution adoptée à l'assemblée générale annuelle 1994 de l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique, les parents ont annoncé officiellement au gouvernement provincial, en avril 1994, leur intention de réactiver l'action judiciaire lancée en mars 1989. En septembre, les parents ont présenté un amendement à la demande originale pour inclure une compensation de 4 millions de dollars pour les dommages causés par l'inaction du gouvernement provincial. Une date de comparution a été fixée à septembre 1995.

Le Commissaire aux langues officielles a demandé et obtenu un statut d'intervenant dans cette cause, dès la première instance. Lors de la rencontre du comité des sous-ministres responsables des langues officielles du 9 janvier dernier, le sous-ministre du Patrimoine canadien a fait valoir l'importance d'une intervention du Procureur fédéral dès la première instance.

À la suite de la rencontre avec les représentants des communautés francophones minoritaires, le Premier ministre Chrétien a téléphoné au Premier ministre de la Colombie-Britannique pour l'inciter à régler le dossier.

Vous avez rencontré le ministre de l'Éducation, M. Art Charbonneau, lors de votre voyage à Vancouver le 18 janvier dernier. Vous avez réitéré votre appui à la province pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire ainsi que votre désir de voir ce dossier résolu le plus rapidement possible.



### Ontario

En 1986, la Loi 75 sur la gestion scolaire garantissait aux Franco-Ontariens une représentation proportionnelle aux conseils scolaires anglophones ainsi qu'une certaine mesure de contrôle sur les budgets et les programmes dans les écoles françaises. Quatre conseils scolaires francophones sont présentement en opération : Toronto, Ottawa (2) et Prescott-Russell.

Une cause juridique est actuellement en cours dans la région de Cornwall concernant le financement des conseils scolaires francophones. Les associations francophones de la province soutiennent depuis plusieurs années que les conseils scolaires francophones souffrent d'un sous-financement chronique en raison de l'identification par défaut des Franco-Ontariens au conseil scolaire public anglophone lors du recensement et des modalités d'attribution des taxes scolaires commerciales et industrielles.

La question de la gestion scolaire francophone a été étudiée par la Commission royale sur l'éducation mise sur pied en 1993, dont le rapport était prévu pour mars 1994. Le Rapport de la Commission royale d'enquête a été rendu public le 26 janvier dernier. La recommandation relative à la gestion scolaire vise à confier au Conseil de l'éducation et de la formation franco-ontarienne (CÉFFO) le mandat de recommander au ministère de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario, aussitôt que possible et sur la base des documents existants, un ou des modèles de gestion scolaire. La Commission recommande ensuite que le gouvernement de l'Ontario approuve et mette en oeuvre dans les meilleurs délais les recommandations que lui aura soumises le CÉFFO.

Lors de la rencontre avec les représentants des communautés francophones minoritaires, le Premier ministre Chrétien s'est engagé à aborder cette question avec le Premier ministre Rae pour l'inciter à faire progresser rapidement le dossier.

### Nouvelle-Écosse

La législation scolaire a été amendée en juin 1992 pour permettre la gestion scolaire. Le gouvernement effectue présentement une restructuration générale des conseils scolaires de la province. Une fois cette restructuration terminée, la province sera en mesure de choisir un modèle de gestion scolaire. Le Livre blanc sur la restructuration des conseils scolaires est attendu incessamment.

Le 11 octobre dernier, vous avez écrit au ministre de l'Éducation, l'honorable John MacEachern, afin de faire avancer le dossier de la gestion scolaire en Nouvelle-Écosse. Dans sa lettre du 19 octobre dernier, M. MacEachern souligne que la province accorde une grande priorité à la question de la gestion scolaire francophone et réitère son engagement à ce sujet.

.../3

Lors de la rencontre avec les représentants des communautés francophones minoritaires, le Premier ministre Chrétien s'est engagé à aborder cette question avec le Premier ministre Savage pour l'inciter à faire progresser rapidement le dossier.

#### Terre-Neuve

La loi scolaire a été amendée en 1991 pour y inclure certaines dispositions conformes à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, sans toutefois accorder la gestion scolaire. La gestion scolaire francophone est une des questions étudiées dans le cadre de la réforme du système d'éducation provincial. Toutefois, tant que la question de la confessionnalité ne sera pas réglée, cela aura pour effet de retarder la mise en oeuvre de la gestion scolaire en français.

Lors de la rencontre avec les représentants des communautés francophones minoritaires, le Premier ministre Chrétien s'est engagé à aborder cette question avec le Premier ministre Wells pour l'inciter à faire progresser rapidement le dossier.

Le 17 janvier dernier, vous avez écrit au ministre de l'Éducation de Terre-Neuve, M. Chris Decker, lui indiquant que vous étiez au courant des questions constitutionnelles liées à la réforme de l'éducation en cours dans la province et l'enjoignant à faire progresser tout de même dans le dossier de la gestion scolaire francophone.

#### PROPOS SUGGÉRÉS

- Comme vous le savez, le Premier ministre Chrétien s'est engagé, lors de sa rencontre avec les communautés francophones, à aborder cette question avec ses homologues provinciaux de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve pour les presser de régler ce dossier fondamental. Il a déjà parlé à M. Hartcourt à ce sujet.
- Nous nous attendons à des développements favorables dans un très proche avenir en Ontario, où la Commission d'enquête sur l'éducation recommande une mise en oeuvre rapide de la gestion scolaire, ainsi qu'en Nouvelle-Écosse, lorsque le rapport de la commission d'étude sera publié.
- Pour ce qui est de Terre-Neuve, j'ai écrit récemment au ministre de l'Éducation de la province, l'enjoignant à faire progresser le dossier de la gestion scolaire.

- J'ai rencontré à la mi-janvier le ministre de l'Éducation de la Colombie-Britannique, M. Art Charbonneau, et je lui ai réitéré l'appui financier du gouvernement fédéral et l'importance de résoudre cette question rapidement, en particulier dans le contexte politique actuel. D'après les commentaires de M. Charbonneau, je doute qu'aucune action ne soit prise avant les élections provinciales.

## COUPURES BUDGÉTAIRES

### CONTEXTE

Le Commissaire pourrait vouloir soulever son inquiétude face à l'impact que pourraient avoir de nouvelles compressions budgétaires sur les communautés minoritaires.

Lors de la rencontre du 16 janvier dernier, le Premier ministre a indiqué aux communautés francophones qu'elles seraient traitées de façon équitable.

### PROPOS SUGGÉRÉS

- Vous pourriez indiquer que dans le contexte budgétaire actuel, personne ne peut s'attendre à être entièrement épargné de nouvelles compressions ou de remaniement majeur.
- Vous pourriez assurer le Commissaire que dans les décisions à venir, vous protégerez au maximum les intérêts des communautés de langue officielle.
- C'est d'ailleurs le message que le Premier ministre a donné aux représentants des communautés francophones lors de la rencontre du 16 janvier dernier.

## SITUATION DE LA RADIODIFFUSION EN FRANÇAIS

### CONTEXTE

Le Commissaire aux langues officielles pourrait vouloir soulever la question des services qui sont disponibles aux francophones hors Québec.

La Société Radio-Canada est présente partout au pays, sauf dans quelques localités très éloignées ou du grand Nord. Sa distribution par les câblodistributeurs est obligatoire, sur le service de base. Cependant, les communautés francophones hors Québec estiment qu'elles ne sont pas suffisamment présentes dans la programmation de la SRC, qui est presque exclusivement axée sur le Québec, et même sur Montréal. Elles prétendent qu'en ce sens, la SRC ne remplit pas son mandat national.

Pour ce qui est des autres services en langue française dont la distribution n'est pas obligatoire, (par exemple, TV5, MusiquePlus, TVA), il est généralement difficile pour de nombreuses communautés francophones à l'extérieur du Québec d'amener leur câblodistributeur à offrir d'autres chaînes que la SRC.

En début d'année, le retrait de MusiquePlus de la grille de distribution de la compagnie Rogers à Ottawa (pour faire place à RDI) a soulevé un tel tollé de protestations chez les francophones de la région que Rogers est revenu sur sa décision.

### Réseau de l'information (RDI)

Lors de l'émission de la licence pour RDI, les francophones hors Québec étaient insatisfaits du fait que le CRTC n'ait pas obligé les entreprises de câblodistribution à offrir RDI à tous les francophones du pays. Plusieurs associations francophones hors Québec, de même que certains députés, ont appuyé la requête de la FCFA au gouverneur en conseil contestant la décision du CRTC.

Après avoir étudié toutes les requêtes reçues, le gouvernement a annoncé, dans un communiqué publié le 2 septembre 1994, qu'il maintenait la décision du CRTC d'accorder une licence au RDI.

Le communiqué a précisé toutefois que le gouvernement a obtenu, par lettre, un engagement officiel de la Société Radio-Canada (SRC) voulant que, si le degré de pénétration du service RDI à l'extérieur du Québec soit insuffisant, la SRC retournerait de nouveau devant le CRTC, et ce, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1995, pour demander la distribution obligatoire du RDI. Le gouvernement a souscrit totalement à cet engagement et s'assurera que la SRC en tienne compte.

.../2

Situation au 1<sup>er</sup> janvier 1995

À l'extérieur du Québec, RDI est disponible par câble dans près de 4 millions de foyers, plus du double de l'objectif pour le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

À quelques exceptions près, ce chiffre de 4 millions inclut les régions à forte concentration francophone au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Manitoba et représente près de 70 p. 100 des abonnés du câble à l'extérieur du Québec.

Considérant ce succès initial, RDI a confiance que ce pourcentage s'accroîtra au cours des deux prochaines années avec la modernisation et l'expansion technique des systèmes de câble.

Malgré ce degré élevé de pénétration, plusieurs communautés francophones n'ont pas accès à RDI. La Société Radio-Canada entend continuer les négociations avec les câblodistributeurs avant de retourner au CRTC.

Vous vous apprêtez à écrire au président de la SRC, M. Anthony Manera, avec copie à l'Association canadienne des câblodiffuseurs, soulignant l'importance que vous attachez pour ce qui est d'étendre la zone de distribution de RDI.

#### PROPOS SUGGÉRÉS

- Vous pourriez indiquer au Commissaire que vous êtes conscient des critiques que les francophones de l'extérieur du Québec formulent à l'endroit de la programmation de Radio Canada et que vous encouragez les communautés à continuer de faire valoir leurs inquiétudes auprès des dirigeants de Radio Canada.
- Vous pourriez également l'informer que cette question fait partie de vos entretiens avec le Président de Radio Canada.
- RDI : Vous pourriez indiquer que vous êtes heureux des résultats à ce jour des négociations entre la Société Radio Canada et les câblodistributeurs, que ces négociations se poursuivent et que vous êtes confiant qu'il y aura de nouveaux progrès.
- Vous pourriez rappeler l'engagement de Radio Canada de demander la distribution obligatoire advenant des négociations infructueuses et votre appui à cette position.

## PROTOCOLE D'ENTENTE AVEC LE CMEC

### CONTEXTE

Le Protocole d'entente liant le gouvernement fédéral et le Conseil des ministres de l'éducation (Canada) [CMEC] est échu depuis mars 1993. Ce protocole établit les conditions d'appui fédéral aux provinces pour le maintien et le développement des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité et d'enseignement de la langue seconde.

Un nouveau protocole est en négociation depuis mars 1993, mais achoppe sur la façon d'appliquer les réductions du dernier budget fédéral. Les provinces désirent protéger de nouvelles compressions la part du financement qui va au maintien des programmes existants (versé sur la base de contribution par étudiants) aux dépens des fonds versés aux activités de développement de nouveaux programmes (où les sommes sont versées sur la base de projets approuvés par les deux niveaux de gouvernement). Le gouvernement fédéral s'est montré accommodant sur cette question, mais il a été impossible d'arriver à un consensus.

En l'absence de protocole, le gouvernement fédéral procède par mesures provisoires (ententes bilatérales annuelles) qui assure la continuité et lui laisse une marge de manoeuvre dans l'application des réductions mais le prive de l'encadrement multilatéral.

La rencontre que vous deviez avoir à la fin janvier avec le Président du CMEC, M. Jean Garon, a été reportée par celui-ci à une date ultérieure (fin février 1995).

### PROPOS SUGGÉRÉS

- Il n'a pas été possible de conclure un protocole d'entente avec les provinces depuis mars 1993. Nous n'avons pu nous entendre sur la manière d'appliquer les réductions des deux derniers budgets fédéraux, les provinces désirant protéger la part des budgets versées pour le maintien des programmes existants, alors que nous souhaitons protéger les sommes réservées aux activités de développement.
- Je devais rencontrer en janvier le président du CMEC, M. Jean Garon, mais la rencontre a dû être reportée à la demande de M. Garon. Cette rencontre est maintenant prévue pour la fin du mois de février. Elle pourrait permettre de relancer les négociations.
- L'absence de protocole ne nous empêche pas d'appuyer les provinces en matière d'enseignement des langues officielles. Nous procédons par ententes bilatérales annuelles qui assurent la continuité.

BEST AVAILABLE COPY

Le CSLFOC cesse d'exister à compter de demain

# Écoles françaises: le divorce est consommé

Dianne Paquette-Legault  
LeDroit

C'est officiel. L'assemblée législative de l'Ontario a donné le feu

vert au divorce des sections catholique et publique du Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton (CSLFOC).

Le ministère de l'Éducation et de la Formation décrète donc, tel que prévu, la création de deux conseils scolaires autonomes de langue française: le Conseil des écoles catholiques de langue française de la région d'Ottawa-Carleton et le Conseil des écoles publiques d'Ottawa-Carleton verront le jour demain, date d'entrée en vigueur de la législation. Par le fait même, le conseil plénier du CSLFOC cesse d'exister.

Selon le président du nouveau Conseil des écoles catholiques de langue française de la région d'Ottawa-Carleton, Rodrigue Landriault, «il s'agit d'un jalon important dans l'éducation des élèves francophones d'Ottawa-Carleton». Son homologue au nouveau Conseil des écoles publiques d'Ottawa-Carleton, Denis Chartrand, se dit heureux que le ministre Dave Cooke ait agi tel qu'il avait promis de le faire.

Le mois dernier, le ministre Cooke annonçait que les francophones d'Ottawa-Carleton auraient droit à leurs conseils scolaires autonomes, au plus tard en septembre prochain. «Nous préférons de loin la date du 1er juillet que celle du 1er septembre. a admis M. Chartrand au *Droit*. L'annonce officielle vient enlever de l'incertitude.»

Je suis fier que cela se soit réalisé avec autant de vitesse», a avoué le président Landriault.

«Il y a toujours eu une bonne

collaboration entre les deux sections, mais la création de deux entités séparées permettra une atmosphère plus ouverte», croit M. Chartrand.

Le règlement créant les deux conseils stipule que tous les membres du personnel employés par l'un ou l'autre des trois paliers, au 30 juin, seront transférés à l'un des deux nouveaux conseils autonomes. C'est le cas du personnel d'entretien ménager qui était à l'emploi du conseil plénier.

«Si des gens ne veulent pas travailler chez nous pour une raison quelconque, nous allons conclure une entente avec l'autre conseil de façon à accommoder ces employés dans la mesure du possible», a expliqué Denis Chartrand.

Au total, le conseil catholique doit rapatrier 160 employés tandis que le conseil publique en embauchera une cinquantaine.

Le règlement comprend des garanties de rappel pour certains membres du personnel du conseil plénier qui avaient été mis à pied depuis le 26 janvier 1994 ou qui pourraient l'être d'ici le 31 décembre 1995.

L'annonce officielle de la scission des deux sections entraîne dans les faits très peu de changements, si ce n'est la fermeture des livres du conseil plénier et les transferts de personnel.

Rappelons que la répartition des biens immobiliers a été réalisée selon les recommandations de

la Commission Taman. Et déjà, les deux sections ont quitté leurs locaux du 1420, place Blair, les bureaux ayant été réaménagés aux nouveaux sièges sociaux respectifs au cours du dernier mois.

Les bureaux administratifs du conseil catholique sont situés rue Labelle, à Ottawa, tandis que ceux du conseil public se retrouvent rue Genest, à Vanier, dans l'ancienne école Genest qui a fait l'objet d'importants travaux de rénovation.

## Nouvelle appellation

Au Conseil des écoles publiques d'Ottawa-Carleton, Denis Chartrand déclare que les gens sont fiers de la nouvelle appellation officielle, même si conseil était connu sous ce vocable depuis la création du CSLFOC.

«Nous avons demandé de garder ce nom puisque nous l'utilisons depuis cinq ans. C'est une appellation qui qualifie bien notre conseil et c'est évident qu'il s'agit d'un conseil francophones même s'il n'y a pas les mots 'écoles françaises' dans le nom», explique M. Chartrand.

De son côté, le Conseil des écoles catholiques de langue française de la région d'Ottawa-Carleton a tenu à ce que la définition officielle fasse état du volet francophone du conseil. Dans le langage de tous les jours, on utilise déjà la terminologie «écoles catholiques de langue française».

**Veillez classer**

Veillez classer dans 8120-3

Gestion scolaire  
généraliste.

Date de demande de classement

le 9 nov 00

19

**Morning Run Communications**

4th Floor, 111 Sparta Street Mall, Ottawa, Ontario K1P 5B5 (613) 233-2682 Fax (613) 233-6341  
4e Étage, 111, rue Sparta, Ottawa, Ontario K1P 5B5 (613) 233-2682 Fax (613) 233-6341

REF:

DATE:

6-30-94

PAGE:

8

CODE:

OL



LE PROJET

DATE: 27/11

PAGE: 1

CODE: QL

REF:

# Éducation: gain de cause aux Franco-Ontariens

*L'éducation en Ontario appelée à subir de profonds changements*

Suzanne Dansereau  
Presse canadienne

**TORONTO** Le ministre de l'Éducation de l'Ontario, Dave Cooke, promet de répondre favorablement au rapport de la Commission royale d'enquête sur l'éducation de l'Ontario,

qui propose entre autres de donner aux francophones de la province la pleine gestion de leurs écoles.

M. Cooke a jugé «très sérieux» ce volumineux rapport qui comprend 167 recommandations et qui fait suite à

20 mois de consultations.

Intitulé *Pour l'amour d'apprendre*, le rapport propose une transformation «radicale» du système d'éducation, a estimé hier l'un des coprésidents de la commission, Gérard Caplan.

On veut notamment améliorer la formation des professeurs; mettre plus d'argent dans l'enseignement aux tout-petits, entre autre ouvrir l'école aux enfants de trois ans;

suite page 2: Éducation

## Éducation

suite de la page 1

augmenter la participation de la communauté dans les écoles; et favoriser l'entrée massive des ordinateurs dans les écoles, a-t-il précisé.

La Commission propose aussi de rendre le système d'éducation à la fois plus rigoureux, plus centralisé et plus flexible, a poursuivi la coprésidente Monique Bégin, et rééquilibrer l'exercice du pouvoir entre le ministère de l'éducation, les écoles et les conseils scolaires, a-t-elle ajouté.

### Un brassage qui portera fruits

page 6

### Les principes sans les moyens

page 20

Plus concrètement, le rapport propose de prolonger de un an à deux ans la formation des maîtres et d'obliger ces derniers à suivre un perfectionnement à tous les sept ans.

Pour les élèves, le rapport suggère d'éliminer progressivement la 13<sup>e</sup> année, mais de les faire commencer l'école à l'âge de trois ans, comme cela se fait en France.

La commission recommande de centraliser davantage la programmation scolaire.

Selon elle, l'élaboration du programme d'études devrait relever de la province à 90 %, le bulletin aussi, et de nouveaux tests à l'échelle provinciale devraient être établis pour vérifier les connaissances en lecture, écriture et mathématiques.

Le rapport Caplan-Bégin estime que les professeurs — «ces héros» — devraient être au centre de la nouvelle réforme, mais que pour les aider, il faut créer dans chaque école un conseil scolaire-

communautaire composé de parents, d'élèves et de représentants de la communauté qui vont participer aux tâches non scolaires.

On sait que les Franco-Ontariens réclament que la province leur donne enfin la pleine gestion de leurs conseils scolaires, telle que garantie dans la Charte canadienne des droits et libertés.

À l'heure actuelle, il n'y a que quatre conseils scolaires en Ontario, soit un à Toronto, deux à Ottawa et un dans Prescott-Russell. Dans les autres régions, les conseillers scolaires francophones sont subordonnés aux conseils scolaires anglophones.

À ce sujet, le rapport Bégin-Caplan parle de «l'urgence» de poursuivre la création de conseils scolaires, mais il ne donne pas davantage de précisions, ni quant au modèle ou au nombre de conseils.

Le rapport prend toutefois position pour le financement provincial de l'animation culturelle dans les écoles francophones. Il demande au gouvernement de donner «des fonds suffisants» à cette pratique, jugée cruciale à la survie des communautés francophones.

Hier, le ministre Cooke a rappelé son engagement envers la pleine gestion scolaire aux francophones, mais il n'a pas pu garantir que cet objectif serait atteint d'ici les prochaines élections scolaires dans trois ans.

«Je ne peux rien garantir», a déclaré le ministre, lui-même incertain de voir son gouvernement reporté au pouvoir lors des élections prévues pour cette année.

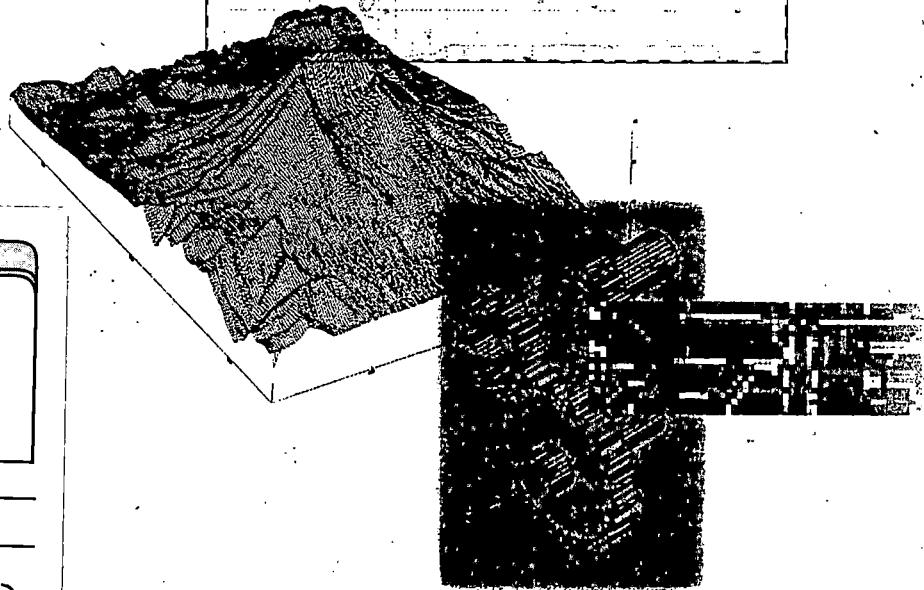
De son côté, le leader conservateur Mike Harris a fermé la porte aux conseils scolaires francophones. «Il n'y a pas de place pour plus de conseils scolaires», a-t-il déclaré.



70	054	7
63	90	54
43	9635	90
756	34	55
987	6593	34
34	93	6593
54	8540	93
75	546	8540
44	5832	546
6	36	36
43	437	36
345	378	537
343	67	63
		566

# For the Love of Learning

## Report of the Royal Commission on Learning



**Veillez  
classer**

Veillez classer dans le

8120-3

Gaston Laplante  
(generalités)

Date de demande de classement

le 9 mai 2000

1011 1011 1011

A Short Version



Ontario

000234



Royal Commission  
on Learning

Commission royale sur  
l'éducation

Co-Chairs / Coprésidents  
Monique Bégin - Gerald L. Caplan  
Commissioners / Membres de la commission  
Manisha Bharti - Avis E. Glaze - Dennis J. Murphy

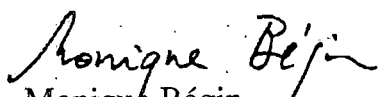
December 1994

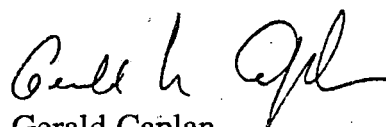
The Honourable Dave Cooke  
Minister of Education and Training

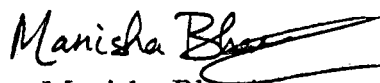
Dear Mr. Minister:

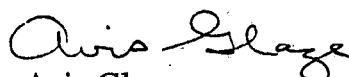
It is with a sense of great hope for the future of the young people of Ontario that we respectfully submit to you the Final Report of the Royal Commission on Learning.

Very sincerely yours,

  
Monique Bégin  
Co-chair

  
Gerald Caplan  
Co-chair

  
Manisha Bharti  
Commissioner

  
Avis Glaze  
Commissioner

  
Dennis Murphy  
Commissioner

  
Raf DiCecco  
Executive Director



Ontario

Executive Council  
Conseil des ministres

## Order in Council Décret

On the recommendation of the undersigned, the Lieutenant Governor, by and with the advice and concurrence of the Executive Council, orders that:

Sur la recommandation du soussigné, le lieutenant-gouverneur, sur l'avis et avec le consentement du Conseil des ministres, décrète ce qui suit :

WHEREAS the Government of Ontario, in support of its commitment to economic renewal and social justice, has identified the need to set new directions in education to ensure that Ontario youth are well-prepared for the challenges of the 21st century, and

WHEREAS Ontario's public and separate school systems are under continuing pressure to respond to the impact of new technologies and a changing social and economic milieu, and

WHEREAS Ontario residents expect high standards in elementary and secondary education and deserve appropriate measures of accountability, relevant curriculum content to meet the needs of students and society, improved retention rates, effective links to work and higher education, an effective and efficient system of education and increased levels of public involvement in education, and

WHEREAS the Government of Ontario believes that it is in the public interest that ample opportunity be provided for full public participation in the consideration of matters related to the delivery of elementary and secondary education in Ontario, and

WHEREAS pursuant to section 2 of the Public Inquiries Act, R.S.O. 1990, Chapter P.41, whenever the Lieutenant Governor in Council considers it expedient to cause inquiry to be made concerning any matter that he declares to be a matter of public concern, and the inquiry is not regulated by any special law, the Lieutenant Governor in Council may, by commission, appoint one or more persons to conduct the inquiry, and

WHEREAS the Lieutenant Governor in Council deems it expedient to cause inquiry to be made into education concerns and has concluded that this can best be achieved by means of a public inquiry instituted pursuant to the provisions of the Public Inquiries Act;

NOW THEREFORE, pursuant to the provisions of the Public Inquiries Act, R.S.O. 1990, Chapter P.41, a commission be issued appointing Gerald Caplan, Monique Bégin, Msgr. Dennis Murphy, Avis Glaze and Manisha Bharti commissioners under the designation the Royal Commission on Learning ("Commission"), and appointing Gerald Caplan and Monique Bégin Co-chairs of the Commission, such Commission to present a vision and action plan to guide Ontario's reform of elementary and secondary education and for such purpose to study and report upon the matters set out as follows:

#### Shared Vision

What are the values and principles that should guide the education of Ontario's elementary and secondary school students?

What are the key goals of Ontario's elementary and secondary school system and who are its clients?

How are strong partnerships in education ensured?

#### Program

- What knowledge, skills and values do elementary and secondary students need to prepare them for the future?
- How, and by whom, should this body of skills, knowledge and values be developed to fulfill the specific mandate of all publicly funded school systems?
- How should the curriculum in elementary and secondary schools be organized and delivered?
- What is the best way to ensure that more students graduate from secondary school?
- What is the best way to help students make effective transitions into school and from school to work/community life, further education or training?
- How should teachers be prepared for and supported in their new roles and responsibilities to meet the needs of all students? Who should be responsible for teacher education, both before and throughout a teacher's career?
- What is the best way to ensure continuous quality improvement?

### Accountability

- What standards should be set for all elementary and secondary students and how and by whom should they be set?
- How should students be evaluated?
- How should student progress be reported?
- How should schools and programs be evaluated?
- To whom should progress be reported and for what purpose?
- Who should be accountable for results achieved in education?

### Education Governance (within the constitutional and Charter rights in education)

- What should be the respective roles and responsibilities of the partners in education, e.g., students, parents, teachers, school boards, the community, and the Ministry of Education and Training?
- What accountability mechanisms should exist to ensure that roles are respected and responsibilities met?
- What is the most effective, efficient organizational structure for elementary and secondary education in Ontario?
- What models exist for French language governance within such a structure?

AND FURTHER that the Commission is empowered to request oral submissions and written briefs from any person or organization in the conduct of its enquiries and to engage persons with special knowledge in the matters heretofore mentioned to cause research papers to be prepared in areas of research considered essential to the Commission to formulate its recommendations;

AND FURTHER that the Commission hold public hearings in locations to be determined by the Commission for the purpose of receiving public input into the matters under consideration;

AND FURTHER that all Government Ministries, Boards, Agencies and Commissions assist the Commission to the fullest extent in order that the Commission may carry out its duties and functions, and that the Commission shall have authority to engage such counsel, expert technical advisors, investigators and other staff as the Commission deems proper, at rates of remuneration to be

approved by Management Board of Cabinet, in order that a complete and comprehensive report may be prepared and submitted to the Minister of Education and Training;

AND FURTHER that the Commission make interim reports to the Minister of Education and Training at times agreed to by the Commission and the Minister;

AND FURTHER that the Commission make its final report to the Minister of Education and Training; as soon as practicable but not later than the 31st day of December 1994 recommending such changes in the laws, policies, and procedures as in the opinion of the Commission are necessary and desirable to improve the efficiency, effectiveness, relevance and accountability of education in Ontario.

Recommended

*Don Cousens*  
Minister of Education  
and Training

Concurred

*Robert Speer*  
Chair of Cabinet

Approved and Ordered

MAY 5 - 1993  
Date

*[Signature]*  
Interim Governor

Certified to be a true copy.

*J. E. Langney*  
Deputy Clerk, Executive Council

# Staff List

## Executive Director\*

Raffaella (Raf) Di Cecco

## Research

Suzanne Ziegler Nancy Watson Julie Lindhout  
Wayne Burnett

Anne-Marie Caron-Réaume

Burle Summers Brian McGowan George Bedard

## Administration

Robert Graham

Naldra Callender Mildred Stedman Elizabeth Sinclair

Michael Tansey Selwyn Hicks

Suzanne Tomosvary Melanie Hoskins Nadia Temple

Maureen Davis Steven Fisher Lucy Dotto

Basanti Singh Marc Lalonde

## Other Services

Communications  
Crosbie Communications

Design  
Public Good

French Version  
Francine Watkins  
Gérard Godbout  
QualiT

Project Manager  
Patricia McCuaig

Copy Editing  
Dennis Mills

Production  
Leslie Smart & Associates Limited  
Mojo & Hunter

Sound Production/Interpretation  
Adcom Presentation Group  
Taschereau Vincent

Photography  
Ruth Kaplan

Al Weinberg, Special Events/Media Production, North York Board of Education  
The Stock Library

\*Jill Hutcheon was Executive Director May 1993 – August 1993.



# Preface

Talk about your lifelong learning. For two people whose obsessions, over the many decades, have included a mastery of new areas of public policy, the past 20 months have been the equivalent of winning a lottery. We have had the privilege of being able to immerse ourselves in an issue in which neither of us pretended any great recent expertise, about which party politics did not impose particular ideological constraints, and around which there swirls great public controversy. What a treat! We are grateful to whoever decided to choose us for this singular opportunity.

In an eventful year and two-thirds, two aspects of our experiences are perhaps most notable. First is the unexpected lack of consensus that we found to exist in Ontario on just about every aspect of the education system. As we moved around Ontario, we discovered passion, concern, knowledge, myths, commitment, grandstanding – indeed, just about everything but agreement. Ontarians disagreed about what the major problems were and they disagreed about what the solutions were.

Which brings us to our second main observation. To be perfectly honest, when we finished our public hearings we could not conceive how we could find common ground. There was no reason to believe that the five members of the Commission, who were virtual strangers to each other the day we first came together, would not reflect the lack of consensus that existed in the public at large. Yet we ended with a unanimous report. If the argument of our study – that we have the capacity to forge an excellent education system – provides grounds for optimism, as we believe it does, then the fact of our unanimity should offer hope that Ontarians might, just might, be able to reach agreement on what its education system should be as we leap across the threshold towards the mystique of the 21st century.

But it was not easy for us and it will not be easy for Ontarians. We were five tough-minded individuals, each with certain concerns that mattered to her or him far more than to the others. Sometimes we persuaded our colleagues of the indispensability of the word or phrase or recommendation we could simply not live without; at other times, each of us

somehow learned to live without. Each of us gave up something, a price we consciously chose to pay to achieve the greater goal of a report that was realistic, balanced, and eminently implementable.

If we can do it, why can't Ontario? In the end, we believe our real achievement was being able to tap into the common hopes and desires that ran deep beneath the surface of so many apparently conflicting positions. Obviously we could not adopt every suggestion of every submission. No-one can. It cannot be done. But as two long-time political veterans who have no illusions about how the game is played, we think we honoured – and were able to reconcile – the best ideas of just about every player in the system without ignoring the interests of any of them. If each is prepared to see it this way, to see their glass as half-full rather than half-empty, to show the same flexibility as the Commission itself, we'll be well on the road to building our better education system.

As people with some familiarity with such matters, it seems to us that we were also notable in the history of commissions in Canada and the provinces for another reason: with a relatively modest research staff and secretariat, we were truly creatures of our time in learning how to work smarter with small resources. And we are on time!

Our fellow Commissioners threw themselves into their work with gusto and dedication, and to say we five functioned as complete equals through every long, arduous step of the way would not exaggerate the process one whit.

As for our staff, their commitment and devotion could hardly have been greater. They worked impossible hours, were prodigiously productive and superhumanly efficient, and it is literally unimaginable what would have happened to us without them. They own this report as much as the five whose names appear as commissioners, and our gratitude to them is boundless.

It is normally invidious to single out individuals for special mention in these prefaces. But the two of us have broken customs before, and this is surely an appropriate place to do so again. We're certain neither Dennis Murphy nor Avis Glaze – to whom we owe a huge debt of thanks for their significant

contribution – will feel neglected if we make special mention here of our colleague, Manisha Bharti. During the course of our work, friends invariably asked whether Manisha was as good as her reputation suggested. Our answer, invariably, was “Better”. We witnessed her steady growth from 17 to 19. We would like to think she learned something from us; certainly we learned enormously from her. It should be sufficient to say that, on top of her other contributions, the title of this report is due entirely to her.

Finally, not to record here our specific debt to Raffaella Di Cecco, our executive director, would simply be a rank

injustice. It is entirely possible that this report could have been concluded without either of us; it could not have been done without Raf, whose talents, sensibilities and insights seemed unlimited. Thank you, Raf, when Manisha becomes Prime Minister, one of us will recommend you as Chief of Staff (if only we knew the party affiliation of either of you), or Clerk of the Privy Council (depending on which of us, if either, have the remotest influence at that time).

Monique Bégin

Gerald Caplan

## Acknowledgments

Members and staff of the Royal Commission on Learning gratefully acknowledge the help of the thousands of people – parents, students, educators, and representatives of groups across Ontario – who shared their views, who offered advice, and whose experiences helped clarify the issues before us. By participating in the crucial debate on education, they contributed to the life of the province, now and in the future.

We extend personal thanks to the schools: the principals, teachers, support staff, and the many students who assisted us

during the hearings. Their hospitality and enthusiasm made our jobs easier and more pleasurable.

We wish to extend our special thanks to the wonderful youth volunteers who enabled us to hear from and spend time with many students and young people who normally are never seen by those studying education.

We are indebted to Dr. Roberta Bondar for her assistance as the Commission's special advisor in science.

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

# For the Love of Learning

## Report of the Royal Commission on Learning

### A Short Version

Letter of Transmittal v  
Order-in-Council vii  
Staff List xi  
Preface xii  
Acknowledgments xiii

### A Short Version 1

What can we expect from  
our schools? 2

The purpose of schooling 4

The complexity of change 5

The reality of childhood 6

Our key recommendations 8

The first engine: A new kind of school-  
community alliance 10

The second engine: Early  
childhood education 11

The third engine: Teachers 13

The fourth engine: Information  
technology 18

The four engines: Summing up 21

How learning happens 22

The learning system: Building a  
curriculum of literacies 25

The young learner 27

The years of specialization 32

Assessment: How we know what  
students learn 35

Making the system equitable 37

Equity in funding 37

The Roman Catholic component  
of the system 38

Learning in French in Ontario 40

The world of aboriginal education 41

Gender and equity 42

Minorities and equity 43

Equity: Summing up 45

Power and decision-making in the  
education system 45

Students 46

Teachers and principals 48

Parents 49

The community 50

School boards 51

The Ministry 52

Accountability 53

Conclusion and Implementation 54

*For the Love of Learning:*

Contents (entire report) 60

Recommendations 67

Commissioners' Biographies 81

Monique Bégin

Gerald Caplan

Manisha Bharti

Avis E. Glaze

Dennis J. Murphy

# ***For the Love of Learning: Recommendations***

This section includes the complete set of recommendations of the Royal Commission on Learning.

## Chapter 7: The Learner from Birth to Age 6

The Commission recommends:

1. That Early Childhood Education (ECE) be provided by all school boards to all children from 3 to 5 years of age whose parents/guardians choose to enrol them. ECE would gradually replace existing junior and senior kindergarten programs, and become a part of the public education system;
2. That the ECE program be phased in as space becomes available;
3. That, in the implementation of ECE, the provincial government give priority funding to French-language school units;
4. That the Ministry of Education and Training develop a guide, suitable for parents, teachers, and other caregivers, outlining stages of learning (and desirable and expectable learner outcomes) from birth onwards, and that it link to the common core curriculum, beginning in Grade 1. This guide, which would include specific learner outcomes at age 6, would be used in developing the curriculum for the Early Childhood Education program.

## Chapter 8: The Learner from Age 6 to 15

The Commission recommends:

5. That learner outcomes in language, mathematics, science, computer literacy, and group learning/interpersonal skills and values be clearly described by the Ministry of Education and Training from pre-Grade 1 through the completion of secondary school, and that these be linked with the work of the College Standards and Accreditation Council, as well as

universities; and that clearly written standards, similar in intent to those available in mathematics and language (numeracy and literacy), also be developed in the other three areas;

6. That the acquisition of a third language become an intrinsic part of the common curriculum from a young age up to Grade 9 inclusively, with the understanding that the choice of language(s) taught or acquired will be determined locally, and that the acquisition of such a third language outside schools will be recognized as equivalent by an examination process, similar to what we term challenge exams within the secondary school credit system;

7. That all elementary schools integrate a daily period of regular physical exercise of no less than 30 minutes of continuous activity as an essential part of a healthy school environment. Schools that have problems scheduling daily periods should, as a minimum, require three exercise periods per week;

8. That, at the Grade 1–5/6 level, an educator monitor a student's progress during the years the student is at the school, and be assigned responsibility for maintaining that student's record;

9. That the Ministry of Education and Training and the local boards of education provide incentives to large middle (and secondary) schools to create smaller learning units, such as schools-within-schools or houses;

10. That, beginning in Grade 7, every student have a Cumulative Education Plan, which includes the student's academic



and other learning experiences, is understood to be the major planning tool for the student's secondary and post-secondary education, and is reviewed semi-annually by the student, parents, and by the teacher who has a continuing relationship with and responsibility for that student as long as she or he remains in the school;

11. That curriculum guidelines be developed in each subject taught within the common curriculum, to assist teachers in designing programs that will help students achieve the learning outcomes in *The Common Curriculum*. These guidelines should include concrete suggestions on how teachers can share with parents ways to help their children at home;

12. That the Minister of Education and Training amend the regulations to enable school boards to extend the length of the school day and/or school year;

13. That the Ministry of Education and Training work with curriculum and learning specialists to develop strategies (based on sound theory and practice and enriched with detailed examples) for providing more flexibility in the amount of time available to students for mastering curriculum;

14. That local schools and boards be allowed to develop and offer programs in addition to those in *The Common Curriculum*, as long as those options meet provincially developed criteria, and as long as at least 90 percent of instructional time is devoted to the common curriculum for Grades 1 to 9.

### **Chapter 9: The Learner from Age 15 to 18**

The Commission recommends:

15. That the Ministry of Education and Training review community college education – its mandate, funding, coherence, and how it fits into the system of education in Ontario, including clarification of access routes from secondary school to college, and with special attention being paid to students who are not university-bound;

16. That secondary school be defined as a three-year program, beginning after Grade 9, and that students be permitted to take a maximum of three courses beyond the required 21, for a total of not more than 24 credits. We

further recommend that all courses in which the student has enrolled – whether completed or incomplete, passed or failed – be recorded on that student's transcript;

17. That only two, not three, differentiated types of courses should exist;

18. That some courses (to be called Ontario Academic Courses, or OAcCs) be offered with an academic emphasis; that others (to be called Ontario Applied Courses, or OAPCs) be offered, with an emphasis on application; and that still others be presented as common courses, blending academic and applied approaches, and with no special designation;

19. That large secondary schools be reorganized into "schools-within-schools" or "houses," in which students have a core of teachers and peers with whom they interact for a substantial part of their program. Such units may be topic-, discipline-, or interest-focused;

20. That as a mandatory diploma requirement all students participate each year in physical exercise at least three times per week, for not less than 30 minutes per session, either in or outside physical education classes;

21. That as a mandatory diploma requirement all students take part in a minimum of 20 hours per year (two hours per month) of community service, facilitated and monitored by the school, to take place outside or inside the school;

22. That the same efforts to centrally develop strategies and ideas for increasing flexibility and individualization of the pace of learning, which we called for in the common core curriculum, be applied to the specialization years;

23. That a set of graduation outcomes be developed for the end of Grade 12; that they be subject and skill oriented, as well as relatively brief; and that they cover common learner outcomes for all students as well as supplemental learner outcomes for the OAcC and the OAPC programs;

24. That students have the option of receiving as many as two international language credits toward their diploma no matter where they obtained their training or knowledge of the language(s) if, upon examination, they demonstrate appropriate levels of language mastery;

25. That the Ontario Training and Adjustment Board (OTAB) be given the mandate to take leadership, working in partnership with school boards, community colleges, and other community partners, to establish programs that will assist secondary school graduates and drop-outs to transfer successfully to the workforce, including increasing opportunities for apprenticeship and for other kinds of training as well as employment counselling;
26. That the Ministry of Education and Training create a brief and clear document that describes for parents what their children are expected to learn and to know, based on the developmental framework of stages of learning from birth to school entrance, *The Common Curriculum*, and the secondary school graduation outcomes. Succinct information on college and university programs should be also included;
27. That, in order to ensure that all Ontario residents, regardless of age, have access to a secondary school diploma, publicly funded school boards be given the mandate and the funds to provide adult educational programs;
28. That a consistent process of prior learning assessment be developed for adult students in Ontario, and that this process include an examination for a secondary school equivalency diploma;
29. That the Ministry of Education and Training, with its mandate which includes post-secondary education, require the development of challenge exams and other appropriate forms of prior learning assessment by colleges and universities, to be used up to and including the granting of diplomas and degrees;
30. That the right of adults to pursue literacy education must be protected, regardless of employment status or intentions;
31. That COFAM/OTAB immediately define and set aside, for short- and medium-term adult literacy programs, a francophone allotment that is not linked to participation in the workforce, in addition to the francophone programs linked to workforce status and intention.

## **Chapter 10: Supports for Learning: Special Needs and Special Opportunities**

The Commission recommends:

32. That the Ministry make it mandatory for English-language school units to provide ESL/ESD, and French-language school units to provide ALF/PDF, to ensure that immigrant students with limited or no fluency in English or French, and Charter rights holders with limited or no fluency in French, receive the support they require, using locally chosen models of delivery. In its block-funding grants, the Ministry should include the budgetary supplements required to allow the schools to offer these programs wherever the community identifies a need for them X
33. That no child who shows difficulty or who lags behind peers in learning to read be labelled "learning disabled" unless and until he or she has received intensive individual assistance in learning to read, which has not resulted in improved academic performance;
34. That in addition to gifted programs, acceleration, based on teacher assessment, challenge exams, and/or other appropriate measures become widely available as an important option for students;
35. That when parents and educators agree on the best programming for the student, and there is a written record of a parent's informed agreement, no Identification, Placement, and Review Committee (IPRC) process occur;
36. That when there is no agreement, and an IPRC meeting must take place, a mediator/facilitator be chosen, on an ad hoc basis, to facilitate discussion and compromise, to alleviate the likelihood of a legal appeal; and that the legislation be rewritten to provide for this pre-appeal mediation;
37. That when a student has been formally identified and placed, the annual review be replaced by semi-annual individual assessment that will show whether and how much the student has progressed over a five-month period, and decisions about continuation of the program be made based on objective evidence as well on as the judgment of the educators and parents in regard to the student's progress;

38. That school boards look for ways to provide assistance to those who need it, without tying that assistance to a formal identification process.

39. That, while integration should be the norm, school boards continue to provide a continuum of services for students whose needs would, in the opinion of parents and educators, be best served in other settings;

40. That all elementary school teachers have regular access to a "community career co-ordinator" responsible for co-ordinating the school's community-based, career-awareness curriculum, and working with teachers and community members to build and support the program;

41. That, beginning in Grade 6 or 7 and continuing through Grade 12, all schools have appropriately trained and certified career-education specialists to carry out career counselling functions;

42. That the Ministry, in co-operation with professional career-education groups, the Ontario School Counsellors' Association, and the Association of Career Centres in Educational Settings, and with representation from colleges, universities, and business and labour, develop a continuum of appropriate learner outcomes in career awareness and career education for Grades 1-12;

43. That the Ministry of Education and Training take the lead in working with the Ministry of Health to develop a definition of essential mental-health promotion programs and services that should be available in the school setting; the professional training necessary to provide them; the services that should be offered to students outside the schools and by whom; and the way responsibility for providing these services is shared across ministries;

44. That the Ministry of Education and Training clarify the nature and function of personal and social guidance counselling in schools by:

- a) redefining the appropriate training required for a guidance or personal counsellor, and creating and implementing a plan for educating and re-educating those people who are now, or should now be, delivering these services to students; this redefinition should be done in co-operation with the Ontario School

Counsellors' Association and representatives of colleges and universities; such training should also be accessible through avenues other than teacher education;

- b) ensuring that delivery of these services be implemented by personnel who, after a date to be specified, have received the agreed-on training;

45. That the Ministry of Education and Training develop a new guideline for social/personal guidance to replace *Guidance, Intermediate and Senior Divisions, 1984*, including a description of the kind of differentiated staffing needed to deliver guidance and counselling services in schools, both elementary and secondary.

## **Chapter 11: Evaluating Achievement**

The Commission recommends:

46. That significantly more time in pre-service and continuing professional development be devoted to training teachers to assess student learning in a way that will help students improve their performance, and we recommend supervised practice and guidance as the principal teaching/learning mechanism for doing so;

47. That the Ministry of Education and Training begin immediately to develop resource materials that help teachers learn to assess student work accurately and consistently, on the specific learner outcomes upon which standardized assessment and reporting will be based;

48. That the Ministry of Education and Training, in conjunction with professional educators, assessment experts, parents, students, and members of the general public, design a common report card appropriate for each grade. To be known as the Ontario Student Achievement Report, it would relate directly to the outcomes and standards of the given year or course and, in all years, would be used as the main vehicle for communicating, to parents and students, information about the student's achievements. While school boards would not be permitted to delete any part of the OSAR, they could seek permission from the Ministry to add to it;



49. That the Ministry monitor its own assessment instruments for possible bias, and work with boards and professional bodies to monitor other assessment instruments; that teachers be offered more knowledge and training in detecting and eradicating bias in all aspects of assessment; and that the Ministry monitor the effects of assessment on various groups;

50. That all students be given two uniform assessments at the end of Grade 3, one in literacy and one in numeracy, based on specific learner outcomes and standards that are well known to teachers, parents, and to students themselves;

51. That the construction, administration, scoring, and reporting of the two assessments be the responsibility of a small agency, independent of the Ministry of Education and Training, and operating at a very senior level, to be called the Office of Learning Assessment and Accountability;

52. That a literacy test be given to students, which they must pass before receiving their secondary school diploma;

53. That the Ministry continue to be involved in and to support national and international assessments, and work to improve their calibre;

54. That the Ministry develop detailed, multi-year plans for large-scale assessments (program reviews, examination monitoring), which establish the data to be collected and the way implementation will be monitored, and report the results publicly, and provide for the interpretation and use of results to educators and to the public;

55. That, initially, and for a five- to seven-year period, until the process is well established in the school system and in the public consciousness, an independent accountability agency be charged with implementing and reporting the Grades 3 and 11 universal student assessments. The reports and recommendations of the Office of Learning Assessment and Accountability would go directly to the Minister and the public;

56. That the Ministry of Education and Training, in consultation with community members and researchers, develop a specific procedure for collecting and reporting province-wide data on student achievement (marks, and Grade 3 and

Grade 11 literacy test results) for groups identified according to gender, race, ethno-cultural background, and socio-economic status.

## **Chapter 12: The Educators**

The Commission recommends:

57. That the Education Act be amended to allow instructors who are not certified teachers to supervise students, under specified conditions and circumstances, and to deliver certain non-academic programs. Instructors might be health, recreational, and social-work personnel, or other members of the community, as designated by the school's principal;

58. That a professional self-regulatory body for teaching, the Ontario College of Teachers, be established, with the powers, duties, and membership of the College set out in legislation. The College should be responsible for determining professional standards, certification, and accreditation of teacher education programs. Professional educators should form a majority of the membership of the College, with substantial representation of non-educators from the community at large;

59. That the College of Teachers, in close co-operation with faculties of education, develop a framework for accrediting teacher preparation programs offered by Ontario faculties of education, and that the College be responsible for carrying out such accreditation processes;

60. That faculties of education and school staff who supervise student teachers be accountable for ensuring that those recommended for Ontario Teaching Certificates have the qualities required for admission to the teaching profession, and that those candidates who do not show such qualities be advised to leave teacher preparation programs;

61. That faculties expand their efforts to admit more student teachers from previously under-represented groups, including ethno-cultural and racial minorities, aboriginal communities, and those who are disabled, and that they be accountable to the College of Teachers for demonstrating significant progress toward achieving this objective;

62. That faculties of education, school boards, and teachers' federations develop joint programs to encourage more

young people from minority groups to consider teaching as a career, and to ensure that minority youth and adults interested in teaching have opportunities to gain the necessary experience with children and adolescents;

63. That faculties of education establish partnership arrangements with selected school boards and schools in the public, Roman Catholic, and French-language systems that agree to work with faculties in preparing student teachers. In such designated "professional development schools," staff from faculties and from the schools would be jointly responsible for planning the program and for guiding student teachers through their learning;

64. That school staff with responsibility for student teachers be selected jointly by the faculty of education and the school principal, and that they participate in a significant and well-designed preparation program themselves, to ensure that they have a fully developed understanding of the process of learning to teach, and a shared understanding of the skills, knowledge, competencies, and values that beginning teachers should have;

65. That school staff supervising student teachers have significant input into recommendations for certification;

66. That common undergraduate prerequisites be established for entry to pre-service teacher preparation programs, with decisions about specific prerequisites to be made by the College of Teachers, with input from faculties of education and school boards;

67. That faculties of arts and science be encouraged to work with faculties of education to develop suitable undergraduate courses, where these do not exist, in subjects that are prerequisites for entry to faculties of education;

68. That the consecutive program for teacher education be extended to two years, and that one year be added to the concurrent program, and that the Bachelor of Education degree be awarded on successful completion of the two-year program or, in the case of the concurrent program, on completion of the equivalent of the two-year education program;

69. That the current practice-teaching requisite of 40 days be replaced by a requirement that student teachers spend at least that much time observing and working in designated

"professional development schools" during the first year of the B.Ed. program, and that they spend a substantial portion (at least three months) of the second year working in schools, under the supervision of school staff. As well, a similar requirement for students in concurrent programs should be established over the length of the pre-service program;

70. That faculties of education recommend to the College of Teachers that those who have been awarded B.Ed. degrees be given a provisional Ontario Teaching Certificate;

71. That the Ontario Teaching Certificate be made permanent on completion of one year's teaching in Ontario, on the recommendation of a qualified principal or supervisory officer. However, this certification process would be quite distinct from the employing board's decision concerning probationary and permanent contracts;

72. That the College of Teachers develop a set of criteria for certifying staff for school readiness programs, and that whatever preparation and certification requirements are adopted, teachers in early childhood education programs have qualifications equivalent to other teachers, and be equal in status;

73. That the College of Teachers consider how to recognize staff members who are currently licensed as early childhood educators or certified primary teachers and who will be affected by the establishment of school readiness programs for three-year-olds in publicly funded schools;

74. That school boards be required to provide appropriate and sustained professional support to all first-year teachers, to ease their entry into full-time teaching;

75. That mandatory professional development be required for all educators in the publicly funded school system, with continuing certification every five years, dependent on both satisfactory performance and participation in professional development recognized by the College of Teachers;

76. That the Ministry of Education and Training, school boards, and federations, in collaboration with the College of Teachers, investigate and encourage various ways of providing opportunities for professional renewal for teachers and school administrators;

77. That all school boards make information available to the public about their performance appraisal systems, using newsletters or other means, so that students, parents, teachers, and the public are aware of the basis of performance appraisal and the guidelines being followed;

78. That all school board performance appraisal systems include provision for systematically and regularly seeking input from students and parents in regard to teaching, classroom, and school atmosphere, and to related matters about which they may have concerns or suggestions;

79. That beginning teachers have an opportunity to get helpful performance feedback from colleagues other than the principal or vice-principal, understanding that such information will not be used for decisions about permanent contracts. Designated mentor teachers – or in secondary schools, department heads – could provide this assistance;

80. That the College of Teachers, the Ministry, and school boards emphasize that principals are accountable for satisfactory teacher performance in their schools, and that supervisory officers are responsible for ensuring that principals take appropriate action in dealing with teachers whose performance is not satisfactory;

81. That the Ministry, teachers' federations, and school boards reach agreement on any changes required to ensure that policies and practices related to dismissal effectively balance the rights of teachers and the rights of students;

82. That an M.Ed. degree be a requirement for appointment to the position of vice-principal or principal;

83. That the provincial courses to prepare candidates to become principals continue, but that these courses be regularly evaluated, starting immediately, by an external review team, composed of practising principals, supervisory officers, academics in the field of educational administration, and at least one member from outside Ontario. The review should be rigorous, to assess how successfully the course addresses the skills and knowledge required, as well as the needs of the system. Continuation of any courses would depend on a satisfactory evaluation;

84. That school boards create a variety of structured experiences through which aspiring and junior administrators can

learn leadership skills. Such experiences would include internships or job shadowing, exchanges outside the education field, secondments to a number of different educational settings, and organized rotation of vice-principals to different schools;

85. That appointment to the position of principal or vice-principal be for a five-year term, continuation of the appointment to depend on evidence of participation in, and successful completion of, professional development programs satisfactory to the employing school board, and on satisfactory performance;

86. That in light of recent and proposed changes in the nature and organization of secondary school programs:

- a) the role of department head be reviewed, with a view to reducing the number of department heads where appropriate;
- b) responsibilities of department heads include supervision and evaluation of teachers in their departments;
- c) appropriate professional development be provided for department heads;

87. That school boards review the responsibilities of supervisory officers in light of the changes in governance and organization recommended in this report, with a view to reducing the number of supervisory officers as appropriate, as current incumbents retire, and, if necessary, changing responsibilities assigned to supervisory officers, as organizational needs change;

88. That the Supervisory Officer Qualification Programs continue, but be regularly evaluated, starting immediately, by an independent review team, which would include supervisory officers and academics in educational administration, as well as some members from outside Ontario. The continuation of programs should depend on a satisfactory evaluation from this team;

89. That requirements for admission to the Supervisory Officer Qualifications Program be adjusted, to make it possible for school boards to appoint administrators from outside Ontario as supervisory officers;

90. That school boards provide current and aspiring supervisory officers with increased opportunities for varied experiences, both in and outside the educational system, including exchange programs with government and business;

91. That newly appointed supervisory officers be given a minimum of 15 days release time during their first year in the position, for participation in structured professional development activities such as:

- a) working with other supervisory officers to increase their understanding of their new roles;
- b) taking part in a study group or series of workshops with other newly appointed supervisory officers;

92. That supervisory officers be appointed for a five-year term, with a continuation of the appointment dependent on successful participation in professional development recognized by the employing board, and on satisfactory performance.

### **Chapter 13: Learning , Teaching and Information Technology**

The Commission recommends:

93. That the Ministry be responsible for overseeing the increased and effective use of information technology in the province's schools, and that its role include

- a) determining the extent and nature of the computer-related resources now in use in schools across Ontario;
- b) functioning as an information clearing house for these resources, assuring that all boards are privy to such information, and preventing unnecessary duplication of effort;
- c) facilitating alliances among the Ministry, school boards, hardware and software firms, and the private sector;
- d) developing common standards jointly with system partners, for producing and acquiring technology;
- e) developing license protocols that support multiple remote users accessing centrally held software in a local area network (LAN) or wide area network (WAN) structure; and

- f) co-ordinating efforts, including research and special projects, to refine effective educational assessment programs;

94. That school boards in co-operation with the Ministry, the private sector, universities, and colleges, initiate a number of high-profile and diverse projects on school computers and learning, to include a major infusion of computer hardware and software. These projects should reflect the province's diversity, include a distinct and comprehensive evaluation component, and be used for professional development, software design, and policy analysis;

95. That the Minister approach colleagues in other provinces, through the Council of Ministers of Education of Canada, to establish a national network of projects on computers and learning, which can inform teaching and learning from sea to sea;

96. That the proposed College of Teachers require faculties of education to make knowledge and skills in the educational use of information technology an integral part of the curriculum for all new teachers;

97. That teachers be provided with, and participate in, professional development that will equip them with the knowledge and skills they need to make appropriate use of information technology in the classroom, and that acquisition of such knowledge become a condition of re-certification;

98. That the Ministry of Education and Training and the Ministry of Economic Development and Trade, working through learning consortiums and existing federal government programs, co-ordinate efforts with the Ontario business community to distribute surplus computers through Ontario school boards, and that, as more computers are introduced into the school system, priority be given to equipping schools serving low-income and Franco-Ontarian communities;

99. That the Ministry increase the budget allocated for purchasing software on behalf of school boards in Ontario, and that it increase boards' flexibility in using funds to

BEST AVAILABLE COPY

permit leasing or other cost-sharing arrangements, in addition to purchasing, in acquiring information technology equipment;

100. That computer software and all other electronic resources used in education be treated as teaching materials for the purpose of Circular 14 assessment (for quality, balance, bias, etc.);

101. That the Ministry, with the advice of educators in the field, identify priority areas in which Canadian content and perspective are now lacking;

102. That the Ministry exercise leadership with the Council of Ministers of Education of Canada to initiate a program promoting production of high-quality Canadian educational software by Canadian companies and other appropriate bodies, such as school boards, universities, and colleges;

103. That the Government of Ontario, working with school boards and other appropriate agencies, commit itself to ensuring that every classroom in every publicly funded school in Ontario is connected to at least one local computer network and that, in turn, this network is connected to a provincial network, a national network, and the Internet;

104. That school boards, in co-operation with government ministries and appropriate agencies, establish in neighbourhoods where personal computer access is less likely to be prevalent community computing centres, possibly in school buildings or in public libraries, and provide on-going funding for hardware, software, and staffing;

105. That the Ministry support boards in pilot projects that extend the opportunity for learners to access funded programs and equipment outside the defined school day;

106. That the Government of Ontario advocate that public facilities, such as public libraries and schools, and such non-profit groups as "freenets," be given guaranteed access to the facilities of the electronic highway at an affordable cost (preferably free for users of these facilities);

107. That the Ministry proceed to upgrade Contact North from an audio to an interactive video network.

## Chapter 14: Community Education

The Commission recommends:

108. That the Ministry of Education and Training mandate that each school in Ontario establish a school-community council, with membership drawn from the following sectors:

- parents
- students (from Grade 7 on)
- teachers
- representatives from local religious and ethnic communities
- service providers (government and non-government)
- municipal government(s)
- service clubs and organizations
- business sectors;

109. That each school principal devise an action plan for the establishment and implementation of the school-community council;

110. That school boards provide support to principals to establish and maintain school-community councils and that the boards monitor the councils' progress and indicate the progress in their annual reports;

111. That the Ministry of Education and Training, teachers' federations, and school boards take whatever actions are necessary to ensure that community liaison staff persons are sufficiently available to assist principals in strengthening school-community linkages. These staff, who would not be certified teachers, would be responsible for helping to implement decisions and initiatives of the school-community councils as well as other school-community initiatives;

112. That the Premier assign responsibility for reforming children's services to a senior Minister, in addition to his/her regular portfolio; and that this senior Minister be supported by an Interministerial Committee of Ministers responsible for children's services; and that

- a) the Committee be assisted by permanent staff;
- b) the Committee include the systematic review and revision of
  - service approaches taken
  - quality of services provided
  - funding mechanisms

- legislation
- regional organization of authority
- provincial structures;

c) the Committee establish, through the regional offices of the MET, a leadership and co-ordinating plan between the school boards and the other local providers of services to develop and help implement the mechanisms necessary to support the work of school-community councils.

113. That the provincial government review legislative and related impediments, and that they develop a policy framework for collaboration to facilitate partnerships between community and schools;

114. That the Interministerial Committee of Ministers, under the senior minister responsible, as its first task set a sustainable timeline for implementing community partnership, policies, and mechanisms, with specific points for reporting and disseminating the results of the efforts.

## Chapter 15: Constitutional Issues

The Commission recommends:

115. That section 136, which restricts preferential hiring in the Roman Catholic school system, be removed from the Education Act;

116. That, with reference to the role of the Roman Catholic education system, the Ministry of Education and Training ensure appropriate and influential representation from the Roman Catholic education system at all levels of its professional and managerial staff, up to and including that of Assistant Deputy Minister; and that the Minister establish a Roman Catholic Education Policy and Programs Team or branch in the Ministry;

117. That the Ministry of Education and Training and the faculties of education establish a pre-service credit course in the foundations of Roman Catholic education, and that this course be available at all faculties of education in Ontario;

118. That the religious education courses currently offered at faculties of education receive full credit status and be made part of the regular academic program;

119. That, with reference to the admission of non-rightholders to French-language schools:

- a) the Minister of Education and Training give the CEFFO a mandate in consultation with school boards, to propose and ensure the adoption of uniform criteria for the admission of "non-rightholders" or their children;
- b) the Ministry of Education and Training require school boards to assume responsibility for making information about these criteria available to the relevant communities, particularly ethno-cultural communities;
- c) the composition of committees to admit non-rightholders or their children include one or more Franco-Ontarian parents and one or more parents from ethno-cultural communities;

120. That the Ontario Ministry of Education and Training give the Conseil de l'éducation et de la formation franco-ontariennes (CEFFO) the mandate to recommend to the Ministry, as soon as possible and on the basis of existing documents, school governance model(s) by and for francophones, encompassing education from pre-school to the end of secondary school without, however, seeking to define structures that are administratively symmetrical to those of the English-language system; and that the government, through the Ontario Ministry of Education and Training, approve and diligently implement the recommendations submitted by the CEFFO with respect to school governance by and for francophones;

121. That funding by the Ministry of Education and Training automatically include among its calculation of grants and weighting factors, for all French-language instructional units, the budgetary supplements required to allow these units to offer, according to the needs identified by the community:

- a) accelerated language retrieval programs (designed for recovery, actualization, and skill and development); and
- b) the necessary *animation culturelle* in classes and schools;

122. That for the early childhood education programs (children age 3 to 5), one of our key recommendations in Chapter 7, the provincial government give priority funding to French-language instructional units over every other school;

123. That rather than having the two levels of government work independently of each other, and in order to avoid duplication, the Government of Canada and the Government of Ontario jointly fund for use in both on-reserve schools and schools under provincial jurisdiction, the development of curriculum guidelines and resource materials that more accurately reflect the history of Canada's aboriginal people and their contribution to Canada's literature, culture, history, and values, and in other areas to be incorporated throughout the curriculum;

124. That the Governments of Canada and Ontario jointly fund the development of assessment and teaching strategies that are more sensitive to the learning styles identified by aboriginal educators;

125. That the federal and provincial governments work with Native education authorities and the First Nations to provide better support to students who must live away from their communities to obtain elementary and/or secondary education;

126. That the federal government review its method of funding education for Native students in on-reserve schools to ensure there are adequate funds to provide any necessary special programs to support aboriginal education and for professional support of teachers;

127. That the province include in its requirements for pre-service and in-service teacher education a component related to teaching aboriginal students and teaching about aboriginal issues to both Native and non-Native students;

128. That the federal government, which has responsibility in this field, give top priority to ensuring the availability of good telecommunications throughout Ontario in order to support education through the use of interactive video and computer networking;

129. That both the federal and provincial governments provide resources to support the development of courses, initially video- and CD-ROM-based, that would use interactive technology when an adequate telecommunication infrastructure is in place;

130. That the federal government provide assistance to aboriginal peoples to develop language teaching resources co-operatively with communities that use the same languages, in other provinces and in the United States;

131. That the province, in co-operation with First Nations communities and school boards, develop guidelines for permitting the use of Native languages as languages of instruction, where teachers and teaching resources are available;

132. That the provincial and federal governments continue their programs to develop resource materials that support the teaching of Native languages and culture for teacher in-service and for classroom use in on- and off-reserve schools, providing such materials are made available to other boards and schools;

133. That the Ministry and the representatives of the First Nations review the Declaration of Political Intent proposal on Native trustee representation, taking into account possible changes in overall board structures that could follow the issue of this report, and that at the earliest opportunity the parties implement the agreement that results;

134. That the federal and provincial governments continue negotiations that lead to full self-governance of education by the First Nations;

135. That the province develop a different way of dealing with band-operated elementary and secondary schools than it now has. Such a method would:

- a) recognize that they are publicly funded schools of a First Nation, governed by a duly constituted education authority; and
- b) permit more reciprocity and co-operation with provincial school boards.

## Chapter 16: Equity Considerations

The Commission recommends:

136. That the Ministry of Education and Training always have an Assistant Deputy Minister responsible, in addition to other duties, for advocacy on behalf of anglophone, francophone, ethno-cultural and racial minorities;

137. That trustees, educators, and support staff be provided with professional development in anti-racism education;

138. That the performance management process for supervisory officers, principals, and teachers specifically include measurable outcomes related directly to anti-racism policies and plans of the Ministry and the school boards;

139. That, for the purposes of the anti-racism and ethno-cultural equity provisions of Bill 21, the Ministry of Education and Training require boards and schools to seek input from parents and community members in implementing and monitoring the plans. This process should be linked to the overall school and board accountability mechanisms;

140. That the Ministry and school boards systematically review and monitor teaching materials of all types (texts, reading materials, videos, software, etc.), as well as teaching practices, educational programs (curriculum), and assessment tools to ensure that they are free of racism and meet the spirit and letter of anti-racism policies;

141. That in jurisdictions with large numbers of black students, school boards, academic authorities, faculties of education, and representatives of the black community collaborate to establish demonstration schools and innovative programs based on best practices in bringing about academic success for black students;

142. That whenever there are indications of collective under-achievement in any particular group of students, school boards ensure that teachers and principals have the necessary strategies and human and financial resources to help these students improve.

## Chapter 17: Organizing education

The Commission recommends:

143. That all boards have at least one student member, entitled to vote on all board matters, subject to the usual conflict-of-interest and legal requirements;

144. That student councils be given the responsibility for organizing students' views on all aspects of school life, and for transmitting these views to teachers and principals with responses sent back to students in a systematic way, and that they provide advice to student trustees;

145. That the Minister of Education and Training establish a Student and Youth Council, to advise on all educational matters, to seek further ways to involve students in decisions that affect their lives, and to sponsor research about what students can do to improve learning in schools;

146. That the Ministry organize a collaborative process for developing a Students' Charter of Rights and Responsibilities, and that the process include a significant role for students. The essential elements of such a charter must include a description of the kind of information a student is entitled to receive, the programs and services to which a student is entitled, the responsibilities a student is expected to accept, the role that students are entitled to play in the decisions made in the system, and the recourse available if students feel that their rights have not been upheld;

147. That students be involved in developing and regularly reviewing codes of behaviour and other selected policies and procedures that flow from the Students' Charter of Rights and Responsibilities at both board and school levels. These policies and procedures may not take away from the rights and responsibilities specified in the charter;

148. That information about the students' charter and all policies and procedures that directly affect students be made available to all students in a way most students can readily understand;

149. That the Ministry phase in a policy requiring school boards to turn over an increasingly significant portion of the school budget to principals, on the condition that the school have a school growth plan; that this plan be monitored by the board; that teachers participate in decision-making concerning curriculum, assessment, professional develop-



ment, and staffing; and that the school demonstrate how it reaches out to students, parents, and the community;

150. That a Parents' Charter of Rights and Responsibilities be developed at the provincial level as a result of collaboration among parents, teachers, administrators, and political decision-makers;

151. That parents be involved in developing student codes of behaviour, and other policies and procedures that flow from the Students' and Parents' Charter of Rights and Responsibilities at both board and school levels;

152. That information about the students' and parents' charters and all policies and procedures that directly affect students and parents be readily available to parents;

153. That all schools in Ontario be accountable for demonstrating the ways in which they have strengthened parents' involvement in their children's school learning;

154. That the Minister of Education and Training, in consultation with the provincial trustees' associations, review and revise the legislation and regulations governing education, in order to clarify the policy-making, as distinct from the operational, responsibilities of school board trustees;

155. That the Ministry set a scale of honoraria for trustees, with a maximum of \$20,000 per annum;

156. That following the proposed shift to the provincial government of the responsibility for determining the funding of education, the two-tiered governance structure of the public schools in Metropolitan Toronto be phased out, with the Metropolitan Toronto School Board being replaced by an administrative consortium of school boards in the Metropolitan Toronto area;

157. That the Ministry clearly set out its leadership and management roles, especially in relation to school boards, teacher federations, and faculties of education, and that it develop a plan for more complete communication with all those interested in elementary and secondary education;

158. That, in order to maximize their influence within the Ministry, assistant deputy ministers representing particular constituencies be placed in charge of the portfolio of issues related to their respective constituencies, as well as being

responsible for other important dossiers related to education for all Ontarians;

## **Chapter 18: Funding**

The Commission recommends:

159. That equal per-pupil funding across the province, as well as additional money needed by some school boards for true equity, be decided at the provincial level, and that the province ensure that funds be properly allocated;

160. That boards be allowed to raise a further sum, no greater than 10 percent of their provincially determined budget, from residential assessment only;

161. That all residential property owners be required to direct their taxes to the school system they are entitled to and wish to support, and that undirected taxes be pooled and distributed on a per-pupil basis;

162. That the Ministry of Education and Training first decide what it considers to be an adequate educational program for the province, and then determine the cost of delivering this program in various areas of the province, taking into account different student needs and varying community characteristics, such as geography, poverty rates, and language, that affect education costs.

## **Chapter 19: The Accountability of the System**

The Commission recommends:

163. That the government establish an Office of Learning Assessment and Accountability, reporting to the Legislature. Its first responsibility would be the Grades 3 and 11 system-wide, every-student assessments (Cf. Rec. 51);

164. That the Office of Learning Assessment and Accountability also be responsible for developing indicators of system performance, to be used at the board and provincial levels;

165. That the Office of Learning Assessment and Accountability, working with education stakeholders, also establish guidelines for the content of annual reports prepared by school boards and by the Minister of Education and Training. Further, we recommend that:

- a) these reports be published and be freely and widely available in schools and community locations;
  - b) the Ministry of Education and Training ensure that all school boards be informed of guidelines for the reports, and that they follow those guidelines;
6. That the work and mandate of the Office of Learning Assessment and Accountability be reviewed in five years.

## **Chapter 20: Implementing the Reforms**

The Commission recommends:

167. That an Implementation Commission be established to oversee the implementation of the recommendations made by the Royal Commission on Learning.

## Commissioners' Biographies

### Monique Bégin

#### Co-chair

A former teacher, Monique Bégin completed her M.A. in sociology at l'Université de Montréal and did doctoral studies at l'Université de Paris (Sorbonne), before working as a consultant in applied social sciences in Montréal. From 1967 to 1970, she served as the executive secretary to the Royal Commission on the Status of Women in Canada and co-signed the report to Parliament. After two years as assistant director of research at the Canadian Radio-Television and Telecommunications Commission, she ran for Parliament as a Liberal.

Re-elected four times (1972-84), Monique Bégin is best known as the first woman MP elected from Quebec to the House of Commons, and as minister of National Health and Welfare (1977-84). In that portfolio, she sponsored a range of legislation, including the Canada Health Act.

Since September 1984, when she left politics, Monique Bégin has been a visiting professor at the University of Notre Dame, Indiana, and McGill University in Montreal, before becoming the first holder of the joint Chair in Women's Studies at the University of Ottawa and Carleton University. In 1990 she was appointed dean of the new Faculty of Health Sciences at the University of Ottawa.

### Gerald L. Caplan

#### Co-chair

Gerald Caplan has had a varied career as an academic and educator, political and social activist, public policy analyst, and public affairs commentator.

He has an M.A. in Canadian history from the University of Toronto and a PhD in African history from the School of Oriental and African Studies at the University of London. He has taught in the history departments at the University of Toronto, the University College of Rhodesia, and the Department of History and Philosophy of Education at the Ontario Institute for Studies in Education. He is the author of several books, many articles and book reviews in academic journals, as well as magazine and newspaper columns.

After leaving OISE in 1977, Gerald Caplan became the Director of the CUSO program in Nigeria, after which he ran the Health Advocacy Unit of the City of Toronto. He then became federal secretary (national director) of the New Democratic Party and national campaign manager for the 1984 election. Shortly after leaving that position, he was appointed (by the Mulroney government) as co-chair of a federal task force on Canadian broadcasting policy. Between the completion of the report on broadcasting policy in 1986 and becoming co-chair of the Royal Commission on Learning in 1993, he was primarily engaged as a newspaper columnist and television commentator, as well as a consultant on government relations.

**Manisha Bharti**  
**Commissioner**

Manisha Bharti has a list of accomplishments that would be impressive in a woman twice her 19 years. A graduate of St. Lawrence High School in Cornwall, she is currently studying at Harvard University.

Academically, she was a gold award winner, with an average of 90 percent or more in her secondary school courses. In the Waterloo University Mathematics Contests, Manisha finished in the top eight percent of Ontario. Throughout high school, she was a member of her school's SchoolReach and Canada Quiz academic teams. She spent one summer involved in biological research at the University of Guelph and, upon graduation, she was awarded the governor general's medal of distinction.

Manisha was extremely active in a variety of high school activities, including the school environmental club, the school spirit club, and the student leaders organizing committee. She was the Student Council president, chair of the SD&G Inter-School Student Council, and Eastern South Region vice-president of the OSSSA – the Ontario Secondary School Students Association. Manisha was also a representative on the Stormont, Dundas and Glengarry County Board of Education Race Relations and Ethnocultural Equity Committee, as well as involved the board's Environmental and Vision 2000 steering committees.

Manisha has also been active in the broader community, volunteering with the Cornwall Alzheimer Association and the Cornwall Environment Resource Centre. She is a past president of OCTAGON, the Optimist Youth Service Club, and she has volunteered at the Hotel Dieu Hospital. In addition to all this activity, Manisha has attended a number of youth-related conferences and travelled extensively.

**Avis E. Glaze**  
**Commissioner**

Avis Glaze taught in secondary school and teachers' college in Jamaica before applying to the Ontario Institute for Studies in Education to pursue post-graduate studies. There she completed master's programs in the areas of educational administration, guidance, and counselling, and additional courses in special education, curriculum, measurement and evaluation, and educational psychology. She completed her doctorate in 1979.

Dr. Glaze has taught at all levels of education – elementary, secondary, community college, teachers' college, and university – and has been a superintendent of schools in both the separate and public school systems. As well, she is a member of the Board of Governors of Humber College of Applied Arts and Technology, and a member of the Senate of York University. Dr. Glaze has won awards for her outstanding contribution to education.

In 1983, Dr. Glaze was seconded to the Curriculum Branch of the Ministry of Education as an education officer. She also served as a research co-ordinator with the Ontario Women's Directorate and has worked with both the Ontario and Canadian Advisory Councils on the Status of Women. She is called upon frequently to present at major conferences and to conduct professional development sessions with teachers and workshops with parents and students. Her most recent community involvement is with the Harry Gairey Scholarship Fund.

Dr. Glaze is currently a superintendent of education with the North York Board and a course director in the Faculty of Education of York University.

Dennis J. Murphy  
Commissioner

Dennis Murphy is a priest of the Diocese of Sault Ste. Marie and was ordained in 1960. He studied in North Bay, Toronto, Rome, Brussels, and Ottawa, receiving his PhD in education from the University of Ottawa in 1971. Monsignor Murphy has served in his diocese as a parish priest, Chancellor, and Director of Religious Education. He was also a lecturer in religious studies at Laurentian University.

At the national level, from 1967 to 1970 he was the director of the National Office for Religious Education, Canadian Conference of Catholic Bishops, and from 1977 to 1984 he was general secretary of the Conference of Bishops.

In 1986 he founded the Institute for Catholic Education in Toronto, and for the first several years was its executive director.

In 1977 Dennis Murphy was elected to the Nipissing District Roman Catholic Separate School Board, and served for a brief period. He was also chaplain of the Ontario Separate School Trustees Association from 1967 to 1985, and the chaplain of the Canadian Catholic School Trustees' Association from 1971 to 1977.

Throughout his career, he has also served on many boards, including the North Bay Crisis Centre, the Metropolitan Toronto Catholic Children's Aid Society, St. Joseph's Hospital in North Bay, and the University of St. Jerome's College in Kitchener.



Ministry of Education  
Ministère de l'Éducation

Ontario

OCT 07 1991

OCT 0

# News release

# Communiqué

Communications and Marketing Branch  
Queen's Park, Mowat Block, 14th Floor  
Toronto, Ontario M7A 1L2

Direction des communications et du marketing  
Édifice Mowat, 14<sup>e</sup> étage, Queen's Park  
Toronto (Ontario) M7A 1L2

## LE GROUPE CONSULTATIF SUR LA GESTION DE L'ÉDUCATION EN LANGUE FRANÇAISE REND SON RAPPORT PUBLIC

No 91-66

Le 5 octobre 1991  
Pour diffusion immédiate

Timmins - La ministre de l'Éducation, M<sup>me</sup> Marion Boyd, a pris la parole aujourd'hui à l'occasion de la 42<sup>e</sup> assemblée annuelle de l'Association canadienne-française de l'Ontario et a rendu public les détails du rapport du Groupe consultatif sur la gestion de l'éducation en langue française. La ministre a déposé le rapport chez le greffier de l'Assemblée législative le jeudi 3 octobre 1991.

«Le gouvernement s'est fermement engagé à faire progresser le dossier de l'éducation en langue française», a déclaré M<sup>me</sup> Boyd.

Le Groupe consultatif sur la gestion de l'éducation en langue française a été créé en novembre dernier dans le but de recommander à la ministre des critères pour la création de conseils scolaires de langue française et de proposer différents modes de gestion de l'éducation en langue française.

Le rapport propose la création d'au plus deux conseils scolaires régionaux de langue française, un catholique et un autre public, dans chacune des six régions du ministère de l'Éducation.

De plus, il sera possible pour les collectivités de langue française qui répondent à certains critères de demander l'établissement de conseils scolaires locaux de langue française ou de conseils scolaires de district de langue française.

Les sections de langue française peuvent continuer à fonctionner comme elles le font actuellement, si tel est le désir de la collectivité.

## RAPPORT RENDU PUBLIC - 2

Voici quels sont les autres points saillants du rapport :

- nécessité de modifier la méthode de recensement afin d'obliger chaque contribuable en Ontario à indiquer le conseil scolaire auquel il ou elle veut accorder son appui;
- formulation de recommandations pour entreprendre une restructuration en profondeur du financement de l'éducation;
- création d'au moins quatre agences régionales de services éducatifs coopératifs de langue française;
- création d'une commission provinciale de mise en oeuvre de la gestion de l'éducation en langue française pour faciliter la mise sur pied des nouveaux conseils scolaires de langue française.

«J'étudierai ce rapport en collaboration avec le personnel du ministère. Par ailleurs, j'aimerais inviter toutes les parties intéressées à étudier le rapport et à faire part de leurs réactions à mon ministère d'ici le 29 novembre 1991», de conclure M<sup>me</sup> Boyd.

- 30 -

Liaison :     Laurier Bradley  
                  (416) 325-2128



Ministry of  
Education  
Ministère de  
l'Éducation  
Ontario

# News release

# Communiqué

Communications and Marketing Branch  
Queen's Park, Mowat Block, 14th Floor  
Toronto, Ontario M7A 1L2

Direction des communications et du marketing  
Édifice Mowat, 14<sup>e</sup> étage, Queen's Park  
Toronto (Ontario) M7A 1L2

## THE FRENCH LANGUAGE EDUCATION GOVERNANCE ADVISORY GROUP RELEASES ITS REPORT

No. 91-66

October 5, 1991  
For immediate release

Timmins - Education Minister Marion Boyd addressed the 42nd Annual Conference of the Association canadienne-française de l'Ontario today and released details of The Report of the French Language Education Governance Advisory Group. The Minister tabled the report with the Clerk of the Ontario Legislature on Thursday October 3, 1991.

"This Government is strongly committed to moving ahead on matters of French-language education," Mrs. Boyd says.

The French Language Education Governance Advisory Group was established last November to recommend to the Minister criteria for the creation of French-language school boards. As well, the Advisory Group will propose alternative approaches to French-language education governance.

The report calls for the establishment of up to two French-language regional school boards, one Catholic and one public, in each of the six regions of the Ministry of Education.

In addition, it will be possible for French-language communities that meet certain criteria to request the establishment of either French-language local school boards or French-language area school boards.

French-language sections may continue to operate as they now do, if that is the wish of the community.



Printed on Imprimé sur



pg. 2 French-language governance

Other highlights include:

- that the enumeration process be changed so that each ratepayer in Ontario is required to identify which school board she/he wishes and is qualified to support;
- recommendations to undertake a general restructuring of the funding of education;
- the establishment of at least four regional French-language co-operative educational services agencies;
- a Provincial French-language Education Governance Implementation Commission to facilitate the implementation of the new French-language boards.

"I'll be examining this report in consultation with ministry staff. At the same time I would like to invite all interested parties to review the report, and submit their reactions to my ministry by November 29, 1991," Mrs. Boyd says.

-30-

Contact: Laurier Bradley (416) 325-2128